

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Rapport soumis à la discussion de la conférence nationale de la section française de la IV ^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) (30 et 31 août 1997)	p. 7
Extraits de la discussion	p. 24
Réponse du rapporteur	p. 64
Banque mondiale : de l'ajustement économique à l'ajustement social et politique	p. 67 (Par Miguel Cristobal)
Les événements, la signification et les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone	p. 81 (Par Manuel Cuso)
Le <i>Manifeste du Parti communiste</i> de Karl Marx et Friedrich Engels (1847)	p. 121 (Par Jean-Marc Schiappa)
Hommage de la IV ^e Internationale à Léon Sedov, Léon Trotsky et toutes les victimes de la terreur stalinienne (30 août 1997)	p. 133
A propos d'un livre à paraître : quelques mises au point utiles (<i>La Lettre de La Vérité</i> , n° 38, 1 ^{er} septembre 1997)	p. 137
Nouvelles de l'Entente internationale	p. 143

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Rapport soumis à la discussion de la conférence nationale de la section française de la IV ^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) (30 et 31 août 1997)	p. 7
Extraits de la discussion	p. 24
Réponse du rapporteur	p. 64
Banque mondiale : de l'ajustement économique à l'ajustement social et politique	p. 67
(Par Miguel Cristobal)	
Les événements, la signification et les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone	p. 81
(Par Manuel Cuso)	
Le <i>Manifeste du Parti communiste</i> de Karl Marx et Friedrich Engels (1847)	p. 121
(Par Jean-Marc Schiappa)	
Hommage de la IV ^e Internationale à Léon Sedov, Léon Trotsky et toutes les victimes de la terreur stalinienne (30 août 1997)	p. 133
A propos d'un livre à paraître : quelques mises au point utiles (<i>La Lettre de La Vérité</i> , n° 38, 1 ^{er} septembre 1997)	p. 137
Nouvelles de l'Entente internationale	p. 143

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Rapport soumis à la discussion de la conférence mondiale de la section française de la IV ^e internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) (30 et 31 août 1937)	p. 7
Extraits de la discussion	p. 24
Réponses du rapporteur	p. 34
Tableau mondiale : de l'ajustement économique à l'ajustement social et politique (Par Michel Côté)	p. 52
Les événements, la signification et les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone (Par Michel Côté)	p. 57
Les manifestes du Parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels (1847) (Par Jean-Marie Schreier)	p. 131
Hommage de la IV ^e internationale à Leon Soucy Leon Trotsky et toutes les victimes de la terreur stalinienne (30 août 1937)	p. 133
A propos d'un livre à paraître quelques mises au point utiles (Le Livre de la Vérité, n. 52, 1 ^{er} semestre 1937)	p. 137
Nouvelles de l'Entente internationale	p. 143

Présentation

Ce numéro de *La Vérité* présente un caractère particulier, dans la mesure où une place importante y est donnée à la conférence nationale de la section française de la IV^e Internationale, qui s'est tenue les 30 et 31 août 1997.

Cette conférence avait été décidée au mois de juin, à l'issue d'une réunion de la direction nationale du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (section française de la IV^e Internationale), en relation avec les développements de la situation politique et la discussion qui s'était déroulée au sein de la direction nationale, et dans laquelle différents points de vue s'étaient manifestés quant à l'appréciation de la situation et quant à la manière d'y intervenir.

Le but de cette conférence était donc de surmonter les problèmes posés, dans le cadre des principes de la IV^e Internationale, par la pratique de la démocratie ouvrière, de la libre discussion.

On trouvera donc dans ce numéro le texte intégral du rapport présenté à la conférence nationale ainsi que de larges extraits de la discussion et de la réponse du rapporteur.

Pas plus que les communistes "*ne s'abaissent à dissimuler leurs vues*", pour reprendre la formule du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, pas plus ils ne considèrent que leurs débats politiques devraient relever d'un secret conspiratif.

Les discussions au sein de la IV^e Internationale et de ses sections ont pour objet les questions qui sont au centre même des préoccupations de millions de travailleurs dans le monde entier.

Comment s'unir pour défendre les emplois, les droits, les acquis de la classe ouvrière, comment agir pour préserver l'existence — y compris physique — de secteurs entiers de la classe ouvrière ?

Comment défendre les organisations que les travailleurs ont constituées dans leurs luttes et pour leurs luttes, comment maintenir leur indépendance ?

Comment affirmer, de manière organisée, une politique indépendante correspondant aux intérêts des travailleurs ?

En ce sens, la discussion dans les rangs de la IV^e Internationale n'est ni séparée par une cloison étanche des problèmes qui se posent dans l'ensemble du mouvement ouvrier mondial ni la "propriété privée" des militants trotskystes. S'il revient à ceux qui se sont librement associés sur la base du programme de la IV^e Internationale de décider librement de leur orientation, c'est à toutes les organisations, à tous les militants attachés à l'indépendance de classe du prolétariat, et en particulier à toutes les composantes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qu'ils présentent leurs débats et les conclusions auxquelles ils aboutissent comme un élément de réflexion.

Alors que la IV^e Internationale va commémorer la révolution d'Octobre, que, de toutes parts, on cherche plus que jamais à défigurer, en particulier en s'attaquant au Parti bolchevique, il n'est pas inutile de rappeler que c'était précisément la tradition du bolchevisme que Léon Trotsky reprenait dans *La Révolution trahie*, lorsque, face à la bureaucratie contre-révolutionnaire, il soulignait qu'un parti révolutionnaire ne pouvait se développer que sur la base de la plus grande liberté dans la discussion et de la plus ferme discipline dans l'action, une fois les décisions communes prises.

La conférence nationale de la section française de la IV^e Internationale s'est tenue au moment où le gouvernement Chirac-Jospin, succédant au gouvernement Chirac-Juppé disqualifié par le puissant mouvement de classe de novembre-décembre 1995, a non seulement pour rôle de poursuivre la même politique, mais de l'aggraver par l'accélération de la mise en œuvre des mesures découlant des traités de Maastricht et d'Amsterdam, en faisant tout pour assujettir et intégrer les organisations syndicales à cette entreprise.

C'est un problème qui ne se pose pas qu'en France, mais qui est au cœur de la situation dans tous les pays d'Europe et qui est un élément central dans la préparation de la conférence ouvrière européenne de Berlin (31 janvier et 1^{er} février 1998) pour l'abrogation du traité de Maastricht, la non-ratification du traité d'Amsterdam, contre les privatisations et la déréglementation.

Sous d'autres formes, les mêmes forces, utilisant les mêmes instruments à l'échelle mondiale (FMI, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, traité de libre commerce de l'Amérique du Nord, etc.), mènent la même offensive contre les travailleurs dans les autres continents.

La grève victorieuse des teamsters de l'UPS, au centre de laquelle se trouvait la question de la déréglementation, des emplois précaires et des emplois à temps partiel, a été ressentie par les travailleurs du monde entier comme exprimant leur volonté de se défendre.

C'est par millions qu'ils ont partagé l'affirmation d'un travailleur américain : "A tous, la grève de l'UPS a donné un sentiment de force."

La grève de l'UPS n'est pas séparable des problèmes d'ensemble posés au sein du mouvement ouvrier américain, du regroupement au sein de l'AFL-CIO de responsables et de militants syndicalistes qui ont tiré le bilan de la politique des "concessions", de l'acceptation du cadre fixé par le patronat et par l'Etat.

En ce sens, les problèmes débattus dans la conférence nationale du CCI sont — comme le manifestent d'ailleurs les extraits de la discussion que nous publions dans ce numéro — des problèmes internationaux.

C'est aussi un problème international, dans ces conditions, que l'offensive qui se développe contre le trotskysme et qui reprend, dans une conjoncture historique différente, les méthodes employées par Staline, à cette étape celle du mensonge massif et répété.

La cible principale aujourd'hui est la section française de la IV^e Internationale. L'attaque calomnieuse s'appuie sur la publication d'un livre intitulé *Cet étrange Monsieur Blondel (enquête sur le syndicat FO)*, mais qui, en dépit de son titre, consacre l'essentiel de ses 300 pages à la IV^e Internationale, à sa section française, à ses responsables, et en particulier au camarade Pierre Lambert. Ce livre, qui reprend et concentre l'ensemble des calomnies déversées sur notre courant, y compris la reprise de la calomnie stalinienne d'"hitléro-trotskyisme", vise — par l'utilisation de faux, de "confidences" de renégats — à reprendre la définition de Staline, ouvrant la voie aux procès truqués et aux assassinats : "*Le trotskysme n'est plus un courant du mouvement ouvrier.*"

C'est pourquoi nous publions, dans ce numéro de *La Vérité*, le discours prononcé par le camarade Daniel Gluckstein, au nom de la section française de la IV^e Internationale, le 30 août, sur la tombe de Léon Sedov, ainsi que *La Lettre de la Vérité* intitulée : "A propos d'un livre à paraître".

Par ailleurs, ce numéro de *La Vérité* contient :

— une étude du camarade Manuel Cuso sur la signification et les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone ;

— un article du camarade Miguel Cristobal, intitulé "La Banque mondiale, de l'ajustement économique à l'ajustement social et politique", qui analyse, sur la base des rapports de la Banque mondiale elle-même, les motifs de la remise en cause des fonctions et de l'existence même de l'Organisation internationale du travail, ainsi que les causes, enracinées dans la décomposition de l'impérialisme, des propositions faites par la Banque mondiale pour "*modifier le rôle*" de l'Etat ;

— enfin, à l'occasion du 150^e anniversaire du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, un article du camarade Jean-Marc Schiappa sur les conditions politiques de son élaboration et sur son actualité.

La Vérité

Rapport soumis à la discussion de la conférence nationale de la section française de la IV^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs)

— 30 et 31 août 1997 —

Le rapport politique que je présente à la conférence nationale a l'objectif d'apporter des éléments précis à la définition des tâches politiques d'intervention dans la lutte des classes.

Le temps limité que j'ai pu y consacrer ne m'a pas permis de procéder à un examen complet des problèmes soulevés, mais j'espère que cet aperçu nous permettra de donner à nos décisions un fondement réel, parce que déduit du marxisme.

Pour atteindre cet objectif, j'ai estimé nécessaire de revenir succinctement sur la façon dont le mouvement ouvrier s'est constitué : les conditions historiques dans lesquelles il s'est constitué, et comment il ne pouvait se constituer que comme mouvement ouvrier indépendant. Ce bref retour en arrière permettra d'éclairer les

raisons qui ont conduit la direction nationale de la section française de la IV^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) à convoquer, conformément aux statuts, cette conférence nationale.

Ce faisant, nous serons amenés à formuler plus précisément les tâches découlant de notre engagement, sur la ligne de la conférence mondiale ouverte, aux côtés des groupes, tendances et organisations indépendants regroupés dans l'Entente internationale des travailleurs. Tâches qui sont très directement reliées à celles qui découlent de nos engagements comme courant trotskyste dans le combat politique pour construire en France un parti ouvrier indépendant sur la base des quatre points de la plate-forme constitutive du Parti des travailleurs.

Avant de présenter mon rapport, je voudrais examiner brièvement les conditions de la discussion. Il y a eu des divergences à la dernière réunion de la direction nationale. Rien que de très normal dans une organisation (courant) qui entend respecter en toutes circonstances les principes de la démocratie ouvrière.

J'estime pour ma part que le point de vue de la direction nationale de juin était et reste correct. Mais j'estime également que les événements, d'une part, et plus particulièrement, d'autre part, la position politique que nous allons être amenés à prendre — dans le respect de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, de leurs instances — autorisent à penser que les divergences seront surmontées et dépassées.

Ce rapport sera donc consacré à l'analyse des positions politiques que nous devons adopter.

LE CADRE DU RAPPORT

La convocation de cette conférence soulève une première et principale question, à laquelle nous devons répondre : qui sommes-nous ?

Question qui en appelle une deuxième. Pourquoi sommes-nous organisés comme section de la IV^e Internationale sur la base de son programme ?

La réponse à ces deux questions peut être formulée ainsi : en nous organisant dans la IV^e Internationale, nous entendons assumer la continuité de toute l'histoire du mouvement ouvrier, qui s'est construit comme mouvement ouvrier indépendant à partir de la réponse à la question fondamentale : quel est le but du combat contre la société d'exploitation édifée sur le système de la propriété privée des moyens de production ? Cette réponse, dès les origines, est commune à toutes les tendances et organisations du mouvement ouvrier : abolition de la propriété privée des moyens de production, "*suppression du*

salariat et du patronat", mots d'ordre charpentant la lutte de classe organisée.

Et ce n'est certainement pas un paradoxe de déduire du mot d'ordre d'abolition de la propriété privée des moyens de production tout à la fois la justification historique des rapports capitalistes de production comme levier de la constitution du prolétariat et la nécessité du combat pour l'abolition des rapports capitalistes à l'ère de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et particulièrement dans sa phase actuelle de sénilité.

Nous vivons une époque de désintégration des bases de la civilisation moderne, dont l'industrialisation était le moteur et le prolétariat le levier. Époque où la survie du système plus que pourrissant de la propriété privée des moyens de production se caractérise, à l'échelle mondiale et dans chacun des pays, par une crise sans précédent qui combine crises économiques, crises politiques, crises institutionnelles, crises nationales, crises sociales, où tous les fondements de la société risquent de sombrer dans la barbarie.

C'est dire combien la question centrale de notre époque est la question de la propriété privée des moyens de production. Nul ne peut nier que le système de la propriété privée est entré dans une phase accélérée de pourrissement. Les conséquences de l'effondrement de l'Union soviétique et des pays de l'Est, la marche accélérée de la privatisation en Chine sont là pour le confirmer.

Il aura fallu que la bureaucratie aille jusqu'au bout de sa nature sociale de caste privilégiée pour que, avec la faillite de la théorie du "socialisme dans un seul pays", apparaissent en pleine lumière les conséquences de la survie du système pourrissant de la propriété privée. On le sait, ces fallacieuses théories étaient nécessaires pour camoufler la vraie nature de la caste bureaucratique, à savoir qu'elle ne pouvait conduire qu'à la restauration capitaliste. Mais au stade de l'impérialisme sénile, la restauration capitaliste s'inscrit dans la putréfaction accélérée du système de la propriété privée et aboutit au renforcement du contenu parasitaire, mafieux et

destructeur de l'économie de la spéculation, portant à leur comble l'exploitation et l'oppression dans le monde entier et dans tous les pays.

La spéculation, qui se nourrit de la "désindustrialisation" à l'échelle mondiale, détruit et liquide les industries, les services publics, paupérise les travailleurs de toutes catégories en subordonnant de plus en plus étroitement la production et la circulation des marchandises sur le marché mondial aux impératifs des "marchés financiers". 98 % des mouvements de capitaux sur les places financières relèvent de la spéculation, en particulier sur les monnaies, 2 % seulement correspondent à des échanges de marchandises. En même temps, les capitaux investis dans la production sont en régression constante.

Comme marxistes, il nous faut revenir aux questions fondamentales.

Le phénomène de désindustrialisation **extensive** globale auquel nous assistons se caractérise par un développement **intensif** du capital, et particulièrement dans les anciens pays industrialisés, par l'augmentation d'une **plus-value relative**, par opposition à la **plus-value absolue** en partie liée au développement extensif du capital.

Les investissements, centrés sur la rationalisation de la production du fait de l'introduction poussée de nouvelles technologies, produisent des gains de productivité phénoménaux, destinés à abaisser les coûts d'exploitation du capital constant ainsi qu'à raccourcir les délais d'amortissement nécessaires au remplacement d'un matériel devenant très vite obsolète.

Simultanément, la pression sur les coûts salariaux se traduit par des licenciements massifs et par l'augmentation de l'armée de réserve des chômeurs.

Ce mouvement entraîne une modification sans cesse renouvelée de la composition organique du capital, dans laquelle la part du capital constant l'emporte de plus en plus sur celle du capital variable.

Avec les modifications introduites par le patronat, substituant la compétence individuelle à la qualification du poste de travail, le noyau dur du capital variable rejette, sous la forme de cercles concentriques, des milliers de prolétaires désormais soumis au régime de la sous-traitance, du marchandage, de la flexibilité des salaires et de la durée du travail, aggravant ainsi la précarité des conditions de travail.

Si le rythme de la production industrielle se manifeste globalement au niveau mondial, du fait notamment des délocalisations industrielles constamment à la recherche des coûts d'exploitation les plus favorables, il ne peut compenser le phénomène de **surproduction relative** auquel le capitalisme est confronté en raison de la **crise mondiale du pouvoir d'achat des masses** et du **rétrécissement continu d'un marché solvable**, dont la conquête et l'exploitation demeurent la raison d'être du capitalisme et de son stade suprême, l'impérialisme.

Ainsi le capital, mis désormais dans l'impossibilité de maintenir un taux de profit moyen nécessaire à sa reproduction par le processus normal d'accumulation réelle, compense cette défaillance par le truchement du capital financier engagé dans la spéculation à outrance.

Cela génère un processus d'accumulation fictive en propre contradiction avec la fonction historique du capital.

Ainsi, le triptyque de Marx, A - M - A', tend de plus en plus à faire place au diplytque A - A'.

Par là, les bases matérielles étayant l'économie et le mode de production capitaliste s'effondrent, pour céder la place à une spéculation généralisée préfigurant la faillite d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Refuser de placer au centre de l'élaboration d'une véritable politique ouvrière la question de la propriété privée, c'est tourner le dos à la définition des revendications réelles les plus immédiates : celles

qui découlent de la résistance à la mise en œuvre des plans de destruction des bases industrielles de l'économie mondiale (restructurations, délocalisations, déconcentration, privatisation des services publics, etc.) par tous les gouvernements de toutes couleurs politiques, sur injonction de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Union européenne (Maastricht-Amsterdam) et de tous les traités — ALENA, Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), Mercosur — qui enserrent tous les continents dans les griffes de la spéculation.

Si l'industrialisation a constitué le levier de la civilisation moderne, la désindustrialisation-spéculation devient le moteur de la destruction de tous les acquis de la civilisation humaine. C'est ainsi que les acquis de la révolution de 1789, qui a constitué la nation, sont directement remis en cause par la politique de régionalisation dictée par Bruxelles (les "pays"), en même temps que sont remis en cause les acquis démocratiques constitués par les municipalités, l'enseignement public, laïque, gratuit et obligatoire, conquête démocratique résultant des acquis de la Révolution française, de la Commune de Paris et des nécessités inhérentes à l'industrialisation.

Notons que c'est précisément à partir de ces éléments d'analyse qu'est fondée la ligne "*de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu*", intégrant le combat contre les institutions antidémocratiques de la V^e République, dont le contenu est plus particulièrement l'intégration des syndicats à l'Etat. C'est ainsi que la lutte contre la dislocation de la nation, la lutte pour la "*démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu*" est étroitement liée à la lutte pour les revendications réelles. Il suffit de voir comment ce qui est dénommé par antiphrase "réforme" (en réalité, contre-réforme) de l'Etat a pour support la région, la décentralisation, la privatisation de la SNCF, la destruction des services publics.

La réponse à ces questions en soulève une autre : y a-t-il, dans la situation, un

fondement objectif qui sous-tend la possibilité pour les exploités de résister à toutes ces formes extrêmes de la décadence du système pourrissant (économique et politique) de la propriété privée des moyens de production ? Partant, y a-t-il un fondement à l'aide à la résistance des travailleurs, en premier lieu pour la conservation de leur force de travail ? Y a-t-il des bases réelles pour une politique ouvrière indépendante, une politique d'aide à la résistance des ouvriers, des jeunes, de toutes les couches du salariat qui s'obscurcit de plus en plus dans un chômage sans espoir, dans la précarité ?

Certes, la désindustrialisation-spéculation entraîne les attaques concentrées des institutions internationales (et européennes) contre les droits, garanties, statuts et conventions collectives.

Certes, comme on le verra dans la suite de ce rapport à partir des données établies par le récent congrès de la CISL (1996), la "mondialisation" (spéculation) entraîne toutes les couches laborieuses dans une paupérisation accélérée à l'échelle mondiale, la destruction massive des emplois accompagnant directement la précarisation généralisée du travail systématiquement développée au moyen des politiques d'ajustement du marché du travail, comme le prouvent ces chiffres fournis par la *Revue internationale du travail* (Organisation internationale du travail, printemps 1997) : la croissance des "emplois atypiques", emplois "flexibles", a été de 15 % dans l'ensemble de l'Union européenne entre 1985 et 1995. Elle a été de 31 % en France, 53 % en Espagne et 46 % aux Pays-Bas. 49,7 % des jeunes ayant un emploi en France sont à "temps partiel" ou "temporaires" (ne sont comptés ni les stages ni les emplois "informels") et, selon les statistiques officielles, 19,1 % sont chômeurs. Le pourcentage de jeunes employés à temps partiel ou temporaires est de 66 % en Espagne (24,5 % de jeunes chômeurs) et de 57,9 % aux Pays-Bas (11,1 % de jeunes chômeurs). Signalons que, selon les statistiques officielles, pendant la même période (de 1987 à 1994), la production mondiale de drogue a doublé.

Néanmoins, même si l'économie de marché de la spéculation se nourrit de la désindustrialisation, son support reste l'exploitation — la surexploitation — de la force de travail. L'humanité est engagée dans la marche à la barbarie, en conséquence de l'économie de marché de la spéculation, mais c'est là un processus en cours, non encore achevé. La lutte de classe organisée n'est pas anéantie : il suffit de mentionner la grève totale victorieuse des *teamsters* (camionneurs) de l'UPS, aux Etats-Unis. Les luttes pour la conservation de la force de travail se nourrissent de la résistance aux conséquences entraînées par les contradictions du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

Ainsi, les réponses aux questions à résoudre pour définir notre intervention politique ne peuvent être élaborées qu'à partir de cette situation mondiale : crises économiques, crises politiques, institutionnelles, sociales, nationales, dont les traits s'accusent davantage de jour en jour. Comment, du point de vue qui est central, à savoir la défense de l'indépendance de la lutte de classe, de l'indépendance des organisations, de la préservation de notre propre indépendance, définir nos tâches ?

Telle est la question centrale posée aux sections de la IV^e Internationale, qui combattent à l'échelle internationale sur la ligne de la conférence mondiale ouverte pour l'Entente internationale des travailleurs, à la section française qui combat pour la construction du Parti des travailleurs, pour l'édification d'un parti ouvrier indépendant.

UN BREF REGARD SUR LE PASSÉ DU MOUVEMENT OUVRIER

Il n'est évidemment pas dans l'objet de ce rapport de procéder à un exposé sur l'histoire du mouvement ouvrier. Il serait totalement erroné de plaquer mécaniquement la situation du XIX^e siècle sur celle d'aujourd'hui. Mais il est de nombreux

enseignements à tirer des luttes de classe du passé, qui ont modelé le mouvement ouvrier indépendant.

De même, il ne peut s'agir de plaquer mécaniquement sur la situation française la grève totale des camionneurs de l'UPS, qui s'est déroulée dans les conditions du mouvement ouvrier américain. Et pourtant, la grève de l'UPS, qui fait suite à des grèves et mouvements dans toute une série de pays, notamment la grève de novembre-décembre 1995 en France, ou la résistance qui se poursuit des dockers de Liverpool contre le lock-out, pourrait peut-être signaler l'amorce d'un tournant dans la lutte des classes.

Dans les conditions atroces de la période de l'accumulation primitive du capital, marquant la première phase de l'industrialisation, le prolétariat a été amené à se constituer en classe par l'organisation indépendante. S'engageant dans la lutte de classe avec des avancées et de profonds reculs au cours des années de combat, le prolétariat surexploité arrachait garanties et droits, que les capitalistes lui déniaient au nom du "droit naturel" légitimant le droit de propriété. Pour la défense de la propriété privée des moyens de production, les exploités s'opposent à la "défense des intérêts particuliers" des travailleurs, interdisent le droit de coalition et d'organisation. Le combat pour les libertés ouvrières est qualifié "*d'attentat à la liberté*". C'est ainsi que, dès la constitution du mouvement ouvrier, les ouvriers sont amenés, pour s'organiser, à lier les revendications au combat contre les capitalistes propriétaires privés des moyens de production. Ils arrachent après de durs combats le droit de coalition, constituent des syndicats indépendants. Longue période qui se déroulera, selon les pays, tout au long du XIX^e siècle, et au cours de laquelle les travailleurs engagent une longue lutte de classe, fédèrent les syndicats que les "chefs d'entreprise" cherchent sans cesse à démolir en faisant la chasse aux syndiqués. Une parenthèse : on verra plus loin que le rapport présenté au congrès de la CISL dénonce en 1996 des entraves analogues mises par les patrons au mouvement syndical, y compris aux Etats-Unis et en Europe.

Fermons la parenthèse. Pas à pas, la lutte de classe reconstruit ce qui a été détruit. Pas à pas, les travailleurs construisent leurs syndicats indépendants sous des formes spécifiques à leurs traditions nationales, tirent les enseignements de leur combat en liant le combat organisé pour les revendications au combat pour la démocratie, dressant les premières bases des tendances et organisations politiques.

C'est ainsi que, pour le mouvement ouvrier naissant, le critère de toute question réside dans la pratique organisée : l'indépendance, qui n'est pas une abstraction, exige une attitude concrète, pratique, envers la propriété privée des moyens de production. Et c'est précisément dans un mouvement parallèle à la lutte de classe organisée que les tendances et organisations vont élaborer leurs bases politiques.

Un des premiers, dès 1842, Hess écrit :

"Les réformes politiques, si radicales qu'elles soient (...), ne peuvent vaincre les crises déterminées par la concentration des richesses. Celle-ci engendrera nécessairement une révolution sociale... Nulle forme de gouvernement n'a créé ce mal (l'opposition entre les riches et les pauvres)..."

Quand on oppose aux mauvaises conditions sociales (...) l'affirmation que de tout temps il y a eu des pauvres et des riches, on ne peut que constater que cela est loin d'être consolant (...).

L'industrie passée des mains du peuple à celle des capitalistes, le commerce de plus en plus accaparé par de grands capitalistes entreprenants, par des aventuriers et des escrocs (...), les grands capitaux qui se transmettent et s'accroissent dans quelques familles, toutes ces conditions qui existent partout et qui constituent les causes, sinon exclusives, du moins principales et essentielles, de la catastrophe qui menace ont un caractère principal non pas politique, mais social."

Marx, qui n'est pas encore marxiste, écrit à la même époque, en 1842 :

« La classe sociale caractérisée par l'absence de propriété et par le travail (il n'écrit pas encore force de travail) constitue moins un «état» (dans le sens de quatrième état) de la société bourgeoise que

le fondement sur lequel réagissent et agissent les classes qui la composent. »

De même, en 1843, Hess écrit :

"Pour abolir cette tare fondamentale, le régime de la propriété privée, qui par la recherche du profit et la concurrence qu'il engendre isole les hommes et les oppose les uns aux autres, il faut remplacer la société bourgeoise par une société de caractère à la fois communiste et anarchiste, dans laquelle, par la suppression de la propriété privée et de l'égoïsme, la liberté et l'égalité régneront."

De même, Bakounine place également au centre la question de la propriété privée. Comme y compris, à l'époque, Louis Blanc, qui condamne pourtant la révolution sociale.

Il faut également signaler, au moment où se déchaîne la réaction cléricale appuyée par les gouvernements et hommes politiques de tous bords (visite du pape à Paris) pour réaliser la doctrine sociale de l'Eglise (association capital-travail), l'attitude envers la religion des fondateurs du mouvement ouvrier indépendant. Attitude que Marx formulera ainsi :

"La misère religieuse est d'une part l'expression de la misère réelle, d'autre part une protestation contre cette misère. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde inhumain, l'esprit d'une société déspiritualisée. Elle est l'opium du peuple. La suppression de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple implique la réalisation de son bonheur véritable, exige que l'on renonce à s'illusionner sur sa propre condition. C'est exiger l'abolition d'un état de choses qui a nécessité cette illusion. Critiquer la religion revient ainsi à critiquer la vallée de larmes dont la religion est le reflet céleste (...).

La mission de l'histoire est de réaliser, après la destruction de la vérité de l'au-delà, la vérité d'ici-bas (...).

L'émancipation politique (la révolution bourgeoise) constitue certes un grand progrès. Si elle n'est pas la forme dernière de l'émancipation humaine considérée en soi, elle est du moins celle de l'émancipation humaine dans le cadre du monde présent. L'homme s'émancipe politiquement de la religion en la relé-

quant du domaine du droit public à celui du droit privé... Elle est rejetée parmi les intérêts privés et expulsée de la collectivité."

Ainsi, le mouvement ouvrier naissant soulève la question fondamentale, et le but essentiel qui fut à la base de la constitution des organisations était d'y apporter une solution conforme aux intérêts de la classe ouvrière, par la limitation et l'abolition de la propriété privée. Limitation du droit à la propriété privée par les revendications, par les droits et garanties arrachés par la lutte de classe afin d'accomplir la tâche historique du prolétariat organisé : l'abolition de la propriété privée. Si cette tâche historique n'est pas inscrite dans le mouvement organisé, cela conduit à la destruction des droits et garanties. Tel est le fondement de l'indépendance de classe.

Et c'est précisément sur ces bases que sera constituée la Première Internationale, l'Association internationale des travailleurs, constituée à Londres le 28 septembre 1862 et rassemblant les partisans "démocrates" Garibaldi et Mazzini, les marxistes, les proudhoniens :

"L'Association, écrira Marx, est importante parce qu'il y a parmi nos membres les chefs des trade unions de Londres, qui réservèrent à Garibaldi un accueil triomphal et firent avorter par le meeting monstre de Saint-James Hall le plan de Palmerston visant à une guerre avec les Etats-Unis. Même les chefs (proudhoniens, NDLR) des travailleurs parisiens sont en rapport avec cette association."

L'attitude de Marx est également pleine d'enseignements : il s'agit pour lui, en rédigeant l'Adresse inaugurale, de grouper les organisations et tendances qui luttent dans leur pays contre l'oppression nationale (Mazzini) et celles qui se réclament de

"L'émancipation de la classe ouvrière, (qui) doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (...), pour l'abolition de tout régime de classes, contre l'assujettissement économique des travailleurs aux destructeurs des moyens de travail (...). L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen."

Chaque tendance, groupe, organisation indépendante est appelé à réaliser dans la Première Internationale "*cette union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays*"² et en même temps à combattre pour "*la démocratie*", car les libertés démocratiques sont inséparables des libertés ouvrières. C'est, dans une autre conjoncture historique, ce que nous avons défini dans la plate-forme constitutive du Parti des travailleurs.

Concluons ce bref rappel historique : la condition essentielle pour le développement du mouvement ouvrier, politique et syndical, se résume dans la défense de son indépendance. La condition essentielle de la préservation de l'indépendance, c'est le refus de se soumettre à une quelconque "cohésion sociale", qui subordonne les "intérêts particuliers" des exploités, leurs intérêts comme classe, aux intérêts particuliers des exploités présentés comme "l'intérêt général", qui n'est que l'intérêt des "*détenteurs privés des moyens de production*"; c'est le refus de subordonner la classe et ses organisations au système de la propriété privée des moyens de production.

Ces deux premières conditions déterminent le mouvement pour arracher conquêtes sociales, droits, garanties, amélioration des conditions de travail, par la seule méthode qui permette de les arracher : la lutte de classe indépendante. La classe capitaliste, détentrice privée des moyens de production, ne cède que par la lutte de classe indépendante. L'ensemble de ces conditions se relie très étroitement à l'indépendance des organisations.

Ces considérations permettent de comprendre notre attachement acharné (qui est également celui de tout militant ouvrier) au maintien de la Charte d'Amiens. Il ne s'agit pas, en rappelant ces références historiques, d'adresser un coup de chapeau à nos lointains ancêtres. La position des Mairé, Lemercier, Viannet et autres, qui demandent le retrait de ce qui est fondamental dans les statuts des syndicats ouvriers : l'abolition de la propriété privée, doit être directement mise en relation avec les implications du traité de Maastricht-Amsterdam tendant à subor-

donner les organisations ouvrières, les syndicats, au marché libre de la propriété privée, de la spéculation. Elle est directement reliée à leur subordination à la mise en œuvre de *"l'économie sociale de marché"*, bible du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, des institutions, de la Confédération européenne des syndicats (CES), et qui conduit à la destruction des droits, garanties, statuts, conventions collectives, qui conduit à l'atomisation de la classe ouvrière.

Peut-être n'est-il pas inutile, en ces temps où le mensonge est élevé au rang d'un art politique majeur, de rappeler que le pape Pie IX, après la Commune de Paris, reprochait au gouvernement suisse de

"tolérer cette secte de l'Internationale, qui voudrait traiter toute l'Europe comme elle a traité Paris... Il faut redouter ces messieurs de l'Internationale parce qu'ils travaillent pour le compte des ennemis éternels de Dieu et de l'humanité."

La forme est aujourd'hui quelque peu modifiée. Le fond reste égal à lui-même.

RÉFORME ET CONTRE-RÉFORME

Le combat pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour les institutions démocratiques, ne peut être dissocié de la lutte de classe sur l'objectif de l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Le réformisme, comme courant du mouvement ouvrier, en principe ne nie pas la lutte des classes. Pour le réformisme, le "but final", l'abolition du système politique et économique de la propriété privée des moyens de production, pourrait être atteint par l'accumulation de réformes successives, par l'amélioration graduelle et continue des conditions de vie et de travail.

Les révolutionnaires ne contestent pas la nécessité de combattre pour des "réformes", pour les revendications immédiates et générales améliorant les

conditions de vie et de travail des travailleurs. Ce qu'ils contestent, c'est que l'abolition de la propriété privée puisse résulter d'une accumulation graduelle et continue des réformes. Il n'est pas inutile, sur cette question, de réfléchir à la méthode du marxisme mise en œuvre par les bolcheviks en 1917, ne serait-ce que pour répondre aux falsificateurs de tout acabit. Bien entendu, là encore, il ne s'agit pas d'assimiler mécaniquement avec les conditions actuelles de la lutte de classe celles qui ont conduit à la révolution d'Octobre.

Après les journées de juillet 1917, qui avaient vu la contre-révolution engager une offensive contre la révolution, Lénine écrit, dans un article intitulé "A propos des mots d'ordre" :

"Chaque mot d'ordre particulier doit être déduit de tout l'ensemble des caractéristiques d'une situation politique déterminée. Or la situation politique actuelle en Russie, après le 4 juillet, est radicalement différente de la situation que nous connaissions du 27 février au 4 juillet. Du 27 février au 4 juillet, (le mot d'ordre) tout le pouvoir aux soviets (...) était le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution, possible et naturellement souhaitable, et qui est devenu maintenant absolument impossible."

En insistant à nouveau sur les limites des analogies historiques, notons que la question centrale soulevée par Lénine est celle de "l'institution ouvrière" indépendante, les soviets (conseils ouvriers, commune). Était "souhaitable" et "possible" ce qui permettait, à partir de l'institution ouvrière constituée dans les soviets, d'assurer un "développement pacifique de la révolution". C'est ainsi que, quelles que soient les formes concrètes que peut prendre la lutte de classe, ce qui est permanent en toutes circonstances se concentre dans le combat pour l'indépendance des "institutions ouvrières" (partis et syndicats).

Si donc, comme révolutionnaires, non seulement nous ne condamnons pas la lutte pour des "réformes" améliorant les conditions de vie et de travail des exploités, personne ne saurait nier que, dans la

situation mondiale présente, les gouvernements de toutes couleurs politiques ont engagé une politique de contre-réformes dictée par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Union européenne.

Si donc — les faits l'ont démontré et le démontreront — les réformes sont le produit de la lutte de classe, imposées par et dans leurs luttes de classe par les travailleurs se dotant dans et par leur lutte de classe d'organisations indépendantes, les faits démontrent que la politique de contre-réformes est fondée sur l'objectif de l'intégration de toutes les organisations libres et indépendantes, et plus particulièrement des syndicats. Cela pour détruire les acquis, les conquêtes sociales, droits et garanties. S'associer sous une forme ou une autre à la politique des contre-réformes, c'est s'engager dans le processus qui conduit à abandonner l'indépendance des organisations.

C'est ce à quoi le "gouvernement pluriel" Chirac-Jospin invite les directions des organisations. Concrètement, voyons comment se prépare la conférence sur l'emploi : après maintes et maintes "consultations" dans le secret érigé par Jospin en méthode de gouvernement, Aubry concocte le plan "emplois jeunes". Le Conseil des ministres du 20 août est appelé à adopter le projet du "vice-Premier ministre" Aubry, avec l'accord sur le fond du président de la République, même si la droite émet quelques critiques. Scénario oblige, il faut donner une couverture "gauche" au projet de loi Aubry et permettre à quelques dirigeants du PS, et surtout du PCF (et d'autres) d'y découvrir des "avancées" — tout en émettant des réserves "pour l'histoire", comme l'a si bien dit Chevènement.

Le projet de loi est donc adopté le 20 août par le Conseil des ministres. La Constitution prévoit qu'il doit être ensuite soumis au Parlement croupion (vraisemblablement appelé à se réunir en séance extraordinaire le 16 septembre), où, à coup sûr, les discours bien sentis des députés de la majorité plurielle et de l'opposition de droite s'efforceront de faire admettre, même à des aveugles, que

le projet qui "légalise" la liquidation des droits, garanties et statuts sur l'objectif de la diminution du coût du travail prescrit par le FMI et l'Union européenne a pour objectif le "bien" des jeunes et des travailleurs.

Le projet Aubry, adopté, devient "loi". Le dernier acte de la pièce devrait se jouer début octobre, à la "conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail", les confédérations étant appelées à discuter, à émettre leur avis sur la contre-réforme.

A cette conférence, bien entendu, chacun pourra émettre critiques et réserves, l'essentiel étant que le gouvernement réussisse à faire cautionner dans une parodie de négociations la loi adoptée par le Parlement croupion.

Une question se pose : et si la conférence sur l'emploi et les salaires ne constituait pas le dernier acte de la pièce ? Que se passera-t-il si le gouvernement Jospin proposait d'institutionnaliser, sous une forme ou une autre, la méthode de la "conférence" en la rendant plus ou moins permanente ? Le pourrissement du système social de la propriété privée des moyens de production a besoin de la marche au corporatisme.

UN PROCESSUS EN COURS, MAIS INACHEVÉ (I)

Si en Italie, en Espagne, les processus d'intégration des syndicats sont plus engagés, force est de constater que ces processus sont en cours dans tous les pays.

Le volumineux rapport adopté par le 16^e Congrès de la CISL est une illustration des contradictions du mouvement syndical. Les citations extraites du rapport ne nécessitent, comme on le verra, que peu de commentaires.

Le rapport présente un tableau de la situation mondiale auquel on ne peut que souscrire.

"Le travail que nous (les syndicats organisés dans la CISL) devons accomplir est urgent face à un monde qui continue de s'enfoncer, avec un chômage, une pauvreté et une exclusion sociale en hausse."

Le congrès de la CISL doit admettre que

"lois et réglementations (établis au cours de décennies de lutte syndicale) sont de plus en plus menacées par les efforts des employeurs pour limiter les coûts de la main-d'œuvre en introduisant des contrats de travail à court terme, en réduisant la sécurité de l'emploi, en abaissant le salaire minimum, en recourant à la sous-traitance".

"Dans le monde, plus de 700 millions de travailleurs(euses) ne sont pas employé(e)s de manière productive, indique le Bureau international du travail. L'inégalité sociale au sein des nations et entre elles s'accroît, et plus d'un cinquième de la population mondiale survit dans des conditions d'abjecte pauvreté. En 1994, environ 200 millions d'enfants de moins de cinq ans sont touchés par des déficiences importantes ou chroniques en protéines et calories, principalement dans les pays moins développés. Depuis des années, la croissance de l'économie mondiale s'est répartie de manière par trop inégale (...) pour réduire le chômage ou pour avoir une réelle incidence sur la pauvreté."

Le rapport récapitule dans des informations saisissantes

"les perspectives fort sombres pour le continent africain, où des dizaines de millions survivent à peine dans une situation de pauvreté dégradante et débilitante".

Il fait état de la

"chute vertigineuse de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que de l'ex-Union soviétique... (Et) en Amérique latine, dans les Caraïbes... En Asie et dans le Pacifique..."

Le rapport dénonce *"l'extension du travail des enfants dans le monde"*, ainsi que la surexploitation des femmes travailleuses et de toutes les couches les plus faibles : les jeunes, les travailleurs les plus âgés, les chômeurs de longue durée, les retraités.

Les méfaits qui sont portés au compte de la "mondialisation" ne se limitent pas aux nations dépendantes (et qu'il est convenu de dénommer "pays du tiers monde") :

"De nombreux pays industriels ont appliqué des mesures telles que des réductions de salaires et de la sécurité sociale, pour n'obtenir en fin de compte qu'une hausse des emplois précaires caractérisés par de piètres conditions de travail et des bas salaires (...), entraînant une hausse du travail effectué en sous-traitance."

Le rapport insiste :

"De plus en plus de travailleurs, en particulier femmes et jeunes, chômeurs de longue durée, ne sont plus couverts par la législation normale du travail, n'ont plus droit aux garanties sociales... Une grande part de cette main-d'œuvre pléthorique en est donc réduite, pour joindre les deux bouts, à des emplois de piètre qualité, précaires et mal payés (les fameux emplois "de proximité", les vingt-deux nouveaux métiers qu'entend imposer la loi sur l'emploi jeune), émaillés de périodes de chômage, où ils ne touchent que peu d'avantages sociaux, voire aucun. Les implications sociales plus larges de ce principe de pauvreté croissante sont alarmantes"

Nombre d'aspects et de conséquences de la politique mondiale d'offensive généralisée contre les réformes qui ont imposé de meilleures conditions de travail sont clairement identifiés :

"La mondialisation propulsée par les entreprises transnationales a conduit, par sa recherche des coûts les plus bas possible, le contournement des normes de travail et des garanties, à une déconcentration et à une diversification de la production par le biais d'un réseau de petits et moyens sous-traitants (...), au télétravail (...), aux zones franches (où) la législation du travail (n'est pas respectée)."

Zones franches dans lesquelles les entreprises sont *"exonérées d'impôt"*, ne respectent plus *"la législation du travail et de protection sociale"*.

Il est beau, ce "monde libre" du système pourrissant de la propriété privée, qui permet aux entreprises multinationales,

transnationales, de "délocaliser" pour abaisser toujours plus le coût du travail,

"déplaçant les unités de production vers des pays où la main-d'œuvre est moins chère (...). Le travail des enfants continue d'exister sous de nombreuses formes et augmente dans un nombre croissant de pays industrialisés et en développement..."

Le rapport publie une statistique de l'OIT selon laquelle "on estime à plus de 200 millions dans le monde le nombre d'enfants au travail", contraints à un travail exténuant et sous-payé. Mais qu'est-ce donc que l'alternance école-entreprise, sinon manifestement l'offre d'une main-d'œuvre généralement gratuite aux "employeurs", une forme de travail des enfants "légalisée" en France par les gouvernements de toutes couleurs politiques ?

Et qui pourrait ne pas souscrire à l'objectif inscrit dans le rapport de la CISL de

"rétablir des liens de solidarité internationale dans un puissant front commun contre l'exploitation et contre la dégradation des conditions de travail et de vie, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays industrialisés".

UN PROCESSUS EN COURS, MAIS INACHEVÉ (II). OÙ SE SITUENT LES RESPONSABILITÉS ?

Toute une série d'éléments recensés dans ce rapport de la CISL portent la plus implacable condamnation du système pourrissant de la propriété privée :

"Danger d'une génération perdue. En cette fin du XX^e siècle, en raison du chômage important et persistant qui frappe la jeunesse, une génération entière est perdue par la marginalisation croissante des jeunes. La vaste majorité d'entre eux, dans de nombreux pays en développement, n'ont pratiquement aucune chance de trouver un emploi dans le secteur structuré, alors que le chômage des jeunes dans les pays en transition conti-

nue d'augmenter et que les pays industrialisés sont incapables de procurer des emplois dans certains cas à un jeune sur trois. Les terribles conséquences sociales et économiques de cette situation se manifestent par l'aliénation et le désespoir des jeunes, une aggravation importante des taux de criminalité et de la consommation de substances toxiques, ainsi que par des divisions croissantes et, semble-t-il, inflexibles, de la richesse et des chances."

Il faut ajouter que les jeunes à qui les pays industrialisés sont "capables de fournir un emploi" sont voués, comme on l'a vu, à la précarité. Y compris en France, avec l'avenir souriant des emplois de proximité et des nouveaux "petits métiers" qu'entend "légaliser" le gouvernement "de gauche".

Le rapport souligne également un fait incontestable :

"La mondialisation de l'économie est allée de pair avec la déréglementation du marché du travail (...), travail à temps partiel, travail temporaire."

Le rapport signale encore que les stratégies du FMI et de la Banque mondiale

"créent un cadre mondial de politique fondé sur une libéralisation des marchés et une rigueur fiscale et gouvernementale que peu de gouvernements sont en mesure de remettre en question".

Ce diagnostic signale encore la responsabilité du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, c'est-à-dire la responsabilité du "capital" (mot utilisé dans le rapport) fonctionnant dans des conditions où

"90 % des billions de dollars de transactions quotidiennes en devises sur les marchés monétaires du monde sont de nature purement spéculative, ce qui entraîne des variations importantes des taux de change et oblige les banques centrales de nombreux pays à maintenir les taux d'intérêt réels à des niveaux qui découragent l'investissement productif à long terme et la création d'emplois. Cette dominance de la spéculation financière

sur l'économie productive sape les efforts faits par les syndicats, les employeurs et les gouvernements pour planifier l'avenir et pour gérer le changement de manière efficace et responsable. La faiblesse des réglementations internationales a été largement démontrée par une série de débâcles et de scandales financiers spectaculaires.

La déréglementation des marchés financiers internationaux a créé un climat d'instabilité (...) au détriment d'un investissement à long terme, créateur d'emplois.

En outre, même les gouvernements des pays les plus importants ne peuvent échapper à la pression exercée par les marchés financiers pour poursuivre des politiques fiscales et monétaires à base étroite ne tenant pas compte de l'emploi et de la Sécurité sociale."

Exact encore, le fait que, pour imposer la mondialisation, c'est-à-dire la déréglementation et la destruction des statuts,

"les entreprises et les gouvernements recourent (...) à des programmes de réduction des coûts et de privatisations des services publics (qui créent) le chômage".

Diagnostic correct sur les responsabilités qui incombent aux

"programmes d'ajustement structurel réclamés par la Banque mondiale, (qui) causent un lourd préjudice aux travailleurs(euses) et à leurs syndicats, (qui sont) un contrepoids au pouvoir du capital" (souligné par nous).

"Les stratégies draconiennes d'ajustement structurel (signalons que le directeur général du FMI, Michel Camdessus, invite expressément les gouvernements européens — et nommément les gouvernements en France — à se lancer plus résolument, dans chacun de leurs pays, dans l'application des plans d'ajustement structurel, NDLR) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ont entraîné des pertes d'emplois très importantes, ont abaissé sévèrement les niveaux de vie et les salaires minimum réels et ont amené à faire des réductions dans les programmes d'investissements."

UN PROCESSUS EN COURS, MAIS INACHEVÉ (III)

Ainsi, les éléments du rapport de la CISL que nous avons cités illustrent clairement combien le destin des peuples, le destin de toute l'humanité dépend du combat ouvrier et du combat des syndicats contre les plans destructeurs mis en œuvre par le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, l'OCDE, l'Europe de Maastricht-Amsterdam et toutes les institutions continentales et internationales du capital spéculatif.

Cependant, toute une série de propositions concrètes formulées par ce rapport apparaissent contradictoires au diagnostic établi. Un balancement qui peut paraître étrange parcourt le rapport. D'un côté, on y lit :

"Le pouvoir de l'économie mondiale met en question la capacité des nations, même les plus puissantes, à gérer leur développement et à améliorer le bien-être de leurs citoyens et citoyennes. Les syndicats connaissent une attaque sans précédent (générée) par les marchés libres débridés et (des obstacles multipliés) pour défendre les principes démocratiques et la structure sociale des nations industrialisées.

(...) Une mauvaise gestion chronique des économies nationales par les hommes politiques et des programmes d'ajustement structurel socialement déséquilibrés réclamés par la Banque mondiale et le FMI causent également un lourd préjudice aux travailleurs et à leurs syndicats."

De ce même côté, la CISL affirme que le mouvement syndical doit s'attaquer aux transnationales (multinationales), car :

"Ce sont les sociétés transnationales (STN) qui sont responsables de la mondialisation de l'économie (...). Beaucoup (de STN) cherchent à empêcher les syndicats d'organiser et de négocier (...). Les décisions qu'elles prennent, souvent sans tenir compte des répercussions sociales, entraînent des conséquences importantes pour les économies natio-

nales, l'emploi, le niveau de vie et les conditions de travail. En outre, les STN remettent en question la possibilité des gouvernements démocratiques de respecter leurs obligations de promouvoir et de respecter le bien-être économique et social des citoyens" (il serait plus juste d'écrire que les STN imposent à tous les gouvernements, qui s'y soumettent quelle que soit leur couleur politique, toutes les mesures interdisant de "promouvoir et de respecter le bien-être économique et social des citoyens", NDLR).

Le rapport poursuit :

"L'évolution des types d'organisation commerciale, l'apparition de nouvelles méthodes de gestion et la capacité des STN de déplacer la production d'un pays à l'autre remettent en question les structures syndicales établies, dérèglent les modèles de négociation collective utilisés depuis longtemps (...). La mondialisation ainsi qu'une campagne politique soutenue pour affaiblir la force et l'influence des syndicats ont modifié le climat de la négociation en faveur des grosses sociétés commerciales en général et du monde de la finance en particulier."

Certes, ces critiques sont présentées d'un point de vue réformiste, assignant aux "syndicats forts" d'être un contrepoids essentiel au pouvoir du capital.

Mais, de l'autre côté, le rapport "inverse" les données. Il n'est plus question "d'équilibrer" le pouvoir du capital, si tant est qu'il soit possible d'atteindre cet objectif. Au syndicalisme de contrepoids est substitué un syndicalisme "d'accompagnement", ainsi qu'en témoignent les citations suivantes. La CISL demande

"une coopération plus étroite et institutionnalisée entre le FMI, la Banque mondiale et d'autres agences internationales importantes telles que l'OIT".

Et, à partir de cette invite, la CISL se propose

"de travailler avec le TUSC (instance syndicale collaborant avec l'OCDE) pour accroître la participation des syndicats aux travaux du G 7 des principaux

pays industrialisés et aux résultats de leurs sommets annuels".

Le G 7 (devenu le G 8 avec l'intégration de la Russie) est précisément la réunion périodique des chefs d'Etat et de gouvernement des pays "industrialisés", sous la houlette du gouvernement américain, où sont élaborés les moyens qui assurent de plus en plus "la domination de la spéculation financière sur l'économie productive". S'associer au G 7, lit-on dans le rapport, en vue de construire un "nouveau système" de "conditionnalité positive", dont le contenu consisterait

"à consulter et associer les syndicats et d'autres groupes à la conception et à l'application de programmes d'ajustement structurel en soutenant davantage les politiques sociales et d'emploi".

C'est ainsi que, d'un syndicalisme réformiste de contrepoids, on passe au syndicalisme d'accompagnement, à un "syndicalisme" s'associant "à la conception et à l'application" des programmes d'ajustement structurel, dont, par ailleurs, la CISL dénonce les méfaits.

LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES) EST-ELLE DEVENUE UNE INSTITUTION DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Cette question mérite d'être posée.

C'est un fait, la "qualité" (si l'on peut dire) de la CES comme institution de l'Union européenne et de la Commission de Bruxelles n'est-elle pas attestée par exemple dans le document signé en commun par la CES avec le patronat européen (l'UNICE et le CEEP) en novembre 1996, se prononçant pour la flexibilité ? Document officiellement présenté par la Commission de Bruxelles (dans le compte rendu du Conseil européen de Dublin de décembre 1996) comme "document soumis au Conseil européen".

L'institutionnalisation de la CES dans l'Europe de Maastricht-Amsterdam n'est-elle pas attestée par les faits suivants ?

La Commission de Bruxelles a publié en avril dernier un Livre vert, intitulé : "Partenariat pour une nouvelle organisation du travail", demandant aux "partenaires sociaux" de formuler leurs réponses et leurs commentaires d'ici la fin novembre 1997. Signalons que cette date coïncide quasiment avec celle du prochain sommet européen sur l'emploi décidé à Amsterdam, sommet qui doit être préparé, en France, par la conférence sur l'emploi, que le gouvernement Jospin-Gayssot-Chirac a convoquée. Ce Livre vert — que nous avons déjà analysé — est entièrement axé sur la mise en œuvre de la flexibilité et la nécessité "d'adapter la législation sociale (en vue) de changer les systèmes de rémunération (...), de développer des organisations plus flexibles dans les services publics", etc. Mais il y a un élément nouveau dans ce Livre vert, son objet même :

"Le Livre vert invite les partenaires sociaux et les pouvoirs publics à chercher à établir un partenariat pour le développement d'un nouveau cadre de modernisation du travail."

Cela parce qu' "il est important de s'assurer la participation des travailleurs eux-mêmes". Plus précisément, cette "nouvelle organisation du travail posera un défi aux relations sociales" (c'est le moins que l'on puisse dire, la Commission de Bruxelles exigeant la remise en cause de tous les Codes du travail et de tous les acquis dans tous les domaines, NDLR).

"Les relations sociales devront, dans une nouvelle organisation du travail, se fonder sur la coopération et l'intérêt commun. Il convient donc de développer de nouvelles formes de relations sociales, qui visent par exemple à une plus grande participation des travailleurs, une production efficace exigeant, en effet, un surcroît de confiance et d'engagement au sein de l'entreprise."

Cela pour imposer "l'amélioration de la flexibilité du travail (par une) remise en question des bases sur lesquelles reposent

le droit du travail et les relations sociales", afin d'instaurer "de nouveaux systèmes de rémunération compatibles avec l'entreprise flexible" : "l'annualisation du temps de travail", "le travail à temps partiel". Toutes mesures qui doivent être institutionnalisées par la Commission de Bruxelles en "partenariat avec la CES (et) les partenaires sociaux".

Un document, intitulé "Schéma préliminaire", prépare la réunion du comité exécutif de la CES, convoquée les 15 et 16 octobre 1997. On y lit :

« La CES se félicite du débat amorcé par le Livre vert (...). Les hypothèses choisies et l'orientation de base représentent un point de départ positif et constructif pour ce débat absolument nécessaire dans le cadre des mutations technologiques permanentes et des transformations structurelles de l'économie et de la société (...). Le "partenariat" constitue l'instrument essentiel pour les droits sociaux. »

Ce document met en musique la réponse positive au Livre vert, définissant le plus nettement qu'il se peut les objectifs assignés à ce "partenariat". On y lit encore :

« Le "partenariat" et la "flexibilité positive" représentent des notions essentielles, qui peuvent concilier les intérêts des entreprises et des travailleurs. Les travailleurs et les citoyens qui sont confiants et "participent" sérieusement dans les questions qui les concernent seront également motivés et adopteront une attitude ouverte envers les changements à venir. Ils seront flexibles sur le marché du travail et dans leur emploi. Par contre, s'ils s'inquiètent pour leurs intérêts élémentaires de travail et de salaire, et si on ne leur a pas fait entrevoir une perspective positive, il est certain qu'ils se défendront et développeront une résistance au changement. Les gagnants de demain seront par conséquent les sociétés et les entreprises qui pratiquent et pratiqueront le partenariat et la flexibilité positive. »

Tout est dit : museler institutionnellement les organisations syndicales dans un "partenariat" institutionnalisé, pour museler la lutte de classe.

L'examen du calendrier des prochaines semaines est plus que troublant.

Nous avons précédemment souligné :

— Le 20 août, le gouvernement Chirac-Jospin, qui déclare à cor et à cri qu'il entend imposer les critères de convergence, adopte le projet de loi sur l'emploi des jeunes.

— Le 16 septembre, le Parlement européen est convoqué pour voter le projet.

— Vient ensuite, fin septembre, début octobre, la conférence sur l'emploi et les salaires, avec la "participation" des syndicats.

— Ensuite encore, les 15 et 16 octobre, le comité exécutif de la CES est convoqué pour avaliser la marche à l'intégration.

— Fin novembre, la Commission de Bruxelles ayant reçu réponses et commentaires des partenaires sociaux, le sommet sur l'emploi décidé à Amsterdam pourra se tenir et avancer dans la mise en œuvre de la flexibilité et des mesures de destruction des réformes et acquis sociaux.

Nul ne peut le nier : la CES est bien un rouage institutionnel de l'Union européenne et de la Commission de Bruxelles.

L'«*Accord cadre européen sur le travail à temps partiel*», signé le 6 juin 1997 entre la CES et le patronat européen (UNICE et CEEP), en apporte une nouvelle preuve. Cet accord cadre a été signé en application de la procédure du protocole social issu de Maastricht et intégré dans le traité d'Amsterdam. Il est appelé à devenir une directive européenne, élaborée donc par la CES. Pour une analyse plus complète, on se reportera à *Informations ouvrières*, n° 292, du 23 juillet.

Au moment où la grève de l'UPS, aux Etats-Unis, vient précisément de se conclure victorieusement : 10 000 emplois à temps partiel transformés en emplois à temps plein, la CES vient de signer exactement l'inverse. La CES vient de signer cet accord cadre, qui ne fixe plus aucune référence à une durée légale hebdomadaire du travail en même temps qu'il détruit tous les droits des travailleurs à temps partiel.

Et c'est sur cet accord cadre que le ministre Aubry va s'appuyer pour imposer l'annualisation.

NOTRE POSITION

A l'heure où la rédaction de ce rapport s'achève, on apprend, concernant l'ordre du jour, qu'

"il se confirme qu'il y aura encore loin de la coupe aux lèvres, les trois thèmes inscrits au menu (emploi de 350 000 jeunes du secteur privé, réduction du temps de travail et bas salaires) continueront d'être travaillés au niveau de trois groupes thématiques qui préparent les discussions de branches, l'objectif du gouvernement restant que la loi cadre sur les 35 heures soit adoptée à la fin de l'année" (Gestion sociale, 29 août).

Il est confirmé par cette citation la marche à l'intégration des organisations.

L'ordre du jour de la conférence sur l'emploi et les salaires n'est pas encore définitivement fixé. Des informations sont mises en circulation. Il n'y a là, évidemment, rien de contradictoire avec la méthode Jospin faite de mensonges et de manipulations. Des informations sont distillées pour mesurer les réactions et permettre au gouvernement Jospin, en brouillant les cartes au maximum, de pouvoir, avec l'aide des médias et des "partis pluriels", donner une coloration "gauche" à des décisions toutes dirigées contre les intérêts des travailleurs, de la jeunesse et des chômeurs.

Il suffit de mentionner la conférence de presse de Ségolène Royal pour mesurer les tromperies qui sont érigées en "méthode" de gouvernement par Jospin. La méthode : "concertation" avec les "partenaires sociaux", dont les ministres n'ont cure. Décisions imposées (voir *Informations ouvrières*, n° 297, 27 août). Il serait particulièrement osé de qualifier de "négociations" ces "concertations".

Cette "méthode" est en cours de préparation pour ce qui concerne la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail. Voilà ce qu'en dit une dépêche de l'AFP (26 août) :

« A environ un mois de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, les arbitrages gouvernementaux s'accroissent et le ministre de l'Emploi, Martine Aubry, compte présenter ses propositions au Premier ministre d'ici "dix à quinze jours", selon son entourage.

Après un travail intensif de préparation en juillet et août, M^{me} Aubry, qui n'a pas pris de vacances, doit se déterminer sur plusieurs points au menu de cette conférence cette semaine, avec un temps fort mercredi, a-t-on indiqué mardi au ministère de l'Emploi.

Le ministre consultera ensuite les partenaires sociaux "dans le courant de la semaine prochaine", afin de faire ses propositions à Lionel Jospin dans "dix à quinze jours". »

Sans aucun doute, nous allons assister à la répétition de ce qui s'est passé avec les lois Pasqua-Debré, dont le candidat Jospin avait promis qu'elles seraient "abrogées". Lionel Jospin est devenu Premier ministre. Son ministre de l'Intérieur "concerte", "consulte"... et, pour l'essentiel, les lois Pasqua-Debré sont préservées et même aggravées en ce qui concerne les "camps de rétention" ouverts par le défunt Defferre, alors ministre du gouvernement Mitterrand-Mauroy.

Il serait bien entendu malséant de ne pas signaler les critiques qui s'élèvent à gauche, néanmoins tempérées par les "avancées" reconnues. L'essentiel est que la loi Pasqua-Debré restera pour l'essentiel en état. Le Premier ministre, Lionel Jospin, affirme qu'il applique ce à quoi il s'était engagé comme candidat. N'en doutons pas.

C'est ce même scénario qui va servir d'habillage pour la conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail. La dépêche de l'AFP apporte la précision suivante :

« Les travaux effectués par les experts du ministère durant l'été ont débouché

sur des "avancées importantes", mais jusqu'à présent rien n'a été décidé sur les modalités. »

Autrement dit, des déclarations de toutes parts, particulièrement à "gauche", relayées par les médias, vont émettre quelques désapprobations d'un côté et de l'autre, quelques critiques qui s'exprimeront dans ladite conférence, tout en se félicitant des "avancées". L'essentiel étant, selon les informations publiées par *Liaisons sociales* (28 août), que soient avalisées les "avancées", bien réelles quant à elles, vers

"L'annualisation du temps de travail (...). Sur la question de la compensation salariale, il semble que le gouvernement entende privilégier l'emploi en raisonnant en masse salariale globale plutôt que d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés en place. On ne parle plus des 35 heures payées 39."

Martine Aubry ayant opposé un démenti — certes ambigu — aux informations publiées dans *Le Monde* sur les dispositions incluses dans une note "confidentielle" (*sic*) émanant de ses services, nous n'en ferons pas état. Signalons que *Le Monde* a apporté un démenti au démenti de M^{me} Aubry. Attendons pour voir. Mais en ce qui concerne la "méthode" de Lionel Jospin, ni Martine Aubry ni qui que ce soit ne peut opposer de démenti.

Notre objectif est d'éclairer les processus en cours, mais non achevés, pour rechercher et trouver graduellement, en commun avec les militants de toutes tendances, des solutions aux difficiles problèmes qui angoissent, comme le souligne le rapport de la CISL, des millions et des centaines de millions d'êtres humains.

Graduellement, parce que ce n'est pas une chose simple. Mais l'expérience "vécue" atteste qu'aucune solution positive ne peut être atteinte sur la voie de la marche à l'aliénation de l'indépendance des organisations.

C'est la première et principale question qui est posée par tous les développements de la situation : que devient le combat pour préserver l'indépendance des organisations si on estompe les implications de

l'intégration incluse dans toutes les contre-réformes que l'Union européenne cherche à imposer, avec son bras institutionnel que constitue la CES et avec leurs prolongements dans chaque pays, notamment en France la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail ? Faudrait-il accepter de s'y adapter ?

Le dilemme est clairement posé à tous :

- ou bien l'adaptation aux plans de contre-réforme que le gouvernement Chirac-Jospin met en œuvre ;

- ou bien s'ancrer, quelles que soient les difficultés, sur la défense de l'indépendance.

On aurait tort de penser, nous avons tenté de le démontrer dans ce rapport, que c'est là une question qui relève exclusivement de la théorie. On aurait tort de vouloir faire croire qu'il est possible d'éluder ce dilemme.

De deux choses l'une :

- ou bien la marche à l'intégration, c'est-à-dire l'intégration à la politique de contre-réformes ;

- ou bien la défense des intérêts particuliers des travailleurs, la défense pied à pied des acquis, conquêtes, réformes..., ouvrant la voie au combat de reconquête.

Des masses de millions d'êtres humains sont saisies d'angoisse devant les difficultés du moment et celles qui vont se multiplier.

Le gouvernement de cohabitation dirigé par Lionel Jospin œuvre à multiplier ces difficultés. Les belles phrases, les déclarations pompeuses, les tromperies et les mensonges ne peuvent masquer la réalité, qui est celle du chômage, de la précarité... Pour résister, les travailleurs se tournent vers leurs syndicats. Quel est donc l'enseignement du mouvement des travailleurs de l'UPS, aux Etats-Unis, sinon que les syndicats ont répondu aux demandes des travailleurs en conduisant une action de lutte de classe contre la précarité et le travail partiel, pour des aug-

mentations de salaires et la défense de leur régime de retraite, la reconquête de leurs droits ?

Qui peut penser que, dans le cadre de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, les revendications des travailleurs français, analogues à celles des travailleurs américains, puissent trouver satisfaction ?

Si donc la question centrale qui est soulevée par la conférence est bien celle de l'indépendance, si son but est l'institutionnalisation sous une forme ou sous une autre des organisations syndicales, quelle position adopter, sinon celle que le mouvement syndical a été amené à prendre, quelles que soient les opinions des uns et des autres, depuis l'instauration de la V^e République, dont la vocation est précisément d'aliéner l'indépendance ?

Rappelons-en quelques dates.

En 1959, lorsque Bothereau a informé le congrès confédéral de la CGT-FO de son refus d'accepter la proposition de De Gaulle d'entrer dans le gouvernement, ce qui aurait équivalu à accepter l'association capital-travail, nous avons pour la première fois voté le rapport moral présenté par le secrétaire général. Bothereau était-il trotskyste ?

En 1969, nous avons contribué à la rédaction de la déclaration appelant au double non au référendum intégrationniste de De Gaulle. Bergeron était-il trotskyste ?

En 1971, nous avons approuvé la condamnation de l'autogestion par la confédération.

En 1982-1983, nous avons approuvé la condamnation des lois Auroux. De même en 1984, contre la flexibilité. Tous ceux qui ont adopté cette position étaient-ils trotskystes ?

En 1995, au congrès confédéral de la CGT, 40 % des délégués se sont prononcés contre l'abandon de l'article 1 des statuts, qui fixait l'objectif de la suppression de l'exploitation capitaliste. Étaient-ils trotskystes ?

Extraits de la discussion

(les intertitres sont de la rédaction de *La Vérité*)

DE LA FRANCE AU BRÉSIL

• La discussion en cours n'est pas une discussion franco-française. L'offensive qui est engagée, les processus qui sont en cours d'intégration des organisations syndicales ont lieu à l'échelle mondiale, disposent d'un état-major — le FMI, l'Union européenne, etc. — et disposent, je ne dirai pas de relais, mais directement d'agents au sein du mouvement ouvrier.

On pourrait bien entendu en prendre de nombreux exemples, je n'en prendrai qu'un : une réunion s'est tenue au Chili, sous l'égide de l'ONU, visant à la constitution de ce qui s'appelle le "centre-gauche", réunissant des organisations social-démocrates et d'anciens appareils du stalinisme reconverti. Un grand journal du Brésil, *O Estado*, s'en félicitait, disant : "*Les gauches se modernisent*", situant cette modernisation sur trois plans : le ralliement à la politique de privatisation ; l'acceptation de la remise en cause des systèmes de protection sociale ; et ce qu'ils appellent l'acceptation du fait qu'il faut en finir avec "*les privilèges, les corporations, les services et entreprises publics*".

Comme on le voit, c'est une politique qui est aussi mise en œuvre en Europe par l'Union européenne et, en France, par les gouvernements successifs depuis des années. Le cadre de cette orientation, transmise au Brésil et au sein de la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil par le groupe majoritaire de cette centrale syndicale, s'est traduit, entre autres, par la mise en place, il y a de cela deux ans, de ce qui s'est appelé le Conseil national du travail, organisme visant à promouvoir l'accompagnement social des plans d'ajustement structurel. Ce Conseil national du travail est lui-même le prolongement — et on peut dire le couronne-

ment — des chambres sectorielles, dont la mise en place avait eu lieu auparavant au sein de la métallurgie. Dans un document écrit par un économiste du PT du Brésil, Alizio Mercadante, très lié à la social-démocratie, on peut lire :

"Le Brésil a besoin de nouvelles institutions capables d'implanter des réformes structurelles et de redéfinir des rapports entre l'éthique, l'économie et la politique, les conseils sectoriels sont un instrument novateur de concertation entre Etat et marché, entre public et privé, fruit des récentes conjonctures."

Il poursuit :

"Les luttes syndicales ne cesseront pas pour autant, mais elles se situeront à un autre niveau, en rupture avec la logique corporative, engluées dans la monotonie des campagnes pour le rattrapage des pertes de salaire."

Bref, les ouvriers "*négoциent comme salariés, mais également comme producteurs, consommateurs et citoyens*". Le résultat, c'est 130 000 postes de travail supprimés dans la métallurgie dans la seule région de Sao Paulo au cours des trois dernières années.

Cela s'intègre dans ce qui est dit à plusieurs reprises dans le rapport : il s'agit de processus dont la violence n'est pas discutable, de processus qui sont en cours et qui ne sont pas achevés, car, fruit de la résistance au sein de la centrale syndicale à laquelle les militants de la IV^e Internationale ont participé, avec d'autres d'ailleurs, la CUT avait été amenée à suspendre sa participation l'an dernier au Conseil national du travail. C'était l'enjeu du congrès qui vient de se tenir il y a quinze jours de décider si la CUT réintégrait le Conseil national du travail ou bien confirmait sa non-participation.

Dans le cadre du congrès, la question était de rassembler tous ceux, de quelque tendance qu'ils viennent, y compris du groupe majoritaire de la direction de la CUT, qui se prononçaient pour la "*défense de l'indépendance de classe*", le "*refus de réintégrer le Conseil national du travail*". Le résultat, c'est que le vote sur cette question, sur 2 000 délégués, s'est joué à 8 voix près. Et dans ces conditions, la direction de la CUT a dû décider de suspendre à nouveau la décision de réintégration, la remettant à plus tard, et de poursuivre la discussion dans l'ensemble de l'organisation.

Ce résultat constitue un point d'appui dans le combat pour l'indépendance des organisations.

Les processus ne sont pas arrivés à leur terme, il ne faut pas confondre les étapes. A l'étape dans laquelle nous sommes, nous avons une responsabilité, une place politique comme IV^e Internationale. Il dépend de notre capacité, à partir d'une position claire et ferme d'indépendance de classe, de rassembler des courants très larges, qui, au sein de ces organisations, expression de la résistance de la classe ouvrière, sont en fait disposés pour défendre et maintenir l'indépendance des organisations.

LA FONCTION DE LA CES

- L'axe du rapport, c'est la lutte pour l'indépendance de classe, pour l'indépendance des organisations. Dans ce cadre, il est juste que le rapport politique ait accordé une place significative au rôle de la CES. Le chapitre qui y est consacré dans le rapport politique se conclut par une appréciation, et dont il faut bien dire qu'elle n'est pas aujourd'hui partagée largement dans le mouvement ouvrier, selon laquelle la CES est un rouage institutionnel de l'Union européenne.

Je voudrais donner un certain nombre de faits et d'éléments qui permettent de confirmer ce rôle institutionnel qu'occupe la CES. Le texte qui nous est soumis évoque au passage l'accord cadre européen sur le temps partiel, en indiquant

qu'il est appelé à devenir une directive européenne. C'est chose faite, je viens d'avoir le document, une proposition de directive de la Commission européenne de Bruxelles transformant donc en directive l'accord cadre européen signé par la CES. La première phrase de cet accord est la suivante :

"Le présent accord cadre vise à contribuer à la stratégie européenne générale pour l'emploi."

C'est-à-dire qu'il se définit d'emblée comme un élément institutionnel de ce qui est appelé la politique européenne de l'emploi, fixée par les sommets successifs d'Essen, Dublin et Amsterdam. Et l'accord se poursuit par la phrase qui suit :

"Les organisations (donc la CES) ont l'intention de considérer la nécessité d'accords similaires pour d'autres formes de travail flexible."

Mais ce n'est pas tant sur le détail de cet accord que je voudrais donner des éléments permettant d'éclairer la discussion : c'est que ce document que vient de publier la Commission européenne de Bruxelles est précédé de dix pages d'exposé des motifs. En les lisant, j'ai été frappé de voir à quel point cet exposé rassemble de façon saisissante toutes les facettes du rouage institutionnel qu'est devenu dans l'Europe d'aujourd'hui la CES.

Première question de méthode, qui est capitale : qu'est-ce qui a mené à cet accord cadre ? En juillet 1994, la commission a publié son Livre blanc sur l'avenir de la politique sociale européenne, dans lequel il est dit au passage : si aucun progrès ne peut être réalisé au conseil (des chefs d'Etat) en avril 1994, la commission ouvrira des consultations avec les partenaires sociaux au titre de l'accord sur la politique sociale. Première précision : ce qu'on appelle ici "accord sur la politique sociale", c'est ce qui contient le fameux protocole social annexé au traité de Maastricht en 1992 et qui est désormais intégré juridiquement dans le traité d'Amsterdam.

Mais voyons l'importance de tout ce processus institutionnel. Parce que, juste après, l'exposé des motifs indique : vu l'absence de progrès au sein du conseil (donc le sommet des chefs d'Etat), la commission a décidé d'entamer la procédure prévue à l'article 3 de l'accord sur la politique sociale. Ainsi, elle a approuvé le 27 septembre 1995 l'ouverture d'une consultation des partenaires sociaux au titre de ce protocole.

Arrêtons-nous une seconde. Ce n'est pas tant la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement qui faisait alors défaut pour imposer des mesures de flexibilité, en particulier sur le temps partiel. Simplement, l'hésitation, si hésitation il y a eu des chefs d'Etat, partait d'une appréciation : la classe ouvrière n'est pas défaite, elle a des organisations, et donc une hésitation à attaquer de front. Et donc, ils font appel à l'élaboration de cette offensive par le biais de la CES. L'enchaînement est capital pour saisir la manière dont les choses se sont faites. Le processus institutionnel qui résume tout l'enchaînement, depuis 1995 jusqu'à accord signé le 6 juin, après deux allers et retours, par les organisations patronales et la CES — donc après consultation, négociation, comme ils disent, et signature de l'accord cadre —, contient cette précision :

"Elles ont transmis l'accord à la commission, demandant, conformément à l'article 4 paragraphe 2 de l'accord sur la politique sociale (toujours le protocole), qu'il soit mis en œuvre par une décision du conseil sur proposition de la commission."

C'est-à-dire une directive. C'est-à-dire le processus d'élaboration des directives européennes par la CES. Cet accord est dans un premier temps sur le travail à temps partiel, tout en considérant qu'il y aurait là nécessité d'accords similaires pour d'autres formes de travail. Donc, ce n'est qu'une première étape dans une offensive bien plus vaste de destruction de tous les Codes du travail ; mais pour pouvoir y arriver, il n'y a pas d'autres moyens pour la Commission de Bruxelles que de passer par le biais de la CES, avec la place qu'occupe le protocole et cet accord sur la politique sociale.

Et ensuite, j'en viens à une question que j'ai découverte en lisant cet exposé des motifs, c'est : d'où vient ce fameux protocole social de 1992, désormais intégré à Amsterdam ? C'est la CES qui l'a rédigé. On lit que

"les organisations parties à l'accord sont l'UNIS, le CEP (les deux organisations patronales) et la CES. Ces trois organisations sont engagées dès 1985 dans un processus de dialogue social. Il a résulté de ce dialogue quinze avis communs, deux recommandations, trois accords, quatre déclarations, elles ont en particulier signé un accord significatif en octobre 1991, destiné à définir le rôle et la place du dialogue social dans le nouveau cadre communautaire, les articles 3 et 4 de l'accord sur la politique sociale sont largement inspirés de cet accord."

Que montrent ces longues citations ? Nous avons souligné que le traité de Maastricht en 1992 marquait un tournant radical du point de vue de l'offensive de privatisation, de déréglementation, l'un des motifs du front unique constitué sur le mot d'ordre : abrogation du traité. Atteindre les objectifs de déréglementation et de privatisation, c'est impossible sans l'intégration des organisations. D'où la place de ce protocole social, rédigé par qui, un an avant ? Par la CES. A partir de là, on peut comprendre beaucoup de choses. Les comités de groupe européens, leur constitution, ça a été la première traduction de ce fameux protocole social, l'accord sur la politique sociale.

Je voudrais conclure sous l'angle fondamental qui est la lutte pour la défense de l'indépendance des organisations. La place institutionnelle de la CES est précisée à plusieurs reprises noir sur blanc dans cet exposé des motifs, notamment sous un angle fondamental : comment elle bafoue la souveraineté des confédérations et des organisations nationales. Il est en particulier écrit :

"La confédération syndicale interprofessionnelle la plus représentative au niveau européen est de loin la CES..."

Et ils expliquent très clairement que la signature de la CES implique les organi-

sations nationales affiliées, qui sont donc confrontées à une question essentielle : est-il possible d'accepter l'oukase de la CES ?

UNE QUESTION DE FOND

• Je voudrais insister sur le développement aboutissant, dans le rapport qui nous est présenté, aux conclusions quant à notre position. Il est particulièrement important de relier la discussion que nous menons au jugement politique que nous portons sur le degré de désintégration des bases de la civilisation moderne, acquises et conquises par le développement de l'industrialisation et du prolétariat. Je crois que cette question des forces productives, cette question du parasitisme du système actuel, de la spéculation, de la destruction de l'industrie, de la désorganisation de la production, de la dislocation de la force de travail elle-même est un élément de la plus haute importance pour formuler une politique concrète. Et sur cette base, je voudrais insister sur les emplois jeunes. Cela s'inscrit dans une chaîne de la déréglementation, d'attaques contre le Code du travail, de dérogations au Code du travail, d'attaques graves et d'une profonde modification des conditions de travail de la classe ouvrière de façon générale.

Pourtant, Aubry elle-même a raison de dire, "c'est quelque chose d'un type nouveau", c'est-à-dire que le contrat qu'elle propose dans le Code du travail est une modification fondamentale. Elle dit d'ailleurs :

"Ce n'est pas un contrat à durée déterminée (CDD), c'est un CDD à caractère de contrat à durée indéterminée (CDI)."

Le fait, aujourd'hui, qu'il y ait les dérogations (18 mois, 24 mois, etc.), le fait de constituer un CDD de cinq ans, c'est nier toute l'existence du CDI, qui est à la base de l'existence du Code du travail. De ce point de vue-là, elle n'a rien inventé. Elle a répondu directement, à un moment précis, aux exigences du capital financier. Il

y a quelques jours encore, dans *Les Echos*, à propos du travail indépendant, de l'externalisation, etc., l'éditorial se terminait par :

"Pour que le mouvement s'accélère, il ne faudrait pas se contenter de déplorer l'héritage d'une culture sécuritaire, mais prendre les mesures administratives et fiscales qui éviteraient que la prise d'autonomie ne se transforme en parcours d'obstacles. Plus important encore, on devrait encourager la création d'un réseau, qui accueillerait tous ceux dont la première peur est celle de la solitude, etc."

Ils exigeaient effectivement que, sur le plan légal, sur le plan législatif, la question du Code du travail fondée sur le contrat à durée indéterminée soit remise en cause. Et j'ai retrouvé par hasard le texte d'il y a deux ans du même éditorialiste des *Echos*, qui se terminait ainsi : il se plaignait que

"le Code du travail soit exclusivement l'affaire de spécialistes. Elle a une très grande importance. A ce point de son histoire, le droit du travail se retrouve ainsi écartelé entre ce désir de préserver l'égalité entre tous les travailleurs et la nécessité d'intégrer la diversité de leurs situations."

Question du juriste :

"N'est-ce pas la notion même de travail qui est à redéfinir ? Le seul fait de parler de poste atypique montre bien que survit le postulat implicite qu'il y a un modèle type du travail, l'emploi à temps plein et à durée indéterminée."

L'exigence du parasitisme, de la manière dont fonctionne le capitalisme aujourd'hui, c'est qu'il soit fait table rase de cet ensemble acquis et conquis par le développement de la lutte des classes. Je crois que c'est important. On ne peut donc pas simplement considérer le plan Aubry comme un chaînon dans l'aggravation. Ce n'est pas simplement une aggravation, c'est une modification. Le calendrier s'accélère, les camarades l'ont exposé à plusieurs reprises, c'est développé dans le texte, on exige que la discussion et la concertation se mènent — puisque les emplois jeunes, camarades, c'est 350 000

dans la fonction publique, mais c'est 350 000 dans le privé, discuté à partir de la conférence nationale sur l'emploi, dans un cadre où la loi aura été présentée à l'Assemblée nationale préalablement : c'est-à-dire que la concertation et la discussion se mèneront dans le cadre imposé de la dislocation complète du Code du travail.

LA CES ET LA REMISE EN CAUSE DES PRÉROGATIVES SYNDICALES

• En Espagne, les organisations syndicales ont été soumises à un processus d'intégration très rapide du point de vue du rythme de sa réalisation. Franco est mort en novembre 1975, le premier congrès de l'UGT à Madrid se tient en avril 1976, et le pacte de la Moncloa est signé en septembre 1977. Le pacte de la Moncloa, où les organisations syndicales n'ont pas signé directement mais ont appliqué, c'était un pacte politique, c'était un pacte pour restaurer la monarchie, et où, au service de la restauration de la monarchie, il y avait tout l'aspect d'intégration au sens où les organisations étaient prises en charge financièrement par l'Etat, pour en arriver à la situation d'aujourd'hui, où 80 % du budget de l'UGT et des CCOO dépend de subventions publiques, à différents niveaux, y compris les subventions européennes.

Et il est évident que, depuis 1977 et le pacte de la Moncloa, il y a eu toute une succession de pactes et d'accords ; mais il serait faux de réduire, si l'on peut dire, pas seulement la lutte de classes, mais même l'action des organisations syndicales à une série de pactes. Parce que, malgré le fait que le dernier accord qui a été signé en avril 1997 sur la réforme du Code du travail met en cause la négociation collective, introduit la négociation régionale et la négociation par entreprise, pour essayer de casser les conventions collectives nationales, les difficultés de son application demeurent.

Il ne faut pas oublier qu'en dépit de la volonté avérée de la majorité des directions des appareils syndicaux à soutenir le régime par le biais de ces accords, ces

mêmes appareils ont été obligés, au mois de décembre 1988, de convoquer une grève générale, contre une loi du gouvernement Gonzalez sur un plan d'emplois jeunes. Cette grève générale a mis le gouvernement en échec et a permis que les organisations syndicales occupent toute leur place, que la succession des accords avait mise en cause.

Et aujourd'hui, nous sommes confrontés à une offensive redoublée et, dans une certaine mesure, d'une ampleur nouvelle. Je vais donner un exemple. L'axe de cette offensive, c'est la majorité de la direction des CCOO, l'ancienne direction stalinienne. Le 16 juillet, il y a eu à Madrid une conférence de délégués syndicaux du secteur de la fonction publique et des entreprises publiques. Dans le climat politique de cette semaine, après l'union sacrée autour de la mort du conseiller municipal Blanco, le gouvernement avait annoncé le budget 1998 et surtout les privatisations d'une bonne partie des entreprises publiques rentables existantes.

Et donc, au cours de cette conférence, dans son rapport, le secrétaire général des CCOO a dit : bien sûr, nous, on est en général contre les privatisations, mais on ne peut pas faire autrement ; donc il faut qu'on se place dans une situation où ces privatisations ne soient pas défavorables pour les travailleurs. Dans la salle, un seul intervenant, membre de la direction de l'UGT, a expliqué que, du point de vue des intérêts des travailleurs, en faisant le bilan de celles qui avaient eu lieu, l'opposition à toute privatisation était la seule position cohérente.

La réponse du secrétaire général des CCOO (le secrétaire général de l'UGT a été incapable de répondre) a été la suivante :

"A la différence des autres pays européens, l'entreprise publique en Espagne, c'est l'héritage du franquisme."

Donc, si c'est l'héritage du franquisme, il n'y a rien à défendre. Tout peut être utilisé, mais ça, ce sont des arguments qui n'ont jamais été utilisés dans le mouvement ouvrier. Il est évident qu'il y a une offensive contre l'indépendance des orga-

nisations syndicales, ça existe depuis belle lurette. Mais l'approfondissement de cette offensive prend des caractéristiques quand même un peu nouvelles.

Et maintenant, ça se concentre sur l'UGT.

Au dernier comité confédéral de l'UGT, qui a eu lieu au mois de mai, il y a eu une discussion sur l'implication de l'UGT dans la régionalisation. Vous le savez, en Espagne, il y a des régions depuis 1978, selon le chapitre VIII de la Constitution, et depuis 1978 il y a un processus de constitution des Parlements régionaux, des gouvernements régionaux, une tendance à constituer des conventions collectives régionales. Donc à casser les syndicats en dix-sept syndicats. Donc à détruire l'existence même de l'organisation syndicale. Mais bien qu'il se soit écoulé vingt ans, ils n'ont pas encore réussi à le faire.

Le dernier accord important du point de vue régional qui a été signé l'a été au mois de mai en Catalogne, où il y a transfert des compétences de l'équivalent en Espagne de l'Agence nationale pour l'emploi au gouvernement de la Généralitat. Et malgré une opposition, la direction de Catalogne de l'UGT était pour, elle a fait campagne pour. Donc, au comité confédéral, il y a eu opposition de la part de militants ayant par ailleurs des positions diverses, mais d'accord sur ce point. Et dans le rapport qui est présenté, qui doit être adopté au prochain comité confédéral du mois de septembre, il y a tout de même trois éléments qui sont contradictoires avec ce qu'était l'UGT comme syndicat traditionnel réformiste depuis 1888. Comme syndicat, elle s'identifie avec l'existence même de la classe ouvrière espagnole.

Ces trois éléments sont les suivants. C'est le syndicalisme d'accompagnement, il y a tout un chapitre, il y a une critique frontale contre le FMI et la Banque mondiale, pour arriver à la conclusion suivante :

"Il est nécessaire que la Banque mondiale et le FMI établissent un dialogue permanent avec le mouvement syndical, avec d'autres organisations internatio-

nales, pour arriver à un consensus sur le développement mondial solidaire."

Le deuxième élément contradictoire avec toute la tradition de l'UGT, c'est la CES. Ils disent : l'UGT est cofondatrice de la CES. Ça, c'est évident, mais le problème est le suivant. Ils disent :

"Les organisations nationales doivent être disposées à céder compétence à la CES, notamment sur le terrain de la négociation collective."

Et ils disent aussi, allant plus loin encore : beaucoup de syndicats font de la résistance pour céder leurs compétences nationales ; l'UGT doit être à l'avant-garde de cette bataille, et la clé de cette bataille, c'est la constitution des comités de groupe européens ; ils doivent occuper la place, les compétences des fédérations nationales. Et le troisième élément de ce rapport sur lequel la discussion aura lieu au prochain comité confédéral, c'est la régionalisation, à laquelle j'ai déjà fait référence ; mais le plus important, c'est que l'appareil de la CES aura 20 000 fonctionnaires permanents payés par l'Union européenne : donc, l'UGT doit occuper sa place. C'est ça qu'ils offrent. Il n'y a plus d'aristocratie ouvrière, mais il y en aura quelques centaines par pays payés par l'Union européenne.

Dans ce sens, camarades, le combat que nous menons pour l'indépendance, contre l'intégration, c'est la base aussi du combat que nous menons pour préparer la délégation à la conférence de Berlin. Parce qu'il n'y a pas de combat pour l'Union libre des Républiques libres d'Europe sans combat pour l'indépendance, contre l'intégration des syndicats.

L'AXE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

- Le rapport écrit fait mention de la grève de l'UPS et des leçons qu'on peut en tirer. Je pense que l'une des leçons les plus importantes, c'est qu'un syndicalisme qui s'appuie sur la masse des adhé-

rents est possible. Les médias n'ont cessé de dire que les syndicats, ça se réduit à des têtes d'épingle. Même si les conditions sont différentes aux Etats-Unis, l'UPS, c'est 185 000 syndiqués, et dans des conditions, on ne l'a peut-être pas assez dit, où 60 % des travailleurs sont précaires, dans une entreprise de transport avec ce qu'on peut imaginer en horaires décalés, etc. Et les dirigeants qui étaient à la tête du syndicat des teamsters n'ont pas lâché face à ces conditions d'exploitation extrêmement difficiles, qui rendaient la construction d'une organisation extrêmement ardue. Ils n'ont pas lâché, ils ont construit le syndicat et on en voit le résultat.

J'en tire une conclusion : les conditions d'exploitation, de dislocation du marché mondial, etc., sont arrivées à un point critique ; mais en même temps, l'exploitation capitaliste ne peut pas se défaire d'une contradiction majeure : l'atomisation de la classe ouvrière, la mise en concurrence des travailleurs les uns avec les autres, tendance qu'on observe de plus en plus, mais, en même temps, la nécessité d'une concentration de cette même force de travail, qui permet la lutte de classe. La lutte de classe est toujours possible, l'organisation est toujours possible. J'en déduis une deuxième conséquence : c'est que, certes, l'émiettement, l'atomisation est un frein à la lutte de classe, mais ce frein est somme toute relatif.

"Les faits démontrent que la politique de contre-réforme est fondée sur l'objectif d'intégration de toutes les organisations libres et indépendantes",

lit-on dans le rapport. Je souscris à cette affirmation : comme dans la grève de l'UPS, l'aspect subjectif, c'est-à-dire la manière dont agissent les directions, est déterminant. Et je pense que le gouvernement, le capital, etc., ont tout à fait cette appréciation. D'où leur insistance à tenter d'intégrer les organisations. Je voudrais en donner un exemple à travers France Télécom. Vous avez peut-être vu comme moi cette campagne de pub qui dit :

"En janvier 1998, il existera au moins deux bonnes compagnies de téléphone. En voici au moins une."

Et ils donnent un numéro de téléphone, avec un numéro vert, et c'est la Cegetel. Ils sont quand même gonflés. Ils ont mis en place le 17 juillet une commission de concertation — c'est Delebarre qui la dirige —, à France Télécom, pour recueillir l'avis des syndicats, des partenaires, et les jeux sont déjà faits. Ils osent même permettre une campagne de pub de la Cegetel pour dire : le 1er janvier 1998, de toute façon, les jeux seront faits.

Autre exemple : la question des 35 heures, la réduction du temps de travail, qui va s'accompagner — il y a des démentis, qui valent ce qu'ils valent — d'une annualisation. C'est exactement la même méthode : c'est à l'ordre du jour de la conférence, mais au fond, tout est déjà décidé.

Et ce qu'on demande aux organisations, c'est de s'intégrer dans cette affaire. Les représentants du gouvernement le disent d'ailleurs eux-mêmes. J'ai ici l'interview de Strauss-Kahn au *Nouvel Observateur*. Au sujet des 35 heures, voici ce qu'il dit :

"L'Etat peut inciter les partenaires sociaux à la négociation. Il peut fixer dans une loi cadre les grands principes et la date butoir de cette réduction."

Et il ajoute :

"La loi d'application, elle, ne devrait intervenir qu'après aboutissement de la concertation."

Autrement dit, il y a une loi cadre qui fixe l'ensemble et ensuite une loi d'application. La V^e République a tout prévu, loi cadre, loi d'application. Voilà ce qu'on demande aux organisations, en fait, d'accepter dans tous les domaines.

LE FRONT UNIQUE POUR L'ABROGATION DU TRAITÉ DE MAASTRICHT

• Nous avons été amenés, dans le cadre des activités du Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht, à dis-

cuter avec un militant ayant des responsabilités dans le Parti communiste français. Au bout d'une heure de cet échange, qui visait à voir comment il était possible d'élargir la lutte contre Maastricht, au moment même où Jospin confirme le passage à l'euro en temps et en heure, ce militant nous présente un document qui a la particularité de ne pas avoir de signature. "*Nous ne pouvons pas donner notre nom*", disent les auteurs. Mais si l'auteur est très peu précis sur son origine, en revanche, les noms qui sont donnés dans cette brochure quant aux "*porte-parole des trotskystes-lambertistes*" à la direction nationale du PCF sont très précis. Je ne sais pas si les noms qui sont cités se rajoutent aux 800 noms cités dans le livre dont on annonce la publication, mais ce que je sais, c'est que les responsables membres du comité central du PCF qui sont désignés comme porte-parole des "*lambertistes*" n'en sont pas encore revenus !

Je voudrais à ce propos revenir sur la nature du compromis que nous passons dans le cadre du comité national. Nous avons constitué un cadre commun d'action avec des militants de toutes tendances sur un point : la lutte pour l'abrogation du traité de Maastricht. Qu'il s'agisse d'un compromis, il suffit pour le mesurer de réfléchir à une question. Agissent ensemble, dans un cadre organisé, d'une part, des militants du Parti des travailleurs, qui par définition ne portent aucune responsabilité à l'égard de la politique de ce gouvernement et aident à la mobilisation politique contre ses mesures réactionnaires, et, d'autre part, des militants du PCF ou du Mouvement des citoyens, qui sont membres d'un parti de gouvernement, gouvernement qui lui-même inscrit son action dans le cadre de Maastricht.

C'est d'ailleurs, camarades, la base d'un compromis. On le fait avec d'autres forcés, qui ne se retrouvent pas sur la totalité de notre politique. Mais on le fait sur un point, qui a un moment donné est déterminant, sur une question qui est capitale pour le mouvement ouvrier. Des exemples sont donnés dans le rapport : 1959, 1969 et d'autres. Quand nous avons décidé de faire ce comité, nous l'avons

fait parce que nous considérons que la question du traité de Maastricht est une question de ce type, décisive, déterminante et capitale pour le mouvement ouvrier. Nous avons dit, après le rassemblement du 1er février, à Londres : il s'agit, comme l'était la question de la paix lors des conférences de Kienthal et Zimmerwald, de la question fondamentale sur laquelle tout le mouvement ouvrier européen va se réordonner.

Quiconque se soumet à Maastricht peut raconter ce qu'il veut dans le reste de sa politique, il se soumet à une offensive de destruction non seulement des droits ouvriers et de la démocratie, mais aussi à une offensive, par l'intermédiaire de l'Europe des régions, de destruction du cadre national, pour détruire les conquêtes que la classe ouvrière a conquises précisément dans le cadre de l'Etat-nation.

Quiconque accepte Maastricht accepte l'offensive intégrationniste de destruction des organisations de la classe ouvrière. En retour, se grouper pour l'abrogation de Maastricht, c'est faire un pas dans le sens de la rupture. Rupture avec l'offensive de l'impérialisme, dont nous savons qu'elle prend la forme de ces traités régionaux, dans le monde entier. Une parenthèse : c'est le même processus auquel on assiste aux Etats-Unis. On voit l'importance de la lutte contre l'ALENA dans le mouvement ouvrier aux Etats-Unis et sur tout le continent américain. Parce qu'il s'agit de la lutte pour la préservation de la civilisation, elle appelle au regroupement le plus large du mouvement ouvrier contre les instruments dont se dote l'impérialisme pour tout détruire.

Je le disais, il s'agit de la lutte pour l'abrogation. Une des formes les plus vicieuses aujourd'hui, pour ne pas se situer sur le terrain de l'abrogation, c'est d'être très radical sur Amsterdam en oubliant Maastricht. Si nous nous situions sur ce terrain-là, camarades, ça nous ramènerait sur le terrain de la renégociation. Amsterdam ne nous convient pas, il faut autre chose, mais Maastricht resterait en place. Or Maastricht est à l'œuvre aujourd'hui.

Alors, le compromis, il réside dans quoi ? Il réside dans le fait que nous ne demandons pas à ceux qui entendent effectivement lutter pour l'abrogation qu'ils en tirent obligatoirement, quant à eux, toutes les conséquences sur la politique de ce gouvernement qui s'inscrit dans le cadre de Maastricht. Dans la prise de position pour l'abrogation du traité de Maastricht, il y a un pas dans le sens de la rupture, mais un élément de rupture, ce n'est pas la rupture tout entière. Et nous aurions tort de ne pas prendre en compte, quand nous travaillons à égalité avec ces militants, quand nous constituons les comités, quand nous dialoguons, quand nous élaborons ensemble les formes et les moyens de la lutte contre Maastricht, de sous-estimer le fait qu'ils sont membres d'un parti ou de partis qui sont des partis de gouvernement.

Evidemment, si nous demandions une rupture, bien que nous soyons pour la rupture, si nous en faisons une condition, il n'y aurait plus de compromis. On ne fait pas de compromis avec soi-même. Si tout le monde est d'accord avec nous sur la totalité du programme, ce n'est pas un compromis. Mais, dans le même temps, parce qu'il s'agit d'un cadre organisé d'actions communes, ce n'est pas sans conséquences. Nous avons là toute la place de la IV^e Internationale. Nous ne sommes pas des spectateurs dans la lutte des classes. Il y a un processus qui est engagé, nous intervenons dans le processus en cours. Il y a des éléments de rupture, nous les encourageons. Nous sommes prêts à passer un compromis pour le faire. Cela modifie le cours des choses. Et en même temps, cela ouvre un espace nouveau à la construction du parti ouvrier indépendant. Ce n'est pas un hasard si, dans la couche de militants qui s'engagent avec nous, on retrouve nombre de ceux qui se sont engagés contre le plan Juppé. Un militant disait la chose suivante :

"Sur le plan Juppé, après la formation du gouvernement, j'ai hésité, je disais : il faut attendre. Puis le gouvernement se met au travail et le plan Juppé est toujours là. De plus en plus nettement, il apparaît qu'il y a un lien entre abandon ou continuité du plan Juppé et politique à l'égard de Maastricht ; un rapport entre

la politique maastrichtienne et la politique nationale."

Tout l'enjeu est là. Nous avons dit souvent dans les discussions entre nous, à propos de la France et de l'Italie : la différence entre la France et l'Italie, c'est qu'il y a la section française de la IV^e Internationale, insérée dans un parti ouvrier indépendant, lui-même au cœur de processus importants de regroupements. Nous avons dit : s'il y avait eu en Italie une section de la IV^e Internationale, le cours des choses aurait été différent. Camarades, nous sommes maintenant au pied du mur. Nous avons la section française. Nous avons un Parti des travailleurs. Nous avons ces relations établies. Nous avons ces positions dans la classe.

Aujourd'hui, au moment où on veut faire basculer la France dans l'unicité et le corporatisme, notre responsabilité est d'aider, par notre activité en France, avec la conférence ouvrière européenne de Berlin pour l'abrogation du traité de Maastricht et contre la ratification du traité d'Amsterdam, à modifier le cours des choses en Europe et, par là même, dans le monde.

LA MÉTHODE JOSPIN, UN EXEMPLE : LES LOIS SUR L'IMMIGRATION

• Les lois Debré-Pasqua demeurent. Et d'ailleurs, le rapporteur, ou plus exactement l'auteur de l'avant-projet, qui avait fait un gros dossier pour Jospin en juillet, Patrick Weil, explique pourquoi. Il dit :

"La politique de l'émigration est faite de lois et de décrets, de pratiques administratives. Les lois Pasqua-Debré étaient elles aussi des amendements à l'ordonnance de 1945. Plutôt que de regarder qui avait produit ces lois, j'ai étudié ce qui n'allait pas. Si nous nous étions contentés de proposer leur suppression pure et simple, nous n'aurions pas pu purger la politique d'immigration de ces dysfonctionnements, qui ne proviennent pas uniquement des lois de 1993 et de 1995."

Il y a un grain de vérité dans ce que dit Patrick Weil, c'est que ces lois Pasqua et Debré prolongent les lois, décrets et circulaires élaborés pendant plus de vingt ans par les différents gouvernements.

Je ne vous donnerai pas le détail, mais on peut quand même rappeler, premièrement, la loi du 29 octobre 1981, appelée à tort loi Questiau par *L'Humanité*, qui est la loi Defferre et institue les centres de rétention administrative. Il y a le décret du 27 mai 1982, dit Badinter, qui crée les certificats d'hébergement. Il y a la circulaire du 10 janvier 1984, qui légalise le contrôle d'identité.

Je vous ferai grâce du reste, on peut développer dans le détail. Mais Amsterdam avait un prédécesseur : Maastricht, et les lois Pasqua-Debré avaient des prédécesseurs. Elles ont une suite.

D'ailleurs, ce qui est très intéressant là-dedans, c'est que le président RPR de la commission des lois, Pierre Mazeaud, qui n'est pas non plus un imbécile et qui connaît les lois, dit qu'il est prêt à soutenir les dispositions allant dans le bon sens et précise :

"Je sais que Jean-Pierre Chevènement a le sens de l'Etat, c'est ce qui le conduit à ne pas rejeter toutes les dispositions retenues jusqu'à ce jour. Dans le débat au Parlement, je soutiendrai les propositions qu'il propose dans la mesure où elles me paraissent aller dans le bon sens, même lorsqu'il s'agit par exemple de prolonger le droit de rétention administrative, qui pourrait peut-être poser un problème constitutionnel."

Pour un spécialiste du droit constitutionnel, il fallait le dire ! Il reconnaît que c'est même un viol, mais pour soutenir un homme d'Etat on ne mégote pas. Incontestablement, la méthode Jospin a fait des adeptes. Et Mazeaud, prend l'exemple de la rétention administrative, qui constitue la clé fondamentale, depuis le départ, de la politique qui est menée.

Alors, bien entendu, il y a des critiques, camarades, qui sont très nombreuses. D'abord, je vais vous lire la critique des

Verts. Parce que, si vous avez lu les médias, il paraît que les Verts sont montés au créneau pour s'insurger. Vous savez que les Verts, c'est l'extrême gauche, mais qui, disons, aime l'herbe en même temps que l'air pur. Alors, que disent-ils ? Il y en a un qui est député, qui s'appelle Yves Cochet. Il est député du Val-d'Oise. Lui, il a dit :

"Le texte proposé par Chevènement n'est pas acceptable dans l'état. Nous allons proposer des amendements profonds afin de le rendre compatible avec les engagements que nous avons signés avec le PS."

Et puis, il donne la définition de la méthode :

"La majorité est devenue plurielle, ce qui veut dire qu'un débat s'instaure en permanence dans le gouvernement. C'est une nouvelle forme de gouverner. Il faut s'habituer à ce que les groupes parlementaires, les partis, le gouvernement débattent et que tout le monde discute sur ce qui est proposé dans tel ou tel ministère. Tout le monde accepte ensuite le meilleur compromis. Aujourd'hui, il semble que l'on hésite à prononcer le mot abrogation. Personnellement, je m'en moque."

Yves Cochet est un homme d'extrême gauche, un vrai ! Et parmi les amendements que le député Vert entend déposer, il y a celui-ci :

"Il faut que la durée de rétention soit ramenée de quinze jours à moins de dix."

On voit comment tout s'arrange... Mais Cochet n'est pas seul. Il y a aussi Jean-Luc Bennahmias. Lui, il est économiste, écologiste, extrême gauche et secrétaire national des Verts. Lui, il dit :

"Nous continuerons à demander l'abrogation, on ne changera pas d'avis."

Et il ajoute :

"Même s'il y a de la virulence dans les paroles, nous ne sommes pas là pour pousser Dominique Voynet à démission-

ner du gouvernement sur un problème qui n'est pas de sa compétence."

Encore une fois, tout va pour le mieux !

C'est pour ça que, bien entendu, les "critiques" ne manquent pas à gauche. "L'essentiel, comme disait Coubertin, c'est de participer." *L'Humanité*, qui est vraiment le noyau dur de la majorité plurielle, vraiment très dur, *L'Humanité*, du 23 août, explique :

"Certes, on peut regretter que les lois Pasqua-Debré ne soient pas formellement abrogées. Il reste que leur logique discriminatoire se retrouve mise en cause dans son principe."

Le principe est sauf, gardons-les ! Mais Robert Hue, le 28 août, dans sa conférence de presse, réitère sa position favorable à l'abrogation, regrette que cela ne figure pas dans le projet, et pour conclure, dit :

"L'avant-projet comporte d'indéniables avancées et des ouvertures, des éléments positifs."

MAASTRICHT ET L'OFFENSIVE CONTRE LA LAÏCITÉ

• Non loin de la frontière suisse, il y a un petit village qui s'appelle Zimmerwald. Les courageux de Berne peuvent y monter à pied et j'ai pu vérifier il y a peu que les chars à bœufs qui avaient permis de véhiculer les délégués de la conférence de 1915 n'existent plus. Les conditions politiques sont également différentes, même si la situation politique que nous discutons laisse parfois penser à une espèce de 4 août rampant, contre lequel se dresse la classe ouvrière dans tous les pays : en France, la grève de novembre-décembre 1995, aux Etats-Unis...

Le 4 août 1914, les organisations ouvrières se sont effondrées d'un seul tenant, ouvrant la voie à la grande saignée. Aujourd'hui, sur toutes les questions, grandes ou petites, l'enjeu des organisations est à chaque moment posé, fait

l'objet d'une bataille acharnée, qui n'a pas encore livré son issue. Avec qui marcher ? De qui se solidariser ? De la politique capitaliste badigeonnée de "social" ? Des intérêts ouvriers, dont la sauvegarde nécessite une politique indépendante ? Lorsque la bataille est gagnée, les résultats ne se font pas attendre. Lorsque la bataille n'est pas gagnée, les reculs sont immédiats.

On a parlé tout à l'heure de la grève des teamsters. Je voudrais parler en contrepoint de ce qui s'est passé en France, non pas le 4 août, mais le 24 août dernier.

Libération a écrit :

"La lame de fond catholique a submergé Paris pendant une semaine sans résistance notable dans les rangs laïques et anticléricaux."

Cette lame de fond est le produit de l'implication de toutes les forces politiques. Cette lame de fond est le produit d'une décision politique. Il fallait réussir cette opération. Il fallait, lorsque le nombre des manifestants français frisait le ridicule, mettre en action les journaux, les radios, les télévisions prosélytes. Il fallait que *L'Humanité* rivalise avec les publications de Bayard Presse. Il fallait que toutes et tous découvrent les vertus du Saint-Père. Des gens qui ne sont pas plus catholiques que vous et moi ne parlent plus du pape, mais parlent avec déférence du Saint-Père. Alors, comment cela se fait-il ? Il fallait que Lustiger puisse conclure, le 24 au soir :

"Il est nécessaire de réfléchir à la notion de laïcité à la française."

Voilà le fond politique. Lustiger dit "réfléchir" et pense "anéantir". Voilà le contenu du cadeau du 24 août, qui n'est pas tombé du ciel, mais qui a été fabriqué politiquement par l'Eglise, conjointement avec Chirac, Jospin et Chevènement, qui a eu le toupet d'envoyer sa femme pour figurer sur la tribune officielle de Longchamp.

Nous nous le tenons pour dit, les grandes effusions étatico-pontificales

signifient qu'ils sont décidés à passer aux choses sérieuses, Maastricht oblige, contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour la liquidation de la loi de 1905. *Libération* n'a pas vu de résistance notable dans les rangs laïques et anticléricaux. *Libération* ment.

Ce qui s'est passé dans le meeting international laïque de Saint-Denis dimanche dernier montre que la question des organisations n'est pas tranchée et que nous avons dans cet enjeu un rôle considérable à jouer.

Deux mille le 24 août à Saint-Denis, par une chaleur difficilement supportable, avec un silence alternant souvent avec le dénigrement médiatique, j'appelle cela personnellement un succès. La Libre Pensée héritière de la tradition ouvrière et démocratique tient sa place, place où devrait être toute organisation se réclamant de la laïcité.

Le mouvement ouvrier est en crise profonde. En 1914, il a fait globalement faillite. De la crise actuelle émergent des forces qui cherchent à se relier, via l'Entente, rassemblant 70 pays. En 1915, ils étaient laborieusement 38 délégués. Mais quels jalons ils ont posés !

Quels enseignements politiques a laissés Lénine ! Minoritaire dans la gauche de Zimmerwald, laquelle était minoritaire dans la conférence qui a suivi, mais se ralliant au texte de Trotsky parce qu'il constituait une rupture avec les partis social-chauvins, Lénine, qui est sorti épuisé, pour ne pas dire déprimé, de la conférence de Zimmerwald, aurait pu rêver en 1915 de ce que nous sommes aujourd'hui.

Une laïque rentrant du meeting de dimanche dernier a eu cette réflexion au retour :

"Mais à qui peut-on faire confiance aujourd'hui ?"

Nous, comme parti, nous ne demandons la confiance de personne. La confiance ne se commande pas, elle se gagne. Par notre aptitude à réussir les initiatives que

concrétise notre politique de regroupement indépendant, d'où seule peut émerger l'efficacité et non la faillite.

POURQUOI LA REMISE EN CAUSE DE L'OIT ET DE SES NORMES...

• Il y a quelques semaines, des délégués de 41 pays se sont réunis à Genève, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, pour défendre les normes internationales consacrées par l'Organisation internationale du travail. Si je fais référence à cette réunion, c'est d'abord parce que, par rapport au compte rendu qui a été fait au début concernant le livre qui doit sortir, cela me rappelle quelque chose.

On le sait, l'OIT elle-même a été constituée au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans le cadre du traité de Versailles, pour faire face à la vague de la révolution russe et donner un cadre international à ce qui, dans le rapport introductif, est appelé un "syndicalisme de contre-poids". Donc, ce responsable aux relations internationales a dit que c'était pour se donner une façade honorable, et derrière il y a l'activité cachée.

Il est vrai que cette institution a ce caractère-là. Il n'est pas moins vrai que les normes qu'elles a consacrées sont menacées. Et sur cela, personne ne disait strictement rien. Elles étaient menacées sous la forme suivante : l'OIT a consacré à peu près 180 conventions, qui vont de la reconnaissance du droit à fonder des syndicats librement aux conventions collectives, en passant par la Sécurité sociale minimum, etc.

Au moment où l'OIT a été constituée, dans une période historique déterminée, la bourgeoisie, qui était à l'initiative, n'avait pas prévu un mécanisme constitutionnel permettant d'abroger les normes adoptées. Bien sûr, elle a toujours résisté à l'adoption de nouvelles conventions, mais à cette époque-là elle pensait qu'une fois qu'elle avait concédé un certain nombre de conventions, elle n'avait pas la nécessité historique de revenir dessus.

A l'ordre du jour de cette assemblée annuelle, il y avait une réforme de la Constitution de l'OIT permettant pour la première fois d'en abroger les normes. On devait introduire un mécanisme qui permettait aux deux tiers des délégués de l'assemblée annuelle de l'OIT d'abroger une convention. Deux tiers, c'est une majorité automatique des délégués des gouvernements et des Etats (50 %) et du patronat (25 %), qui représentent 75 %.

Une fois ce problème soulevé, il est devenu en quelques semaines un enjeu de discussion au centre des organisations. Lors d'une réunion de la CISL en Afrique (le congrès de la CISL qui a précédé la conférence de l'OIT), un certain nombre de militants syndicaux, qui ne sont pas des militants trotskystes, avaient soulevé le problème. A ce moment, le représentant de la Banque mondiale avait déclaré à ce congrès :

"On m'avait dit que la CISL et l'Afrique étaient infiltrées par les trotskystes, mais je ne savais pas que c'était à ce point là."

Pour le représentant de la Banque mondiale, comme pour d'autres, celui qui défend l'indépendance des organisations est trotskyste. Et il a expliqué le mécanisme de la réforme de la Constitution de l'OIT était le seul moyen d'adapter l'OIT aux exigences mondiales. Etant donné que ce débat s'est développé quelques jours avant l'assemblée de l'OIT, étant donné les remous, une modification dans la proposition de réforme a été adoptée : il ne fallait plus les deux tiers, mais les quatre cinquièmes. C'est-à-dire qu'en théorie, par rapport aux délégués, aux administrateurs ouvriers, il y avait la possibilité de veto contre l'abrogation de conventions.

Et là, je pense qu'on entre dans une discussion, parce que beaucoup de camarades ont vu dans ce droit de veto (mais une fois le principe adopté) une victoire. Ils ont pensé que les Etats et le patronat, en acceptant le principe des quatre cinquièmes et non pas des deux tiers avaient en quelque sorte gelé l'offensive contre les normes de l'OIT. Les choses sont bien plus compliquées.

Le même représentant de la Banque mondiale qui avait mené cette attaque féroce a ensuite expliqué :

"Je m'excuse de vous avoir attaqué parce que vous aviez posé la question du droit de veto des organisations ouvrières. Nous avons rectifié notre position. Nous avons considéré effectivement qu'il était indispensable que toute possibilité de réforme de l'OIT soit adoptée aux quatre cinquièmes, c'est-à-dire avec la participation de représentants ouvriers."

Il a indiqué par là ce qui, je pense, est au cœur des projets de la Banque mondiale : c'est-à-dire que les réformes n'ont de sens, fondamentalement, que si on y associe les organisations.

En ce sens, l'offensive n'est pas terminée, l'existence des normes de l'OIT n'est pas sauvée. Parce que, sitôt cette réforme faite, on passe à une autre chose, et comme le disait un camarade : *"Ce qui est important, c'est de faire participer."*

Il y a une réforme en cours, qui consiste à dégager quatre normes fondamentales pour en faire des choses abstraites. Je m'explique : jusqu'à présent, toutes les normes n'avaient de réalité dans un pays que si le gouvernement ou l'Etat les adoptait, c'est-à-dire que c'était la preuve que ces normes internationales étaient consacrées dans la législation nationale. La réforme qui vient consiste à extraire quatre normes, à les vider de leur contenu et à faire de l'acceptation de ces normes-là un critère découlant de l'adhésion à l'OIT elle-même, c'est-à-dire que ce n'est plus lié au fait que ces conventions sont inscrites à l'échelle nationale. Donc, nous allons poursuivre, parce que la bourgeoisie ne va pas s'arrêter, parce qu'elle ne peut pas s'arrêter.

UN VÉRITABLE LABORATOIRE

- Les PTT sont un laboratoire aussi bien d'intégration du syndicalisme que de destruction du service public et du statut, et la question centrale est bien celle de l'aliéna-

tion du syndicat. J'ai lu dans *Le Monde* de ce matin que Martine Aubry a participé à la convention des Verts. Il y a un dialogue entre Annick Coupé, la secrétaire nationale de SUD-PTT, et Aubry. Annick Coupé s'inquiète des dérives possibles des projets de Martine Aubry sur les emplois jeunes. Réponse d'Aubry :

"Je crois, Annick, qu'il va falloir que les syndicats évoluent, je le dis comme je le pense."

Outre le côté copain comme cochons de ces gens-là, qui montre bien ce qui les unit, Martine Aubry ne cherche même pas à "défendre" son projet. Elle dit clairement que c'est le syndicalisme qui doit "évoluer".

C'est là la question cruciale. Et par ailleurs, je pense que cette réflexion est cohérente avec le rapport, dont je partage ce qu'il écrit dans la mesure où il conclut en disant : ce qui est en jeu, c'est 1959, c'est 1969, 1971, 1984. Est-ce que ceux avec qui nous avons fait un bloc sur des positions de principe conformément aux intérêts du mouvement ouvrier étaient trotskystes ? Donc, aujourd'hui, nous ne dérogerons pas non plus à ce combat-là et nous ne renoncerons pas à faire bloc, car ce qui est en jeu, c'est la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier et, au-delà, de l'ensemble de la classe ouvrière face à la propriété privée des moyens de production.

Cela doit nous alerter aussi sur la responsabilité qui est la nôtre de mettre au centre la question du libre débat, qui était le levier majeur de la révolution d'Octobre, en particulier dans le cadre de la préparation des journées d'études qui sont devant nous, et aussi bien dans la préparation de la rentrée et des réunions de sections du Parti des travailleurs que dans la mise en place des comités pour l'abrogation du traité de Maastricht.

Il s'agit donc de considérer que les travailleurs n'ont que leur force de travail, leur seul levier est celui de la démocratie ouvrière, de leur rassemblement pour débattre de ce qui est conforme aux intérêts de classe et, à partir de là, de pouvoir combattre. Or l'objet du bréviaire, c'est

l'inverse : la discussion ne doit pas avoir lieu sur ce qui est en cause dans le mouvement ouvrier, mais elle doit avoir un caractère policier.

L'ENGRENAGE ITALIEN

- Le camarade qui est intervenu le premier a eu raison d'emblée de dire que cette discussion n'était pas une discussion franco-française. C'est une discussion dans laquelle on ne peut pas séparer, sauf à les vider les uns et les autres de leur contenu, les aspects nationaux et internationaux. Je pense que chacun comprend que la manière dont *Informations ouvrières* a tenté de rendre compte de la grève de l'UPS ne relevait pas — ce qui était certes nécessaire — du simple souci de l'information, mais que c'était directement un élément des batailles qui se préparent ici face aux plans gouvernementaux et à la volonté de ce gouvernement de tenter de faire plier et d'associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de ces plans.

D'ailleurs, un camarade me disait qu'après tout, on aurait pu faire l'économie dans la double page d'*Informations ouvrières* de cette semaine de mettre "Etats-Unis" au-dessus du titre "La grève de l'UPS nous donne un sentiment de force", dans la mesure où, bien que parlant de la grève de l'UPS, on parlait en même temps, de manière la plus directe, du combat international des travailleurs.

Aussi est-il important que le rapport écrit ait donné tant de place à des questions fondamentales : à la place du marché mondial, à la lutte internationale des travailleurs, aux conditions dans lesquelles elle se développe, pour répondre finalement, non pas comme un acte de foi, mais tout au contraire sur la base de l'expérience que notre programme, celui de la IV^e Internationale (tout le monde le sait, il s'appelle le *Programme de transition*), n'est en rien utopique et n'a pas à être remplacé, parce que la barbarie avance — c'est un fait —, par un programme minimum de défense ou de moindre mal des déshérités, mais tout au contraire que cette situation pose dans des conditions nou-

velles, dans des conditions extrêmement difficiles, la nécessité de la suppression du système de la propriété privée des moyens de production comme seule solution aux problèmes politiques posés.

Bien sûr, on peut revenir à cela sous divers angles. Un camarade faisait allusion à l'Italie et disait que l'on a souvent dit que la différence entre l'Italie et la France ne tenait pas, bien sûr, à la combativité du prolétariat italien, ni même au caractère de la politique des stalinien en Italie ou en France, mais au fait que nous existions en France non seulement comme section de la IV^e Internationale, mais comme section de la IV^e Internationale enracinée dans le Parti des travailleurs. Et il a développé ce qu'est sur un point central — à savoir la lutte pour l'abrogation du Traité de Maastricht — notre combat.

Pour aller plus loin, cette différence en elle-même ne conduit pas automatiquement à la conclusion que les choses devraient fatalement se passer mieux en France qu'en Italie : elle conduit à nos responsabilités et donc à la place de cette conférence nationale.

Car, pour en revenir à l'Italie, ce n'est pas l'action de classe du prolétariat qui a manqué, ce ne sont pas les grands mouvements successifs, les véritables déferlantes de grèves et de manifestations, qui ont d'ailleurs à certains moments ébranlé le dispositif du maintien de l'ordre. Mais en Italie, déjà, il y a quelques années, était installée une situation qui aurait rendu sinon impossible, du moins très différent dans son développement le mouvement de novembre-décembre 1995. Parce qu'en France, il n'y avait pas ce qu'on appelle l'unicité syndicale, à laquelle je vais revenir. Et dans cette mesure, les dérives qui pouvaient se produire vers cette voie pouvaient être redressées, parce que la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière étaient préservées par la non-existence d'un système verticaliste mis en place en Italie par les sommets syndicaux eux-mêmes, et qui remonte loin, à 1972, utilisé dès 1978 pour mettre en cause l'indexation des salaires dans les banques, utilisé beaucoup plus généralement en 1992 pour briser l'échelle mobile des salaires et, en 1994, malgré les puissants mouvements de la classe ouvrière italien-

ne, pour commencer la démolition du système de retraite.

Et aujourd'hui, ce système se perfectionne en relation avec le gouvernement Prodi, qui est directement le gouvernement du FMI en Italie et dont l'instrument principal ne siège pas au gouvernement : c'est D'Alema, le dirigeant du PDS (parti stalinien "rénové", affilié à l'Internationale socialiste), qui a dit au moment du combat sur les retraites : "*L'essentiel, c'est la concertation*", mais la concertation à partir du fait qu'il fallait que le système des retraites soit abandonné, que la conquête représentée par la retraite automatique au bout de 35 ans de travail tel qu'elle existait en Italie soit brisée.

A partir du moment où on acceptait cela, on pouvait discuter de tout, mais la conclusion serait, elle, de toute façon unanime, du fait que la CGIL dominée par les stalinien, pièce principale dans cette affaire, la CISL chrétienne et l'UIL d'origine réformiste ont formé ce cartel verticaliste, qui a d'ailleurs conduit à une disparition pratique dans la classe ouvrière de l'UIL. Ce qui subsiste et qu'ils maintiennent, car ils en ont besoin, ils doivent l'utiliser, c'est le sigle.

Bien sûr, le processus en Italie a été long. Ce n'est pas parce que c'est un long processus qu'il conviendrait de penser que les mêmes problèmes ne nous sont pas sous une autre forme posés et que, comme le disait avant moi un camarade, la question est avant tout de ne pas mettre le doigt dans l'engrenage.

PCF, GOUVERNEMENT ET PRIVATISATIONS

- *Informations ouvrières*, dans ses derniers numéros, revient largement sur la méthode de gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot et Chevènement. Le rapport le développe. Nous l'avons vu à propos de la loi sur les emplois jeunes. Jospin a consulté, Aubry présente son projet de loi, ensuite les patrons, différents militants ou la droite émettent des réserves, et ensuite on dit qu'il y a des avancées. Après, tout le monde se met d'accord et la loi sera

présentée au Parlement, puis il y aura la conférence nationale sur les salaires, chargée de la mise en application.

On a discuté du fait que si le gouvernement Juppé avait échoué, il était nécessaire au gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot, inféodé au FMI, de mettre en place le pacte de la Moncloa, la "stimulation critique" à l'italienne. Je voudrais revenir sur la place du PCF dans cette méthode de gouvernement à la lecture des articles de *L'Humanité* durant les huit derniers jours.

Sur le projet de loi "emplois jeunes", *L'Humanité* titre : "Emplois jeunes : la porte s'ouvre".

L'éditorial d'un monsieur Pierrot insiste :

"Le projet pour l'emploi des jeunes n'est pas la répétition de ce qui a échoué et ouvre un champ nouveau à l'intervention des citoyens. Si ces postes de travail sont utiles, comment ne le seraient-ils pas dans cinq ans ? C'est la place du mouvement social et citoyen."

En même temps, dans le même journal, il y a des lettres de lecteurs qui traduisent les inquiétudes, les interrogations :

"Est-ce que cela ne va pas pérenniser la précarité ?"

Concernant France Télécom, dans *L'Humanité* du 27 août, sur la même page, on lit :

"La mission Delebarre, qui prévoit une participation majoritaire de l'Etat, ne nous satisfait pas, car c'est faire entrer des actionnaires privés. Rien ne change par rapport à la loi Fillion, contre laquelle les députés du PCF et du PS ont voté."

Un autre rappelle que, dans l'accord du 29 avril, il y avait arrêt des privatisations. Et en bas, suit un article d'un monsieur Raynal, qui, sorte de prise de position officielle à propos des déclarations de Jospin, du Minitel au Multimédia, est favorable à cette mutation innovante. Pour France Télécom,

"cela doit se faire sous la maîtrise publique de France Télécom. Il faut développer les coopérations public-privé, il faut rénover et démocratiser le service public pour donner des droits nouveaux aux usagers et aux personnels."

Autre aspect : Ségolène Royal, à propos de ses déclarations sur la rentrée scolaire. Il y a un communiqué, quasiment le communiqué officiel, qui cite les éléments qu'elle a donnés sur les 800 postes, et ensuite il y a Nicole Borveau qui dit :

"Ces mesures annoncées sont appréciables. La réouverture des classes dans les départements défavorisés et des zones rurales doit permettre d'assurer la rentrée dans de meilleures conditions, et c'est pourquoi il s'agit de poursuivre ces nouvelles mesures appréciables afin de développer le budget de l'Education nationale", etc.

Et bien sûr, il y a eu la conférence de presse de Robert Hue à propos de la position du PCF sur la politique du gouvernement. Il dit :

"Une satisfaction accompagnée d'attentes fortes et aussi des interrogations, voire des inquiétudes. La position de notre parti n'est pas de distribuer des bonnes ou des mauvaises notes, mais d'appuyer toutes les avancées, de contribuer à améliorer ces projets, d'innover en s'affranchissant du carcan des dogmes du passé."

Et après avoir déclaré que le PCF était bien sûr pour une bonne gestion de l'économie française, il déclare :

"Les premières décisions du gouvernement vont dans le bon sens, particulièrement concernant la volonté affirmée du gouvernement de créer de véritables emplois et non des petits boulots précaires."

Et il se félicite du fait que le gouvernement a choisi de tenir ses engagements. Donc, tout doit être fait pour mettre en œuvre ces positions du gouvernement. Il dit, et c'est ce qui me semble important :

*"Nous voulons aider le gouvernement .
Nous ne sommes pas des censeurs."*

Et quand il dit "nous voulons aider le gouvernement", il s'agit, dans le cadre de lieux permanents de discussions et de travail qui poursuivront les rencontres citoyennes, de faire jouer le mouvement social et citoyen. Ce qui donne aujourd'hui le cadre de la politique du PCF dans cette situation :

- le gouvernement Gayssot et ses ministres au sein du gouvernement Jospin mettent en application ce que l'on connaît aux Télécom ou à la SNCF ;

- on développe un certain nombre de réserves dans un jeu bien organisé, tout en disant "il y a des avancées", mais en même temps, finalement, le Parlement adoptera le plan avec des critiques, des réserves, etc. ;

- et ensuite, tout le développement sur les lieux permanents de discussion et de travail sont une incitation politique à la conférence nationale sur l'emploi et y compris à la pérennisation de cette méthode de gouvernement.

UNE OFFENSIVE DÉJÀ ENTAMÉE

- Comment, à propos de la rentrée scolaire, l'offensive corporatiste commence-t-elle à s'incarner pratiquement ?

Jeudi dernier, dans mon département, s'est tenu le groupe de travail sur les maîtres auxiliaires. Vous savez qu'Allègre avait annoncé que les maîtres auxiliaires seraient réemployés. L'annonce a été faite que les maîtres auxiliaires seraient tous réemployés, mais que la majorité serait mise à disposition dans chaque établissement sur n'importe quel poste de discipline, en fonction des besoins des remplacements nécessaires.

C'est-à-dire qu'en fait, à travers le réemploi des maîtres auxiliaires, il y a la volonté de mettre en cause l'ensemble du statut, les qualifications, les normes dans l'Education nationale.

Et dans cette situation-là, le recteur a conclu la réunion en disant :

"Ecoutez, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, vous voulez le réemploi des maîtres auxiliaires, alors dans ces conditions, il faudra mettre entre parenthèses les statuts, les barèmes, les vœux."

Et c'est exactement la même opération avec les emplois jeunes, pour s'en prendre directement et de façon frontale au statut des fonctionnaires, aux conventions collectives et au Code du travail.

Après-demain, donc, l'ensemble des enseignants seront dans leurs écoles, le surlendemain, les parents, les familles avec leurs enfants. Il y aura des écoles où l'effectif de l'ensemble des classes sera au-dessus de 34 (...). Or à la date d'hier, nous n'avions pas encore organisé réellement une campagne de signatures sur cette question.

Je crois que là, il y a un véritable problème de détermination de nos tâches politiques, relié aux initiatives politiques que nous devons prendre en cette rentrée scolaire. Depuis deux mois, *Informations ouvrières* revient à juste titre sur la préparation du meeting de la région parisienne du Parti des travailleurs. Il est évident qu'il ne s'agit pas nécessairement de calquer les choses dans chaque département. Sur mon département, une campagne a été engagée contre une offensive de privatisation locale, en fait la liquidation du service de l'Équipement, campagne menée à l'initiative des associations pour la défense de la démocratie communale.

LE GOUVERNEMENT BLAIR ET LES SYNDICATS

- Dans le rapport, il est écrit, à propos de la grève victorieuse de l'UPS et du mouvement des dockers, que ces mouvements pourraient peut être signifier l'amorce d'un tournant. Je voudrais prendre deux ou trois exemples, en Irlande et en Angleterre, fournis par les

militants qui sont en relation avec l'Entente, et qui indique comment cette tendance se manifeste.

Il nous est parvenu un message du secrétaire général des cheminots d'Irlande :

"Personnellement, je pense que si des syndicats d'Europe renouent avec les méthodes traditionnelles de la lutte des classes, on peut s'acheminer vers des victoires."

Cela paraît très court, mais l'Irlande est un pays dans lequel il y a une conférence nationale permanente, chargée d'élaborer ce qu'ils appellent les plans quadriennaux. Cette conférence nationale est constituée du gouvernement, de la centrale syndicale, des Eglises et des ONG. Quinze "partenaires sociaux". Je pense qu'une telle prise de position représente là encore le mouvement vers la recherche de l'indépendance de classe, de la rupture avec le modèle du partenariat social présenté en Irlande, qui toujours été cité comme exemple par la Communauté européenne.

Le deuxième message vient de Tony Benn, député, leader de la gauche parlementaire du Labour Party, qui dit :

"C'est avec le plus grand plaisir que j'ai appris la victoire des travailleurs de l'UPS, qui combattent contre le travail à temps partiel et les bas salaires. Leur victoire constitue un formidable encouragement pour tous ceux qui, en Grande-Bretagne, luttent pour les mêmes objectifs."

Il y a deux remarques à faire. Il prend deux exemples comme illustrant la victoire de l'UPS... D'abord, le travail à temps partiel. Maintenant, l'Angleterre est présentée comme un pays qui aurait réussi à réduire le chômage. Il faut dire que tous les travailleurs à temps partiel ne sont pas comptés dans les statistiques.

Or l'Angleterre est le seul pays d'Europe, à ma connaissance, où l'on peut travailler en contrat 0 heure. Ca s'appelle contrat 0 heure parce qu'il n'est pas exprimé en heures, mais en minutes. On peut avoir un contrat de travail pour 45

minutes. On peut avoir un contrat de travail pour 30 minutes. Le fait que Tony Benn prenne cet exemple est là aussi particulièrement important.

Deuxièmement, les bas salaires. Un des points essentiels de la crise politique qui se noue dans ce pays et qui va se développer dans les semaines à venir — il y a deux congrès qui vont se dérouler bientôt : le congrès des TUC, la centrale syndicale, dans une semaine, et le congrès du Labour Party dans trois semaines. On a vu dans *Informations ouvrières* ce qui s'était passé au congrès du syndicat des transports. Or ces congrès ont été préparés, notamment celui des TUC, par des conférences nationales de tous les syndicats anglais. J'ai relevé toutes les motions adoptées dans les congrès syndicaux. L'addition est très simple à faire, et c'est là qu'on retrouve le mouvement, sur deux questions essentielles : l'abrogation de l'arsenal de lois antisyndicales mises en place par les conservateurs ; et sur la question du salaire minimum, en mandats, les syndicats seront majoritaires, y compris dans la conférence nationale du Labour Party. Mais en tout état de cause, dans le congrès des TUC la semaine prochaine, il y a une majorité des mandats pour dire : abrogation des lois antisyndicales et salaire minimum à 4,42 £ (44,20 F). Le 18 juillet, le Fonds monétaire international a fait un communiqué, félicitant Tony Blair de l'excellent départ de son gouvernement. Le 19 juillet, Tony Blair lui-même faisait un communiqué :

"Oui, il y aura un salaire minimum, mais en aucun cas au-dessus de 4 £."

La majorité des mandats, dans tous les congrès syndicaux, c'est 4,42 £. Alors la différence entre les deux, on va dire que ça n'est pas grand-chose. 4,20 F l'heure, dans un pays où il n'y a pas de salaire minimum, ce n'est pas n'importe quoi. Mais au-delà, 4 £ ou 4,42 £, c'est la rupture avec Maastricht, avec ce qu'on appelle le "syndicalisme de carte de crédit" en Angleterre (syndicalisme d'accompagnement).

Alors, dans ce contexte, dans ces circonstances, la résistance, j'en ai décrit

quelques éléments. Mais la résistance, camarades, ne suffit pas. Il faut fournir à cette résistance le cadre de l'indépendance de classe.

NE PAS COLLABORER À LA MISE EN ŒUVRE DE MAASTRICHT-AMSTERDAM

• *La Vérité* a publié dernièrement un article sur Babeuf. Indépendamment des différences de situations, il y a une chose qui me paraît importante : c'est le fait que Babeuf n'oubliait jamais le but qu'il voulait atteindre. N'oublions pas le *Manifeste du Parti communiste* et la position de Marx et Engels à l'égard du mouvement ouvrier. Cette position, justifiée à l'époque où le capitalisme se développait, est encore plus vraie au moment où le capitalisme remet en cause les réformes et tente de se servir des appareils pour casser les réformes, les acquis, etc. Je dis cela parce que le rapport qui nous a été présenté a une qualité de mon point de vue : c'est qu'il repart de la méthode marxiste, en particulier par rapport au problème auquel on est confronté. Or plus la situation est difficile, plus la théorie est nécessaire. C'est fondamental, je le répète. Comme Marx et Engels l'ont expliqué dans le *Manifeste*, c'est fondamental du point de vue de tous les courants du mouvement ouvrier.

Je voudrais pour ma part dire dans quelle situation je me suis trouvé, et en quoi la théorie m'a servi. Avant les vacances, dans une instance syndicale (c'était quelques jours après Amsterdam), le rapport du secrétaire ne se référait en aucune manière au traité d'Amsterdam et faisait simplement référence à une circulaire confédérale appuyant par une motion la position dans la confédération selon laquelle le gouvernement allait dans le bon sens.

Je ne pouvais en aucun cas, en déclarant que le gouvernement allait dans le bon sens, laisser entendre que l'on puisse accepter de collaborer à la mise en œuvre des plans de Maastricht-Amsterdam. Je

me suis battu et j'ai été battu au vote. J'ai été ensuite étonné de voir que je n'étais pas battu du tout, puisque ce qu'ils voulaient faire passer avait sauté. La résolution était parfaite, si j'ose dire, en l'occurrence. Ça veut dire que la bataille n'est jamais perdue si on le veut.

Deuxième chose, et dans la même foulée, j'ai reçu un document syndical. En gros : les syndicats ont obtenu une "grande victoire", la possibilité de siéger à titre permanent dans des commissions de l'Assemblée nationale.

Là réside le véritable danger qui menacerait l'indépendance des syndicats, à savoir que ceux-ci acceptent de participer à des commissions quelles qu'elles soient, avec le patronat, l'Etat, les partis politiques ou les associations. Chacun à sa place.

LA PLACE DE L'ÉGLISE DANS L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE

• Le rapport dit :

"Il faut également signaler, au moment où se déchaîne la réaction cléricale appuyée par les gouvernements et hommes politiques de tous bords — visite du pape — pour réaliser la doctrine sociale de l'Église et l'association capital-travail, l'attitude des fondateurs du mouvement ouvrier indépendant envers la religion."

Le déchaînement de la réaction cléricale ne survient pas évidemment par hasard. Déjà, le degré d'implication de l'Etat est un degré d'implication sans précédent. Dans cette période, où tout bascule, l'appareil contre-révolutionnaire le plus ancien de l'histoire, qui est encore en vie aujourd'hui, monte au créneau pour sacraliser la destruction des acquis sociaux. Et je dis cela parce que j'ai sous les yeux le rapport de la déclaration de la commission sociale de l'épiscopat, paru dans le document *Catholique*, du 1^{er} décembre 1996. Ce rapport est placé sous le signe : "*Le progrès est aveugle, le profit neutre, ce sont des mécanismes.*"

Alors, évidemment, à partir de la sacralisation de l'économie de marché, l'exploitation de l'homme par l'homme va son chemin ; et cette déclaration (je ne sais pas si Martine Aubry l'a lue ; à mon avis, je crois qu'elle a dû la lire, parce que c'est une catholique fervente, ainsi que son père, Jacques Delors) donne le "la", elle indique le chemin par rapport à tout ce qui est mis en place en ce moment, les emplois jeunes, la destruction du Code du travail. C'est le troisième chapitre de cette déclaration qui dit :

"Une société pour tous, il est urgent de redevenir à ce qui est souhaitable pour l'homme."

Et Jean-Paul II a dit à Tours :

"Il faut trouver de nouveaux modes de vie personnels et collectifs, qui permettent de surmonter les crises."

C'est encore un peu général, mais, vous allez voir, après cela va se préciser. Ce sont les évêques qui parlent :

"Il nous faut aller ensemble au-delà des palliatifs ; si nécessaire que soit l'indemnisation du chômage, elle attend surtout que l'on explore de nouveaux champs d'emplois" (là, les choses sont annoncées).

Et ils regrettent la lenteur à inventer de nouvelles activités, qui provient de ce que, en France, de la reconnaissance sociale découle surtout un emploi bien défini. Autrement dit, haro sur les qualifications, haro sur la profession.

"Une autre conception du travail demande à être développée pour favoriser une avancée des mentalités. Sans plus attendre, on changera les mentalités en suscitant des exemples de fécondité sociale dans des tâches au service de la qualité de la vie, dans la participation de chacun à la construction commune de la société. Chacun possède une fécondité pour participer à l'élaboration de la société où il vit."

Eh bien, camarades, je crois que ces termes de fécondité vous font tous bondir parce que c'est contre la qualification, les

diplômes nationaux qui sont garants de cette qualification et des salaires qui y sont attachés. Alors, on pourrait citer également le deuxième paragraphe, qui est situé dans cette perspective :

"Soutenir ces actions créatrices amène à s'interroger sur le partage (là, le mot est lâché). Trop de cumuls, d'avantages divers (par exemple, si l'homme et la femme travaillent, c'est insupportable, c'est vraiment insupportable), d'habitudes entravent une réflexion sur le partage du travail. Il restera impossible de progresser tant que ne sera pas abordée la question centrale, celle du partage des revenus. Il nous faudra réapprendre une certaine tempérance commune afin de répartir les avantages du progrès, sans régulation le progrès aliène."

Effectivement, la tempérance commune, il faut que ceux qui sont pauvres soient encore plus pauvres, etc. Face à la misère, déjà les pères des premiers siècles de l'Église annonçaient courageusement qu'il existe une limite à la jouissance privée de ses biens. En arrière, toute, vers les deux premiers siècles de l'Église ! Et enfin, ils concluent, car je ne vais pas tout vous lire, mais ce passage-là me paraît tout aussi significatif :

"Créer des biens n'est pas un objectif suffisant, c'est une vie sociale commune qu'il s'agit de bâtir, déagée des groupes de pression (donc déagée de la lutte de classe, déagée des organisations syndicales indépendantes), nous redisons ici l'importance des corps intermédiaires (corporatisme) pour structurer une société, long travail à poursuivre sans relâche", etc.

Eh bien là, camarades, nous avons là l'illustration de ce qui inspire et de ce qui sacralise le sale travail aujourd'hui opéré à l'encontre de la classe ouvrière et de ses conquêtes.

QUE SIGNIFIE LA RECONQUÊTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ?

• *Le Monde* d'hier publie un article d'Alain Juppé, qui tire le bilan d'applica-

tion de ce qu'il appelle la réforme de la Sécurité Sociale et de ce nous appelons la contre-réforme de destruction de la Sécurité Sociale. Dans cet article, il se félicite du fait que le nouveau gouvernement poursuive l'application de ce plan Juppé, en particulier du fait que le projet de loi sur la Sécurité sociale universelle viendra à l'Assemblée nationale d'ici la fin de l'année. Je passe sur toute une série de choses, dont il se félicite, mais en même temps il est obligé de constater une chose :

"En revanche, en matière de réforme de l'assurance maladie, l'appropriation de la réforme par les acteurs n'est pas à ce jour totalement réalisée, des résultats sont certes incontestablement au rendez-vous (c'est la question des médecins, puisqu'un certain nombre a approuvé), cependant beaucoup de médecins continuent à contester le mécanisme dit de reversement, qu'ils ont perçu comme relevant d'une logique de sanction collective."

Je pense que la question de la Sécurité sociale est une question qui doit être abordée dans le cadre de cette conférence et en tous les cas en posant une question. Si l'on reprend le développement du rapport, oui c'est un processus qui est engagé, qui est inachevé. Est-ce que, aujourd'hui, on a raison de poser le problème de la reconquête de la Sécurité sociale et qu'est-ce que ça signifie, à quelles conditions peut-on effectivement s'orienter sur cette reconquête ? Dans ce processus engagé, comment les choses se passent-elles ? Je pense qu'aujourd'hui, en particulier, ce sont les caisses régionales qui concentrent les premières mesures d'application du plan-Juppé, parce que, comme elles réalisent l'unicité de cette institution qu'est la Sécurité sociale, elles sont donc les premières cibles.

D'ores et déjà, toute une série de mesures ont été prises, de différentes natures, qui contribuent à la dislocation de ces caisses régionales.

Je ne vais pas faire un rapport complet, et je ne vais donc prendre qu'un aspect. Dans une caisse régionale, a été mis en place ce qu'ils appellent le "management

de proximité", défini par le médecin-conseil régional :

"Vous savez que ce projet est aujourd'hui nécessaire pour le service médical. Au centre de la réforme de l'assurance maladie le service médical se doit de tout mettre en œuvre afin d'assurer une maîtrise médicalisée des dépenses de santé, il est le garant, etc."

Qu'est-ce que ce "management de proximité" ? Dans une publication, le médecin-conseil régional écrit :

"Le projet de management est sur les rails, il doit être poursuivi, on ne peut que souscrire à ses objectifs et à ses principes, il s'agit de donner à chacun sa part de responsabilité dans la réalisation des activités et de fonctionnement de l'échelon local, pour permettre au service médical de remplir les missions qui lui sont désormais confiées dans la plus grande cohérence et la meilleure efficacité, (...) mais pour autant le projet n'est pas achevé et c'est à juste titre que les cadres administratifs et les agents de maîtrise ont réclamé que leur place soit plus reconnue et, enfin, seul un projet complet développé dans toutes ses dimensions et suffisamment précis dans ses modalités de fonctionnement pourra être rendu opérationnel grâce à l'adhésion de l'ensemble des personnels et des organisations."

Pour voir comment, sur un aspect particulier, comme les choses se passent, je crois qu'il faut revenir à la Commission européenne, sur ce qui est cité dans le rapport du Livre vert sur le partenariat pour un nouveau travail. Il y est dit :

"Il faut faire appel à la participation des travailleurs, sans quoi ils ne peuvent pas envisager clairement ce qu'il y a devant eux."

Je crois qu'il faut mettre en rapport avec ce qui est dit dans le Livre vert les propos du directeur de l'ARH d'Ile-de-France, qui ont été analysés dans une chronique d'*Informations ouvrières*, où il reprend exactement cet aspect-là, puisque, dans tout le développement "consultation, sensibilité et négociation" il dit :

"Il faut mettre en place un certain nombre de groupes de travail comprenant des directeurs, des médecins, des infirmières, des administratifs, des experts (...). Sur les principaux problèmes posés par la réorganisation des hôpitaux, ces groupes de travail ont principalement pour objet de faire mûrir les esprits et de finaliser les outils et les méthodes."

On a donc ces groupes de travail qui commencent à être mis en place à la caisse régionale et le groupe de travail pour l'évolution des emplois administratifs, qui doit avoir sa première réunion la semaine prochaine, et où, dans un premier temps, le médecin-conseil régional a essayé en vain de faire que les organisations syndicales y participent en tant que telles. Cela prend des formes vicieuses, puisque, apparemment, les organisations syndicales n'y participent pas en tant que telles, mais dans un groupe on a pu reconnaître des délégués syndicaux.

UNIR SUR UN MOT D'ORDRE CLAIR

• Dans notre département, face à la décision de rendre payant l'accès au périphérique, il y a eu une véritable levée de boucliers durant tout le mois d'août dans le département contre cette mesure. Le collectif qui s'est constitué pour la gratuité de l'autoroute a déjà rassemblé plus de 40 000 signatures, ce qui fait une moyenne de 2 000 signatures quotidiennes. Dans cette affaire-là, bien entendu, nous avons soutenu l'initiative de l'Association pour la défense de la démocratie communale et nous avons eu à déjouer des pièges. Le premier piège étant bien entendu la définition de la revendication, puisque tous avaient une position différente là-dessus : les écologistes étaient contre le péage, mais pensaient qu'il fallait faire payer les automobilistes, ne serait-ce que pour faire diminuer le pic d'ozone ; le PS demandait la création d'une société d'économie mixte, qui serait chargée de définir le bon prix de ce péage. Il a fallu mener une bataille pour que le collectif clarifie. En fait, il ne pouvait pas y avoir dans le collectif ceux qui étaient pour le paiement et

ceux qui étaient pour la gratuité. Le mot d'ordre du collectif, c'est la gratuité.

Je pense que l'activité que nous avons eue cet été, de ce point de vue-là, ne nous met pas retrait par rapport à l'initiative d'un meeting ou d'une réunion publique. Au contraire, elle nous donne tous les éléments pour affirmer qu'il faut que ce meeting ou cette réunion publique prenne toute sa place, bien évidemment en cherchant dans cette affaire-là, à partir du meeting du Parti des travailleurs, à inviter tous ceux qu'on a pu aider à se dégager dans cette bataille, à poursuivre cette discussion et en reliant cette question-là, parce que la question du bradage du service public s'inscrit totalement dans le cadre des mesures de la rentrée, dont la rentrée d'Allègre est l'une des formes.

LA PLACE D'UNE POLITIQUE INDÉPENDANTE

• La question de l'indépendance politique — c'est-à-dire la capacité à agir en relation avec les revendications des travailleurs, indépendamment de toutes les tentatives de dénaturer ces revendications, de les cadenciser — est une question essentielle.

C'est ainsi qu'en prenant une initiative d'unité, nous avons pu contribuer à une mobilisation déterminée de la population d'une localité contre la fermeture d'un bureau de poste, une expression parmi d'autres de la politique de désertification entraînée par la mise en œuvre de Maastricht.

A un autre niveau, la presse a annoncé 75 000 emplois jeunes dans les écoles, en précisant qu'Allègre avait réuni les recteurs d'académie pour leur expliquer comment il allait recruter les 75 000 jeunes pendant l'année scolaire, indiquant dans le plan que, d'ores et déjà, trois zones avaient été définies. Le lendemain, un député-maire concerné, après avoir fait une déclaration sur le fait qu'il tenait une conférence de presse, s'est exprimé sur ce projet, déclarant : il ne doit y avoir aucune

hésitation, il ne faut pas que ce soit du bluff, la commune va jouer le jeu.

Il ajoute qu'il est nécessaire de définir quels sont les emplois utiles sur le plan économique et social, et il dit qu'il pense que des pistes existent pour permettre une animation des services publics, sept jours sur sept et tard le soir, et pour mener des missions d'éducation et d'animation les samedis et dimanches...

Il ne s'agit de rien d'autre que d'ouvrir la voie à ladestruction des statuts, de toute réglementation dans l'Education nationale.

Il faut l'expliquer pour pouvoir agir. C'est pourquoi, sous des formes diverses, il faut prolonger à l'échelle nationale l'initiative constituée par le meeting de Paris du Parti des travailleurs.

UN MINISTRE BIEN PARTICULIER

• Le ministre Gayssot occupe une place particulière, en tant que ministre PCF. Il a fait une déclaration, un article est paru dans *Les Echos*, au mois de juillet, intitulé : "Jean-Claude Gayssot veut remettre à plat le financement des routes."

Dans cet article, il est écrit la chose suivante :

"Comment prendre les devants par rapport aux problèmes posés, en faisant coiffer l'autoroute à péage et la route budgétaire par une société holding, une haute autorité permettant de casser la cloison étanche entre les deux systèmes, c'est-à-dire entre le système privé et le système de la route publique ? La mise sous une même tutelle de quelque 36 milliards de francs annuellement consacrés à la route via le péage, le budget, l'Etat et les collectivités locales, permettrait ainsi de revenir à de vrais choix en évitant les surdimensionnés ; par ailleurs, en se contentant dans certains secteurs peu fréquentés d'un bon réseau routier, 20 % moins cher qu'un réseau classique, certains évoquent la notion nouvelle d'autoroute à caractéristiques réduites,

l'argent économisé permettrait d'éviter aux automobilistes d'acquitter un péage."

C'est-à-dire que, d'une part, bien entendu, la perspective qui est ouverte est celle, on le voit, du transfert complet, un mélange entre les finances publiques et les finances privées, c'est-à-dire un transfert complet dans les poches des spéculateurs ; mais, d'autre part, il y a l'autre aspect, qui est celui de la généralisation des péages : le péage est évoqué ici, et l'éventualité de routes sans péage. Cette affaire de la généralisation des péages, bien sûr, c'est pour faire de l'argent, mais en même temps, c'est vraiment une bataille extrêmement importante, parce que ça recoupe complètement la question de la désindustrialisation. Il est clair que les péages, comme toute une série de mesures qui sont prises (par exemple avec la loi sur l'air, il y a un camarade qui en a parlé tout à l'heure), visent directement la réduction du trafic automobile, c'est une attaque directe contre l'industrie automobile, il n'y a pas d'autres possibilités ni d'autres conséquences que celle-là. Et Gayssot joue un rôle particulier : en même temps qu'il avalise cet article paru dans *Les Echos*, il joue le rôle du ministre qui s'est prononcé contre les privatisations et l'ultralibéralisme. Et en même temps qu'il se prononce contre l'ultralibéralisme et les privatisations, on voit le type de mesures qu'il prend. De la même façon, concernant l'Equipement lui-même (je ne vais pas développer ici, ce n'est pas l'essentiel), il annonce par exemple qu'il ne sera pas le ministre des bouleversements ; et puis, par ailleurs, il rajoute : mais l'Etat doit être réformé... Donc ça, c'est pour la méthode...

Par rapport à la discussion qui se mène aujourd'hui, l'offensive en cours vise tous les courants du mouvement ouvrier, tous les militants qui dans le mouvement ouvrier veulent résister, et elle se mène également dans la CGT. C'est ainsi qu'un syndicat important de la CGT a posé la question "d'aller vers un syndicat unitaire et démocratique", c'est-à-dire de procéder à une transformation du syndicat en une formation analogue au SUD

Les responsables de la CGT qui défendent cette position en explicitent d'ailleurs le contenu, ils disent qu'il faut "prendre en compte le mouvement de la société", et donc

"Des formes nouvelles d'organisation administratives techniques et hiérarchiques du travail apparaissent, exemple : travail par itinéraire, équipes projets, méthode comptable, etc."

Plus loin, ils expliquent que le télétravail, toutes ces choses-là sont extrêmement positives et qu'il faut s'y adapter :

"Les évolutions accélérées du travail et du procès du travail, révolutions informationnelles, développement des services et du télétravail, flexibilité, précarisation accrue, différentes formes de management, etc., ainsi que l'élévation du niveau de formation et du taux de chômage ont relancé le débat sur la place et la valeur du travail dans la vie sociale."

Donc le débat sur la place et la valeur du travail dans la vie sociale est relancé, avec le sens que l'on sait. Par rapport à ça, quelle est notre responsabilité dans ces batailles en cours ? C'est assurer la continuité du mouvement ouvrier, en particulier dans le combat contre la société d'exploitation.

LA "MONDIALISATION", C'EST LA POLITIQUE DU GRAND CAPITAL CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

• Les processus de désindustrialisation, c'est une question essentielle. En France, il y a quand même eu dans l'industrie, en quinze ans, 1,5 million d'emplois perdus et l'industrie aujourd'hui regroupe 4 millions d'emplois. Dans le même temps, les entreprises de moins de 50 salariés ont vu leur effectif gonfler de 2 millions de travailleurs, dont un provient des grandes entreprises par transfert. On s'aperçoit, à partir de là, qu'un des processus de la désindustrialisation, c'est la sous-traitance ; ce qui ne n'élimine pas pour autant la délocalisation, mais la délocalisation fait partie de la stratégie de la mondialisation,

c'est-à-dire que c'est une bataille politique de menace permanente contre les travailleurs, alors que le mécanisme lui-même de cette désindustrialisation regroupe la sous-traitance, qui permet bien entendu aussi l'éclatement des organisations syndicales.

Et il est clair que la discussion sur cette désindustrialisation est importante, car elle permet de mesurer les enjeux, car, en même temps, c'est l'explosion des profits et, quand on discute, il y a deux choses qui m'ont frappées dans ces problèmes de désindustrialisation : la première, c'est que toute accélération de la désindustrialisation est reliée au progrès de la déréglementation, mais qu'à chaque fois tout pas en avant de la déréglementation correspond à une progression des politiques d'accompagnement et d'intégration. Et il y a un lien indissoluble entre désindustrialisation, déréglementation et politique d'accompagnement, à l'échelle internationale comme dans tous les pays.

C'est un point important. Car lorsqu'on examine la question des Etats-Unis, les journaux, en faisant référence à un regain de l'activité syndicale dans ce pays, l'opposent à l'attitude de Reagan face aux aigilleurs du ciel en 1981. Certes, c'est un fait, mais il faut ici rappeler que les premiers accords dont la nature a été modifiée datent de 1979-1980, dans la sidérurgie et dans l'automobile aux Etats-Unis, qui intégraient la notion de négociation en contrepartie de l'emploi, de réduction des salaires et de création de plusieurs statuts dans les mêmes entreprises. Ces accords relèvent typiquement des politiques d'accompagnement, qui ont permis au capital américain de se développer par la réduction massive de la force de travail en cassant le coût du travail. Je pense que c'est important, et les délégués à la conférence mondiale avaient bien indiqué que l'aspect essentiel du mouvement américain, c'était les programmes de collaboration, les programmes d'intégration.

Nous constatons la même chose en France. La déréglementation concernant notre pays a quand même été amorcée de manière qualitativement différente à partir

de juillet 1981 par l'accord remettant en cause la base hebdomadaire de référence de la durée du travail dans le Code du travail. Et c'est cela qui, ensuite, dans son développement, a donné les termes de l'aménagement du temps de travail, des lois Auroux, etc., où il y a eu partenariat au niveau syndical et politique pour arriver à une telle déréglementation. Mais, à l'inverse, dès qu'il y a manifestation de l'indépendance syndicale, il y a blocage à la déréglementation, et je fais ici référence à 1984 sur la flexibilité.

La clarté commence à se faire dans les esprits sur ce qu'est la politique de mondialisation. La mondialisation, ce n'est pas un problème économique, c'est la politique du capital et c'est une réponse politique du capital au problème posé par l'existence d'une classe ouvrière organisée à l'échelle internationale et dans chaque pays. Et c'est pour cela que, à partir de là, on voit une telle pression sur l'ensemble des instances et sur l'ensemble des pays, sur l'ensemble des acquis, et une telle insistance pour aboutir à cette déréglementation, à appliquer dans chaque pays les politiques d'intégration des organisations syndicales, sans lesquelles cette déréglementation ne peut pas être mise en œuvre et appliquée. Dans le rapport, il est indiqué :

"Si l'industrialisation a constitué le levier de la civilisation moderne, la désindustrialisation-spéculation devient le moteur de la destruction de tous les acquis de la civilisation humaine."

Ensuite, il est indiqué :

"C'est ainsi que les acquis de la Révolution de 1789, qui a constitué la nation, sont directement remis en cause par la politique de régionalisation."

Et là, je rajouterai *"et par la déréglementation"*, parce que c'est fondamental ; ce qui m'a frappé — en tant que syndicaliste, on regarde toujours les questions sociales, forcément —, dans la déréglementation, c'est aussi l'aspect financier. En 1996, en France, a été abolie l'autorisation préalable des investissements directs étrangers en France. Avant, quand

un capitaliste voulait acheter une entreprise en France, il fallait qu'il dépose un dossier au ministère de l'Economie et des Finances et au ministère de l'Industrie ; maintenant, cette mesure a été abrogée.

La raison pour laquelle cette mesure existait, c'est notamment le contrôle de l'argent du blanchiment de la drogue. Ça a été abrogé, vous avez vu l'accélération de l'achat d'entreprises par les fonds de pension anglo-saxons, on arrive dans les entreprises françaises à 25 % du capital détenu par les fonds de pension anglo-saxons. Ça pose un problème de souveraineté nationale.

Nous ne pouvons plus aujourd'hui combattre contre les licenciements sans poser le problème de la souveraineté nationale et, en posant le problème de la souveraineté nationale, on pose le problème de la souveraineté de nos organisations, parce que nous, travailleurs, dans notre pays, nous sommes pour la souveraineté de nos organisations contre le capital américain.

Tout le monde connaît la place de l'appareil stalinien en France. Il y a une circulaire confédérale qui est sortie le 4 août et qui propose une loi sur la réduction du temps de travail, en disant :

"Il faut qu'elle se fasse dans le cadre du respect des équilibres financiers."

Nous ne pouvons être d'accord et, moins encore, aucun syndicaliste ne peut s'associer à une position qui postule *"le respect des équilibres financiers"*.

L'intégration, ce n'est pas seulement un problème de bureaux confédéraux ; c'est que, depuis la régionalisation, il faut que les organisations syndicales se soumettent du haut en bas, des bureaux confédéraux aux ateliers, en passant par les unions locales. Il ne peut pas y avoir de "segment libre".

Je terminerai en disant : faisons attention à la question des 350 000 emplois jeunes privés, 350 000 publics ; il y a l'aspect numérique, mais le problème essentiel pour eux, c'est de substituer au travail salarié une activité rémunérée.

C'est la consigne de l'OCDE dans son rapport sur la France en 1997 et ils veulent obliger par exemple les collectivités locales à le faire dans chaque municipalité, ce qui est un point à mon avis important.

LE RAPPORT PERMET QUE LA DISCUSSION SE MÈNE

• Le rapporteur rappelle dans son introduction qu'il y a eu, lors des dernières directions nationales au mois de juin, un certain nombre de divergences qui se sont exprimées. Je préciserai d'emblée, et je crois que le rapporteur l'a fait lui-même également, que ces divergences ne portaient pas sur les principes ; il est évident que si tel avait été le cas, la discussion, bien évidemment, se mènerait différemment entre nous. Ensuite — et je crois que c'est important à rappeler aussi —, le rapporteur indique qu'il estime que le point de vue de la direction nationale de juin était et reste correct. Je crois que c'est son droit le plus strict, comme c'est, je crois, aussi mon droit de continuer à penser que la position que j'avais défendue était correcte.

Mais au-delà de cela, ce qui me paraît le plus important, c'est ce qu'il dit ensuite, à savoir que les événements, d'une part, et, d'autre part, la position politique que nous allons être amenés à prendre autorisent à penser que les divergences — qui, rappelons-le encore une fois, ne portent pas sur les principes — seront surmontées et dépassées. En ce sens, je pense que le rapport qui nous est présenté permet que cette discussion se mène.

J'ai entendu un certain nombre d'interventions qui ont éclairé tel ou tel aspect du rapport et ont apporté un certain nombre d'informations sur ces différents aspects du rapport. C'est intéressant, je ne le nie pas, mais je dois vous avouer très franchement que je reste sur ma faim et je n'ai pas l'impression qu'on ait pour le moment beaucoup avancé sur l'analyse et la définition des positions politiques que nous devons adopter, comme le rappelle d'ailleurs l'introduction du rapporteur.

Le rapporteur revient en particulier sur le fait que la politique de contre-réformes est fondée sur l'objectif de l'intégration de toutes les organisations indépendantes, en particulier les syndicats, pour détruire les acquis et les conquêtes sociales, les droits et garanties. Je ne pense pas que l'objectif de cette conférence soit simplement d'illustrer, à partir d'un certain nombre d'exemples, encore une fois très intéressants, les propos du rapporteur. Je crois qu'on est tous d'accord avec la caractérisation qu'il donne, la bagarre qui est engagée par l'impérialisme, par le FMI, la Banque mondiale, pour intégrer les organisations indépendantes. De la même façon, je crois qu'on est d'accord pour dire que la CES est devenue une institution de l'Union européenne. Les faits, les écrits, parlent d'eux-mêmes et on pourrait les développer à l'infini et multiplier les citations.

Maintenant, l'offensive engagée contre l'indépendance des organisations indépendantes de la classe, si elle constitue effectivement le centre de la politique du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, il n'en reste pas moins qu'elle se heurte à la lutte des classes. Et de ce point de vue, la grève de l'UPS aux Etats-Unis constitue un élément central dans la résistance et la contre-offensive de la classe ouvrière. Au centre de la grève, il y a bien sûr l'existence de l'organisation syndicale indépendante, dont l'action est ordonnée par la défense des revendications, c'est-à-dire en définitive par le combat pour la préservation de l'existence de la classe ouvrière. Et je crois que l'éditorialiste d'*Informations ouvrières* le rappelle dans ce qu'il a écrit sur les leçons de la grève : il est évident que, dans son éditorial, il y a un rapport qui existe entre cette grève, la façon dont elle s'est menée et le congrès de l'AFL-CIO qui avait eu lieu quelques mois auparavant, et en particulier la bagarre politique qui s'est menée au sein de ce congrès pour combattre afin de préserver l'existence de l'organisation syndicale indépendante aux Etats-Unis.

Et d'ailleurs, je crois que la presse en général, et la presse américaine en particulier, ne s'y trompe pas lorsqu'elle fait le lien entre cette grève, novembre-décembre 1995 en France, la Corée et y

compris les mouvements sociaux qui se sont déroulés en Allemagne.

Je crois qu'il faut qu'on insiste là-dessus : c'est parce qu'il y a résistance de la classe ouvrière à la volonté de l'impérialisme d'abaisser encore plus le coût du travail qu'il faut pour le FMI, la Banque mondiale, chercher à intégrer les organisations indépendantes dont elle s'est dotée. Je crois que c'est de cette appréciation qu'on doit partir, sinon on risque de se retrouver avec un point de vue unilatéral qui ne nous permettra pas de dégager une position politique correcte.

Et là, je voudrais revenir à la situation présente, dont il faut bien parler. Dans un mois, maintenant, devrait avoir lieu la conférence nationale pour l'emploi, les salaires et le temps de travail. Là, encore une fois, je crois que le rapporteur a raison de dire qu'en aucun cas les revendications des travailleurs ne peuvent trouver satisfaction dans cette conférence, comme il raison de dire que le but de cette conférence, c'est l'institutionnalisation, sous une forme ou sous une autre, des organisations syndicales. Dans *Informations ouvrières*, pendant les vacances, on a été amené à publier, à juste raison, toute une série d'éléments concernant la préparation de cette conférence.

Maintenant, il y a une question qui se pose, et que la conférence que nous tenons aujourd'hui comme courant ne peut pas éluder : quelle initiative prenons-nous pour permettre, dans les conditions données, d'empêcher effectivement l'intégration des organisations syndicales indépendantes ? Et moi, je ne pense pas qu'on puisse le faire simplement en disant que la conférence, c'est la remise en cause de l'indépendance des organisations syndicales. Même si c'est vrai, même si c'est décisif du point de vue de l'appréciation qu'on a, nous, à porter, je crois qu'il faut que, comme organisation, on soit amené à le faire, mais suivant une méthode qui est la nôtre et qu'on a essayé de dégager y compris lors de la dernière conférence du courant.

Je crois qu'il faut intégrer la discussion qu'on avait eue sur le front unique à la discussion actuelle. Je veux dire par là que la méthode qui doit être la nôtre, qui est

celle du front unique, procède du combat pour la caractérisation et la formulation des revendications. Et je crois qu'en particulier, vis-à-vis de la conférence, on peut le faire en partant des revendications des salariés et en s'appuyant sur les mandats de l'organisation syndicale indépendante, contre un pseudo-pacte pour l'emploi. Et ces questions-là, il faut qu'on les discute.

De la même façon que, très rapidement, sur la question de la rentrée scolaire (il faut en dire un mot, c'est quand même dans trois jours), moi, j'ai une petite nuance avec le titre d'*Informations ouvrières*. C'est vrai qu'il y a manipulation, il vaut mieux effectivement savoir qu'il y a manipulation et l'expliquer clairement.

Mais moi, je pose la question : je ne pense pas que c'est en mettant en avant le fait qu'il y ait manipulation qu'on peut aider à la mobilisation des masses, en particulier des enseignants ou des parents d'élèves, qui sont confrontés aux fermetures de classes.

Moi, je crois que ce qu'on doit mettre au centre, encore une fois pour aider à la mobilisation, pour aider à la réalisation du front unique, c'est la revendication.

Et la revendication, ce n'est pas abstrait, c'est dans une situation donnée. Et on est obligé de dire : 800 classes sont réouvertes, alors toutes les classes doivent rouvrir. Et c'est sur cette base-là qu'on va permettre effectivement d'aider à la mobilisation des masses.

Je conclurai en disant qu'effectivement, notre orientation, c'est le combat pour le front unique et le combat pour le front unique, c'est le combat pour l'indépendance de la classe et de ses organisations, qui s'ordonne à partir de la qualification et de la caractérisation des revendications. Je crois qu'il faut qu'on discute de ces questions en partant du fait qu'elles vont être au centre du combat pour la construction d'une force politique indépendante et je rappellerai, et ce sera mon dernier mot, que, si mes souvenirs sont exacts, dans deux mois maintenant, il y a la convention nationale pour l'abrogation du traité de Maastricht qui doit se tenir.

Et cette convention nationale a une importance toute particulière dans le com-

bat que nous menons pour la construction et le renforcement de cette force politique indépendante. Il est évident que, comme courant, on a intérêt à discuter entre nous des positions qu'on a à y développer, qu'on va y défendre, dans le respect, bien évidemment, des positions de chacun.

RIEN N'EST JOUÉ

• Je suis d'accord avec le rapport présenté, au sens où il constitue à mon avis le premier élément d'une discussion qui doit se poursuivre, dont l'objectif doit être d'abord et avant tout d'armer et de réarmer le parti sur toute une série de questions fondamentales, questions de principe qui fondent notre orientation et notre activité politique de construction du parti ouvrier indépendant et notre orientation d'intervention dans la lutte des classes. Je considère que ce rapport développe de manière extrêmement précise et en relation avec l'appréciation de toute la situation, comment aujourd'hui la ligne du FMI, la ligne des institutions, de la Banque mondiale, la ligne de l'Union européenne, l'axe politique de leur intervention, c'est l'institutionnalisation de la place des organisations syndicales. L'accord cadre européen sur le temps partiel est d'une importance considérable. Les revendications des teamsters sont très exactement celles qui s'opposent au contenu de l'accord cadre européen d'application du temps partiel, de généralisation du temps partiel contre les contrats de travail, contre les conventions collectives, contre les statuts.

A mon avis, la discussion ne porte pas, et ne portait pas à la dernière direction nationale effectivement sur ces principes, mais sur la mise en œuvre de ces principes et sur la façon dont, à chaque moment, à chaque place où nous occupons des responsabilités, nous devons mettre en œuvre ces principes, comment se battre pour grouper sur une ligne d'indépendance. Et le rapport, à juste titre, fait référence à différentes échéances : 1959, 1969, 1971, 1982, 1983, 1995 (et je pense qu'on aurait pu mettre d'autres dates, d'ailleurs) et se

conclut par cette question : étaient-ils trotskystes ? Bothereau était-il trotskyste ? Blondel est-il trotskyste ? Bergeron était-il trotskyste ? Et lorsqu'on pose la question pour Bothereau, lorsqu'on pose la question pour Bergeron, elle est de même nature que lorsqu'on la pose pour Blondel.

Et sur ce plan-là, moi je pense que ce rapport constitue — bien qu'il ait été rédigé avant que nous ayons pleinement connaissance du livre dont la publication nous a été annoncée — la réponse à ce livre. C'est sur ce plan-là que la réponse se situe. D'ailleurs, dans les extraits qui sont donnés du livre, il y a quelque chose d'intéressant : il est fait un rapport entre notre poids électoral et notre poids réel dans la lutte des classes. Le poids électoral, je crois que le bouquin, d'après les citations que l'on nous a données, est rendu de manière juste, parce que c'est chiffré.

Et notre poids réel dans la lutte des classes, pour les besoins de la lutte des classes, pour les besoins de la démonstration, est considérablement gonflé. Pour les besoins de la démonstration, bien sûr, on ne prête qu'aux riches, mais enfin, on nous prête beaucoup. Je crois que cela a une signification, et d'ailleurs c'est à mettre en rapport avec la conclusion du livre et l'alternative qu'il pose : est-ce que Blondel va divorcer d'avec ces gens-là ?

Et la question, quand elle est posée de cette manière, nous est posée aussi à nous, et c'est là que se situe la discussion. Elle porte sur comment se battre à partir des principes pour les mettre en œuvre, comment continuer à grouper sans sectarisme, en partant d'une ligne d'indépendance de la lutte de classe, sans pour autant chercher à faire partager toutes nos positions, comment continuer à grouper pour matérialiser à chaque échéance des positions qui constituent des leviers pour le mouvement de la classe ouvrière cherchant à combattre pour défendre ses droits et ses acquis ? Je crois que, dans la période qui s'ouvre, avec la réunion de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, nous aurons de multiples occasions de mettre en œuvre cette orientation.

Je pense que la conclusion du rapport pose correctement les questions. Notre position, c'est combattre contre l'intégration du syndicat à l'occasion de cette conférence qui se fixe l'objectif d'institutionnaliser la place du syndicat. Notre position, c'est contre l'intégration, combattre contre l'intégration, et effectivement nous considérons que rien n'est joué.

Combattre contre l'intégration aujourd'hui, à l'occasion de cette conférence, va nécessiter de multiples médiations. A mon avis, en premier lieu, cela nécessite d'élargir le groupement politique opéré dans le cadre du Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht et réaliser la convention nationale en en faisant un succès considérable pour donner un point d'appui politique au groupement que nous opérons.

Deuxième chose : sur le plan syndical, cela nécessite la plus grande précision dans le combat pour la définition des revendications, en partant de la revendication et en ne partant pas des plans gouvernementaux, en ne partant pas de la façon dont ils formulent les choses.

Je crois que la question de la CES est d'une très grande importance.

Enfin, nous allons avoir, partout, à multiplier les discussions, les prises de position, sous des formes adaptées, sous des formes différentes, sous des formes variées, cherchant à matérialiser à chaque fois sur une autre question ou sur une autre une position d'indépendance, convergeant sur une position centrale de refus de l'intégration des syndicats à l'occasion de cette conférence.

NE PAS NOUS ISOLER

• On a connu de multiples variantes pour tenter d'associer les syndicats à l'appareil d'Etat.

Ce combat, d'une certaine manière, est un combat permanent. D'ailleurs, le rapport rappelle un certain nombre de dates importantes. Je pense aussi qu'en 1996, la

question de la présidence de la CNAM fait partie également de ces moments.

Par ailleurs, il analyse aussi la position des réformistes dans cette affaire-là et prend l'excellent exemple de la CISL, qui montre comment il peut y avoir dans le même moment les deux aspects contradictoires. Je crois que c'est ce qui caractérise les réformistes. On pourrait prendre l'exemple de Jouhaux. On dit souvent : Jouhaux, heureusement qu'il était là en 1940, etc. Oui, mais le même Jouhaux qui, en 1940, a résisté, avait accepté en 1938 le statut, et c'est le même réformiste.

Cela signifie qu'il y a l'analyse théorique, les grandes idées, mais après il y a la vie telle qu'elle est, avec les courants, y compris les hommes ; ça existe dans l'histoire, ce ne sont pas seulement de grandes forces aveugles, et à partir de là nous sommes parfois amenés à nous poser des problèmes pas seulement théoriques, mais en termes extrêmement concrets. Dans telle circonstance, que devons-nous faire ? C'est à l'occasion d'une circonstance de ce type qu'ont surgi entre nous un certain nombre de divergences, qui se sont exprimées au mois de juillet, et il est effectivement souhaitable de revenir sur ces discussions parce que nous allons être confrontés à ce genre de problèmes à court terme.

En ce qui me concerne, naturellement, moi aussi, je m'en tiens intégralement à la position que j'ai prise au mois de juillet, parce que je pense qu'on va de toute façon dans les prochaines semaines être confrontés concrètement à ces questions. La conférence pour l'emploi va mettre obligatoirement les confédérations au centre de tout le dispositif et de toutes les pressions pour essayer de faire capituler les centres. Et je précise tout de suite que, selon moi, et là j'attire votre attention sur ce point, ce n'est pas tellement du côté de la CFDT, dans le paysage syndical français, qu'il faut avoir les plus grandes inquiétudes. La position de la CFDT, on la connaît : ils sont à fond pour l'intégration, c'est un syndicat de nature corporatiste. Mais ceux qui vont faire le plus pression au plan national, c'est à l'évidence la CGT, d'où l'importance de la question de l'adhésion de la CGT à la CES.

Et à partir de là, on ne peut en rester à l'aspect purement théorique des choses. Le rapport le précise à la fin :

"On aurait tort de penser, nous avons tenté de le démontrer dans ce rapport, que c'est là une question qui relève exclusivement de la théorie."

Oui. Dans les confédérations, les pressions s'exercent de diverses manières : de manière interne et de manière externe. De manière interne, il y a ce que j'appellerai les leurres, une façon de remettre en cause l'indépendance, petit à petit, en retirant aux confédérations leurs prérogatives pour les transférer sur un autre plan, en l'occurrence le plan européen via la CES. Et en agitant l'épouvantail à moineaux des menaces de scissions qu'on a connues et dont on a beaucoup débattu (y compris nous pendant des mois), on tente de déporter la discussion pour cacher en quelque sorte ce qui se passe au plan européen et comment, petit à petit, au plan européen, s'opère une opération de transfert de compétences, en quelque sorte, vers les instances de la CES. Ce qui, si le processus allait à son terme, réglerait le débat, puisque nous pourrions discuter longuement de la préservation de l'indépendance d'une organisation qui aurait abandonné toutes ses prérogatives. On n'avancerait pas beaucoup.

Par conséquent, cela, ce sont des questions concrètes et, naturellement, ceux qui parmi nous sont confrontés à ces problèmes sont amenés, à des moments donnés, à prendre des positions dans des circonstances qui ne sont pas toujours prévisibles. Et moi, j'attire votre attention sur un point, camarades : le combat que nous avons mené depuis plusieurs décennies maintenant, qui a été couronné de succès à différentes reprises — et c'est certainement pour cela qu'un certain nombre de gens écrivent sur nous, c'est l'hommage du vice à la vertu —, nous avons pu mener ce combat parce que toujours nous avons veillé à ne pas nous isoler, à regrouper autour de nous l'ensemble des militants qui voulaient rester sur le terrain de l'indépendance de classe.

Et les enjeux aujourd'hui nous paraissent peut-être encore plus importants

qu'en 1969, pour ne prendre que cet exemple, dans la mesure où l'on voit bien comment se mettent en place ces pressions sur les confédérations à la fois au plan national et au plan européen : les exigences du FMI pour mettre en place ses plans deviennent de plus en plus pressantes aussi, les délais se raccourcissent, et le fait qu'à l'échelle européenne il y a refus, même s'il y a encore un certain nombre de choses que l'on pourrait dire, mais pour l'essentiel il y a refus de s'intégrer dans le cadre de la CES. Cela constitue un obstacle considérable à la mise en place d'un certain nombre de plans de la bourgeoisie, qui sait, bien sûr, que la lutte de classe continue, par exemple avec qui se passe aux Etats-Unis, et qui par conséquent craint l'existence des organisations qui refusent. Dans ce contexte, il faut faire extrêmement attention, compte tenu de l'enjeu que constitue cette bataille.

Je conclurai sur le fait qu'à partir de là, nous allons de toute façon être confrontés dès les prochaines semaines à ces problèmes. Y compris dans des endroits où là, c'est nous directement. Certes, il y a la conférence emplois jeunes. Et là, je pose la question crûment : aurait-il fallu se battre pour le refus d'y participer ? Est-ce cette bataille-là qu'il faut mener ? Maintenant que la décision est prise de sa participation, comment nous battons-nous ? Sur quelle ligne ? La ligne, on la connaît, mais sur quel mot d'ordre concret, quelle position concrète ?

Le problème va nous être posé dans l'enseignement avec la mise en place des emplois jeunes. Vous pensez bien que le gouvernement va essayer d'associer les syndicats à la mise en place de ce dispositif. Quelle position prendre ? Comment préserver notre indépendance, déjouer le piège qu'on nous tend tout en respectant le rôle du syndicat, qui est la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs que nous représentons ? Et cela ne peut se régler de manière purement théorique : on ne mange pas de ce pain-là et on se retire. Mais alors, c'est une autre orientation.

Alors, comment allons-nous traduire notre orientation dans ces conditions concrètes, étant entendu, bien sûr, que lorsqu'on se bat, il est préférable quand on

le peut de choisir son terrain ; mais il arrive malheureusement assez fréquemment qu'on n'ait pas le choix et que l'ennemi nous impose lui-même son terrain : dans ces conditions-là, il faut bien prendre une position à la fois conforme aux principes, mais qui en aucun cas ne peut consister à se retirer purement et simplement, ce qui est peut-être plus satisfaisant intellectuellement mais qui n'est certainement pas conforme au rôle qui est le nôtre de défense des intérêts de la classe ouvrière.

EXPLIQUER LA MANIPULATION, C'EST AIDER LA MOBILISATION

• Un camarade qui me précédait a dit dans son intervention :

"Je ne pense pas que c'est en disant qu'il y a eu une manipulation, comme le titre Informations ouvrières, que l'on va aider à la mobilisation et il faut formuler sur le plan des revendications : toutes les ouvertures de classes doivent être ouvertes."

Je pense, à l'inverse, qu'en formulant "manipulation" dans *Informations ouvrières*, on éclaire ce que veut dire la méthode Jospin aujourd'hui. La marche au corporatisme. Pourquoi je dis ça ?

Dans ce département — nous avons fait le total dans la région parisienne, c'est partout pareil —, on a dix postes, mais l'inspecteur d'académie ne va pas les donner pour ouvrir des classes. Il maintient les 103 fermetures de classes, mais il a ajouté :

"Je m'apprête à en fermer de nouvelles. Parce que, pour tout besoin, pour toute nouvelle ouverture de classe ou non-fermeture, je vais fermer de nouvelles classes."

Et encore :

"D'accord, je réemploie les suppléants, mais il y aura 150 instituteurs, le

4 septembre, dans les classes, à la disposition des directeurs, pas pour des tâches d'enseignement."

Alors, si on ne décortique pas ça, si on ne traite pas au plan politique (on a décidé de sortir des tracts dans chacune des fédérations de la région parisienne pour donner ces éléments), précisément, on n'aide pas à la mobilisation pour le front unique parce qu'on ne dégage pas ce que c'est que la méthode Jospin.

Cela rejoint ce qui est au centre du rapport :

"De deux choses l'une : ou bien la marche à l'intégration, c'est-à-dire à l'intégration de la politique de contre-réformes, ou bien la défense des intérêts particuliers des travailleurs, la défense pied à pied des acquis, conquêtes, réformes ouvrant la voie au combat de reconquête. Des masses de millions d'êtres humains sont saisis d'angoisse devant la difficulté du moment et celles qui vont se multiplier."

LES DEUX TERMES DE L'ALTERNATIVE

• Parmi les problèmes abordés dans le rapport, il en est un, à mon avis, central. Il est écrit :

"Le dilemme est clairement posé à tous : ou bien l'adaptation au plan de contre-réformes que le gouvernement Chirac-Jospin met en œuvre, ou bien s'ancrer, quelles que soient les difficultés, sur la défense de l'indépendance."

On peut aborder ce passage de deux manières. On peut penser que c'est une banalité, une redondance, un rappel aux principes, une référence historique nécessaire à laquelle on fait un coup de chapeau, et puis on passe à la suite. Ou bien on pense — et c'est mon point de vue — que ce passage concentre une question d'une brûlante actualité, à laquelle nous devons répondre, parce quelle se pose dans des termes théoriquement et politiquement connus, mais avec une acuité et un relief particuliers aujourd'hui.

Bien sûr, il y a toute une histoire de l'offensive d'intégration des syndicats. Il y a toute une histoire de la résistance et de la lutte de classe. Il y a une histoire générale du bonapartisme, une histoire générale des politiques d'intégration. Et puis, il y a le moment particulier : 1997 en France. La question à laquelle il nous faut répondre, c'est : se développe-t-il aujourd'hui, dans notre pays, dans les jours et les semaines qui viennent — et c'est précisément la fonction du gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot —, une offensive d'une ampleur nouvelle, disposant de moyens nouveaux, correspondant à un enjeu historique sans précédent visant à la destruction des organisations syndicales indépendantes et à l'institutionnalisation du corporatisme.

A cela, la réponse, à mon sens, est oui. Et l'on ne peut se contenter d'ajouter : il existe la lutte de classe et la résistance de la classe ouvrière. Oui, il existe la lutte de classe. Oui, il y a une résistance de la classe ouvrière, et c'est précisément pour cela que l'impérialisme doit se doter de toutes les dispositions permettant de briser l'indépendance des organisations. C'est proclamé par le FMI, par l'OCDE, par la Banque mondiale.

Cela était écrit dans une déclaration du bureau national du Parti des travailleurs du 21 avril 1997. Lorsqu'ils ont mis à l'ordre du jour, à Washington, la dissolution du gouvernement Juppé, ils ont clairement indiqué : il faut liquider le gouvernement Juppé parce que celui-ci s'est montré impuissant à aller jusqu'au bout de ses objectifs et s'est brisé sur la résistance de la classe. Il faut donc briser la résistance de la classe, pour cela briser les organisations et se donner un dispositif d'un type nouveau. C'est la fonction de ce gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot.

A partir de là, on ne peut pas se contenter de dire : c'est un cas de figure connu. On ne peut diluer, émousser les arêtes du problème. Elles sont au contraire extrêmement aiguës. Il y a, l'impérialisme américain l'a dit, une anomalie française. Cette anomalie française, c'est le fait que la classe n'est pas intégrée.

Dans ces conditions, la méthode Jospin, il ne faut pas la banaliser. Certes, elle n'est pas absolument originale. C'est la mise en œuvre, dans les conditions politiques de la France, d'un processus à l'italienne. Vous savez, en Italie, ce serait une erreur de croire qu'il n'y a pas eu l'apparence de négociations. Ça fait partie du trucage. En Italie, sur le régime de retraites, il y a eu des "négociations", qui ont duré des mois. Certains dirigeants syndicaux ont tapé du poing sur la table, ils sont sortis de la salle de négociations, ils y sont rentrés, ils ont fait des déclarations tonitruantes du genre : *"Nous sommes au bord de la rupture, retenez-moi ou je vais faire un malheur."* Et puis, dans le même temps, ils ont pris la tête des manifestations de millions de travailleurs. Le seul problème, c'est qu'au point de départ, ils avaient accepté de se placer dans un cadre qui disait : *"Nous ouvrons des négociations sur la liquidation du régime des retraites tel qu'il est. Et une fois ce postulat établi, nous allons discuter des modalités."* Le résultat était donc donné par avance, avec tout le jeu nécessaire pour aboutir.

Donc, il faut clairement répondre à la question : y a-t-il aujourd'hui, dans ce dispositif tel qu'il est, je ne parle pas de ce que la lutte de classe peut modifier, dans ce dispositif tel qu'il est, y a-t-il une marge de négociation pour les organisations ? Ou bien — et c'est mon sentiment — le cadre de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail tel qu'il est fixé ne signifie-t-il pas : 1. — que les revendications des organisations sont bornées par le cadre fixé par l'Etat ? 2. — que, de toute façon, d'accord ou pas, critique ou pas, elles ont pour devoir de s'intégrer dans les mille et un mécanismes d'application et de mise en œuvre ? Quitte à ce qu'elles maintiennent toutes leurs critiques. D'ailleurs, c'est vrai au niveau politique. A l'université d'été du PS, Mélanchon a dit :

"Personnellement, je ne voterai pas pour le traité d'Amsterdam."

Mais c'est une espèce d'affirmation d'ordre privé, comme la religion relève des sentiments privés. "Je ne voterai pas

pour Amsterdam", étant entendu que, de toute façon, il y aura une majorité pour la voter et que, en revanche, "je serai solidaire et je mettrai en œuvre tout ce qui découle d'Amsterdam". "Je voterai la confiance au gouvernement, je voterai la liquidation de la Sécu, je voterai l'austérité, je voterai les privatisations, mais en ce qui concerne mon âme et conscience, je ne voterai pas Amsterdam", si tant est qu'il le fait. C'est cette méthode.

Alors, à partir de là, les analogies historiques existent, mais il y a une situation nouvelle. Et dans cadre, mon sentiment (et c'est d'ailleurs ce que vient de dire Aubry) à propos de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, c'est qu'il n'y a sur le fond aucune place pour des négociations avec les organisations syndicales rentrant dans ce cadre. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne pourra pas arracher la possibilité de négocier, mais c'est un autre problème.

Martine Aubry vient de déclarer concernant la conférence nationale sur l'emploi et le temps de travail, que la question centrale serait le basculement. Elle dit :

"Vite, très vite, très, très vite, très, très, très vite..., le basculement de toutes les cotisations maladies sur la CSG."

Et qui sera mis à l'ordre du jour pour être entériné à cette conférence nationale sur l'emploi de fin septembre comme l'expression d'une politique du gouvernement visant à augmenter le pouvoir d'achat, par le biais du basculement de la cotisation vers l'impôt.

C'est clair, il n'y a rien à négocier. De ce point de vue, quand on parle de l'UPS, je pense qu'il faut en parler de manière précise et ne pas se limiter à des généralités. On ne peut pas, à propos de la grève de l'UPS, parler de "lutte de classe" en général ou de "résistance" en général des organisations. La grève de l'UPS ne résulte pas simplement d'un processus objectif. Elle résulte tout à la fois d'un processus objectif et de développements à l'intérieur de la classe, à l'intérieur des organisations. On ne peut pas dire, comme l'a fait un camarade tout à l'heure, "au centre de

la grève d'UPS, il y a l'existence d'organisations syndicales indépendantes". C'est juste, mais insuffisant. Au centre de la grève, il y a la bataille menée au sein de la centrale syndicale indépendante, le tournant qui s'est imposé dans une bataille sans précédent au congrès de l'AFL-CIO pour se dégager de la politique d'accompagnement qui était mise en œuvre depuis quinze à vingt ans par les dirigeants de l'AFL-CIO. Cette bataille elle-même, cherchant à dégager l'organisation syndicale de la politique d'accompagnement, est le fruit de la résistance de la classe, qui n'en pouvait plus de ces plans de démantèlement, résistance réfractée par une large couche de militants et cadres syndicaux, à laquelle, il faut le dire, avec leurs forces limitées, les camarades américains ne sont pas étrangers.

Il faut dire les choses telles qu'elles se sont passées : du fait de la politique des dirigeants de l'AFL-CIO, pendant quinze à vingt ans, des millions et des millions d'emplois ont été détruits, des millions de contrats à durée indéterminée ont été transformés en contrats à durée déterminée. Il y a eu généralisation du travail à temps partiel, baisse des salaires et destruction des positions syndicales dans les usines. Et puis, il y a eu ce tournant, produit de la lutte de classe... Qu'est-ce qui s'est passé au congrès de l'AFL-CIO de 1995 ? Un débat très concret. Jusque-là, la politique de l'AFL-CIO était de dire :

"Nous n'acceptons pas la politique des gouvernements successifs, notamment Reagan, nous la condamnons, nous la combattons, mais nous ne sommes pas en mesure de l'empêcher. Il nous faut donc être présents dans tous les accords et les contrats qui nous sont proposés."

C'était une politique dite de présence, elle s'appelait comme ça.

"Et nous ne pouvons pas désertier ce terrain. Nous ne pouvons pas renoncer à y participer."

Et que s'est-il passé au congrès de l'AFL-CIO de 1995 ? Une partie de l'appareil s'est dressée contre une autre partie de l'appareil, toutes deux étaient

issues très exactement du même appareil. Ils avaient, au point de départ, les mêmes caractéristiques. On pourrait appeler ça des "réformistes", mais à la mode américaine. Mais pourquoi se sont-ils dressés face à un autre secteur de l'appareil ? Parce qu'ils ont dit :

"Nous avons, nous, participé à cette politique de présence pendant dix, quinze ans, nous avons signé toute une série d'accords, dans nos propres branches. Et nous sommes arrivés à la conclusion que si nous continuons sur cette voie, il n'y a plus de syndicats. A chaque accord que nous signons, ils l'ont écrit, nous signons des accords, nous disons : nous allons préserver l'essentiel. C'est-à-dire que le syndicat, en signant, préserve le fait qu'il existe comme syndicat. Et en réalité, chaque fois qu'on signe un accord pour préserver le syndicat comme syndicat, le résultat est que le syndicat disparaissait purement et simplement de l'entreprise, d'une branche, d'un secteur entier. Donc, nous sommes obligés de tirer le bilan, cette politique conduit à notre disparition. A moment donné, il faut cesser, au nom de cette politique de préservation, de mener une politique qui nous mènera à disparaître comme organisation syndicale."

Et ce tournant, il n'est pas sans rapport avec l'action menée pour la constitution du Labor Party et de ce que nous avons fait aussi dans le combat contre l'ALENA, le traité de libre-échange d'Amérique du Nord.

Le combat pour le front unique exige l'organisation indépendante et l'initiative politique indépendante. Depuis plus d'un an, nous sommes aux Etats-Unis partie prenante d'une activité visant à tenir une large conférence de syndicalistes contre le traité de libre-échange d'Amérique du Nord. Cette conférence implique, pour notre part, un compromis avec d'autres forces, puisqu'elle ne dit pas "Abrogation de l'ALENA", mais : "Il faut lutter contre l'ALENA et les privatisations." Et elle dit :

"Mais il y a plusieurs manières de le faire et, parmi ces manières, il en est qui sont pour l'abrogation, ça fait partie du débat."

Donc, c'est un cadre de front unique où notre position est présente et qui en même temps intègre des positions qui ne sont pas les nôtres. Mais qu'est-ce qui s'est passé ?

Quand cette initiative a été lancée, avec un secteur du mouvement syndical américain, comme elle était relativement populaire, elle s'est élargie à un niveau grandissant de l'AFL-CIO et il y avait de nombreux hauts responsables de l'AFL-CIO qui adhéraient à cette initiative. Il y a eu des hésitations parmi nombre de militants syndicaux, qui partageaient les buts de la conférence, mais hésitaient à s'engager dans sa préparation politique.

Alors, un comité d'organisation s'est constitué, il a d'abord regroupé des responsables syndicaux de San Francisco, puis il s'est élargi. Maintenant s'amorce une situation nouvelle.

Au lendemain de la grève de l'UPS, Clinton est obligé de passer à l'attaque, justement parce qu'il y a la lutte de classe. Il passe à l'attaque sur deux plans.

D'une part, il veut démolir le syndicat des teamsters en s'attaquant à sa direction. C'est le sens de l'invalidation de l'élection de Ron Carey.

D'autre part, Clinton demande le vote de ce qu'on appelle "Fast Track". C'est pire que les pleins pouvoirs en France, c'est le droit pour le président américain, et c'est écrit dans les considérants, de signer des traités, sans passer par le Congrès, durant une période de cinq à huit ans. Ce système, Clinton doit l'utiliser pour : a) l'ALENA et son élargissement à toute l'Amérique latine ; b) le traité multilatéral sur l'investissement dont on a parlé dans *Informations ouvrières*.

Les dirigeants comprennent que c'est une menace contre les syndicats. Beaucoup se tournent vers la conférence parce qu'elle a été maintenue et qu'elle s'organise. Et les uns après les autres, ils disent : "Nous serons à la conférence." Aurions-nous accepté le cadre qui s'imposait à nous de proche en proche, nous n'aurions pas pris

nos responsabilités. Et à partir de ce moment-là, ça voulait dire que nous accompagnions ceux qui, eux-mêmes, s'apprêtaient à accompagner. Il faut en tirer la conclusion suivante : la lutte contre l'accompagnement exige de ne pas accompagner soi-même.

DÉVOILER LE CONTENU DE LA MÉTHODE JOSPIN

- Pour nous, courant construisant un parti ouvrier, il y a nécessité de discuter pour qualifier clairement les choses. Il faut les clarifier politiquement, comme traduction d'une politique indépendante, avant de commencer par définir quels types de tactique on va utiliser.

Par exemple, la rentrée scolaire. La politique d'intégration et de destruction des organisations, le mensonge et la manipulation sont des éléments complètement inséparables. On ne peut pas combattre l'intégration des syndicats sans aider à démasquer le mensonge et la manipulation. Ils se disent tous contre Vichy au gouvernement. Mais ils appliquent une politique corporatiste "à la Vichy". Bien évidemment, parce que les rapports de force entre les classes ne permettent pas de dire la vérité et de dire vraiment ce qui est, il faut faire passer des mensonges pour des vérités. Il faut faire passer des soustractions pour des additions, des destructions pour des constructions. Tout l'art de la méthode Jospin est là. Je pense que, sur ce plan, nous avons un travail politique dans les discussions, dans les sections du Parti des travailleurs, avec les travailleurs, avec la vente d'*Informations ouvrières*, comme étant la question clé, de démêler le vrai du faux. Autrement, nous ne sommes pas un parti politique indépendant, mais une succession d'initiatives dans la lutte de classe.

Il faut dire ce qui est : il n'y aura pas réouverture de 800 classes. C'est un mensonge. Dans le département, il y a 96 fermetures de classes et, en vertu de la déclaration de Ségolène Royal, l'inspecteur d'académie vient de toucher royalement un poste. Et il ajoute :

"De toute façon, ne vous cassez pas la tête, j'ai déjà épuisé les moyens de remplacement parce que, comme j'ai des tas de parents d'élèves et d'enseignants qui viennent sous mes fenêtres, j'ai été obligé de prendre des moyens de remplacement déjà pour fermer moins que ce qu'on me demandait. 96 fermetures de classes, c'est inférieur à ce qu'il aurait fallu faire."

Il avait déjà puisé dans les moyens de remplacement, il n'a plus rien.

Quand Ségolène Royal a dit deux tiers de réouvertures de classes, c'est un faux. On ne peut pas dire que la déclaration de Ségolène Royal est un produit des luttes. Le fond de l'affaire, c'est qu'il y aura plus de fermetures de classes que ce qu'ils ont annoncé. Mais il se trouve que, comme la lutte de classe est ce qu'elle est, qu'ils n'ont pas réussi à licencier les profs des écoles sortants et que les directeurs d'école, au lieu de partir à la retraite à 55 ans, continuent de travailler : il y a 145 instituteurs, aujourd'hui, qui ne sont toujours pas affectés.

A partir de là, la question des "emplois jeunes", c'est exactement la même chose. On ne peut pas commencer par dire : on va faire attention au fait que des travailleurs ont des illusions sur les "emplois jeunes", parce que ça va créer du boulot pour les petits jeunes. Si on se place dans cadre-là, on va s'adapter, on va accompagner l'accompagnement. Au point de départ, on prend les faits.

J'en prendrai un. Dans le primaire, ils disent 10 000, ils les veulent vite. A la limite, avant que ce soit voté à l'Assemblée nationale. On ose dire : ce sera bien, parce qu'ils vont s'occuper des handicapés dans les classes. Mais la réalité, c'est que, par exemple en Gironde, 747 enfants et adolescents sont en attente d'un placement en institut médico-éducatif ou en institut rééducation spécialisée, 747 enfants qui sont privés de médecins, de rééducateurs, de psychiatres, de psychologues qu'on va abandonner dans les classes avec un "emploi jeune". C'est la barbarie. C'est la décomposition. On va commencer par dire ça : les faits. On va dire : les emplois jeunes, oui : on recrute

les psychiatres, les rééducateurs, les enseignants, mais à partir d'une qualification. A partir des faits, pas à partir de l'idéologie. On ne va pas se faire enfermer dans le piège : "Vous êtes contre tout, contre Jospin, contre le gouvernement... C'est donc normal que vous soyez contre ça."

On va expliquer pour permettre la discussion dans le mouvement ouvrier. Pour cela, il faut une politique indépendante. Je pense que notre orientation, au point de départ, va faire apparaître au grand jour la manipulation politique et le lien entre les "emplois jeunes" et la rentrée scolaire. On va le faire en particulier le 19 septembre publiquement à l'initiative du Parti des travailleurs.

UNE DISCUSSION PRÉCISE

• Je pense que les éléments qui nous sont donnés, éléments théoriques sur lesquels nous avons effectivement tout à fait intérêt à réfléchir, ne sont pas des éléments théoriques généraux. Ce serait une lourde erreur que de se contenter de dire :

"Nous avons eu des problèmes au mois de juin, il y a eu des discussions dans le parti et il faut un réarmement du parti."

Certes, et c'est pour cela que nous sommes réunis. Mais le réarmement du parti ne passe pas seulement par une discussion théorique de fond sur les grands principes. Ce n'est pas vrai. Le problème n'est pas là. Les éléments théoriques qui sont fournis ont une importance capitale, car ils nous permettent de comprendre le moment présent.

Tout le monde est aujourd'hui devant des choix. Je ne parle bien évidemment pas des renégats, ceux-là, vous avez vu le livre, il y a bien longtemps qu'ils ont choisi, pour des raisons de satisfaction personnelle, de faire le sale travail. Je parle de ceux qui, dans le mouvement ouvrier, sont confrontés à des situations concrètes, dans lesquelles ils ont à décider tous les jours. Et il s'agit de centaines, de

milliers de cadres ouvriers, de militants, de travailleurs qui sont quotidiennement devant des choix sur tel aspect tactique, sur tel aspect pratique, des choix que nous abordons, nous, avec une particularité : nous pouvons trouver ce qu'il faut faire en nous fondant sur une assise théorique.

Pour moi, le moment présent peut se résumer ainsi : nous ne sommes plus dans une situation traditionnelle, nous ne sommes plus dans une situation dans laquelle ce sont seulement les grandes tendances qui nous permettent d'y voir clair, nous sommes dans une situation qui, sur la base de ces grandes tendances, est radicalement modifiée sur une question centrale : le dilemme n'est plus révolution ou réformes, comme je l'ai entendu dans les discussions en juin dans les assemblées que l'on a tenues ; le dilemme est entre révolution et contre-réformes ; et c'est une différence capitale, parce que cela signifie que lorsqu'on parle d'une tendance — c'est vrai, toujours existante — à intégrer les organisations, on demande aux organisations comme un élément central du dispositif du FMI, de la bourgeoisie, des capitalistes, de faire le travail jusqu'au bout ; et, sous cet angle, il n'y a pas d'autre choix pour eux. C'est ce qu'on leur demande. Il n'y a pas de marge de manœuvre pour eux. Parce que c'est cela, le dilemme dans lequel on est.

Prenons, par exemple, ce qui est indiqué dans le rapport, à savoir la manière dont la sphère financière est aujourd'hui prédominante. Mais le degré auquel nous en sommes arrivés de l'investissement systématique dans les institutions financières aboutit, comme il l'a expliqué sur la question des Etats-Unis et du capital américain, à la destruction de l'industrie : c'est quand même une différence. C'est quand même une modification. Croyez-vous que nous puissions avoir une tactique adaptée dans la lutte des classes et dans les organisations sans saisir complètement le fond des choses ? Eh oui, il y a un réarmement du parti sur cette question.

Il y a un deuxième aspect, qui fait partie de ce réarmement et qui fait partie intégrante de cette situation politique. Le texte dit : les processus ne sont pas achevés. Oui, camarades, c'est une donnée essentielle. J'ai apprécié ce qu'a dit un

camarade sur la question de l'UPS, qui n'est pas seulement la lutte des classes, ou plutôt qui n'est pas qu'un seul aspect de la lutte des classes. Parce que l'on peut dire que les travailleurs luttent toujours, jusqu'au moment où ils sont liquidés. L'intérêt, dans le cas de l'UPS, c'est que vous avez une combinaison entre la lutte effective des travailleurs sur des revendications précises et les problèmes politiques de l'action contre l'intégration des organisations syndicales. Et ce n'est pas rien ce qui s'est passé avant dans l'AFL-CIO. C'est un élément central.

Et enfin, camarades, les choix sont aussi pour nous. On peut toujours dire qu'on ne va pas s'intégrer et le croire, et on a raison de le dire et de l'expliquer. Si on ne construit pas un parti, instrument concret, pratique, pour aider à ce que nous ne nous intégrions pas et à ce que la classe ouvrière et les organisations ne s'intègrent pas, alors, on peut toujours parler d'intégration.

Et je vous rappellerai ceci, parce que j'ai beaucoup apprécié la référence à la révolution de 1917 : vous savez très bien qu'entre février et octobre, tout le problème de la révolution de 1917 s'est concentré dans les discussions qui se menaient dans le Parti bolchevique, en relation avec le mouvement des masses. Et la première question était : qu'est-ce qu'on fait comme parti ? Et à mon avis, là est le problème.

UN PROBLÈME D'ACTUALITÉ : LA RENTRÉE SCOLAIRE

- Le pire serait que nous n'allions pas au bout des choses et que nous restions sur un accord formel.

De ce point de vue, je voudrais aborder un problème d'actualité, qui est la rentrée scolaire, parce que je suis d'accord pour dénoncer la méthode Jospin.

Les camarades qui ont entendu maintes fois la citation que je vais faire voudront bien m'excuser.

On a un ministre de l'Éducation nationale qui déclare :

"En l'état actuel de nos connaissances scientifiques, il n'est pas scientifiquement absurde d'admettre qu'entre l'inanimé et le vivant, il y a une distance si grande qu'elle n'a pu être comblée que par l'intervention de Dieu",

il n'est pas surprenant que ce ministre-là soit un adepte du jésuitisme.

Mais je crois qu'il faut regarder concrètement. J'ai une nuance avec le camarade qui a parlé des 800 classes. On ne peut pas apprécier la question des 800 classes simplement à partir d'un département.

Je pense que la première chose que nous avons à faire, c'est de dresser un état exact des classes qu'ils veulent rouvrir pour qu'on discute à fond et que l'on soit extrêmement précis, parce que nous avons eu une discussion sur la question des 300 postes, sur le fait que Ségolène Royal créerait 300 postes. Si c'est vrai, je ne dis pas qu'elle est devenue progressiste, mais c'est forcément le résultat de l'action syndicale.

Le problème, c'est qu'en y regardant de plus près — et là aussi, je crois qu'il nous faut travailler dans la précision —, il n'y aura pas un instituteur nouveau à la rentrée, d'après mes informations (mais il faut travailler un peu plus). Il n'y a aucune création de poste. Elle se sert simplement des surnombres et fait un jeu d'écriture budgétaire.

Cela dit, il n'en reste pas moins que, dans mon département, il y aura trois classes qui vont rouvrir à la rentrée. Et précisément, ce sont les classes où les parents et les instituteurs ont annoncé qu'ils vont se mobiliser à la rentrée.

En revanche, dans les départements voisins, où il y a eu une moins grande mobilisation, effectivement, il n'y a pas eu de réouverture. Je pense qu'on doit apprécier ces questions-là parce que j'en tire une conclusion : je pense que le gouvernement actuel, Allègre et Royal tentent d'éteindre plusieurs petits foyers pour amener la conférence nationale sur l'emploi dans une condition de paix sociale apparente et dans des conditions d'apparente union nationale.

L'OBJET DE LA CONFÉRENCE NATIONALE

• Je crois que l'objet de cette conférence nationale est de prolonger la discussion et de réarmer le courant suite à la discussion qui a eu lieu à la direction nationale de juin, et le rapport indique les problèmes rencontrés. C'est vrai, je crois que la discussion portait, dans un cadre commun sur les principes, sur la tactique précise à un moment donné dans le cadre de la bataille pour le front unique. Le rapport précise, d'une manière théorique, et c'est ce qui nous permet de définir ensuite ce que nous allons faire, de définir le moment dans lequel nous sommes ; et de ce point de vue-là, l'insistance, à juste titre, qui est faite sur la question de l'intégration, je la partage, ainsi que l'appréciation de dire "*processus en cours mais inachevé*". Et je crois qu'il faut prendre toute la mesure de cette formule.

Mon attention a été attirée sur une chose : il y avait un éditorial des *Echos*, de Favila, le 11 août, que je cite de mémoire, dont le titre était : "FSU, rassemblement syndical unique", dans lequel l'éditorialiste des *Echos* disait : c'est vraiment formidable ce qui se passe en Italie — ce n'était pas écrit comme cela, mais c'était grosso modo cela —, si cela pouvait se passer de la même manière en France, cela serait une bonne chose. Mais on connaît le traditionalisme des organisations syndicales, qui n'arrêtent pas de se bouffer le nez. Ce serait bien qu'il y ait une loi qui autorise une expérimentation...

Je crois qu'il faut d'abord bien peser la place, de ce point de vue-là, de l'appareil du PCF. De ce point de vue-là aussi, j'ai vu rapidement dans *Le Monde* d'avant-hier la ministre PCF du Tourisme, je crois, qui veut faire une convention collective des travailleurs saisonniers, c'est-à-dire un statut de saisonniers, c'est-à-dire des gens qui seraient dans la situation dont on a parlé à propos de l'Angleterre, les contrats à durée zéro. Ces gens travaillent trois mois par an, ce serait leur statut, et on veut transformer cela en une convention nationale, c'est-à-dire y compris instituer le fait qu'un saisonnier qui travaille dans l'hôtellerie restera saison-

nier toute sa vie, ainsi que tous ceux qui travaillent dans l'hôtellerie.

L'article des *Echos*, d'ailleurs, le disait aussi, processus inachevé. Mais le processus s'accélère, dans certains endroits, il faudrait qu'on puisse l'expérimenter, le généraliser, mais il y a le "traditionalisme" des organisations syndicales, qui doit être liquidé...

Dans la discussion qui se mène aujourd'hui, à mon avis, on doit aller dans le détail des choses. On est tous d'accord pour dire que la tendance à l'intégration, c'est le danger mortel qui pèse sur la classe ouvrière, qu'il y a un rendez-vous dans lequel le gouvernement met beaucoup d'espoir, la fameuse conférence sur les salaires, l'emploi, etc., tendant un piège pour essayer de mettre en place le cadre corporatiste. On a intérêt à réfléchir, parce que c'est vrai ce que disait un camarade tout à l'heure : on a des positions de principe qui nous permettent de répondre pratiquement aux militants confrontés à des situations concrètes, mais encore faut-il savoir comment répondre.

Il y a par exemple une discussion que j'ai entendue là-dessus, sur la rentrée scolaire. On nous dit que, dans telle académie, l'inspecteur a eu je ne sais plus combien de postes, mais il n'ouvre aucune classe. Je pense que c'est un imbécile. Mais la situation n'est pas la même partout. Si l'on regarde mon département, le recteur académique touche deux postes, il ouvre trois classes. Trois classes où on savait qu'il allait y avoir de gros problèmes à la rentrée et où il y avait eu une bataille dans le cadre du front unique assez importante au moment de la carte scolaire l'an dernier, dans laquelle les organisations syndicales se sont dressées contre le ministre Bayrou. De ce point de vue, si on va dans les trois écoles où les classes sont réouvertes en disant : vous êtes victimes d'une manipulation, je ne suis pas persuadé qu'on aura un écho.

Cela dit, c'est vrai qu'il y a manipulation. Mais le problème, c'est comment déjouer... C'est bien le problème auquel on est confronté, parce que la méthode Jospin existe, elle a aussi ses forces, et nous, il faut qu'on sache comment combattre précisément ces choses-là. Je pense

que, très concrètement, il faut poser l'ensemble des revendications parce que, certes, trois classes sont réouvertes, mais je crois qu'il y avait seize fermetures de classes, grosso modo, trois ou quatre demandes d'ouvertures qui n'étaient pas satisfaites. La question, c'est : comment on pose des revendications et comment on les oppose finalement à ces trois ouvertures, qui sont faites d'une certaine manière pour désamorcer la bombe et empêcher la satisfaction des revendications.

Et cela vaut pour d'autres secteurs. Les états généraux, c'est la même chose. J'ai rencontré, par exemple, un camarade délégué syndical dans une entreprise. Il me dit : "*C'est bon, ça y est, on va avoir la réduction du temps de travail, j'espère qu'on va bien défendre ça*", etc., par rapport à la conférence. Je pose une question : il ne suffit pas de dire n'y allons pas, etc., mais il faut démontrer comment ce n'est pas cela qu'on nous propose de négocier. Donc, quelles sont les revendications en la matière.

Alors, comme il me reste peu de temps, je conclurai simplement en disant que c'est là un aspect du problème. Le deuxième aspect, c'est le point d'appui à cette résistance-là, et je n'ai pas le temps de développer, c'est la réussite de la convention nationale dans le cadre des comités pour l'abrogation du traité de Maastricht.

UNE CRISE PROFONDE DU CAPITALISME

• Le rapport nous pose une question : qui sommes-nous ? C'est une bonne question, mais il ne faut pas y répondre d'une manière métaphysique. Alors, je vais poser une autre question, parce qu'elle est complémentaire. C'est : que faisons-nous, ici et maintenant ?

Et je vais essayer de répondre de la manière suivante : aujourd'hui, il y a une crise profonde du capitalisme. *Le Monde* titrait :

"Le krach des Bourses asiatiques ébranle les places occidentales. Les capitaux étrangers se retirent des marchés financiers d'Asie du Sud-Est."

Cela va avoir des conséquences. Tout d'abord, les valeurs de ces actions (les valeurs des actions, c'est le capital) n'ont pas bougé en une journée. En revanche, leur prix en Asie s'est effondré de manière catastrophique. La valeur du dollar est restée également identique. Mais le prix du dollar a monté, monté, monté. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les capitalistes américains ont un pouvoir d'achat des actions, c'est-à-dire du capital, de toutes les sociétés asiatiques, qui a considérablement augmenté, et ils achètent.

Maintenant, quelle est la cible ? La cible, c'est l'Asie. En Asie, il y a le Japon. Le Japon, c'est le deuxième pays du G 7. Il y a une grande entreprise d'électronique, qui s'appelle JVC. JVC, ça signifie Japan Victor Corporation. C'est une entreprise américaine. Cela veut dire que les Américains sont en train d'acheter les entreprises japonaises. Les capitalistes japonais, que vont-ils faire ? On le sait, cela s'appelle les gains de productivité, pour essayer de lutter contre la baisse du taux de profit. Et ce qui s'est passé à l'UPS, en quoi ce n'est pas américain ? C'est que, dans la lutte pour la baisse du taux de profit, dans la lutte pour les gains de productivité, les capitalistes ont essuyé une défaite.

Alors, attention, cela ne veut pas dire que, fondamentalement, cela va tourner demain, mais cela veut dire qu'un cours politique commencé lors de la grève des aiguilleurs du ciel cassée par Reagan, un cours poursuivi par Thatcher, par Mitterrand, se heurte à l'obstacle du mouvement ouvrier. Alors, à partir de là, qu'est-ce que cela veut dire ? Dans le même journal, *Le Monde*, il est question de la privatisation "partielle" d'Air France... C'est la méthode Jospin. Cela veut dire qu'on va vendre une partie d'Air France aux Américains, ce n'est rien d'autre, parce que ce sont les lois immanentes de l'économie.

La méthode Jospin, elle implique ce qu'on appelle l'intervention citoyenne, la panacée offerte par le PCF. L'intervention citoyenne, qu'est-ce que c'est ? "*Allez, les gars, les revendications, allez-y*"... à condition que le cadre politique, y compris des revendications, soit cassé ! Alors, on ne peut pas simplement dire qu'on va

s'en sortir avec les revendications. Le problème est politique. C'est, aujourd'hui, la question de l'indépendance du parti, qui lui permet une liberté d'action, parce que si on n'est pas indépendant, on est verrouillé.

LES ENJEUX DE LA DISCUSSION

• La calomnie se déchaîne contre nous, ce n'est pas nouveau. Mais il y a une modification qualitative et je crois que cela touche à l'appréciation de la situation. Parce que, ce qui nous a été présenté hier, "*réseau de type mafieux, relié à la violence permanente*", le retour de l'hitléro-trotskyisme d'une façon particulièrement vicieuse, présente quand même une différence assez nette par rapport à ce qu'on a connu jusqu'à présent.

Même s'il ne faut pas tout identifier, j'ai pensé au rapport avec la remise en cause par l'Etat américain de l'élection de Ron Carey à la présidence du syndicat des camionneurs, qui d'ailleurs aboutit au soutien de fait à la direction précédente, sortie précisément à cause de ses liens avec la mafia. Il faut quand même se souvenir que c'est au nom de la lutte contre la mafia que l'Etat fédéral américain, du temps de Bob Kennedy, avait mis le nez dans les affaires des syndicats et particulièrement de celui des camionneurs ! Donc, le cynisme atteint des proportions assez considérables et la calomnie occupe toujours une place dans la lutte des classes — on fête cette année le 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre, et si le mois de juillet 1917 a été particulièrement significatif comme tournant dans la situation, la calomnie y a occupé une place importante et a même été un des éléments dans la situation politique.

Aussi, nous aurions tort de le banaliser et il faut mettre cela en relation avec le reste. Et je suis d'accord avec ce qui a été dit en particulier dans la discussion de ce matin : on ne peut pas se contenter de questions de principe qui seraient valables en tout temps et à tout moment. Et de ce point de vue, je me demande s'il ne faudrait pas préciser l'appréciation qui est portée dans le rapport soumis à la discussion, que je partage, selon

laquelle la grève de l'UPS, après novembre-décembre 1995, après la résistance des dockers de Liverpool, "*pourrait peut-être signaler*" l'amorce d'un tournant dans la lutte des classes. Je pense, comme résultant de ces développements, qu'on pourrait le dire d'une façon un peu plus nette. Je considère que ces événements signalent l'amorce d'un tournant dans la lutte des classes.

(...) Je ne partage pas un certain nombre d'appréciations selon lesquelles la discussion entre nous serait entre ceux qui chercheraient à éviter l'isolement et ceux qui, par leurs propositions, conduiraient en fait à nous isoler dans le mouvement ouvrier. Il est arrivé que notre courant soit isolé dans des périodes de reflux de la lutte des classes. Je ne pense pas que ce soit le problème, parce que, du point de vue de la résistance de la classe ouvrière, on assiste à des phénomènes qui nous démontrent que, dans notre politique quotidienne, on est loin d'être isolé.

On a un rôle à jouer. Certes, il faut des médiations. Mais la discussion n'est pas entre ceux qui veulent des médiations et ceux qui n'en veulent pas et qui voudraient tout d'un coup imposer un cours sectaire, qui s'opposerait à tous les blocs qu'on a fait par le passé. Mais dans une médiation, il y a un point de départ et un point d'arrivée, sinon il n'y aurait pas de médiation. Quel est le point de départ ? Je pense que c'est l'affirmation de notre politique, tout d'abord l'appréciation commune entre nous de la situation précise dans laquelle on est aujourd'hui et l'affirmation de la politique indépendante du Parti des travailleurs.

De là découlent toutes les déterminations de notre politique en relation avec cette appréciation commune. Sur ces problèmes, je partage ce que dit le rapport non seulement dans ses principes, mais aussi dans ses conséquences immédiates, et par conséquent dans une série d'appréciations extrêmement précises sur le degré atteint dans la politique d'intégration. Parce que c'est un processus qui n'est pas achevé, certes, mais même dans un processus qui n'est pas achevé, il y a parfois des accélérations, et il faut en tenir compte. Et c'est à cette situation que nous sommes confrontés aujourd'hui.

Réponse du rapporteur

La discussion est fort intéressante, et j'estime que nous avons fait un pas en avant tous ensemble. Pourquoi ai-je écrit le rapport qui est soumis au vote, en essayant de dépasser ce que nous avons discuté en juillet dernier à la direction nationale ? Ce n'est pas que je pense ne pas avoir eu raison, ni que la majorité de la direction nationale n'aurait pas eu raison. Mais j'ai estimé devoir répondre à une question : comment, malgré les divergences, nous pouvons, par la libre discussion, avancer pour surmonter ensemble ces divergences.

Dans une organisation régie par les principes du centralisme démocratique, il est normal, naturel, qu'il y ait des divergences, qu'il y ait discussion libre dans le cadre commun où nous entendons, sur la base du Programme de transition, sur la base des principes de la IV^e Internationale, construire la section française de la IV^e Internationale dans une conjoncture historique concrète. La méthode qui doit être la nôtre, à mon avis, est celle-ci : régler les divergences sur la base des principes. Si nous avons estimé que les divergences portaient sur des questions de principe, il aurait fallu convoquer non une conférence, mais un congrès extraordinaire. Il ne s'agit pas de questions personnelles, ni des liens affectifs que nous avons entre nous... Des camarades avec qui je suis en désaccord savent que je leur porte beaucoup d'affection. Là n'est pas le problème, les questions sont politiques.

La question centrale de la situation politique actuelle, en France comme dans le monde, est celle de l'indépendance des organisations ouvrières, et tout particulièrement celle des syndicats. Sur cette question, il y a accord, c'est l'essentiel. Mais j'avoue ne pas comprendre les conclusions pratiques qu'en tirent certains camarades que nous avons entendus.

Je résume : sur le plan théorique, nous sommes d'accord, il y a menace d'intégration. "*Nous ne pouvons accepter l'intégration, mais il y a la pratique*", ai-je entendu. Ségolène Royal annonce qu'elle ouvre 800 classes. Des camarades nous disent : "*Certes, il y a manipulation, mais pourquoi mettre l'accent sur la manipulation ?*" Un camarade ajoutant : "*Dans mon département, trois classes ont été rouvertes, faut-il que je dénonce la manipulation ?*" Bien entendu, je résume. Mais cela dit, y a-t-il ou non manipulation ?

Au moment où nous sommes réunis, nous ne connaissons pas exactement l'ampleur de l'offensive destructrice de la rentrée Allègre-Royal. Peut-on néanmoins douter que la rentrée scolaire soit conduite sous le signe de la volonté réactionnaire de "*dégraïsser le mammoth*" de l'Éducation nationale ? C'est-à-dire la volonté de tenter de parfaire jusqu'au bout toutes les mesures de démantèlement de l'instruction publique et de la laïcité de l'école, dans le droit fil des mesures prises par tous les ministres successifs des gouvernements de gauche et de droite de la V^e République, de Debré à Bayrou en passant par Savary et Jospin (en 1989) — il faut le rappeler. Allègre nous explique qu'il entend poursuivre le travail de son prédécesseur. J'avoue ne pas comprendre les camarades qui estiment que nous n'aurions pas dû titrer *Informations ouvrières* sur la manipulation. J'avoue ne pas comprendre, et voici pourquoi...

Certes, il serait ridicule de condamner les instituteurs et les parents d'élèves qui, par leur action, avec l'aide des syndicats, ont arraché les trois réouvertures dont on nous parle. Mais en quoi cela s'oppose-t-il au fait de dénoncer la manipulation des prétendues 800 réouvertures, alors que des milliers de classes sont fermées ? Difficile à comprendre. Je rappelle l'adage : il n'y

a pas de sottés questions, il n'y a que de sottés réponses.

Quelques-uns des problèmes qui sont les plus courants. Le premier : nous sommes une organisation politique, nous nous prononçons pour l'indépendance réciproque des partis et des syndicats. Comme parti, nous avons le devoir d'expliquer le lien qui existe entre les contre-réformes dictées par Maastricht-Amsterdam et le démantèlement de l'instruction publique par la suppression des classes. Nous avons le devoir de démontrer, faits à l'appui, la manipulation. Comme syndicalistes, nous avons le devoir de défendre pied à pied l'école, en exigeant la réouverture de toutes les classes, le réemploi de tous les maîtres auxiliaires sur des postes d'enseignement. Et, bien entendu, sur cette revendication des plus concrètes, nous avons le devoir d'aider les enseignants à aider à arracher ce qu'ils peuvent arracher.

Pour bien me faire comprendre, je prendrai un autre exemple : les statistiques de l'INSEE font état de ce qu'une fraction importante de salariés ont vu leur salaire diminuer avec la loi de Robien, qui impose un choix entre la diminution des salaires et la perte d'emplois. Bien entendu, nous ne condamnons pas les salariés qui acceptent 10 % de diminution de leur salaire pour conserver leur travail. Faut-il pour autant accepter de recourir à la loi de Robien ?

Je n'accepte pas, nous n'acceptons pas ce faux "réalisme" auquel nous convient Jospin et ses ministres. Je ne reviendrai pas sur la question des réformes et des contre-réformes, abordée dans le rapport. Avec tous les militants ouvriers, nous défendons les réformes, nous appelons à combattre les contre-réformes baptisées "réformes". Nous appelons au combat pour la reconquête des droits et garanties. Cela dit, cette question relève de l'indépendance. Un réformiste qui passe à l'intégration cesse d'être un réformiste, et cela est également vrai pour tout militant qui se réclame du mouvement ouvrier. On l'a bien vu en 1940 : Jouhaux et Belin

étaient avant la guerre des réformistes. Jouhaux, refusant la Charte du travail, est resté réformiste. Belin, acceptant la Charte du travail, a cessé d'être réformiste, a cessé d'appartenir au mouvement ouvrier. Il y a un lien entre la quantité et la qualité, nous enseigne la dialectique matérialiste. Impossible de séparer le but (suppression du salariat et du patronat) des moyens (réformes, revendications).

Notre acharnement à défendre la Charte d'Amiens (que nous partageons d'ailleurs avec tout militant ouvrier indépendant, quelle que soit sa tendance politique) est directement relié à la défense du mouvement ouvrier indépendant. Rien de dogmatique.

Les institutions antidémocratiques de la Ve République tendent à aliéner l'indépendance des syndicats et des organisations en général. Ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler "la mondialisation" renforce la pression exercée par la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne pour imposer l'institutionnalisation des organisations, en particulier des syndicats. Nous le savons. Nous l'avons démontré dans des centaines d'articles : l'institutionnalisation des organisations ouvrières, des syndicats, instituerait une société, un régime de type corporatiste.

Nous pouvons, nous devons rechercher, réaliser des accords (en ne cachant jamais ce que nous sommes), mais la limite des compromis, c'est le refus clairement motivé dans la pratique de l'institutionnalisation. (Voir ce que nous écrivons dans le rapport sur 1959, 1969, etc.) Je suis persuadé que nous sommes tous d'accord.

Je poursuis, en vous demandant d'excuser la longueur de la réponse. Une question a été abordée, celle de la nation. Il est évident qu'il y a une relation directe entre les processus, étroitement reliés et dépendants de la désindustrialisation (privatisation, spéculation, régionalisation, déréglementation...) et la "réforme" de l'Etat destructrice de la nation, dictée par Maastricht-Amsterdam. Si, comme

l'explique Trotsky dans *La Révolution permanente*, "l'industrialisation est le moteur de la civilisation moderne" parce que constituant le prolétariat ; s'il est clair que la désindustrialisation inclut le processus de destruction de la force de travail qui met en œuvre les forces productives (entraînées par le pourrissement des rapports capitalistes de production dans la phase de leur destruction), nous devons en conclure que la défense (pour la reconquête) des réformes, des droits, des garanties, des statuts, assigne au prolétariat (dans une situation où il supporte les coups les plus rudes) la tâche de préserver l'intégrité de la nation.

On voit combien la "théorie" (révolution permanente) est indispensable pour définir les tâches pratiques. A condition, bien entendu, qu'on ne transforme pas la théorie en dogme. Mais l'inverse est également vrai : ne pas irriguer la pratique par la théorie, c'est abandonner les tâches qui découlent de la vérité de notre époque, c'est abandonner le combat fondé sur la compréhension des faits et des événements pour aider par l'organisation les travailleurs à s'émanciper eux-mêmes.

Selon les médias, "*Lionel Jospin est heureux*".

« "Il gère son gouvernement exactement comme il a géré les courants", *renchérit Jean-Christophe Cambadélis, le secrétaire national aux relations extérieures et aux fédérations, qui salue cette habileté.* »

Et Cambadélis lâche :

"*C'est un peu comme s'il réunissait toutes les semaines un grand parti de gauche qui aurait des courants.*"

Et le même journal commente :

"*Fédération de gauche ? L'homme des rapports avec les alliés du PS en rêve.*"

Pour notre part, nous ne mangeons pas de ce pain-là, nous refusons d'être l'extrême gauche de la gauche intégrationniste.

La différence entre l'Italie et la France ? J'ai ici un article de *La Tribune* du 25 novembre 1996, au moment où l'Italie est revenue dans le SME :

"*Nous avons assisté à une vraie remise en ordre des finances publiques, à un alourdissement des prélèvements obligatoires dont la brutalité aurait sans doute provoqué des soulèvements en France.*"

Ensuite :

"*L'Italie a changé. Pour la première fois, il existe un gouvernement assis sur une vraie majorité politique. Or c'est l'instabilité politique qui, depuis la fin des années soixante-dix, avait provoqué la fuite en avant budgétaire et monétaire.*"

C'est ainsi que le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne rêvent de transcrire en France la situation italienne. Une situation où l'unicité syndicale étant réalisée, le secrétaire du PDS, D'Alema, impose, selon ses propres termes, la "*stimulation critique*", à savoir la "concertation" avec le gouvernement pour démolir le régime des retraites... et ensuite appeler les travailleurs à faire grève. C'est cela, l'institutionnalisation.

Je conclus : la discussion a été libre. La liberté de discussion relève de notre règle de principe. Il y a encore des problèmes, c'est normal. Je soumets le rapport au vote.

(Le rapport a été adopté à l'unanimité par la conférence nationale.)

Banque mondiale : de l'ajustement économique à l'ajustement social et politique

Par Miguel CRISTOBAL

Jusqu'à présent, on connaissait la Banque mondiale pour ses "projets" et ses prêts pour les financer, projets dont les grandes bénéficiaires étaient (et demeurent) en premier lieu les grandes multinationales qui les mettent en œuvre. Ensuite, la Banque mondiale, qui est, comme son nom l'indique, une banque, veille au remboursement de ses "prêts" (et des intérêts substantiels qu'ils impliquent) au moyen des "plans d'ajustement structurel", dont la rationalité tient dans une seule phrase : que les Etats remboursent. Qu'importe si les services publics sont condamnés à disparaître et si les Etats et nations sombrent dans le chaos.

A cette "mission", ceux qui président aux destinées de la Banque mondiale viennent en ajouter une autre, bien plus politique. Le dernier rapport annuel de la Banque mondiale, qui s'appelle — et ce n'est pas un hasard — "*L'Etat dans un monde en mutation*" (rapport annuel de la Banque mondiale 1997), propose des Etats d'un "type nouveau", dont la caractéristique essentielle est double :

- des Etats ayant réussi à intégrer les organisations ouvrières, donc à les détruire comme organisations indépendantes ;

- des Etats et des gouvernements n'ayant plus aucun rapport, si ce n'est formel, avec la souveraineté des peuples et dont la place est définie par les rapports de subordination verticale aux "*impératifs universels de l'ajustement*".

LA BANQUE MONDIALE, LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

Au début des années 1990, différents "correspondants" et "experts" de la Banque mondiale avaient commencé à avertir les instances dirigeantes de celle-ci du fait que ses plans se heurteraient à une résistance de plus en plus généralisée.

Conclusion ?

"Il est évident que la discussion ouverte, le débat, la communication et l'interaction impliquant différents groupes est la seule manière d'aboutir à l'accepta-

tion et à l'internalisation (sic) des programmes. Les dirigeants syndicaux en particulier ont souvent souligné que s'ils étaient consultés à propos de la justification des différentes mesures politiques et informés de leurs conséquences et de leurs buts, ils seraient dans une meilleure position pour faire une contribution constructive, à la fois au diagnostic des problèmes en cause et à la définition des solutions à prescrire" (Adjustement in Africa, Lessons from Country Case Study, World Bank Regional and Sectorial studies).

Cet avertissement particulier a pris depuis quelque temps une portée générale quand un des cadres dirigeants de la Banque mondiale concluait dans un rapport :

« La participation des gens à nos opérations est la forme ultime du partenariat (...). Les années 1980 ont parfois été désignées comme la "décennie de la privatisation". Espérons que les années 1990 seront celles de la "participation". Pour que cela se fasse, toutefois, il nous faudra modifier non seulement nos méthodes d'intervention, mais notre manière de penser et notre comportement » (Participation and Développement, Sven Sandström, Managing Director, World Bank).

Le rapport annuel 1997 allait donner un contenu central à cette approche. On peut lire en particulier :

"Le succès de la privatisation dépend énormément de la façon dont elle est gérée. (Il est essentiel) de se concilier les employés (c'est-à-dire les travailleurs)."

Et dans sa conclusion, le rapport précise :

"Les vieilles inimitiés sont difficiles à vaincre, mais des pactes sociaux, comme le pacte de la Moncloa en Espagne ou la conférence économique nationale au Bénin, peuvent y contribuer."

Mais quel est le contenu concret de cette politique "d'association" des organisations ouvrières. Elle consiste d'abord à faire admettre le caractère "inéluçtable"

des "réformes structurelles", puis, "reconnaissant que celles-ci peuvent avoir des effets momentanément négatifs", à prôner une "dimension sociale" à l'ajustement.

Et quel est le contenu concret de cette "dimension sociale" ? Si l'on s'en tient à l'expérience des peuples frappés par exemple par les "dévaluations compétitives" qui conduisent à l'appauvrissement massif, cette "dimension sociale" n'est qu'un mot. Et le constat est exact.

La situation est différente dès lors qu'il s'agit des organisations. En effet, depuis que le "constat" a été fait de l'importance qu'il y a à "associer" les organisations ouvrières, il ne s'est pas passé un mois sans que des délégations syndicales soient invitées à Washington par la Banque mondiale "pour lever les malentendus". On assiste à une multiplication de séminaires avec participation financière de la Banque mondiale. Il est incontestable que les séminaires, les déclarations qu'ils ont suscitées, ont pesé parfois lourdement, allant même jusqu'à la disparition d'un certain nombre d'organisations indépendantes.

De quoi est-il question dans ces séminaires ? De l'ajustement structurel en général, et de la législation du travail en particulier.

Si la Banque mondiale proclame la nécessité de réaliser des économies partout, celle-ci ne s'applique manifestement pas aux nombreuses commandes passées par elle pour réaliser des études concernant la législation du travail et sa réforme, et ses archives regorgent d'études commandées par elle en ce domaine. On pourrait multiplier les citations de cette littérature. En voici deux exemples :

"La principale implication politique qui peut être déduite de l'analyse présentée dans ce rapport, c'est que les effets négatifs de la sécurité de l'emploi peuvent être minimisés par le recours à des salaires flexibles et par l'établissement de marchés du travail concurrents" (Ricardo Paredes, Job Security and Labor Market Adjustment in Developing Countries, Sécurité du travail et ajustement du marché du travail dans les pays en développement, ESP, notes de discussion, série n° 2, HRO Working Paper, n° 16).

"L'adoption de politiques de marché du travail qui diminuent le coût du changement pour le travail et réduisent la demande de sécurité de l'emploi comme politique sociale est encouragée" (Marchall, Ray and Adams, Arvil V., *Labor Market Flexibility and Job Security Measures in a Global Economy : New Challenges Ahead*. ESP, notes de discussion, série n° 44).

Flexibilité, liberté de licenciement : tels sont les mots d'ordre de la Banque mondiale, de ses experts et des missions effectuées par eux sur le terrain, à l'image de "l'expertise" réalisée par la Banque mondiale au Bénin (pays cité en référence par la Banque mondiale).

Un exemple, entre autres, de ces réformes proposées par la Banque mondiale permet de comprendre le sens de celles-ci :

"Bénin : complément d'amendements apportés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au projet de code du travail :

Article 13 (ancien texte) : Tout contrat conclu pour une durée déterminée ne peut excéder deux ans renouvelables une fois.

Nouveau texte : Tout contrat conclu pour une durée déterminée ne peut excéder deux ans renouvelables deux fois.

Article 52 (ancien article) : Quelle que soit la nature économique ou non du motif invoqué par l'employeur, tout licenciement qui ne repose pas sur un motif objectif et sérieux ouvre droit, au profit du salarié, à des dommages et intérêts fixés par la juridiction compétente en fonction du préjudice subi. Ces dommages et intérêts ne peuvent toutefois être inférieurs à six mois de salaire.

Nouveau texte : Quelle que soit la nature économique ou non du motif invoqué par l'employeur, tout licenciement qui ne repose pas sur un motif objectif et sérieux ouvre droit au salarié à des dommages et intérêts fixés par la juridiction compétente en fonction du dommage subi. Ces dommages et intérêts ne peuvent toutefois être inférieurs à six mois de salaire pour tout travailleur ayant au moins cinq (5) ans de service effectif."

Généralisation des contrats à durée déterminée, élimination des compensations en cas de licenciement, c'est cela qui donne son contenu concret à la "dimension sociale" de la Banque mondiale.

LA BANQUE MONDIALE, LES SYNDICATS ET LA LÉGISLATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Suffit-il d'associer telle ou telle direction ou secteur dirigeant à ces "positions" pour résoudre le problème ? Non.

Les dirigeants de la Banque mondiale allaient vite s'en apercevoir : les organisations ouvrières ne se résument pas aux prises de position de telle ou telle direction, aussi importantes soient-elles. La lutte des classes existe, elle amène les travailleurs à lutter pour défendre leurs organisations, et pour cela à s'appuyer sur leurs conquêtes telles qu'elles sont inscrites notamment dans les normes, conventions et Codes du travail nationaux, ainsi que celles qui sont consignées dans ce que l'on appelle le "Code international du travail", c'est-à-dire les 180 conventions et recommandations adoptées par l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'appréciation par la Banque mondiale de la place de l'OIT et de ses normes (que des organismes comme la Banque mondiale et le FMI avaient cru pouvoir contourner par une initiative comme celle du sommet social de Copenhague, en 1995) allait être formellement rectifiée par le président de la Banque mondiale, qui a participé comme "invité d'honneur" à la dernière session annuelle de l'OIT (juin 1997). Les dirigeants de la Banque mondiale se sont aperçus que leurs efforts de "réforme" se heurtaient à l'existence d'une "législation internationale du travail".

Cela est devenu d'autant plus évident que des pays "hautement développés" ont commencé à être condamnés par l'OIT et son comité d'experts chargés de l'application des conventions et recommandations. Il s'agit de l'instance de l'OIT chargée d'examiner les plaintes et de statuer sur celles-ci, comme elle a rapporté à la 85^e Session de l'OIT, en juin 1997.

Prenons seulement le cas de trois pays.

En Allemagne, l'Etat a fait l'objet d'une plainte concernant l'interdiction de grève dans les services publics. Le verdict de la commission d'experts de l'OIT a été :

“Le comité rappelle que, depuis 1959, il a exprimé l'opinion que l'interdiction des grèves de fonctionnaires autres que des officiels agissant au nom des pouvoirs publics peut constituer une réduction considérable de l'activité potentielle des syndicats et que cette restriction peut être contradictoire avec l'article 8, paragraphe 2 de la convention (voir l'exposé de cette position dans le rapport général de 1994 sur la liberté d'association et la négociation collective, paragraphe 147). Le comité souligne l'importance qu'il y a à prendre les mesures nécessaires pour ne pas pénaliser les fonctionnaires qui n'exercent pas une fonction d'autorité au nom de l'Etat, qu'il s'agisse de travailleurs du rail, des postes, d'enseignants ou d'autres, et leurs organisations, pour avoir exercé leur droit de grève.”

Au Japon, concernant une plainte déposée pour les mêmes raisons :

“Le gouvernement déclare dans son rapport que la Cour suprême a maintenu dans un jugement que l'interdiction du droit de grève par des fonctionnaires est conforme à la Constitution. Le comité rappelle que l'interdiction de grève doit être limitée aux fonctionnaires exerçant des fonctions d'autorité au nom de l'Etat ou aux services essentiels, dans le sens strict du terme, c'est-à-dire ceux dont la cessation d'activité mettrait en péril la vie, la sécurité personnelle ou la santé de la totalité de la population ou d'une partie de celle-ci.”

Et enfin, la Grande-Bretagne concernant le droit de grève interprofessionnel :

“Le comité note que le gouvernement, une fois de plus, maintient son point de vue selon lequel rien, dans la convention, ne demande que la loi donne une protection spéciale contre des procédures concernant l'organisation d'actions industrielles (grèves) parmi les travailleurs qui ne sont pas en conflit avec leurs propres employeurs et qu'il ne voit

pas quel abus de pouvoir potentiel pourrait découler d'une interdiction générale des grèves de solidarité. Le comité note que, d'après la section 224 de l'acte, il n'y a pas d'action secondaire en relation avec un conflit du travail lorsqu'une personne menace de rompre un contrat d'emploi ou incite quelqu'un à le rompre et que l'employeur avec lequel ce contrat est établi n'est pas celui qui est l'objet du conflit. Le comité aimerait indiquer à ce sujet que les travailleurs doivent avoir la possibilité de recourir à une action industrielle en relation à des éléments qui les touchent, même si, dans certains cas, l'employeur direct n'est pas l'objet de ce conflit. Cela pourrait être le cas, par exemple, lorsque l'organisation structurelle de compagnies associées, subsidiaires ou sous-contractantes, conduit à une situation où les intérêts des travailleurs ne peuvent nécessairement être résolus par leur employeur direct, mais où l'organisation d'une action industrielle peut au contraire amener la satisfaction de leurs revendications légitimes.”

Il ne s'agit là que du verdict concernant les plaintes venant de trois pays et ne concernant qu'une seule convention (la convention n° 87) sur 180 conventions actuellement existantes, mais cela permet d'apprécier en quoi les exigences destructrices de la déréglementation telles qu'elles sont formulées, par exemple, dans les documents de la Banque mondiale que nous avons cités, sont fondamentalement contradictoires avec les normes consacrées par l'OIT.

Par ailleurs, le caractère fondamentalement contradictoire des exigences actuelles en matière de déréglementation a été souligné par le “comité d'experts” de l'OIT, qui statue sur les plaintes et qui constate, dans un commentaire général sur l'évolution des plaintes en 1997 :

« De plus, la responsabilité de supervision de l'ensemble des conditions de travail internationales serait mise en cause — en fait est mise en cause — si les conditions de travail, la stabilité de l'emploi, la dignité individuelle et la liberté de choix des travailleurs sont sévèrement limitées par des pressions économiques. Le comité est particulièrement soucieux du fait que la recherche de “l'efficacité” et l'accent mis sur la

concurrence conduisent de plus en plus à menacer un traitement honnête du travail. La tendance à des contrats à durée déterminée a entraîné le développement de contrats "sans horaires" (no hours contracts), qui ne spécifient pas le nombre d'heures de travail mais demandent des travailleurs qu'ils soient disponibles à tout moment. Cela montre clairement que les aspects humains de l'emploi sont rendus vulnérables par les pressions économiques. »

À PROPOS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET DE SES NORMES

L'OIT a été constituée en 1919 par les "puissances victorieuses" de la Première Guerre mondiale. Pour celles-ci, confrontées à la révolution russe et aux risques de généralisation des bouleversements révolutionnaires, il s'agissait de donner un cadre officiel, international, aux rapports de collaboration avec un courant du mouvement ouvrier, celui qu'on appelle aujourd'hui encore le "courant réformiste". Comme le décrit une brochure de l'OIT rendant compte de la naissance de celle-ci :

"Les années ayant précédé le conflit avaient été marquées par une grande agitation sociale, revêtant dans certains cas un aspect révolutionnaire. Le mouvement syndical international avait pris une part active à la lutte pour l'introduction de réformes, et ses dirigeants croyaient fermement à la solidarité de la classe travailleuse pour rendre les guerres impossibles, persuadés qu'ils étaient que les ouvriers éclairés de tous les pays refuseraient d'être utilisés pour massacrer leurs camarades de tel autre pays. Mais cette croyance fut gravement ébranlée par les événements de 1914-1918.

Comme ils n'avaient pas été capables de prévenir l'éclatement de la guerre, les syndicats consacrèrent toute leur énergie à faire en sorte qu'elle aboutît à certains résultats dans le domaine de la justice sociale. Des résolutions et des listes de revendications furent établies par des centrales nationales et des organisations internationales en vue d'influer sur les délibérations de la conférence de la paix,

dont on prévoyait la réunion après la fin du conflit."

Dès sa naissance, l'OIT a eu une structure tripartite : représentants des Etats (50 %), du patronat (25 %) et des travailleurs (25 %).

Cette structure "tripartite" était à l'époque (et jusqu'à il y a peu de temps encore, nous le verrons plus loin) la forme institutionnelle de la collaboration de classes. Les Etats se voyaient conférer en effet, par cette structure, un rôle d'arbitres, de "défenseurs de l'intérêt général", avec tout ce que cela signifie, notamment à un moment où le mouvement des travailleurs et des peuples ébranlait la stabilité de ces Etats.

Plus que "d'intérêt général", il s'agissait pour les Etats dans l'OIT de jouer le rôle de défenseurs des intérêts "généraux" de la bourgeoisie.

C'est seulement sous la pression inlassable de la mobilisation des travailleurs que fut constitué peu à peu, au cours de vingt-cinq années, ce qu'on appelle aujourd'hui le "Code international du travail".

Ces conventions vont de la garantie des libertés syndicales au droit de négociations collectives, de la protection contre les licenciements à une Sécurité sociale minimum, etc., et constituent les "réformes positives" qui donnaient sa légitimité au courant réformiste en contrepartie de l'acceptation du régime de la propriété privée des moyens de production comme cadre à ne pas bouleverser.

Or le cadre de l'OIT, qui a donné pendant des décennies leur forme institutionnelle aux rapports "civilisés" entre la classe dominante et un courant du mouvement ouvrier, ne correspond plus au contenu des exigences actuelles telles qu'elles ont été résumées par exemple récemment par l'OCDE :

"Les ministres sont tombés d'accord sur le fait que l'attaque contre les rigidités structurelles dans leurs économies devrait comprendre une large réforme de la réglementation, incluant une réglementation de meilleure qualité et une

déréglementation lorsque celle qui existe est excessive. Les réformes de la réglementation visent à améliorer l'efficacité économique et la capacité des économies à s'adapter au changement à devenir plus productives" (OCDE, réunion du conseil au niveau ministériel, Paris, 26-27 mai 1997).

LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE, SA PARTICIPATION À LA CONFÉRENCE DE L'OIT ET LA "RÉFORME" DE CELLE-CI

Quelques jours après la publication du rapport annuel de la Banque mondiale, "*L'Etat dans un monde en mutation*" (25 mai), le président de la Banque mondiale prenait solennellement la parole à l'Assemblée plénière de l'OIT (le 12 juin). Sa visite aura surtout été l'occasion d'annoncer que la Banque mondiale avait décidé de détacher cinquante-deux fonctionnaires de l'OIT et elle aura coïncidé avec une première grande réforme dans les statuts de cette dernière.

En effet, jusqu'à présent, les statuts de l'OIT ne prévoyaient pas la possibilité d'abroger des conventions adoptées.

La 85^e Session de l'OIT a été saisie d'une proposition de réforme de la constitution de l'OIT permettant aux deux tiers des délégués de l'OIT d'abroger les conventions existantes. Les deux tiers, c'est, rappelons-le, une majorité automatique pour les délégués des gouvernements (50 %) et du patronat (25 %).

Certes, ce projet initial a subi une modification : une proposition d'abrogation ne pourra venir à l'ordre du jour en réunion plénière que si la proposition est faite par les quatre cinquièmes du conseil d'administration (ce qui donne en principe un droit de blocage aux délégués travailleurs).

Mais ce n'est faire un procès d'intention à personne que de constater qu'à l'époque actuelle, cela est loin de constituer une grande garantie. Cela ne peut pas dissiper les craintes quant à la dynamique ouverte par cette réforme de la constitution de l'OIT. D'abord parce que le terme adopté

lui-même (abrogation des "réformes obsolètes") ne peut pas être séparé du fait que, pour les institutions financières, c'est l'ensemble de l'action normative de l'OIT qui est "obsolète".

Certes, les statuts de l'OIT permettent à chaque Etat membre de "dénoncer" son adhésion à telle ou telle convention, mais c'était et cela demeure une pratique peu courante, dans la mesure où un tel acte confronte brutalement l'Etat aux rapports de force dans chaque pays. Chacun comprendra que cela devient très différent lorsqu'on procède à l'abrogation d'une convention dans un cadre n'engageant pas la responsabilité particulière d'un gouvernement, dans une note générale, "anonyme".

Cela pour le "bâton". Mais il y aussi la "carotte", c'est-à-dire les moyens qu'entend se donner la Banque mondiale pour tenter d'associer les organisations ouvrières à cette "réforme" de destruction des normes internationales consacrées par l'OIT.

La réforme (dans le sens de la possibilité de l'abrogation) est inséparable d'une autre : celle qui propose de séparer ou de différencier les conventions (ou plus précisément le sujet de ces conventions) en deux catégories : les normes "fondamentales" et celles qui ne le seraient pas.

De quoi s'agit-il ? Cela fait trois ans qu'une réforme est en préparation. Celle-ci va dans le sens du détachement de certains problèmes (travail des enfants, travail forcé, égalité de traitement) pour leur conférer le statut de normes "fondamentales", et dont l'adoption découlerait de l'appartenance même des Etats à l'OIT.

Les partisans de cette réforme avancent l'argument que cela élargirait le poids de l'action normative de l'OIT, étant donné le nombre d'Etats qui n'ont pas ratifié ces normes fondamentales.

Ainsi, le directeur général de l'OIT, dans son rapport à l'assemblée annuelle de juin 1997, a expliqué :

"Une déclaration, ou tout autre texte solennel adopté par la conférence, permettrait de délimiter l'essence, universellement reconnue, des droits fondamentaux qui devraient être respectés par

l'ensemble des membres de l'organisation, qu'ils aient ou non ratifié les conventions correspondantes, et d'élaborer le mécanisme visant à assurer leur promotion" (L'action normative de l'OIT à l'heure de la mondialisation).

Des "droits internationaux" "engageant" les Etats, que ceux-ci aient ou non ratifié les conventions qui les sanctionnaient ? Cela conférerait aux "droits" la même "validité contraignante" que la Charte de l'ONU, c'est-à-dire aucune. Ce ne sont plus des normes.

Par ailleurs, cette réforme déplacera le droit de sanction de l'échelle nationale (tribunaux du travail, etc.) à l'échelle internationale, avec les conséquences inévitables que cela implique en termes d'arbitraire. A l'instar du rapport existant par exemple aux Etats-Unis entre le "respect des droits de l'homme" et l'obtention de la clause de la "nation la plus favorisée", les Etats-Unis ferment les yeux quand cela convient à leurs intérêts (la Chine) ou, au contraire, interviennent quand il s'agit de soumettre tel ou tel pays à leurs intérêts propres dans la guerre commerciale mondiale.

Plus grave encore : les syndicats d'un pays pourraient-ils en appeler à la sanction de leur pays quand celui-ci ne respecte pas ces vagues "droits de l'homme au travail" si la sanction finale se révèle être la sanction commerciale, à savoir la fermeture d'usines et les licenciements massifs ?

A cela, il faut ajouter que ces "droits de l'homme au travail" ne seraient plus des normes, même au rabais. En effet, le détachement d'un certain nombre de conventions au rang de "normes fondamentales" se fait en vidant les anciennes normes de leur contenu. C'est le cas pour le travail des enfants, qui est le modèle de référence.

Comme chacun sait, la prochaine assemblée de l'OIT sera saisie du projet d'une nouvelle convention sur le travail des enfants, libellée ainsi :

"Feraient obligation aux Etats membres de l'OIT de mettre un terme immédiat à toutes les formes extrêmes de travail des enfants, à savoir :

- toutes les formes d'esclavage et pratiques similaires ;
- la vente et le commerce des enfants ;
- le travail forcé ou obligatoire, et notamment la servitude et le servage pour dettes ;
- la prostitution infantine et l'emploi des enfants à des activités pornographiques ;
- l'affectation des enfants à toutes tâches dangereuses."

Les promoteurs de l'adoption de cette nouvelle convention disent qu'elle est complémentaire à la convention 138 (qui interdit le travail des enfants). Or la nouvelle convention autorise le travail des enfants, sauf dans des domaines qui ne relèvent pas du travail, mais de la criminalité pure et simple, et qui font d'ores et déjà l'objet d'une interdiction, non pas dans le Code du travail, mais dans les Codes pénaux.

Et enfin, la séparation entre "normes fondamentales" et celles qui ne le seraient pas (et auxquelles on pourra appliquer la démarche de l'abrogation) ôterait tout contenu concret aux conventions concernant les libertés syndicales, les négociations collectives, etc.).

Celle-ci trouve sa réalité concrète dans l'ensemble des conventions de l'OIT. Il suffit, pour s'en rendre compte, de faire un rappel non exhaustif des conventions existantes de l'OIT pour voir en quoi les normes "fondamentales" trouvent leur réalité dans l'ensemble des conventions de l'OIT.

En effet, que resterait-il de la convention fondamentale n° 87 sur la liberté syndicale sans, par exemple, la convention devenue "non fondamentale" n° 158 sur les licenciements, qui

"énumère les raisons qui ne sont pas des motifs valables de licenciement, telles que l'affiliation syndicale ou la participation à des activités syndicales à certaines heures, le fait d'avoir sollicité ou exercé un mandat de représentation des travailleurs, le fait d'avoir déposé une plainte ou participé à des procédures contre l'employeur en raison des viola-

tions de la législation, la race, la couleur, le sexe, l'état matrimonial, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, l'absence du travail pendant le congé de maternité et l'absence temporaire du travail en raison d'une maladie ou d'un accident".

Que resterait-il par exemple en matière de liberté pour les syndicats d'organiser la défense des travailleurs sans cette convention devenue "non fondamentale", la convention 131, qui stipule que :

"L'Etat s'engage à établir un système de salaires minima protégeant tous les groupes de salariés dont les conditions d'emploi sont telles qu'il serait approprié d'assurer leur protection, ces groupes sont déterminés soit avec l'accord, soit après consultation des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés, s'il en existe."

Que resterait-il des syndicats eux-mêmes si les "droits universellement reconnus" à la liberté syndicale ne comportent pas la ratification de la convention 135 de l'OIT relative aux délégués des travailleurs et qui dit :

"Les représentants des travailleurs reconnus comme tels par la législation ou la pratique nationale doivent être protégés contre tout préjudice, y compris le licenciement, qui serait motivé par leur qualité."

Cette protection couvre leurs activités de représentants des travailleurs, leur affiliation syndicales ou leur participation à des activités syndicales, conformément aux lois, conventions collectives ou autres arrangements conventionnels en vigueur."

Des facilités doivent leur être accordées, dans l'entreprise, pour leur permettre de remplir rapidement et efficacement leurs fonctions ; l'octroi de telles facilités ne doit pas entraver le fonctionnement efficace de l'entreprise."

On le voit, la "réforme de l'OIT", à laquelle le président de la Banque mondiale est venu donner ses lettres de

noblesse en se faisant inviter à la dernière séance annuelle de l'OIT, vise à la destruction de l'ensemble des conquêtes et normes consacrées, c'est-à-dire à la destruction de ces "segments de civilisation" positifs.

QUEL AVENIR POUR LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES DANS LA PERSPECTIVE DE LA LIQUIDATION DES CONVENTIONS ET NORMES INTERNATIONALES CONSCRÉES PAR L'OIT ?

La perspective, à l'œuvre, d'une remise en cause fondamentale du cadre normatif consacré à l'échelle internationale par l'OIT et à des degrés différents par les "codes" consacrant à l'échelle internationale les normes arrachées par les travailleurs met en cause l'existence même de l'organisation ouvrière.

Les promoteurs de la réforme de destruction du cadre normatif, soucieux qu'ils sont d'œuvrer en permanence à l'intégration des sommets pour l'application de cette remise en cause, tracent en permanence les voies d'un syndicalisme "de type nouveau", à l'instar, par exemple, de celui dessiné par la Confédération européenne des syndicats (CES) et que Michel Hansenne, directeur général du Bureau international du travail, décrit ainsi :

"La solution passe en tout cas par ce que j'appellerai un élargissement du modèle social européen : le lieu central de la négociation ou de la concertation ne serait plus uniquement l'entreprise, mais la réalité locale (communes, bassins, d'emploi, etc.) ; les interlocuteurs seraient plus nombreux (interlocuteurs sociaux classiques, acteurs de la formation, agents de socialisation ou de réinsertion, responsables de l'économie sociale ou solidaire, etc.), les modes d'action seraient différents (il ne s'agit plus de gérer des assujettis, mais d'aider des clients, c'est-à-dire des personnes avec des trajectoires et des problèmes différents)" (Michel Hansenne, directeur

général du BIT, allocution à l'occasion d'une conférence tenue à Amsterdam, le 23 janvier 1997).

"Clients" : le terme est ainsi lâché pour un "syndicalisme" de service, c'est-à-dire un syndicalisme qui serait devenu un rouage des structures locales, nationales et internationales désignées pour gérer la "dimension sociale des ajustements structurels inévitables" : l'action préventive contre les réactions de colère des populations dépossédées de tout.

Pour bien comprendre la place laissée aux organisations ouvrières par la "réforme de l'OIT" si elle était conduite jusqu'au bout, il suffit par ailleurs de constater ce que le directeur général du BIT voit comme "acteurs" essentiels du cadre mis en place par ce que serait une réforme de l'OIT :

« Le progrès social n'est plus seulement l'affaire des Etats ; il sera de plus en plus l'affaire d'autres acteurs, et en particulier des entreprises de production et de distribution des consommateurs. »

Ce mouvement s'exprime à travers deux phénomènes, dont le premier est étroitement lié au second : il s'agit, d'une part, de la prise de conscience par de grandes ou de moins grandes entreprises des répercussions sociales ou environnementales de leur action et, d'autre part, de la prise de conscience, parmi les consommateurs et leurs organisations (en particulier dans les pays développés), des responsabilités qui leur reviennent à travers leurs choix en matière de protection de l'environnement et des droits de l'homme.

Ce double mouvement convergent peut prendre selon le cas la forme de chartes ou de codes de pratiques pour les producteurs et de "labels" garantissant les conditions de fabrication des articles à l'intention des consommateurs. »

"Entreprises", "consommateurs" : ce serait le cadre institutionnel découlant de l'OIT réformée. Exit les syndicats. Exit les Etats, qui donnent le cadre juridique aux vraies normes.

DU TRIPARTISME À LA "REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE"

Comme nous l'avons vu, en constituant l'OIT et avec elle la structure tripartite, on avait "officialisé" l'Etat en tant que représentation de "l'intérêt général". Mais à cette époque, on ne contestait pas le fait que la représentation directe des employeurs était la représentation d'intérêts particuliers et que celle des salariés était la représentation des intérêts spécifiques des travailleurs.

La "réforme de l'OIT" telle qu'elle est mise en place sous l'impulsion de la Banque mondiale remet en cause la reconnaissance même des "intérêts particuliers".

"Entreprise citoyenne", "rôle social" de l'entreprise sont autant de termes que les militants ouvriers connaissent bien aujourd'hui et qui expriment la prétention des employeurs à être considérés à leur tour comme représentants de "l'intérêt général".

Il s'agit là du premier volet d'une réforme "globale", dont l'objectif final est de mettre en cause l'existence même de structures, d'institutions reconnaissant le droit des travailleurs à faire valoir leurs intérêts spécifiques.

Le "sommet social" de Copenhague (1995), dans la préparation duquel la Banque mondiale a joué un rôle central, a institué de ce point de vue une première grande échéance. Les délégués des syndicats qui y ont participé se sont vus intégrer d'office dans une nouvelle catégorie : partie prenante de la "représentation des ONG", aux côtés des ONG elles-mêmes et des organisations patronales.

Ils étaient tous ensemble censés représenter une même et seule catégorie : la "société civile". Il n'y a plus de classes sociales (dont la reconnaissance directe ou implicite constitue un des fondements de la démocratie), mais une représentation commune d'intérêts supposés communs.

Certes, personne n'est obligé d'y croire. Mais dès lors qu'on a décidé de faire

mine d'y croire, cela peut rapporter des sommes d'argent plus ou moins importantes. La Banque mondiale, si sévère quand il s'agit des budgets des Etats, l'est beaucoup moins quand il s'agit de dégager de l'argent pour la constitution de la représentation de cette "société civile". Elle a même constitué une ligne de crédit spéciale : les SGP (Special Grants Program, programmes d'aide spéciale), à propos desquels elle explique :

"Ces dernières années, les SGP ont été utilisés pour fournir un soutien aux ONG dans des pays en voie de développement qui ont participé à la conférence sur la population et le développement au Caire, au sommet mondial sur le développement social à Copenhague et à certaines des activités du forum des ONG de la 4e Conférence mondiale des femmes, à Pékin.

Au sein du SGP, il existe un programme de petites subventions, qui finance les conférences et les séminaires, les publications spéciales, les activités sur Internet et d'autres activités liées au développement de l'éducation et de l'information pour lesquels les petites organisations manquent souvent de fonds adéquats" (Possible Sources of Financial Support for NGOs, document de la Banque mondiale).

La Banque mondiale ne fournit pas seulement l'argent pour la "société civile", mais elle donne aussi le programme.

Lutte contre la pauvreté, écologie, condition de la femme : voilà trois thèmes qui, pour la Banque mondiale, doivent constituer les axes sur lesquels les syndicats, dépassant leur "vision étroite" de défense des revendications, peuvent devenir des acteurs de la "société civile".

Trois "thèmes" au service de quoi ? Il est évident que pauvreté, ravages écologiques et exploitation et oppression de la femme sont autant de problèmes exacerbés par la crise que le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production fait peser de plus en plus lourdement sur l'humanité.

Un certain a priori est légitime sur les raisons pour lesquelles la Banque mondiale met ces thèmes en avant. La légitimité

de la suspicion se confirme à la lecture des raisons invoquées par la Banque mondiale.

- L'écologie : s'agit-il, pour la Banque mondiale, de dénoncer les ravages occasionnés par la réduction des services publics, la saleté que cela engendre dans les villes, ou les moyens utilisés par des multinationales, qui, pour élever leur taux de profit, se passent, par exemple, des systèmes d'épuration ? Non. Pour la Banque mondiale, ce sont d'abord les populations "excédentaires" qui sont responsables :

"Il reste beaucoup à apprendre sur le rapport existant entre la croissance démographique et l'environnement, mais on s'accorde généralement à reconnaître que la croissance démographique doit être freinée pour que le développement économique soit durable."

Et surtout, on ne privatise pas assez vite et on n'augmente pas assez les prix des services de base !

"Production et consommation d'énergie posent toutefois de graves problèmes écologiques : pollution atmosphérique et réchauffement de la planète, inondations et réinstallations de populations associées aux projets hydroélectriques, et elles exigent des arbitrages entre sources d'énergie renouvelables et non renouvelables."

La conclusion de la Banque mondiale :

"Les politiques de prix visant à recouvrer la totalité du coût économique de l'électricité ont toujours constitué un élément standard des projets d'électricité de la Banque. En fait, l'établissement de prix rationnels est une condition nécessaire à une utilisation finale efficace de l'énergie par divers consommateurs industriels."

Il fallait y penser, en effet...

- La pauvreté : la Banque mondiale se préoccupe-t-elle des licenciements, des baisses radicales de salaires, voire de leur suppression pure et simple, ou des pay-sans conduits à la misère par l'élimination des subventions sur les intrants (engrais, etc.) ou par les régulations des prix agri-

coles ? Non. Ces problèmes sont, selon une formule consacrée, "le prix inévitable à payer pour la réalisation de l'ajustement nécessaire"...

Si la Banque mondiale se préoccupe des "pauvres", c'est pour mieux attaquer les travailleurs dont les contrats de travail sont encore protégés par un certain nombre de normes.

Dans sa contribution au sommet social de Copenhague (*Advancing Social Development*), la Banque mondiale écrit ainsi :

"Réformer la législation du travail pour en ôter une régulation excessive qui réduit l'emploi, tout en améliorant le caractère des interventions destinées à protéger les pauvres et les autres groupes les plus vulnérables."

• Le sort des femmes : s'agit-il d'étendre les garanties permettant effectivement aux femmes de travailler, par une législation du travail appropriée ? Non. C'est du contraire qu'il s'agit.

"La législation concernant la situation particulière des femmes peut être élaborée de façon à ne pas aboutir à augmenter indûment le coût de l'emploi des femmes par rapport aux hommes. Les congés de maternité et les allocations soulagent certains des besoins financiers et physiques des femmes enceintes et des jeunes mères, mais, quand ces allocations sont financées par les employeurs, elles augmentent le coût du travail des femmes et peuvent aboutir à une discrimination dans l'emploi des femmes ou à la baisse des salaires des femmes. Une alternative prometteuse serait que tous les employeurs et employés contribuent à un fonds d'assurance sociale, qui fournirait un soutien aux femmes enceintes et aux jeunes mères, lors de leurs absences du travail."

Certaines lois apparemment neutres du point de vue des sexes peuvent avoir des conséquences discriminatoires. Les limitations du temps pendant lequel un travailleur peut être embauché dans le cadre d'un emploi temporaire — qui visent à renforcer la législation concernant les primes et la sécurité de l'emploi pour les travailleurs permanents — peu-

*vent nuire involontairement aux femmes, parce que les femmes sortent et entrent tour à tour de la force de travail et changent de secteur d'emploi plus souvent que les hommes, ces restrictions peuvent encourager les employeurs à préférer employer des hommes" (*Advancing Social Development, A World Bank Contribution to the Social Summit*).*

L'ÉTAT, POINT DE MIRE DE LA BANQUE MONDIALE

Nous avons commencé cet article en évoquant le titre du dernier rapport annuel de la Banque mondiale : "L'Etat dans un monde en mutation."

Pourquoi la Banque mondiale a-t-elle décidé de s'occuper de l'Etat et dans quel sens ? En premier lieu, et cela est bien connu, dans le sens du "désengagement de l'Etat" pour ce qui concerne les services publics, officiellement au nom du manque d'efficacité de l'Etat. En réalité, les raisons en sont bien plus simples, mais inavouables : dégager des pourcentages sans cesse croissants du budget de l'Etat vers le paiement de leurs "dettes" envers les marchés financiers et spéculatifs. Il s'agit là d'une politique globale, qui ne touche pas seulement les pays dominés mais aussi les puissances impérialistes (60 % du produit intérieur brut de dette publique, qui, correspondant aux critères de Maastricht, se traduisent par 25 % du budget des Etats consacrés annuellement au paiement de la dette, dont près de la moitié au paiement des intérêts de la dette !).

Mais il y a aujourd'hui une autre raison. L'Etat n'est certes pas la représentation de l'intérêt général. Il est la représentation historique des intérêts généraux de la bourgeoisie. L'Etat, ce sont aussi les corps armés, l'instrument de la guerre civile et des tentatives d'écrasement des révolutions.

Mais aussi, et cela dans des "conditions normales", cette représentation se voit assigner d'autres tâches plus "civilisées" : construction de routes au service de l'industrie, etc. Il s'agissait et il s'agit toujours de la représentation des intérêts de la classe dominante (même si les populations peuvent en tirer profit).

Et puis, la forme de l'Etat est liée aux évolutions historiques découlant des rapports de force entre les classes fondamentales. En voici deux exemples : la vague la plus concentrée dans le temps et la plus importante numériquement de ratifications des normes de l'OIT dans les législations nationales s'est produite entre 1960 et 1965, au moment des indépendances politiques en Afrique et en Asie.

La généralisation des institutions de la Sécurité sociale en Europe s'est réalisée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dont les Etats sortaient affaiblis.

Aujourd'hui, les exigences du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production mettent à l'ordre du jour des impératifs remettant en cause le rôle et la place de l'Etat national. Ainsi, la multiplication de situations d'effondrement d'Etats est une des conséquences des ajustement structurels, qui, après avoir touché les travailleurs et les peuples, affectent dans des régions entières les bases essentielles des Etats, comme par exemple en Afrique, mais aussi au Brésil, où les armées mêmes ne sont plus payées.

En Europe, la mise en œuvre de la politique de démantèlement social a vu la mise en place d'institutions (celles de l'Europe de Maastricht) qui réduisent à une peau de chagrin l'expression de la volonté souveraine, même déformée par les formes les plus abâtardies de la démocratie bourgeoise.

L'Etat, dans sa "dimension sociale nouvelle" proposée par la Banque mondiale, doit être avant tout l'Etat de l'intégration des formes de "représentation" donnant leur expression au processus d'intégration-déstruction des organisations ouvrières.

En effet, si le rapport de la Banque mondiale dit que "le bulletin de vote est le moyen d'expression par excellence", c'est pour ajouter aussitôt :

"Toutefois, les scrutins périodiques ne signifient pas forcément que l'Etat est plus réceptif. D'autres mécanismes sont nécessaire pour faire en sorte que les problèmes des minorités et des pauvres soient pris en compte dans les politiques publiques. Il faut tout d'abord mettre en

place de véritables organisations intermédiaires, dont les représentants au sein des instances de décisions doivent être les porte-parole des citoyens."

Ce qui revient à donner un poids fondamental, non à pas à la délégation du verdict démocratique, mais à la "représentation" autodéléguée de la "société civile".

Cela est d'autant plus clair à la lecture de la suite du rapport de la Banque mondiale :

"Dans les pays qui ont réussi dans ce domaine, l'élaboration des politiques est fondée sur des mécanismes de consultation qui permettent à la société civile, aux syndicats et aux entreprises privées d'apporter leur contribution et d'exercer un droit de regard (...).

Ils doivent, au besoin, permettre un vaste débat public sur les grandes orientations et les priorités, au moins en diffusant des informations d'intérêt général et en établissant des mécanismes de consultation, tels que les conseils consultatifs ou les comités de citoyens, pour recueillir l'opinion et faire connaître les préférences des catégories de personnes intéressées."

La "société civile" comme forme de représentation de la société : on a vu ce que cela veut dire.

Mais le rapport de la Banque mondiale ne s'arrête pas là. Au nom de la lutte contre la corruption d'Etat, la Banque mondiale érige un "modèle d'Etat", où aucun obstacle ne puisse être dressé contre l'application jusqu'au bout de traités tels que celui qui a constitué l'OMC, ou contre celui du MAI actuellement en discussion, ou encore contre les privatisations.

"Une magistrature indépendante est indispensable pour faire en sorte que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif restent pleinement responsables devant la loi et pour interpréter et faire respecter la Constitution. Il est aisé de rédiger des lois, mais il faut aussi les faire appliquer pour que le pays puisse tirer parti d'un régime de droit crédible. Il faut du temps pour que ces mécanismes régula-

teurs prennent racine, mais, dans l'interval-
le, l'adhésion à des mécanismes
supranationaux, comme la reconnais-
sance de la juridiction obligatoire des cours
internationales ou la garantie d'orga-
nismes multilatéraux, pourra les rempla-
cer.

*La lutte contre la corruption, par une
limitation des pouvoirs discrétionnaires,
est l'un des grands axes de toute straté-
gie qui vise à retonifier le secteur public.
L'assouplissement des restrictions visant
le commerce extérieur, la suppression
des obstacles à l'entrée sur le marché
privé et la privatisation des entreprises
publiques d'une manière qui les expose à
la concurrence sont autant de moyens de
combattre la corruption*" (rapport annuel
1997 de la Banque mondiale).

L'Etat est un Etat réduit à la prérogative
d'appliquer les traités (GATT, MAI)
contre la souveraineté des peuples.
Comme l'explique par ailleurs crûment
Michel Camdessus, directeur général du
FMI :

*« J'aimerais vous faire connaître les
commentaires de deux présidents afri-
cains, qui m'ont dit à peu près dans les
mêmes termes : "Le ministre qui a
l'influence la plus importante sur le déve-
loppement économique, ce n'est pas le
ministre de la Planification ou le ministre
de l'Economie, mais bien plutôt le
ministre de la Justice". » (Statement by
Michel Camdessus, Euro-African
Convention, Bordeaux, France, 13 mai
1996).*

Les prérogatives de l'Etat sont rame-
nées à la collecte plus efficace des impôts
pour pouvoir payer les dettes colossales
contractées auprès des marchés spécula-
tifs, cela au moyen de l'enclavement (en
réalité d'une véritable privatisation) des
services essentiels que sont les adminis-
trations fiscales et douanières, comme

l'explique un récent rapport publié par la
Banque mondiale :

*"Le Botswana fournit un bon exemple
d'une enclave réussie. Une variation sur
le thème de l'institution enclavée est le
détachement des administrations fiscales
et douanières de la fonction publique, et
leur constitution en agences ou autorités
autonomes, gérées par des nationaux qui
cessent d'être des fonctionnaires pour
devenir contractuels et dont les salaires
et conditions de service seraient liés à
leur productivité" (Pour une meilleure
gouvernance comme fondement de la
fonction publique en Afrique du Sud et au
Sahara, document technique de la
Banque mondiale, n° 225).*

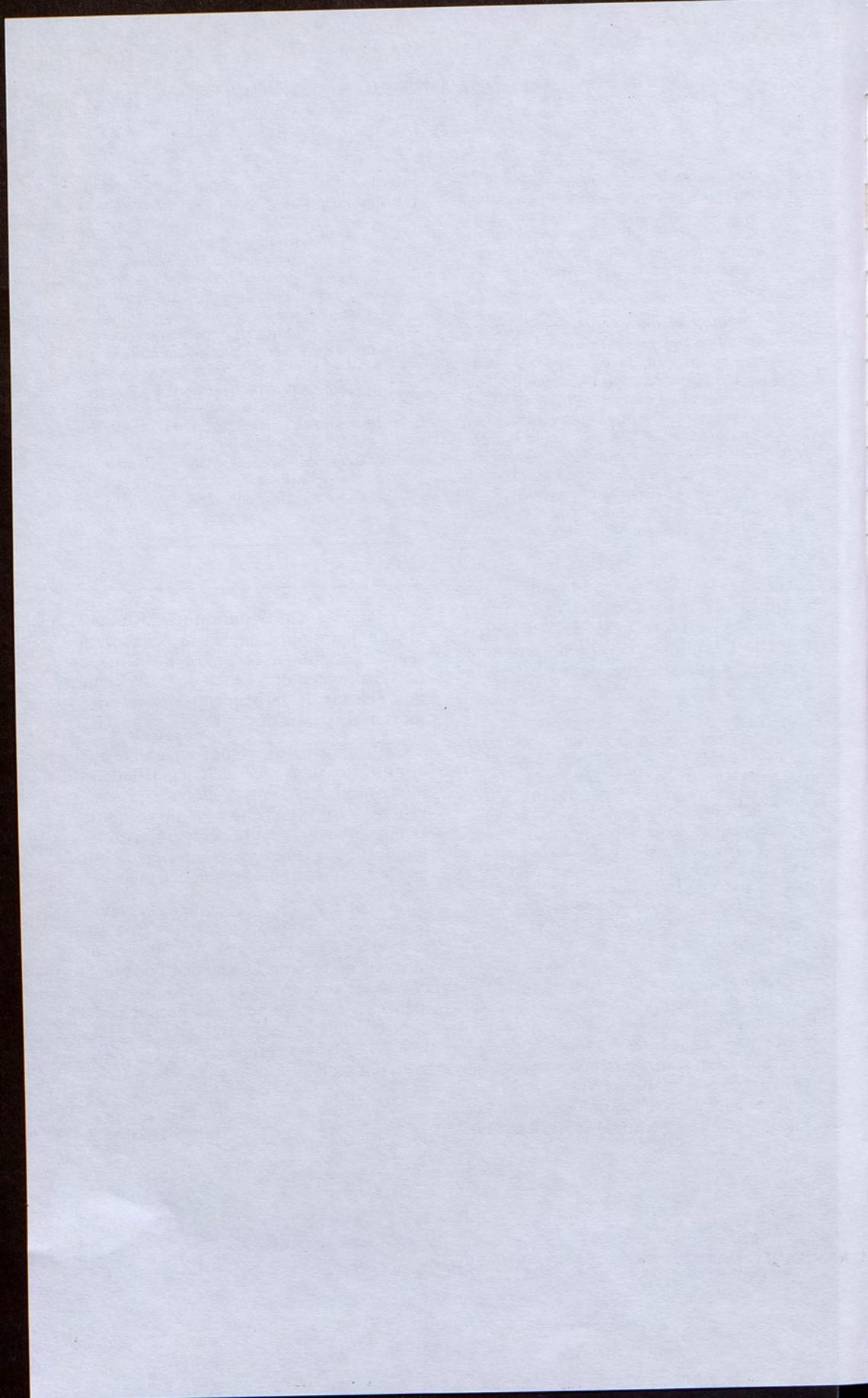
CONCLUSION

L'"ajustement économique", auquel
vient aujourd'hui s'ajouter la "dimension
sociale et politique de l'ajustement", telle
est l'expression de l'évolution du système
pourrissant de la propriété privée des
moyens de production.

Cette évolution remet en cause les
conquêtes de base de la civilisation
humaine. L'"accompagnement" des exi-
gences découle de cette évolution, dont la
Banque mondiale est le cadre à l'intérieur
duquel les organisations ouvrières sont
appelées à disparaître en tant que telles.

La résistance à l'"accompagnement"
devient en enjeu pour la survie même des
organisations ouvrières et avec elles pour
la survie de secteurs entiers de l'humanité,
des bases mêmes de la civilisation que
menace l'effondrement suscité par ceux
dont la Banque mondiale (avec le FMI,
l'OCDE, l'Union européenne) est l'instru-
ment politique.

Miguel Cristobal



Les événements, la signification et les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone

Par Manuel CUSO

L'article de Manuel Cuso, publié dans ce numéro de *La Vérité*, ne constitue pas une élaboration achevée. Pour l'auteur, ce texte doit servir de base à la poursuite d'une élaboration collective. La revue de la section en Espagne de la IV^e Internationale, *Cuarta Internacional*, l'a édité à l'occasion de la commémoration, à Barcelone, du 60^e anniversaire de l'insurrection ouvrière de mai 1937. Dans la présentation, l'auteur s'excusait des "défauts propres à une rédaction rapide", mais soulignait que son étude "permettait d'aborder des événements fondamentaux pour le présent et l'avenir du mouvement ouvrier et la lutte pour la démocratie".

C'est pourquoi *La Vérité* publie cette étude de Manuel Cuso. La version française est par moments différente de la version espagnole, dans la mesure où il a été nécessaire de concentrer certains passages de l'article consacrés à l'arrière-plan historique des événements de mai 1937.

Mai 1937, un moment central de notre histoire : la continuité de 1931 et de 1934, le dénouement de 1936

Au moment du 60^e anniversaire de mai 1937, le mouvement ouvrier d'Espagne, qui connaît aujourd'hui, avec le mouvement ouvrier à l'échelle mondiale, une situation très difficile, doit se réapproprier

ses meilleures traditions, dont celle de la révolution ouvrière des années 1930 en Espagne. Il doit rendre hommage aux hommes et aux femmes de cette révolution. Il a besoin de savoir pourquoi, com-

ment, par qui et pourquoi elle a été trahie, écrasée, falsifiée et enterrée.

Aussi n'y a-t-il aucune nostalgie dans la décision de la IV^e Internationale et de sa section en Espagne de commémorer l'insurrection de mai 1937. Il est en effet nécessaire, pour rebâtir sur les fondations de la révolution, de dégager celles-ci des décombres qui les recouvrent.

En 1931, la proclamation de la République avait concentré les aspirations, mais aussi les illusions des ouvriers, des paysans, des peuples d'Espagne décidés à en finir avec tout ce que la monarchie avait représenté, à instaurer la pleine démocratie pour réaliser la réforme agraire, résoudre la question nationale et défendre les masses travailleuses contre les ravages de la crise capitaliste.

En 1934, bien des illusions se sont déjà évanouies. Pour réaliser les aspirations de 1931, les travailleurs et leurs organisations doivent barrer la voie au fascisme, qui s'appuie sur des institutions préservant une continuité fondamentale avec la

monarchie. L'Alliance ouvrière des Asturies est l'avant-garde, la pointe avancée de ce mouvement, qui est déjà celui de toute la classe ouvrière d'Espagne et qui est partie prenante d'un mouvement international plus large.

En 1936, face au soulèvement de Franco, la révolution ouvrière prend toute son ampleur. Ce sont les ouvriers, avec leurs syndicats, les milices qu'ils constituent, qui contrôlent le pays et forment la seule force capable de s'opposer à Franco. Les directions des organisations ouvrières permettent, dans le camp républicain, le maintien des institutions réactionnaires d'une bourgeoisie qui est déjà avec Franco à Burgos. Une lutte se noue entre ces deux pouvoirs. Le choc est inévitable.

Mai 1937 est le dénouement, le moment décisif de la lutte entre révolution et contre-révolution. Une fois l'insurrection trahie, Franco aura le champ libre... Mai 1937 n'est donc pas un accident ou un épisode secondaire, il est au cœur de l'histoire du mouvement ouvrier et de la révolution en Espagne.

Les faits

PRÉLIMINAIRES : UN CHOC ANNONCÉ

Le 19 juillet 1936, quand les généraux Sanjurjo, Mola et Franco se soulèvent, ce sont les ouvriers organisés dans l'UGT et la CNT qui leur barrent le passage en prenant les armes et en organisant la guerre, la production et la distribution dans toute l'Espagne. Partout, se forment des comités ouvriers révolutionnaires, qui se coordonnent de façon inégale. La tête de cette insurrection ouvrière est la Catalogne, la plus grande concentration ouvrière, où se constitue le comité central des milices antifascistes.

Les dirigeants de l'UGT, de la CNT et du PSOE décident cependant de maintenir les institutions — alors fantomatiques — de la République : le président Azaña, un gouvernement de personnalités républicaines aussi hostiles à la révolution que terrorisées par elle. En septembre se

constitue un gouvernement dirigé par Largo Caballero, le dirigeant de l'UGT et de l'aile gauche du PSOE, dans lequel entre la CNT.

En Catalogne, la CNT et le POUM (1) entrent dans le gouvernement de la Generalitat. La tâche des deux gouvernements est d'entamer la dissolution des organismes de pouvoir ouvrier, et avant tout du comité central des milices, de soumettre les organisations ouvrières à ce même pouvoir républicain, qui s'était avéré incapable de s'opposer à Franco et qui était plus hostile à la révolution qu'à

(1) Le Parti ouvrier d'unification marxiste, POUM, fondé en septembre 1935, était formé du Bloc ouvrier et paysan, dirigé par Maurin, issu de la Fédération communiste catalane baléare, scission du PCE, et de la Gauche communiste d'Espagne, dirigée par Andrés Nin, l'organisation auparavant liée à l'Opposition de gauche communiste internationale. Le nouveau parti ne se situa pas sur la ligne de la IV^e Internationale, mais s'affilia au Bureau de Londres, regroupement international centriste.

Franco. C'est ainsi qu'est créée une situation de double pouvoir. L'impérialisme a besoin de démanteler pas à pas les conquêtes et les organes de cette puissante révolution ouvrière.

L'instrument central de cette entreprise est Staline, qui cherche alors prioritairement l'alliance avec l'impérialisme français et sert les intérêts de celui-ci en Espagne en utilisant le prestige de la révolution russe. Staline opère à travers le petit PCE-PSUC, ses représentants diplomatiques et surtout ses services secrets.

En décembre 1936 s'est constitué à Barcelone le second gouvernement Companys-Tarradellas (2), avec pour mission de réaliser un pas en avant supplémentaire — en collaboration avec le gouvernement central de Valence — dans le démantèlement des conquêtes de la révolution (3). Le PSUC, le parti stalinien (4), y avait un poids déterminant. Le président Companys a reconnu en paroles que *"le moment était venu de faire passer les pouvoirs entre les mains des classes travailleuses"*, mais ce fut uniquement pour mettre entre parenthèses les organes de la révolution — qu'il définissait comme *"le réseau confus de comités et de juntes"* — et pour exiger que toute l'autorité revienne à son gouvernement : *"Une révolution qui ne compte pas avec un pouvoir discipliné, énergique et responsable est condamnée à l'échec"* (5). En réalité, les comités révolutionnaires étaient disciplinés et énergiques, mais ils étaient responsables... devant les travailleurs. Devant qui le gouvernement Companys était-il responsable ?

Ce même mois de décembre 1936, le conseiller Comorera, secrétaire général du PSUC, décréta la dissolution des comités qui avaient assuré depuis juillet le ravitaillement de la population. Suivant les termes de Nin, c'était *"le rétablissement du marché libre, détruisant toute l'œuvre révolutionnaire (...) contre les spéculateurs"* (6). La démagogie stalinienne disait : *"Plus de pain, moins de comités"*, mais en réalité les mesures contre-révolutionnaires de Comorera ont représenté pour les masses une forte aggravation de leur situation, en raison de la cherté et de l'augmentation des prix.

Le 1^{er} janvier 1937, *Treball*, l'organe du PSUC, exigeait la dissolution des patrouilles de contrôle des organisations ouvrières pour former un "corps unique de sécurité interne" du gouvernement. Le 3 mars, le *Diari Oficial* de la Generalitat décrivait *"la dissolution des différentes forces d'ordre public, y compris les conseils révolutionnaires d'ouvriers et de soldats, et leur réorganisation en un seul corps de sûreté intérieure, où, de façon significative, les postes de commandement allaient être occupés par des officiers des gardes d'assaut et de la garde nationale républicaine dissoutes"*, c'est-à-dire issues de la police et de la garde civile de la monarchie.

La Generalitat publiait des décrets, mais, face à la résistance des organes vivants de la révolution ouvrière, elle était incapable de dissoudre effectivement les comités de ravitaillement comme les milices de contrôle.

Le 28 février, le Comité de l'Armée populaire, mouvement politique impulsé par le PSUC, auquel participait l'ERC (parti nationaliste catalan), organisa une

(2) Lluís Companys était le président de la Généralité de Catalogne, dirigeant du parti nationaliste radical Esquerra Republicana de Catalunya (ERC). Tarradellas était son adjoint, et il jouait un rôle de conciliateur vis-à-vis de la CNT.

(3) Le premier gouvernement Companys-Tarradellas, avec participation de la CNT, de l'UGT, du PSUC et du POUM, se constitua sur la base de la dissolution du comité central des milices antifascistes, et son travail — parallèle à celui du gouvernement central de Caballero — fut de contenir la révolution et commencer à en miner les bases, mais pour cela il lui fallut légaliser une bonne partie des conquêtes révolutionnaires. Les staliens précipitèrent la crise du gouvernement Companys-Tarradellas pour provoquer la formation d'un gouvernement plus hostile à ces conquêtes, et l'expulsion du POUM correspondait à cette nouvelle mission. Parallèlement, dès décembre 1936, les hommes de Staline préparaient la chute de Largo Caballero.

(4) Le PSUC se constitua après le début de la guerre civile et sur la base du rejet des collectivisations et de l'armement des travailleurs, et il prit le contrôle de l'UGT de Catalogne après avoir absorbé la fédération catalane du PSOE, jusqu'alors alignée sur la gauche caballériste du parti. Le PSUC comme l'UGT de Catalogne ont vu leurs rangs grossir par l'afflux de ceux qui cherchaient refuge contre les collectivisations.

(5) *La Humanitat*, 29 décembre 1936.

(6) *La Batalla*, 29 décembre 1936.

grande manifestation et un défilé militaire à Barcelone pour exiger la transformation immédiate des milices en armée régulière, la dissolution de tous les comités ne possédant pas de statut officiel et la nomination de commissaires politiques par les "autorités compétentes" pour toutes les unités de l'Armée populaire. Début mars, le conseil de la Generalitat acceptait de subordonner les milices (essentiellement le front d'Aragon) au ministère de la Guerre, qui dépendait formellement de Caballero, mais était dans une grande mesure dominé par les stalinien. De la part des nationalistes, c'était renoncer en fait à l'autonomie concédée à la Catalogne ; du point de vue ouvrier, c'était soumettre les meilleurs détachements révolutionnaires à une discipline étrangère et contre-révolutionnaire. C'est alors que des miliciens de la CNT constituèrent l'organisation appelée les "Amis de Durruti" pour combattre la politique "contre-révolutionnaire" de la direction de la CNT et de la FAI.

Le 23 mars, les conseillers de la CNT démissionnaient, exigeant une modification substantielle des décrets d'ordre public et le contrôle effectif sur la Défense. Pour leur part, le gouvernement Companys et le PSUC exigeaient "un gouvernement qui fasse respecter ses propres décisions votées à l'unanimité au sein du gouvernement, mais restées inappliquées jusqu'à présent".

Un gouvernement provisoire formé le 3 avril éclata trois jours plus tard, lorsque le PSUC publia un ultimatum exigeant que les armes et les usines soient enlevées aux ouvriers.

Applaudie par Nin, la direction anarchiste publiait des déclarations reflétant l'état d'esprit des ouvriers révolutionnaires dans un climat de guerre civile :

"Ecrasez la contre-révolution, camarades ! Voilà votre mandat. Notre devoir est d'en faire une réalité" (7).

Mais le 16 avril, la CNT entrait dans un autre gouvernement provisoire.

Le comité de Barcelone du POUM déclarait :

"Le gouvernement qui vient de se former est la tentative d'établir une trêve, aussi courte soit-elle, dans la lutte entre révolution et contre-révolution. La petite bourgeoisie et le réformisme ont profité de ce nouveau crédit qui leur a été concédé pour gagner et consolider de nouvelles positions. La classe travailleuse a le devoir historique de se préparer aussi à apporter une solution définitive par l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan" (8).

La Jeunesse libertaire déclarait :

"Le moment de faire reculer la contre-révolution est venu" (9).

Le 27 avril, le PSUC se saisit de l'enterrement de son dirigeant, Santiago Cortadaz, victime d'un attentat, pour organiser une grande manifestation contre-révolutionnaire :

"Ce que nous avons eu jusqu'à présent, nous ne pouvons plus le tolérer un jour de plus (...). La masse antifasciste doit s'unir (...) contre l'ennemi de l'intérieur, ceux que nous appelons les incontrôlés" (10).

Le même jour, le commissaire de police Rodriguez Salas, stalinien, faisait irruption de façon provocatrice à Hospitalet, fief anarchiste.

Le 28 avril, l'anarchiste Antonio Martin, président du comité révolutionnaire de la ville frontalière de Puigcerda, mourait assassiné dans un heurt avec des gardes d'assaut et des gardes nationaux républicains (ex-garde civile), et la frontière, jusqu'alors occupée par les comités révolutionnaires, était occupée par des carabiniers envoyés de Valence par le ministre Negrin.

Le 29 avril, les comités de la CNT et de la FAI emplissaient les rues de Barcelone d'hommes armés.

(7) *Tierra y Libertad*, organe de la FAI, 19 avril 1937.

(8) *La Batalla*, 13 avril 1937.

(9) *Ruta*, organe des Jeunesses libertaires, 17 avril 1937.

(10) *Treball*, 28 avril 1937.

Il faut comprendre dans quel contexte avait lieu cet affrontement. La population souffrait de la cherté de la vie et de la hausse des prix organisées par les staliniens à partir du gouvernement de la Generalitat. Le front d'Aragon était bloqué par le sabotage organisé depuis le gouvernement central. A cela se combinaient l'exaspération de la petite bourgeoisie — sur laquelle s'appuyaient les staliniens — et l'impatience des ouvriers révolutionnaires, qui voulaient contrôler leur révolution pour qu'on ne la leur saborde pas.

Les discussions visant à organiser une manifestation unie de la CNT et de l'UGT lors du 1^{er} Mai n'aboutirent pas. Le gouvernement interdit alors les manifestations.

Dans les derniers jours d'avril, les Amis de Durruti couvrirent Barcelone d'affiches réclamant tout le pouvoir pour les comités d'ouvriers, de paysans et de combattants. Andrade, dirigeant du POUM, déclarait les soutenir.

Le 1^{er} Mai, le Groupe bolchevique-léniniste, l'organisation en Espagne des partisans de la IV^e Internationale, publiait un manifeste :

“Seule la dictature du prolétariat peut gagner la guerre. Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ? La domination de l'immense majorité sur la minorité exploiteuse. Qui fait partie de la dictature du prolétariat ? Les organes démocratiques des masses, les comités d'ouvriers, de paysans et de combattants, leurs assemblées et congrès de délégués locaux, régionaux et nationaux, leurs comités exécutifs révolutionnaires. Les syndicats doivent organiser l'économie, mais toute la classe doit prendre le sort de la société sous son commandement.”

Pour sa part, le comité exécutif du POUM avait un autre point de vue. Certes, il reconnaissait que :

“Depuis deux jours, la classe ouvrière monte la garde... Elle veille jour et nuit au sort de la révolution. Ce ne sont ni les incontrôlés ni les travailleurs, ce sont les mêmes ouvriers que le 19 juillet (...). Nous n'avons aucune confiance dans les

gouvernants. C'est pourquoi nous veillons depuis la rue... Nous ne pouvons pas tolérer plus longtemps les véritables incontrôlés. Nous voulons le contrôle, mais un contrôle-absolu, au front et à l'arrière-garde. Le contrôle de la classe ouvrière.”

Mais le comité exécutif, quelques lignes plus bas, disait le contraire :

“Mais notre action ne peut tomber dans un mouvement sporadique, dans un putsch suicide, qui mettrait en danger la marche triomphale de la classe travailleuse.”

Marche triomphale ? Le POUM lui-même avait pourtant défini la situation dans des termes bien différents...

“Action de groupes seulement, non. Action de tous les travailleurs sur un programme concret et avec une conscience claire (...).”

Et les travailleurs n'étaient-ils pas dans la rue avec une conscience claire ?

“Il faut un front ouvrier révolutionnaire, formé des partis et organes prolétariens qui s'engagent à gagner la guerre et à conduire la révolution jusqu'aux ultimes conséquences.”

Les ouvriers auraient donc dû attendre tranquillement que la direction de la CNT veuille former ce front.

Le 2 mai, *Solidaridad Obrera*, organe de la CNT, lançait un avertissement :

“La garantie de la révolution, c'est le prolétariat en armes. Tenter de désarmer le peuple, c'est se placer de l'autre côté de la barricade. Tout conseiller ou commissaire qu'on soit (avertissement au conseiller Aiguadé, de l'ERC, et au commissaire Rodriguez Salas, du PSUC) (...). Travailleurs ! Que personne ne se laisse désarmer sous aucun prétexte !”

Ce même jour, le secrétaire général du PSUC, Comorera, demandait au ministre

de l'Intérieur, Negrin, de retarder un voyage à la frontière:

"Je vous ai déjà dit qu'en Catalogne et ici même (Barcelone), des choses graves peuvent survenir (...). Tout finira bien" (11).

3 MAI : LA CLASSE OUVRIÈRE VEUT ÉCRASER LA CONTRE-RÉVOLUTION

Effectivement, les collaborateurs de Comorera savaient depuis plusieurs jours que le comité exécutif du PSUC (dirigé en fait par l'agent hongrois de Staline, Ernő Gerő, contre lequel plus tard, en octobre 1956, devaient se dresser les insurgés ouvriers de Budapest) avait décidé de prendre d'assaut la centrale téléphonique de Barcelone, la Telefonica (12), contrôlée depuis la révolution de juillet par les syndicats CNT et UGT — ce dernier étant largement majoritaire.

A 15 heures, le lundi 3 mai, sur un ordre du conseiller à la Sûreté intérieure, Artemio Aiguadé (ERC), le commissaire de police stalinien Rodriguez Salas lança trois camions de gardes d'assaut à l'attaque de l'immeuble de la Telefonica, sur la place de Catalogne. Au même moment, la police occupa plusieurs autres édifices de la ville.

Les rues adjacentes étaient déjà pleines de policiers en civil. Les gardes d'assaut parvinrent à occuper le rez-de-chaussée, mais les ouvriers leur interdirent d'atteindre les autres étages. Face à la résistance, Salas demanda des renforts et la police occupa les terrasses d'immeubles voisins. Quelques minutes plus tard, arrivaient des camions de miliciens de la CNT, de la FAI et des Jeunesses libertaires, prêts à défendre les conquêtes de la révolution.

Le contrôle ouvrier de la Telefonica avait été sanctionné par des décrets de collectivisation, même si c'était un délégué de la Generalitat qui était président du comité. Les staliniens et Companys avaient argué que les syndicats contrôlaient les conversations de la Generalitat et du président de la République, ce à quoi

la CNT avait rétorqué que ce droit inaliénable conféré par la révolution les mandatait pour écouter des personnes qui "conspiraient pour réduire les droits du peuple" (13).

L'assaut de la Telefonica était le signal pour arracher les industries et les centres stratégiques aux travailleurs. La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre, enflammant les quartiers ouvriers, où

"des centaines de camarades occupent les rues. Il y a la volonté de descendre au centre ville et de faire table rase de ceux qui veulent répéter la provocation fasciste du 19 juillet" (14).

Pour leur part, les conseillers de la CNT exigèrent de Companys la destitution de Aiguadé et de Rodriguez Salas. Mais Companys soutint Salas.

Les ouvriers répondaient déjà à l'agression de la Generalitat et du PSUC par la grève générale, occupant insurrectionnellement Barcelone, où les sièges des organisations ouvrières étaient fortifiées et où des centaines de barricades se dressaient en peu de temps.

"De longues files d'hommes, de femmes et de jeunes enfants arrachaient les pavés, les transportaient dans une charrette (...) et allaient d'un côté à l'autre, titubant sous de pesants sacs de sable" (15).

Cette nuit-là, Barcelone était devenue un grand champ de bataille. Les gardes d'assaut étaient totalement débordés, surtout dans les quartiers ouvriers. Des centaines d'entre eux au moins furent faits prisonniers par les insurgés, la plupart

(11) Conversations télégraphiées, citées par Manuel D. Benavides, *Guerra y Revolución en Cataluña*, p. 423.

(12) Pere Riba, proche collaborateur de Comorera : "Je connaissais la décision (de prendre d'assaut la Telefonica) depuis une réunion du comité exécutif du parti qui avait eu lieu plusieurs jours auparavant" (Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 377).

(13) Abad de Santilla, *Por qué perdimos la guerra*, p. 133.

(14) *Cultura proletaria*, 12 juin 1937.

(15) G. Orwell, *Homenaje a Cataluña*.

sans résistance. D'autres s'enfermèrent dans les casernes en attendant la suite des événements.

Le PSUC organisa des contre-barricades dans certains points du centre, en mobilisant certains des gardes d'assaut, tandis que les masses révolutionnaires occupaient toute la ceinture ouvrière, au point que le président de la République, Azaña, se trouva bloqué dans sa résidence du Parque de la Ciudadela (16).

Plus tard, il devait écrire, encore en proie à la panique :

"Toutes les barricades étaient aux mains des révoltés. La Generalitat; le conseil de l'Intérieur, la délégation de l'Intérieur, etc., assiégés" (17).

Mais à aucun moment on ne s'en prit ni à Azaña, ni à Companys. Il n'y eut pas de prise d'assaut des centres de pouvoir, personne ne dirigea le mouvement insurrectionnel vers eux. Au contraire, quand les ouvriers s'élancèrent vers le centre, comme le dira plus tard un témoin oculaire, chroniqueur anarchiste, *"ils sont contenus, difficilement"*.

Les comités régionaux de la CNT, de la FAI et des Jeunesses libertaires ne se fixaient comme objectif que la destitution du commissaire Aiguadé. Mais Companys s'y était opposé. Ou bien ils mettaient en cause le pouvoir de Companys et de Azaña, ou alors ils devaient démobiliser les travailleurs insurgés. C'est ce qu'ils tentaient de faire. De fait, *"les casernes contrôlées par la CNT ne sont pas intervenues dans la lutte"* (18).

- Cependant, les historiens anarchistes eux-mêmes reconnaissent que s'ils l'avaient voulu, ils auraient pu prendre le pouvoir sans aucune difficulté (19).

L'écrivain britannique George Orwell, alors milicien du POUM, rappelle les instructions qu'il avait reçues :

"Nous devons défendre les édifices du POUM s'ils étaient attaqués, mais les dirigeants du POUM avaient donné pour instructions de rester sur la défensive et de ne pas ouvrir le feu si nous pouvions l'éviter" (20).

Les dirigeants du POUM ont rapporté qu'à ce moment, le 3 mai dans la nuit, ils ont dit aux dirigeants de la CNT que c'était le moment décisif et qu'il fallait écraser la contre-révolution, mais cela, ils ne l'ont pas dit aux travailleurs, aux militants qui étaient sur les barricades.

4 MAI : PARTISANS DE LA CONCILIATION ET PARTISANS DE LA RÉPRESSION

Le mercredi 4 mai, les ouvriers conservaient le contrôle de la majeure partie de la ville, prêts à se lancer à l'assaut des enclaves contre-révolutionnaires. Pendant plusieurs jours, se sont poursuivis des tirs intermittents de fusils et d'armes automatiques, des lancers de grenades, de mortiers, et quelques attaques sporadiques contre des positions adverses.

Le 3 mai dans l'après-midi, Aiguadé avait demandé au gouvernement de Valence un renfort de 1 500 gardes d'assaut, demande renouvelée le matin du 4. Au conseil de la Generalitat, les conciliateurs comme Tarradellas étaient déjà hors jeu.

(16) Azaña, convaincu que la guerre était perdue, fut Madrid le 19 octobre 1936. D'après Caballero, *"au lieu de rester à Valence comme il avait été convenu, il se rendit à Barcelone, ce qui était le moyen d'être le plus près de la frontière"* pour passer en France, et démissionner, probablement. Josefina Carabias, confidente de Azaña durant de nombreuses années, dit : *"Certains disaient que des ministres avaient poussé des hauts cris quand le président leur annonça qu'avec ou sans autorisation, il pensait quitter Madrid le soir même. "C'est absolument anticonstitutionnel, lui dit l'un. Il est sans doute plus en accord avec la Constitution d'ouvrir les prisons et de distribuer des fusils à la population pénale".* Bien qu'il ait pensé souvent démissionner, il ne le fit pas en raison des pressions des républicains et de Prieto, avec lesquels il conspirait pour chasser Caballero.

(17) *Obras*, IV, p. 579.

(18) José Peirats, témoin oculaire, dans une lettre du 12 septembre 1951.

(19) Abad de Santillan, interviewé dans *Fragua Social*, 15 mai 1937. Il ajoute : *"Mais cela ne nous intéressait pas, nous pensions que c'était une stupidité, contraire à nos principes démocratiques et d'unité."*

(20) *Homenaje a Cataluña*, Penguin Books, p. 110.

La division était plus grande dans le gouvernement central de Valence. Sur ordre de Caballero, le ministre de l'Intérieur, Galarza, répondit à Aiguadé qu'ils disposaient de forces prêtes à intervenir, mais qu'ils préféraient attendre. Un historien dit à ce sujet :

"Largo Caballero tentait de gagner du temps dans l'espoir que la lutte cède sans intervention du gouvernement. Au moment où il menait une bataille politique pour sa survie contre les communistes, il ne souhaitait pas s'aliéner la CNT et la FAI ni augmenter le pouvoir de ses adversaires en Catalogne en envoyant des renforts dans cette région" (21).

Devant un conseil national de la CNT réuni plusieurs jours plus tard, les ministres anarchistes expliquèrent que le matin du 4, Caballero les avait convoqués et leur avait signifié son refus d'envoyer les renforts demandés par la Generalitat :

"Cela, le gouvernement ne pouvait pas le faire, parce que cela serait revenu à envoyer des forces qui auraient peut-être opéré au service de ceux qui étaient partie prenante de ce conflit. Avant d'accéder à cette demande, il allait d'abord procéder à la réquisition des services d'ordre public, comme le lui permettait la Constitution" (22).

Caballero leur demanda que des représentants du comité national de la CNT et de la commission exécutive de l'UGT se rendent immédiatement à Barcelone pour tenter de mettre fin aux hostilités. Le comité national de la CNT décida d'envoyer le secrétaire général, Mariano Vasquez, et le ministre de la Justice, García Oliver, *"pour éviter la réquisition des services d'ordre public par le gouvernement central"* (23). La commission exécutive de l'UGT désigna deux hommes de confiance de Caballero dans sa lutte contre les staliniens : Carlos Hernandez Zancajo et Mariano Muñoz.

Le gouvernement se réunit à 11 heures. Les ministres du PCE (24), avec le soutien de Prieto (25) et des "républicains" exigèrent l'envoi de renforts en Catalogne

et que le gouvernement prenne en charge l'ordre public et les affaires militaires dans cette région, menaçant de provoquer une crise du gouvernement. Caballero accéda à leur demande, mais seulement si la situation ne s'améliorait pas dans la soirée.

Prieto, ministre de la Marine et de l'Air, n'attendit pas. Il donna l'ordre aux destroyers *Lepanto* et *Sanchez Barcaiztegui* de faire route de Carthagène pour Barcelone et ordonna à l'aviation de Lérida de *"faire une démonstration de vol à basse altitude au-dessus de Barcelone"* (26). Son plan était clair :

"Il faut régler cela en quelques heures (...). Le déroulement m'apparaît clairement pour ce qui concerne les forces terrestres, car cela se réduit à signaler les objectifs concrets à l'aviation, et comme il n'y a pas de défenses antiaériennes pour empêcher les vols à basse altitude, les objectifs seront atteints très facilement. En ce qui concerne les navires, ils ont la mission très simple de laisser libres le port et ses accès" (27).

Mais cela ne devait pas lui être aussi aisé, puisqu'il ordonna au chef de cette force aérienne de prendre la ville de Reus avec un détachement de forces terrestres, deux escadrons de bombardiers et un de chasse, *"pour intervenir contre la région au cas où les insurgés l'emporteraient"* (28).

(21) Burnett Bolloten, *La Guerra Civil Española, Revolución y Contrarrevolución*, p. 666.

(22) Rapport du comité national de la CNT, *Cultura proletaria*, 19 juin 1937.

(23) *Ibidem*.

(24) Uribe et Hernandez.

(25) Indalecio Prieto représentait alors la droite du Parti socialiste, qui détenait la majorité dans la commission exécutive du parti.

(26) Enregistrements Azaña-Prieto, p. 3.

(27) *Ibidem*, p. 29.

(28) Entrevue entre le lieutenant colonel Hidalgo de Cisneros et Burnett Bolloten. Bien que Hidalgo, chef de l'aviation républicaine, soit passé au PCE, il était un vieil ami de Prieto, avec lequel il conserva de bonnes relations, raison pour laquelle le témoignage semble fiable. A ce même moment, au milieu de la matinée, Prieto télégraphiait à Azaña que l'Intérieur et la Guerre — dépendants de Caballero — envoyaient deux colonnes.

A 13 h 10, Companys appela personnellement Caballero pour demander des renforts. Caballero lui communiqua la décision du Conseil des ministres :

"Si la situation ne s'améliore pas ce soir à la première heure, le gouvernement, en accord avec le Statut, est décidé à se charger de l'ordre public. Dites-moi si vous avez une objection" (29).

Le dirigeant nationaliste bourgeois, Companys, n'avait pas d'objection. Pour écraser la révolution ouvrière, il renonçait à l'autonomie de la Catalogne. Il déclarait :

"Face au risque d'une aggravation de la situation, le gouvernement de la République peut adopter les dispositions qu'il estime nécessaires" (30).

Aiguadé devait expliquer plus tard que Companys prit toutes ces décisions sur les recommandations directes de Comorera, le secrétaire général du PSUC, qui, *"durant toutes ces journées, n'a pas quitté Companys un instant, lui prodiguant des conseils et profitant de l'abattement moral dans lequel il se trouvait"*. Il conseilla à Companys d'accepter *"la solution que lui proposait le gouvernement de Valence"* (31), imposée par les ministres stalinien. Aucun conseiller de l'ERC ne semble s'être opposé à l'abandon des compétences d'autonomie.

En dépit des intenses pressions des stalinien et de leurs alliés dans le gouvernement (qui restaient en contact téléphonique constant avec Azaña), Caballero, quant à lui, espérait encore que les médiateurs parviendraient à éviter un bain de sang.

De fait, ce même matin, l'ancien conseiller anarchiste de la Generalitat, Abad de Santillan, se rendait en voiture à la Generalitat quand il fut arrêté et — craignant pour sa vie — mené devant le commissaire Rodriguez Salas. Tous deux s'embrassèrent. Santillan déclara qu'il se rendait à la Generalitat parce qu'il fallait arrêter la lutte ; on le laissa passer.

Aux dirigeants de la CNT et de la FAI locales qui se rendirent à la Generalitat se joignirent ensuite les deux autres dirigeants revenus de Valence. Les uns et les

autres acceptèrent l'exigence de Companys et du PSUC de démobiliser les ouvriers révolutionnaires.

A 14 heures, la CNT et la FAI appelèrent par radio à abandonner les armes :

"Travailleurs ! (...) Nous ne sommes pas responsables de ce qui s'est passé. Nous n'avons attaqué personne. Nous nous sommes seulement défendus. Déposez les armes ! Comprenez que nous sommes frères ! Si nous nous combattons entre nous, nous sommes perdus !" (32).

Ils appelaient à abandonner toute défense, alors que les stalinien et la Generalitat ne cédaient sur aucun point, au moment même où Companys demandait des renforts et où Prieto et les stalinien mobilisaient des forces pour la répression. C'était la capitulation.

A 15 heures, les dirigeants de la CNT et de la FAI répétaient sur la radio :

"Ouvriers de la CNT, ouvriers de l'UGT ! Ne tolérez pas les tromperies et les manœuvres. Par-dessus tout, unissez-vous. Déposez les armes. Imposez un seul mot d'ordre : tout le monde à l'ouvrage pour vaincre le fascisme" (33).

Mariano Vasquez demanda aux combattants de la CNT de se rappeler que le front d'Aragon *"peut être enfoncé à un moment déterminé par les fascistes"* (34). Et Garcia Oliver, lui qui avait été l'organisateur de grèves et d'insurrections, devenu ministre, dramatisait :

"Pensez à la douleur, pensez à l'amertume (...) de ces prolétaires antifascistes dans l'Espagne dominée par le fouet de

(29) Companys, *Notes and documents*. D'après la version de Prieto, le gouvernement, en la personne de Caballero, demanda à Companys de solliciter lui-même le gouvernement central pour qu'il assume l'ordre public en Catalogne. Enregistrements Azaña-Prieto, p. 12.

(30) *Ibidem*.

(31) Déclaration écrite signée le 9 août 1946 par un neveu de Aiguadé, en présence de plusieurs réfugiés catalans.

(32) Dans Rudolph Rocker, *Extranjeros en España*, p. 130.

(33) *La Vanguardia*, 5 mai 1937.

(34) *Solidaridad Obrera*, 5 mai 1937.

Mussolini, par le fouet de Hitler, quand ils apprendront (...) qu'en Catalogne on est en train de s'entretuer. Que chacun conserve, s'il le pense, ses positions respectives, mais que cesse le feu, même si certains intéressés à ce qu'on ne trouve pas de solution à ce conflit vous provoquent. Et je déclare que les gardes qui sont morts aujourd'hui sont pour moi mes frères. Je m'incline devant eux et je les embrasse. Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères" (35).

Ces appels pouvaient soulever l'indignation, mais ne suffisaient pas pour faire lever les barricades :

"Quand nos camarades qui étaient allés à la Generalitat pour pactiser ont donné l'ordre de cesser le feu, il ne faut pas s'étonner si certains camarades, dans leur indignation, ont considéré cela comme une sorte de trahison. Comment pouvait-on laisser ces assassins (allusion aux membres du PSUC et aux gardes d'assaut qui tiraient à proximité des locaux de la CNT-FAI) s'échapper sans avoir reçu leur juste châtement ?" (36).

Les appels ne mettaient pas fin aux hostilités. Le représentant de l'AIT au quartier général de la CNT-FAI de Barcelone écrivit *"partout la rancœur montait"* (37).

A Valence, dès les premières heures de l'après-midi, les staliniens et Prieto assaillaient Caballero, que soutenait Federica Montseny (38), durant deux longues heures.

Frente Rojo, le journal du PCE à Valence, déclarait cet après-midi là :

« Pendant longtemps, nous avons attribué tout ce qui arrive à des bandes qu'on a dites par euphémisme "incontrôlées" et dont nous voyons maintenant qu'elles sont parfaitement contrôlées. Mais par l'ennemi (...). La patience à ses limites et quand sont en jeu l'existence de l'Espagne comme nation indépendante, la liberté du peuple espagnol et le bien-être et l'avenir des masses populaires, on ne peut tolérer qu'on nous attaque dans le dos... Il n'y a pas à discuter plus sur de tels faits. Il faut agir et agir avec la sévérité requise par les circonstances... »

A Barcelone, après avoir lancé des appels réitérés par radio à la démobilisa-

tion depuis le palais de la Generalitat, les émissaires de Valence se réunirent avec le conseil de la Generalitat à 21 h 30 :

"Nous avons proposé la formule de constitution d'un conseil provisoire, avec quatre représentants (Esquerra, CNT, UGT, et Unió de Rabassaires), dans lequel n'interviendrait aucun de ceux qui étaient intervenus dans les précédents conseils. De cette formule, nous avons écarté Aiguadé et Rodriguez Salas" (39).

C'est-à-dire que les représentants de la CNT et de l'UGT, de l'aile conciliatrice du gouvernement de Valence, proposaient de former un gouvernement catalan où les assaillants de la Telefonica auraient trois postes sur quatre. Les ouvriers de Barcelone s'étaient-ils soulevés pour cela ?

Companys accepta, mais le PSUC exigea :

"Que, premièrement, le feu cesse totalement dans la rue (...). Il n'y a pas eu moyen de s'entendre. La Esquerra et la Rabassaires, même s'ils ne sont pas intervenus dans le débat, étaient d'accord avec les communistes. Et enfin, à deux heures du matin, la réunion s'est achevée, décidant qu'il était nécessaire de faire cesser totalement le feu, en normalisant la situation... A la fin de la réunion, nous avons communiqué au gouvernement que les choses étaient en bonne voie" (40).

Les staliniens exigeaient donc la reddition inconditionnelle : normaliser la situation sans que même Aiguadé et Rodriguez Salas ne soient remplacés par un autre Aiguadé et un autre Rodriguez Salas. Mariano Vasquez et Garcia Oliver, Hernandez Zancajo et Mariano Muñoz acceptèrent.

(35) *Ibidem*.

(36) *Cultura proletaria*, 12 juin 1937.

(37) *La Verdad*, p. 19.

(38) Ministre de la Santé, elle représentait au gouvernement, aux côtés de Garcia Oliver, l'aile gauche de la CNT-FAI.

(39) Déclaration ultérieure du comité national de la CNT. *Cultura Proletaria*, 19 juin 1937.

(40) *Ibidem*.

5 MAI : LES OUVRIERS REPOUSSENT LES ORDRES DE DÉMOBILISATION

Le temps avait manqué à Caballero pour faire savoir que le gouvernement avait adopté

“les décrets nécessaires à une solution rapide en Catalogne, mais il estimait que leur application n'était plus nécessaire et que l'ordre reviendrait à Barcelone ce même jour (jeudi 5 mai)” (41).

Mais les ouvriers ne se démobilisaient pas et, ce même matin, la Generalitat et le PSUC insistaient sur la nécessité de nouveaux renforts.

Les dirigeants de la CNT jetèrent toutes leurs forces dans l'appel à la démobilisation, en *“plaçant dans la balance tout le poids de leur influence et en envoyant constamment des délégations là où survenaient des incidents”* (42).

“J'ai entendu, par téléphone, des camarades pleurer de rage quand ils appelaient les comités (de la CNT-FAI) et que ceux-ci leur ordonnaient de ne pas tirer, alors qu'ils avaient été mitraillés” (43).

Et tous n'acceptaient pas :

“Vive l'offensive révolutionnaire ! Aucun compromis ! C'est un moment décisif. La prochaine fois, il sera trop tard... Seul le prolétariat peut assurer la victoire militaire (...). Vive l'unité d'action de la CNT-FAI-POUM !” (44).

C'est ce que disait la déclaration distribuée sur les barricades par les bolcheviks-léninistes (les partisans de la IV^e Internationale).

Un tract des Amis de Durruti exigeait :

“Une junte révolutionnaire ! Exécution de tous les coupables ! (...) Ne cédon pas la rue. La révolution avant tout. Nous saluons nos camarades du POUM, qui ont fraternisé dans la rue avec nous. Vive la révolution sociale ! A bas la contre-révolution !” (45).

Ils cherchaient donc un soutien dans le POUM et, le même jour, le 5, une délégation des Amis de Durruti se rendit au siège du POUM pour proposer la formation d'une junte révolutionnaire. Il n'y eut pas accord, la direction du POUM garda ses distances, ne voulut pas se dissocier publiquement des appels de la direction de la CNT à la capitulation : *La Batalla* avait appelé, le 4, à *“poursuivre et intensifier l'offensive engagée”*, mais cet appel avait disparu dès le 5.

Entre-temps, quand les dirigeants de la CNT se rendirent à la Generalitat pour accélérer la formation du nouveau gouvernement, Companys et les staliniens firent traîner les choses, jusqu'à ce que, dans le milieu de la matinée, on annonce que le gouvernement central de Valence — cédant aux exigences des ministres du PCE, des républicains et des partisans de Prieto, combinées avec la menace de démission de Azaña — avait décidé d'assumer la responsabilité de l'ordre public en Catalogne.

Aux dirigeants anarchistes qui lui demandaient qu'il n'y ait pas d'intervention, Caballero dit qu'il *“est absurde de persister dans l'attitude dans laquelle vous êtes placés, parce qu'il faudra vous écraser et c'est une folie de penser que vous allez vaincre l'Etat”* (46).

Le gouvernement annonça la publication des décrets d'ordre public et de défense adoptés la veille. Il nomma le colonel de la garde nationale républicaine (la garde civile), Antonio Escobar, délégué à l'Ordre public, et le général Sebastian Poza, militant du PCE, capitaine général de la IV^e région. C'est ainsi que disparurent les conseils catalans de Sécurité intérieure et de Défense, et avec eux toute réalité de l'autonomie.

Le gouvernement autonome, la Generalitat, annonça avec soulagement que :

(41) *La Voz Valenciana*, 5 mai 1937.

(42) Déclaration du comité national de la CNT publiée dans *Fragua Social*, 7 mai 1937.

(43) *Fragua Social*, 15 mai 1937.

(44) *Information Bulletin*, du bureau international de la IV^e Internationale, juillet 1937.

(45) *La Batalla*, 6 mai 1937.

(46) Rapport de Prieto à Azaña.

“Le gouvernement de la République, de sa propre initiative, prend en charge l'ordre public en Catalogne. Le gouvernement de la République, avec plus de moyens que n'en dispose la Catalogne, peut faire face aux nécessités de l'heure. Le moment n'est pas aux commentaires, et la seule chose qu'on puisse et qu'on doit recommander si nous voulons défendre les intérêts de la guerre contre le fascisme, c'est la collaboration loyale et résolue avec le gouvernement de la République. Vive la République ! Nous vous demandons de nouveau d'abandonner les armes et de mettre fin aux troubles de rue” (47).

Et finalement, le nouveau gouvernement catalan proposé par la CNT se forma.

Depuis le palais de la Generalitat, Mariano Vasquez appela de nouveau à déposer les armes :

“Je vous dis que cela doit s'arrêter... Nous ne voulons pas que cet opprobre retombe sur les anarchistes. Ce n'est pas le moment, devant un monceau de cadavres, de discuter pour savoir qui a raison. Ce qui doit être fait maintenant, c'est disparaître avec les armes de la rue... Nous ne devons pas attendre que les autres le fassent. Nous devons le faire nous-mêmes. Ensuite, nous discuterons. Si, quand on discutera de notre attitude en assemblée, vous pensez que nous méritons d'être fusillés, fusillez-nous, mais pour le moment obéissez à nos consignes” (48).

Mais la lutte se poursuivait non seulement à Barcelone, mais à Tarragone, Tortosa, Mora la Nueva..., où elle s'était étendue. Et l'inquiétude montait dans le front d'Aragon, où des miliciens étaient prêts à marcher immédiatement sur Barcelone. Les officiers et commissaires de la 29^e division (la colonne du POUM) étaient divisés. Quand la nouvelle leur parvint qu'à Lérida, les troupes avaient assiégé les locaux de la CNT et du POUM, José Rovira, le commandant de la division, alla avec une partie d'un bataillon de choc jusqu'à Binéfar, où il rencontra Maximo Franco, membre de la CNT, qui se dirigeait sur Barcelone avec 200 hommes.

Tous deux continuèrent seuls jusqu'à Lérida, où ils parlementèrent et parvinrent à un accord : les soldats devaient lever le siège des locaux de la CNT et du POUM et les miliciens retourneraient alors au front (49).

Le jeudi 5 mai, le journal du PSUC stalinien, *Frente Rojo*, appelait à une répression sanglante :

“Ceux qui provoquent les troubles de la Catalogne (...) sont des ennemis, de féroces ennemis à nous, des gens sans idéal ni cœur au service des envahisseurs (...). Quel pitié peut-on avoir envers ceux qui assassinent nos ouvriers, nos soldats, les défenseurs dévoués et héroïques de notre peuple (...). Maintenant, on ne peut pas en rester à la lettre des décrets. Maintenant, il faut agir avec une énergie implacable, et surtout avec une extraordinaire rapidité. Il ne doit pas passer de nombreuses heures avant que l'affaire de la Catalogne soit totalement liquidée.”

Ces phrases, qui laissent transparaître l'angoisse devant la situation incertaine de Barcelone, sont un appel au meurtre. Comme par hasard, Antonio Sesé, le conseiller du PSUC-UGT récemment nommé, était assassiné alors qu'il se dirigeait vers la Generalitat, d'après plusieurs versions “*depuis une barricade tenue par ses propres camarades de parti*” (50). Le colonel Escobar fut gravement blessé par balles à son arrivée à Barcelone pour occuper son poste.

Le gouvernement nomma pour le remplacer comme délégué à l'Ordre public le lieutenant-colonel Alberto Arrando, qui allait s'empresse de confirmer Rodríguez Salas à son poste.

Dans la nuit du 5, deux anarchistes italiens connus sont assassinés, par les staliens d'après de nombreuses versions, par les fascistes et Estat Català selon d'autres.

(47) *La Vanguardia*, 6 mai 1937.

(48) *Solidaridad Obrera*, 6 mai 1937.

(49) D'après certaines versions, vraisemblables, depuis Barcelone, la direction de la CNT et celle du POUM leur demandèrent de s'en aller.

(50) La phrase est de l'anarcho-sindicaliste Souchy, mais coïncide avec la version du stalinien Serra Pàmies.

A 17 heures, au milieu d'âpres combats, le comité régional de la CNT proposa :

"Arrêt des hostilités. Chaque parti conserve ses positions. La police et les policiers en civil qui combattaient à leurs côtés sont invités à observer une trêve" (51).

Les Amis de Durruti sortirent un nouvel appel à former une junte révolutionnaire, à châtier les coupables qui ont agressé la classe travailleuse et à désarmer les corps armés. Les comités régionaux de la CNT et de la FAI les dénoncèrent comme agents provocateurs :

"Que chacun respecte les consignes de ces comités. Le conseil de la Generalitat étant déjà constitué, chacun doit en accepter les décisions, car nous y sommes tous représentés. Les armes hors de la rue" (52).

Les Amis de Durruti distribuèrent alors sur les barricades un tract dans lequel ils répandaient :

"Nous avons suffisamment d'autorité morale pour ôter tout crédit à ces individus qui ont trahi la révolution et la classe travailleuse, par incapacité et cowardise... La trahison est d'ampleur. Les deux garanties essentielles de la classe travailleuse, sécurité et défense, sont offertes sur un plateau à nos ennemis... On a perdu du temps et des munitions, en simples pillages, au lieu de proposer une attaque rapide et audacieuse. Intelligence et direction ont manqué. Camarades : garde à vous. Ne faiblissez pas. Soyez attentifs au premier appel lancé. Vive la révolution sociale ! A bas la contre-révolution !"

A 20 h 30, le nouveau gouvernement provisoire catalan demanda à tous les travailleurs et au peuple de Catalogne de déposer les armes et *"d'oublier les rancœurs et les haines"* (53). Les staliniens du PSUC, direction effective de ce gouvernement, expliquaient clairement ce que voulait dire pour eux cet *"abandon des rancœurs et des haines"* :

"N'écoutez pas les provocateurs, les trotskystes qui veulent que la lutte conti-

nue. Unissons-nous autour du gouvernement de la Generalitat" (54).

Et aussi :

"Travailleurs de Barcelone, camarades de la CNT, nous ne devons pas gaspiller une seule minute de plus ; il faut en finir avec le trotskysme criminel, qui, dans ses journaux, continue à inciter les antifascistes de Catalogne à s'entre-tuer" (55).

Toute la nuit, un appel commun de la CNT et de l'UGT à rentrer au travail fut diffusé par la radio :

"Il faut revenir à la normale. Persister dans l'inactivité industrielle en ces temps de guerre antifasciste revient à collaborer avec l'ennemi commun" (56).

Le comité exécutif du POUM ne tarda pas à s'unir à eux.

6 MAI : L'ULTIME TENTATIVE

La Batalla, le journal du POUM, du 6 mai, écrivait :

"La manœuvre réactionnaire une fois déjouée, les travailleurs doivent se retirer de la lutte et reprendre aujourd'hui le travail, sans manquement et de façon disciplinée, dans le but de continuer à travailler avec ardeur pour vaincre rapidement le fascisme. Le POUM donne l'ordre à tous ses militants armés de se retirer des barricades et des rues et de retourner au travail."

Ce même jour, contradictoirement, *La Batalla* publia le tract des Amis de Durruti qui s'adressait au POUM pour former une junte révolutionnaire. Se refu-

(51) *La Verdad*, p. 24.

(52) *Solidaridad Obrera*, 6 mai 1937.

(53) *El Noticiero Universal*, 6 mai 1937.

(54) *El Día Gráfico*, 6 mai 1937.

(55) *El Noticiero Universal*, 6 mai 1937.

(56) *Ibidem*.

sant à dire la vérité aux travailleurs, même à ce moment-là, les dirigeants du POUM prétendaient que le prolétariat avait

“remporté une importante victoire partielle... Il a déjoué la provocation contre-révolutionnaire. Il a obtenu la destitution des responsables directs de la provocation. Il a asséné un coup sérieux à la bourgeoisie et au réformisme. Il aurait pu obtenir plus, infiniment plus, si ceux qui assument la direction des organisations hégémoniques de la classe ouvrière de Catalogne avaient su se montrer à la hauteur des masses. Sur l'ordre réitéré de leurs dirigeants, les masses ont commencé le retrait de la lutte. Elles font preuve par là d'un grand esprit de discipline.”

Ce n'était pas de la discipline, mais du désespoir et du mépris qui s'exprimaient dans les cartes d'adhésion aux partis et aux syndicats massivement déchirées. Face aux appels à la démobilisation de la CNT et de la direction caballériste de l'UGT, et en l'absence de perspectives, beaucoup des travailleurs quittèrent les barricades dans la nuit du 5 et le matin du 6. En haut de la Telefonica flottait déjà le drapeau de l'autonomie catalane, la CNT avait amené le drapeau rouge et noir. Les tramways se remirent en marche. Mais, d'après ce qu'allait dire le comité national de la CNT lui-même :

“Dans le cours de la matinée, il durent cesser de circuler, car ils avaient essuyé des coups de feu. Le métro dut suspendre son trafic parce qu'à certaines entrées les policiers communistes et Estat Català assaillirent les voyageurs. A certains endroits, on voyait un grand nombre de cartes syndicales déchirées. Ailleurs, les camarades étaient entourés d'hostilité. Des locaux à nous étaient assiégés. Le soir (...), la situation était plus grave que jamais. Les camarades étaient prêts carrément à occuper la rue” (57).

Mariano Vasquez, secrétaire général de la CNT présent à Barcelone, communiquait au ministre anarchiste Garcia Oliver, qui se trouvait à Valence, les informations suivantes :

“Ce matin, la situation semblait s'arranger rapidement... A midi, elle a

commencé à se dégrader, car la force publique engageait des hostilités contre les syndicats et se préparait à l'attaque. Le fait qu'Arrando ait maintenu à son poste le commissaire à l'ordre public Rodriguez Salas doit avoir pesé de façon décisive. Salas continue à disposer de la force publique en toute quiétude. Dans beaucoup d'endroits, les cartes de la CNT ont été systématiquement déchirées. Cinq camarades de l'escorte de Eroles (anarchiste chef des services du commissariat à l'ordre public) ont été enlevés et assassinés. Ces faits et bien d'autres similaires ont eu pour résultat que les camarades se sont préparés à la défense. Climat rendu plus difficile à l'annonce de l'arrivée de 1 500 gardes de Tortosa (en route pour Barcelone). En ce moment, il est impossible de prédire ce qui va se passer. S'il n'y a pas modification rapide de la direction et de l'attitude de la force publique, il sera impossible d'éviter que la lutte se généralise de nouveau. Il n'est pas possible de laisser entendre que d'amples représailles se préparent contre l'organisation et les militants... Si la force publique qui vient de Valence continue à avancer, il sera impossible d'éviter que, sur leur route, la révolte s'allume dans les villages qui n'ont pas bougé jusqu'à présent.” (58).

Face aux provocations des stalinien et des amis catalans de Mussolini, face aux avertissements constants et aux menaces radiodiffusés de la Generalitat, les ouvriers “sont prêts à carrément occuper la rue”, à généraliser la résistance en créant une situation “plus grave que jamais” et les mouvements insurrectionnels se multiplient dans les villages jusqu'alors tranquilles. Ils faisaient un ultime effort pour regrouper leurs rangs afin “d'engager la bataille définitive”.

Les travailleurs se sont heurtés à une réaction négative et brutale de toutes les directions du mouvement ouvrier. Nous avons déjà indiqué ce que fut l'attitude de Caballero. Non moins brutale fut la réponse donnée à Vasquez et à Federica Montseny par Garcia Oliver, qui était venu la veille à Barcelone pour faire jouer

(57) *Cultura Proletaria*, 19 juin 1937.

(58) Discussions secrètes par télégraphe. *Notes and documents* de Companys.

son influence en faveur de la démobilisation. C'est sur la direction de la CNT que reposait la responsabilité la plus directe pour briser ce nouvel élan des travailleurs :

“Les forces d'assaut qui sont en route vers Barcelone doivent absolument parvenir à leur destination (...). Il est indispensable que nous le compreniez et que vous le fassiez comprendre aux comités et aux camarades, de la même manière qu'il est indispensable que vous le fassiez comprendre à tous les camarades des villages que vont traverser ces forces d'une pacification véritable et impartiale, absolument impartiale, parce que le gouvernement n'ignore pas que, sans cette juste impartialité des forces publiques, le conflit, loin de se régler, s'aggraverait et s'étendrait à toute la Catalogne et au reste de l'Espagne, et aurait pour conséquence l'échec politique et militaire du gouvernement (...). Je répète qu'il faut que vous prépariez rapidement les camarades des villages pour qu'ils ne fassent pas obstacle au passage de ces forces de pacification, mais pour qu'ils leur apportent plutôt toutes facilités, qu'ils les reçoivent chaleureusement, parce que, sinon, on court le risque (...) que ces forces, rendues hostiles sur leur trajet, restent dans un état d'esprit irritable ... Grâce à quoi nous n'aurions réussi à faire du problème de la Catalogne qu'un foyer national (...). Surtout, travaillez rapidement la province de Tarragone, où ceux du POUM et les séparatistes ont beaucoup de forces, pour qu'ils ne se mêlent pas aux camarades en les provoquant à la résistance armée contre les forces de l'ordre public.”

De sorte que Montseny et Vasquez se mirent en quatre pour que la CNT organise village par village la réception “chaleureuse” des forces d'assaut qui allaient occuper la Barcelone révolutionnaire. En accord avec le gouvernement Caballero, ils organisèrent une trêve pour le lendemain, de 6 heures à 9 heures du matin, afin que les militants puissent se retirer.

7 MAI : BARCELONE LIVRÉE

“Tous au travail, camarades !”, disait à l'aube de ce jour-là un communiqué commun de la CNT et de l'UGT.

Aux premières heures de l'après-midi, la ville était pratiquement “normalisée”, à tel point que les gardes d'Assaut de Valence, accompagnés d'une unité de carabiniers envoyée par le ministre de l'Intérieur, Negrin, purent faire soudainement leur apparition. Ils défilèrent dans le centre ville, occupant tous les carrefours du centre par groupes de dix, multipliant les provocations contre les travailleurs. Orwell, qui était sur place, témoigne :

« Le lendemain, les gardes d'assaut de Valence étaient partout, se promenant dans les rues en conquérants. Sans aucun doute, le gouvernement faisait simplement un déploiement de force pour intimider une population dont il savait déjà qu'il n'y aurait pas résistance (...). C'était des troupes splendides, de loin les meilleures que j'aie vues en Espagne, et bien que je suppose que, dans un certain sens, c'était “l'ennemi”, je ne pouvais m'empêcher de les regarder avec admiration. Et avec perplexité. J'étais habitué aux milices aux vêtements râpés et pauvrement armées du front d'Aragon, et je ne savais pas que la République avait de telles troupes. Il ne s'agissait pas seulement de types physiquement sélectionnés ; ce qui m'a étonné, c'était leur armement. Ils étaient tous armés de fusils dernier modèle du type appelé “fusil russe” (envoyés à l'Espagne par l'URSS, mais qui je crois étaient fabriqués en Amérique). J'ai examiné l'un d'eux. Il était loin d'être parfait, mais il était immensément supérieur à ceux terriblement vieux que nous avions au front. Les gardes d'assaut de Valence avaient une mitrailleuse pour dix hommes et un pistolet chacun ; nous, au front, nous avions environ une mitrailleuse pour cinquante hommes, quant aux pistolets et revolvers, il fallait les obtenir illégalement. En réalité, bien que je ne l'ai pas su jusqu'alors, il se passait la même chose partout. Les gardes d'assaut et les carabiniers, qui n'avaient pas pour mission d'aller au front, étaient mieux armés et bien mieux équipés que nous » (59).

Et l'historien Burnett Bolloten résume :

“Par terre et par mer, des renforts équipés des armes les plus modernes

continuèrent à arriver, et au bout de quelques jours on estimait que leur nombre dans la région était de 12 000 hommes (...). Ce qui aurait paru inconcevable quelques mois plus tôt (...) était devenu une réalité par la victoire la plus prodigieuse des communistes depuis le début de la révolution" (60).

DESTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER ET VICTOIRE DE FRANCO

La conséquence la plus immédiate de l'écrasement de l'insurrection de mai 1937 fut double : la défaite des forces de la République à Huesca (front d'Aragon) et la chute du gouvernement Caballero.

En effet, le front d'Aragon, déjà victime du sabotage organisé par les stalinien utilisant leurs positions gouvernementales, venait maintenant d'être politiquement poignardé dans le dos. L'héroïsme des militants de la CNT et du POUM, qui, malgré les calomnies et la persécution dont ils étaient l'objet, ont donné leur vie pour prendre Huesca, ne put sauver la situation.

La liquidation des milices pour mettre en place l'Armée populaire conduisit au massacre de Huesca et ouvrit aux factieux la voie de Bilbao, dont la chute fut le début de la défaite militaire de la République. Dix mois après les journées de mai, en mars 1938, la chute de Lérida mettait les fascistes aux portes de Barcelone et, si la guerre a malgré tout duré un an de plus, cela tient aussi au fait que Franco et Hitler avaient intérêt à amplifier les destructions.

Plus décisif encore a été le processus de destruction des organisations ouvrières qui avaient été le moteur de la résistance face au soulèvement franquiste de juillet 1936. Une fois que le principal bastion de la révolution ouvrière fut livré par ses dirigeants, les stalinien balayèrent les autres obstacles :

- Largo Caballero, chassé du gouvernement par la coalition des stalinien avec la droite du PSOE, ne put préserver plus longtemps l'UGT, qui fut détruite par cette coalition comme elle l'avait déjà été en Catalogne ;

- la CNT ne devait jamais se remettre de la division créée en livrant Barcelone, qui entraîna la liquidation des collectivisations réalisées après juillet 1936 et la défaite du front d'Aragon (61) ;

- la droite du PSOE elle-même fut balayée une fois que Prieto eût fait le travail contre la gauche du parti, contre l'UGT et la CNT.

Franco n'aurait pu obtenir la victoire sans que soit d'abord consommée la destruction physique de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Les directions de ces organisations ont chacune leurs responsabilités particulières, mais le fer de lance de cette entreprise contre-révolutionnaire fut l'appareil de Staline en Espagne. Le PCE et le PSUC étaient la force de choc politique, dirigés d'une main de fer par les représentants de Staline, par sa police politique, qui contrôlait également l'appareil des brigades internationales, la diplomatie de l'URSS et aussi directement les commissaires politiques et les commandements de la police.

LES PROCÈS DE BARCELONE

Rien n'illustre mieux ce travail de destruction du mouvement ouvrier espagnol que les procès de Barcelone contre le POUM et contre les bolcheviks-léninistes (partisans de la IV^e Internationale). Procès où, en réalité, les accusés étaient les travailleurs qui s'étaient soulevés à

(60) Burnett Bollotten, *La Guerra Civil Española, Revolución y Contrarrevolución*, p. 704.

(61) « Ce fut notamment dans les journées de mai 1937, dans les réunions passionnées qui avaient lieu dans la maison de la CNT-FAI de Barcelone, tandis que le crépitement de la fusillade et des mitrailleuses résonnait autour, qu'on entendit plus d'une fois la question qui a finalement rencontré une réponse négative : "Devons-nous ou non prendre le pouvoir ?" (...) Il y a été répondu "non", mais les décisions de ces jours tragiques ont provoqué ensuite tout un tourbillon de discussions, de luttes intestines, de reproches internes dans le mouvement libertaire, espagnol et international. » Helmut Rüdiger, secrétaire adjoint de l'AIT, qui se trouvait à Barcelone durant les événements de mai 1937, *Ensayo crítico sobre la revolución española*, pp. 23-24.

Barcelone le 19 juillet 1936 et en mai 1937.

La police du PCE et les tribunaux spéciaux ont accusé ces militants ouvriers d'être des agents d'Hitler et de Franco, bénéficiant pour cette entreprise infâme de la couardise des ministres du Front populaire. Mais la campagne internationale du mouvement ouvrier imposa un acquittement. Seuls quelques-uns des accusés furent condamnés — non comme "agents" du fascisme comme l'exigeaient les staliniens, mais sous le prétexte qu'ils auraient été les organisateurs de l'insurrection, qui n'était pas leur œuvre, mais celle que les ouvriers de Barcelone avaient organisée.

Comme on l'a dit (62), ces procès et jugements concentrent la prétention de Staline d'étendre au mouvement ouvrier mondial l'offensive réactionnaire des procès de Moscou visant à anéantir le mouvement ouvrier mondial, pour que la bureaucratie du Kremlin se fasse une place au

soleil dans le cadre de l'impérialisme, à travers ses pactes avec les impérialismes "démocratiques" ou avec Hitler.

Nous avons dit anéantir le mouvement ouvrier, et il n'y a là aucun excès verbal. Ces procès, expression la plus élevée de la politique de Staline dans la révolution et la guerre d'Espagne, avaient comme cible la démocratie dans le mouvement ouvrier et transformaient en crime toute indépendance des organisations ouvrières à l'égard de l'impérialisme.

C'était un coup de poignard dans le dos de la révolution espagnole, dirigé contre la révolution mondiale, et avant tout contre la révolution russe elle-même.

Nous reviendrons d'ailleurs en conclusion sur l'analyse de ces procès, qui est indispensable à la compréhension des événements de mai 1937 et de leurs leçons. Auparavant, nous allons resituer les événements de mai 1937 dans l'ensemble des développements de la lutte des classes en Espagne, de 1931 à la guerre civile.

La signification historique

LE DILEMME OUVERT EN 1931

Le 14 avril 1931, la République est proclamée en Espagne. Les masses populaires occupent la rue, le mouvement ouvrier à leur tête. Les années précédentes avaient été marquées par la dictature de Primo de Rivera (63).

Face à l'échec de cette dictature et à la force du mouvement des masses, la bourgeoisie espagnole et les propriétaires terriens sacrifiaient la monarchie pour maintenir leur domination et sauvegarder les institutions essentielles de leur appareil d'Etat. S'appuyant sur la collaboration des leaders républicains et des dirigeants du Parti socialiste, ils manœuvraient pour éviter que le prolétariat se saisisse du changement de régime pour avancer dans la voie de la révolution sociale.

"Les éléments militaires qui coopéraient à la révolution exigèrent la participation du Parti socialiste dans le gou-

vernement provisoire et, face à cette exigence, le Parti socialiste, faisant taire ses discordes internes, pour ne pas faire échouer le mouvement, accepta de participer, sans faire payer aucune facture pour cela" (64).

Les masses qui descendent dans la rue le 14 avril veulent en finir avec tout ce qu'a représenté la monarchie. Frappées par la crise, elles veulent les allocations de chômage et la révolution agraire. Après l'interdiction de la liberté syndicale et les diktats corporatistes de Primo de Rivera, elles veulent les pleins droits syndicaux et la journée de sept heures. Lasses de la répression, elles veulent la démocratie à

(62) Voir notamment, dans *La Vérité*, n° 18, l'article de Lucien Gauthier sur *Les Fronts populaires en France et en Espagne*.

(63) Miguel Primo de Riveira : général qui devait exercer un pouvoir dictatorial de 1923 à 1930.

(64) Indalecio Prieto aux Cortès constituantes, le 20 juin 1932, comme porte-parole du Parti socialiste. *Diario de Sesiones de las Cortes Constituyentes*.

tous les niveaux, y compris l'autonomie locale et régionale, et tout particulièrement le droit d'autodétermination des peuples. Elles veulent expulser les jésuites, mettre fin au pouvoir du clergé et des monastères, en finir avec le pouvoir de la caste militaire. La révolution a commencé.

Dans cette situation, la bourgeoisie, les vieilles institutions de la monarchie voulaient avoir en otages au gouvernement les dirigeants socialistes Largo Caballero, Indalecio Prieto et Fernando de los Rios, comme garantie que les ouvriers ne se dresseraient pas contre les privilèges, ne renverseraient pas les institutions et ne prendraient pas le pouvoir.

Cette manœuvre de la bourgeoisie s'appuyait aussi sur l'extrême faiblesse des communistes. Comme le dit une phrase de Trotsky, *"l'avant-garde dispersée du prolétariat ne dirige pas encore la classe, et celle-ci ne prend pas encore la tête des masses opprimées des peuples"* (65). La direction des travailleurs, ce sont les dirigeants du Parti socialiste et de la CNT.

La CNT, de son côté, pratiquait l'abstentionnisme politique. Dans la pratique, cela signifiait que les ouvriers anarcho-syndicalistes participèrent massivement aux élections municipales du 12 avril et aux élections aux Cortès constituantes, en votant pour les républicains catalanistes ou centralistes...

Dès le 15 avril 1931, Trotsky résumait ce qui allait se passer dans les années suivantes :

"Le gouvernement, qui s'appuie sur les républicains et les socialistes, réalisera tous les efforts pour étendre sa base vers la droite, vers la grande bourgeoisie, et essaiera de capituler pour neutraliser l'Eglise" (66).

Le prolétariat se trouve en contradiction irréconciliable avec le gouvernement des agents républicains et "socialistes" de la bourgeoisie. Et cela allait se manifester non seulement dans la répression contre les soulèvements anarchistes, mais aussi, par exemple, dans le heurt entre le "socialiste", ministre des Travaux publics, Prieto, et le syndicats des cheminots de

l'UGT. Devant le sabotage de la réaction et la couardise des "républicains", le mouvement ouvrier, pour se défendre, pour satisfaire les exigences les plus élémentaires des masses, va faire l'expérience de la nécessité de regrouper les forces pour prendre le pouvoir en se mettant à la tête des paysans et en expropriant le capital.

Trotsky considère alors que la tâche de la minorité communiste en 1931 n'est pas la lutte pour le pouvoir, mais *"la lutte pour les masses, pour les libérer des illusions républicaines et de la confiance dans les socialistes, pour leur affermissement révolutionnaire"*.

« Chaque grève, chaque manifestation, chaque rapprochement des ouvriers avec les soldats, chaque pas des masses vers l'authentique démocratisation du pays se heurteront à la résistance des leaders socialistes, qui agissent comme des gens "d'ordre". C'est pourquoi il est extrêmement important que les ouvriers communistes participent dans un front uni avec les ouvriers socialistes, syndicalistes et non affiliés, pour gagner leur direction » (67).

Cela passe par la pleine indépendance vis-à-vis du bloc républicain et de toutes ses composantes.

C'est là la politique que formulent Trotsky et l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste, face à la ligne suivie par la direction de celle-ci. Staline affirmait qu'en Espagne, ce qui était posé, ce n'était pas la question de la révolution socialiste, mais *"une révolution ouvrière et paysanne contre les propriétaires terriens et la bourgeoisie"* (68). Cette phrase creuse visait à briser le lien entre la révolution espagnole et la révolution russe, isolant l'une de l'autre. Dans les premières années de la République, Staline assigna au faible PCE un rôle d'aventurier provocateur: Au moment des plus grandes illusions parlementaires et

(65) Léon Trotsky : *La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, 28 mai 1931.

(66) *Dix commandements des communistes espagnols.*

(67) *Ibidem.*

(68) *La Pravda*, 10 mai 1931.

sans aucun soviétique nulle part, il ignorait l'élection des Cortès constituantes et réclamait tout le pouvoir aux soviétiques. Au lieu de chercher le front unique, il cassa l'UGT. Cette ligne marginalisa le PCE et visait à faire obstacle à la maturation politique de l'expérience que les travailleurs, les militants socialistes comme ceux de la CNT, allaient faire dans les premières années de la République.

L'INSURRECTION DE 1934 : PREMIER PAS DE LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE

En 1931-1933, le gouvernement républicano-socialiste est confronté aux exigences et aux actions des travailleurs. Une division sans précédent se crée dans les rangs ouvriers, entre l'UGT et la CNT, en conséquence de la répression sanglante perpétrée par ce gouvernement. Tout cela isole le PSOE de la majorité des travailleurs d'Espagne, discrédite les charlatans "républicains" et provoque finalement la chute de la coalition républicano-socialiste. Aux élections de novembre 1933, marquées par l'abstention ouvrière massive impulsée par la CNT, le PSOE passa de 115 députés à 58. Des gouvernements de droite sont formés, initialement composés du "centre" républicain, mais soutenus par la droite hostile à la République.

Les travailleurs cherchent la voie de la résistance : ils ne veulent pas que les choses se passent comme elles se sont passées en Allemagne, où Hitler a pris le pouvoir en janvier 1933. Ce mouvement se traduit dans les organisations. Largo Caballero apparaît comme reflétant ce mouvement au sein de l'UGT.

Sous la pression des travailleurs, fédération après fédération, les positions de Largo Caballero et de la commission exécutive du parti s'imposent dans l'UGT. Au comité national de l'UGT, le représentant des travailleurs des banques et de la Bourse, dit :

"J'ai parcouru toute l'Espagne, l'état d'esprit de la classe travailleuse est qu'il faut se défendre (...). Il y a un état d'esprit révolutionnaire, il y a une armée

totaletement chancelante, il y a une petite bourgeoisie incapable de gouverner, qui est totaletement sans liens" (69).

Le représentant de l'UGT du métal affirmait :

"Ma fédération estime que cette préparation de mouvement doit se mener à marche forcée, parce que nous nous rendons compte que l'ennemi est là pour nous écraser (...) Dans la province de Grenade, il y a 2 000 hommes et femmes qui ne peuvent pas retourner dans leurs villages parce que les gardes armés de la classe patronale ne les laissent pas entrer (...). Nous ne pouvons plus attendre qu'on nous attaque, parce qu'on est en train de nous attaquer (...). On est en train de porter partout atteinte à la législation sociale et, dans des endroits où les syndicats sont prépondérants, comme en Biscaye (...), la classe patronale de Bilbao est en train de mener une terrible offensive contre la classe travailleuse, en supprimant toutes les conquêtes remportées (...). En 1931, quand la République a été proclamée, les gens avaient un espoir, l'espoir que la République proclamée allait pouvoir obtenir l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles. Vous savez tous que sous la protection des lois sociales de la République, des milliers de travailleurs se sont mis debout, et que, maintenant, quand ces hommes ont déjà perdu toute possibilité que la République les abrite et les protège, ils ne voient plus que la nécessité de se dresser pour nos idéaux (...). Pour que ces masses que la République a mises debout ne s'écartent pas de notre mouvement syndical, il faut donner maintenant le sentiment que nous sommes en train de préparer tous les moyens défensifs pour que la réaction ne puisse pas nous détruire" (70).

"Il faudra examiner si, effectivement, on est en condition de mener une attaque. J'estime que oui. Nous avons tous des informations par les délégués de provinces et ce n'est un secret pour personne que des camarades arrivent constamment pour chercher des armes.

(69) Procès-verbal du comité national de l'UGT du 13 décembre 1933. D'une intervention de Amaro Del Rosal, représentant des banques.

(70) *Ibidem*, Pascual Tomas, représentant de la fédération du métal et membre de la commission exécutive du PSOE.

Des camarades de Badajoz, où ils n'ont rien à manger, ont engagé le peu qu'il possèdent pour obtenir un prêt et acheter des armes" (71).

"En tant que représentant de la fédération de l'industrie hôtelière, je dois déclarer aussi que nous n'avons plus aucune confiance dans les pouvoirs constitués, non plus qu'en la démocratie, car tous vous connaissez les développements qu'a connus notre grève (...)" (72).

"Personne ne peut prédire ce que sera le résultat du mouvement (...). Si nous sommes tous constamment en train d'examiner si les circonstances permettent de se lancer dans un mouvement ayant des chances de victoire, pour ne pas nous y engager alors que ces chances existent, effectivement, le cas de l'Allemagne pourrait surgir, qui nous surprendrait en train de délibérer, et (...) tous les ressorts du pouvoir arrêteraient les éléments qui tentent d'étrangler l'organisation et, au moment où nous voudrions réaliser quelque chose, nous n'en aurions absolument pas les moyens" (73).

Pour défendre les conquêtes démocratiques et sociales de 1931, pour empêcher l'écrasement des organisations ouvrières, les ouvriers réclament un mouvement révolutionnaire de leurs organisations. C'est une nécessité :

"Les fédérations ici réunies déclarent que le fait de se lancer dans un mouvement découle de ce qu'elles ont été placées hors de possibilité d'obtenir leurs revendications sous la protection de la loi, et qu'aucune personne libérale et démocratique ne peut être contre nous" (74).

Or, si le Parti socialiste et l'UGT doivent diriger un nouveau mouvement révolutionnaire, si les organisations ouvrières doivent prendre le pouvoir, c'est la question de la révolution sociale qui est posée.

L'ALLIANCE OUVRIÈRE

Le tournant dans le PSOE et l'UGT est consommé le 29 janvier 1934 avec la mise en place d'une nouvelle commission exé-

cutive, où Largo Caballero est secrétaire général. Ce tournant concentre les espoirs des ouvriers — pas seulement de l'UGT, mais aussi de la CNT.

Cela se traduit dans le plénum national des unions régionales de la CNT, tenu du 10 au 12 février à Barcelone :

"Constatant qu'aussi bien les libertés individuelles que les droits des citoyens se trouvent actuellement aussi limités et bafoués qu'aux pires moments de la monarchie (...) et considérant que la conduite de la République espagnole tend à conduire le pays au fascisme, le plénum décide d'établir la position de l'organisation démontrant par là à la classe travailleuse que la Confédération nationale du travail, répondant à son parcours révolutionnaire et attentive aux déclarations des instances représentatives de l'UGT, est prête, comme toujours, à contribuer de toutes ses forces à tout mouvement révolutionnaire qui tendrait à l'affranchissement de toute la classe travailleuse (...).

Demande à l'UGT de manifester clairement et publiquement quelles sont ses aspirations révolutionnaires. Mais qu'on prenne en compte qu'en parlant de révolution, on ne doit pas donner à penser qu'on va vers un simple changement de pouvoirs, comme le 14 avril 1931, mais vers la suppression totale du capitalisme et de l'Etat" (75).

La classe ouvrière se mobilise pour imposer le front unique. Le 28 mars, le pacte CNT-UGT est signé dans les Asturies :

"(...) Les organisations signataires de ce pacte œuvreront en commun accord jusqu'à remporter la victoire de la révolution sociale en Espagne, en établissant un régime d'égalité économique, poli-

(71) *Ibidem*, Carlos Hernandez Zancajo, représentant de la fédération des transports et président de la Fédération nationale des Jeunesses socialistes.

(72) Procès-verbal du comité national de l'UGT du 31 décembre 1933. Intervention de Mariano Muñoz.

(73) *Ibidem*, intervention de Carlos Hernandez Zancajo.

(74) *Ibidem*, intervention de Pascual Tomas.

(75) Dans *Las relaciones entre la UGT y la CNT (1936-1939)*, Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1989, pp. 24-25.

tique et sociale, fondé sur des principes socialistes et fédératifs.

2. — Pour parvenir à cette fin, se constituera à Oviedo un comité exécutif, représentation de toutes les organisations adhérant à ce pacte, qui agira en accord avec un autre à l'échelle nationale et ayant même caractère, aux fins de l'action générale en Espagne (...).

4. — Dans les Asturies, un comité se constituera dans chaque localité (...).

9. — Considérant que ce pacte constitue un accord d'organisations de la classe travailleuse pour coordonner son action contre le régime bourgeois et pour l'abolir, les organisations qui auraient un lien organique avec des partis bourgeois le rompront automatiquement (...).

10. — Fait partie de cette alliance révolutionnaire, parce qu'elle est préalablement d'accord avec le contenu du pacte, la Fédération socialiste asturienne" (76).

Le tournant du PSOE et de l'UGT, la radicalisation ouvrière concentrent aussi les espoirs des paysans, de la jeunesse, des intellectuels, des officiers aux sentiments démocratiques.

Le mouvement ouvrier, paysan et jeune gagne aussitôt en ampleur. Le climat régnant dans les Asturies et au Pays Basque s'étend à travers le pays. Pour organiser les milices, les Jeunesses socialistes réunissent des milliers de personnes près de San Sebastian. Ils sont 80 000, le 10 septembre 1934, dans le stade métropolitain de Madrid. A Madrid, les milices socialistes comptaient au minimum 6 000 membres, en Biscaye pas moins de 2 000. La classe ouvrière, d'immenses secteurs populaires participent à l'effort financier sans précédent pour collecter les fonds afin organiser l'insurrection (et c'est à la dernière heure que le PCE doit abandonner sa dénonciation de l'Alliance ouvrière et de l'UGT).

Cependant, la politique de division des dirigeants de l'UGT et de la CNT fait que la participation du prolétariat de Catalogne, de Valence et d'Aragon, régions à prédominance anarcho-syndicaliste, sera moindre.

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET L'INSURRECTION DES ASTURIES

Le 1^{er} octobre 1934, le leader politique de la droite, Gil Robles, provoque une crise du gouvernement dans l'intention de s'emparer directement du pouvoir. Le 3, *El Socialista* lance : "En garde, camarades !" Mais les dirigeants du PSOE laissent l'initiative à la réaction.

La grève éclate ; elle est totale dans Madrid et une grande partie de l'Espagne. L'insurrection triomphe dans les Asturies, dans la région minière de la Biscaye, à Eibar et à Mondragon ; il y a des soulèvements isolés à Barcelone. Mais les dirigeants socialistes réagissent tardivement et mal. Même à Madrid, la police et l'armée occupent les centres révolutionnaires avant que les armes ne soient parvenues aux militants qui les attendaient. On ne peut pas parler d'insurrection à l'échelle de l'Espagne, ni même à Madrid. L'immense afflux de militants vers les organisations ouvrières dans la dernière année, la grande mobilisation des militants de l'UGT, de socialistes, d'anarchistes, les huit mois laissés pour se préparer à l'affrontement, tout cela a été gâché par la politique des directions, par la division, par le refus de rompre franchement avec les partis de la bourgeoisie.

Le jugement de Trotsky sera sans appel :

« Les partis réformistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne n'ont pas préparé la révolution, ils ne l'ont pas dirigée, ils l'ont subie. Effrayés par le pouvoir, qui était venu entre leurs mains contre leur propre volonté, ils l'ont passé avec plaisir à la bourgeoisie (...). Quand le Parti socialiste a été suffisamment compromis, la bourgeoisie l'a chassé du pouvoir et a engagé l'offensive sur toute la ligne. Le Parti socialiste a dû se défendre dans les conditions les plus défavorables, qui avaient été préparées par sa politique antérieure. La bourgeoisie avait déjà un appui de masse pour la droite. Les dirigeants anarcho-syndicalistes, qui, durant la révolution, ont commis toutes les erreurs typiques à ces jeteurs d'em-

brouilles professionnels, ont refusé de soutenir l'insurrection dirigée par des "politiciens" traîtres. Le mouvement n'a pas eu un caractère général, mais il a été sporadique. Le gouvernement a porté les coups contre des sections isolées de travailleurs. La guerre civile forcée s'est terminée par la défaite du prolétariat » (77).

Et cependant, dans les Asturies, par l'unité de leurs organisations, les ouvriers se sont soulevés, mettant en place des comités révolutionnaires, s'emparant des centres régionaux du pouvoir. Ils montraient ainsi la voie conforme aux aspirations de toute la classe ouvrière, permettant de barrer la route à la réaction en satisfaisant les exigences des ouvriers et paysans : "*¡Uníos, Hermanos Proletarios!*" ("*Unissez-vous, frères prolé-*

riens !"), la devise de l'Alliance ouvrière des Asturies, s'imposera comme un mot d'ordre central de la révolution espagnole.

Le mouvement d'octobre 1934 marque le premier pas de la révolution ouvrière en Espagne. Si ce mouvement n'avait pas existé, la réaction aurait eu la voie ouverte vers le fascisme. En revanche, malgré l'échec de l'insurrection à l'échelle de l'Etat, malgré l'écrasement de l'insurrection asturienne, malgré la non-participation du gros de la classe ouvrière en Catalogne, octobre 1934 est le drapeau qui est devenu celui de toute la classe ouvrière d'Espagne. La lutte pour l'amnistie des victimes des représailles regroupe les énergies, devient un processus irréversible vers l'unité ouvrière, vers le front unique. C'est la base de la révolution, qui se déchaînera en juillet 1936 face au coup d'Etat franquiste.

1936 : la grande révolution ouvrière

LE FRONT POPULAIRE

C'est pour contenir le mouvement révolutionnaire, qui se prépare à renverser les gouvernements de droite et à ouvrir les prisons, que le Front populaire se constitue. C'est une nouvelle barrière "républicaine" contre la révolution, comme auparavant la conjonction républicano-socialiste, mais cette fois avec un rôle considérable joué par le PCE et avec l'acceptation du POUM, parti auquel participent ceux qui auparavant constituaient l'Opposition de gauche communiste en Espagne (78).

Le Front populaire ne parvient pas à bloquer le mouvement des travailleurs. Immédiatement après la victoire électorale de février 1936, ceux-ci se lancent à la conquête de leurs revendications, de leurs droits... et aussi de leurs terres et de leurs entreprises (comme ce fut le cas des tramways de Madrid).

Les organisations ouvrières gagnent une force sans précédent, comme instruments révolutionnaires, contre la réaction fascis-

te qui attaque les piquets de grève et prépare le soulèvement militaire. Le 1^{er} mai, les forces de l'UGT et des Jeunesses socialistes apparaissent comme une authentique armée ouvrière ; la CNT connaît un développement encore plus grand...

LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE

Les 18 et 19 juillet, face au coup d'Etat militaire de Franco et de ses partisans, tandis que le président de la République et les partis du Front populaire tentent de parvenir à un accord avec ces généraux

(77) Léon Trotsky, *Les conséquences du réformisme parlementaire*, 9 novembre 1934.

(78) La Gauche communiste d'Espagne, après avoir tourné le dos aux demandes des jeunesses socialistes, rompant avec la Ligue communiste d'Espagne (bolcheviks-léninistes), partisans de constituer la IV^e Internationale, décida de fusionner avec la Fédération catalano-baléare en formant le Parti ouvrier d'unification marxiste, affilié au "Bureau de Londres", regroupement international de type centriste.

(79), les ouvriers de la CNT et de l'UGT arrêtent les insurgés dans toute l'Espagne. En premier lieu à Barcelone, centre de l'insurrection ouvrière. A Madrid, les ouvriers des deux confédérations et les jeunes s'emparent de la caserne de la Montaña et de la capitale. En Biscaye et dans le Guipuzcoa, les milices ouvrières et elles seules empêchent le succès du soulèvement. Il en va de même dans des régions entières d'Andalousie. Les syndicats mettent sur pied des milices, qui se chargent de la défense sur le front d'Aragon, en Estrémadure, à Somosierra, qui se chargent de l'ordre public, du ravitaillement, qui s'emparent des usines et des terres pour organiser la production.

Les milices et autres organes de pouvoir ouvrier s'organisent de façon inégale, allant en Catalogne jusqu'à constituer le comité central des milices antifascistes, tandis qu'au Pays Basque la subordination aux nationalistes court-circuite et entrave très vite l'organisation de la défense.

Les travailleurs du monde entier apportent leur soutien à la révolution. L'Espagne est le front de la classe ouvrière du monde entier contre le fascisme, contre le capital. Le soutien se concrétise tout de suite par la collecte d'argent et l'envoi de volontaires.

DOUBLE POUVOIR

Le 19 juillet 1936, le pouvoir de fait est dans les rues et dans les organisations ouvrières. A Barcelone, il est aux mains de la CNT. Une assemblée de cette organisation discute de la position à prendre. Garcia Oliver pense que la CNT doit prendre en charge l'administration et la guerre. Sa position est rejetée. La CNT décide de soutenir le maintien en place de Companys et de la République. Elle entre dans le gouvernement de l'autonomie catalane, le gouvernement Companys-Tarradellas, et elle accepte la dissolution des milices antifascistes de Catalogne. Au nom du POUM, Andrés Nin fait de même, arguant que la révolution espagnole était d'un niveau supérieur à la révolution russe en raison de la mobilisation des masses,

ignorant ainsi les enseignements de la révolution d'Octobre, dont il se réclame. Pourtant, lorsque Companys avait reçu une délégation de la CNT le 20 juillet 1936, il avait dit :

"Vous êtes aujourd'hui les maîtres de la ville (...) et si vous ne me voulez pas comme président, dites-le moi maintenant" (80).

La situation à Madrid et dans le reste du pays est la même. Le président Azaña et le gouvernement Giral, formés des évanescents partis républicains, ne subsistent que parce l'UGT et la CNT, qui dirigent la guerre et le pays, les laissent au palais. Mais ce gouvernement est incapable d'exercer ses fonctions. Un rôle essentiel, à ce moment, revient à Largo Caballero, le dirigeant le plus populaire du PSOE et de l'UGT, et représentant de leur gauche.

Début septembre 1936, Largo Caballero est appelé à former un gouvernement, auquel s'intégreront au bout d'un mois quatre dirigeants de la CNT, Garcia Oliver et Federica Montseny, venus de l'aile la plus radicale de la CNT et de la FAI.

Comme en Catalogne, cette intégration des dirigeants de l'UGT et de la CNT au gouvernement central entraîne l'intégration et la dissolution progressives de tous les organes de pouvoir ouvrier, au compte de la reconstruction des institutions l'Etat bourgeois.

Il est une agence qui a pour tâche unique de promouvoir cette reconstruction de l'Etat, qui fait de l'agitation et organise la petite bourgeoisie effrayée par les collectivisations, qui ouvre les bras aux policiers et aux militaires nostalgiques de la hiérarchie. Cette agence, c'est le petit PCE, les partis récemment formés : le

(79) Le gouvernement républicain s'étant réuni avec les socialistes, Largo Caballero reste seul à réclamer des armes pour les ouvriers. Les autres, en particulier Prieto, soutiennent la formation d'un gouvernement droitier, qui peut parvenir à un accord avec les généraux soulevés. Mais les syndicats sont déjà en train d'armer les ouvriers.

(80) Garcia Oliver, *Le comité central des milices antifascistes de Catalogne*, dans *De Julio a julio*, pp. 194-195.

Parti communiste d'Euskadi et le Parti socialiste unifié de Catalogne. C'est une force qui se construit comme fer de lance contre-révolutionnaire. D'autre part, le PCE-PSUC ne constitue qu'une pièce du dispositif organisé par le Kremlin en Espagne, qui comprend aussi l'ambassade, les consuls et conseillers, mais dont la colonne vertébrale est la GPU, qui exerce un contrôle d'acier sur toutes ces composantes. Plusieurs dirigeants du PCE de l'époque, parmi eux Carrillo lui-même, ont reconnu qu'aucun d'eux ne dirigeait le PCE et le PSUC, mais qu'ils agissaient strictement sur ordre des envoyés sur place de Staline.

Seuls les agents de Staline ont maintenu avec une entière cohérence l'orientation de démantèlement des conquêtes et des organes issus de la révolution. Mais les autres avaient accepté le principe du rétablissement de l'Etat bourgeois et chaque pas qu'ils allaient faire allait être un recul.

La place nous manque pour suivre pas à pas le déroulement de l'affrontement entre le prolétariat révolutionnaire et ses organes, et les institutions de l'Etat en reconstruction. Affrontement à propos de la défense des terres et des usines collectivisées, sur la défense du contrôle ouvrier, sur le ravitaillement, sur la défense des patrouilles d'ordre public et des milices, sabotage de la défense militaire du camp républicain partout où les forces armées n'étaient pas soumises au strict contrôle des staliniens et de leurs agents.

Pour toute une période, les organismes du pouvoir issu de la révolution et les institutions de l'Etat bourgeois en reconstruction ont coexisté. Les capitulations des dirigeants ont entraîné bien des reculs, mais rien n'était fondamentalement décidé, jusqu'en mai 1937

L'INSURRECTION DE MAI 1937 OUVRAIT LA VOIE DE LA VICTOIRE

L'affrontement de mai 1937 était un choc annoncé, mais personne n'avait sans doute prévu l'ampleur et la force de la riposte ouvrière contre l'assaut de la Telefonica. Certes pas les staliniens et

leurs alliés, qui se sont vus immédiatement débordés. Les dirigeants du POUM, malgré leurs avertissements sur l'affrontement inéluctable et la nécessité que les forces révolutionnaires s'y préparent, n'étaient nullement préparés.

Or, ce qui se produisit en mai 1937, c'était un mouvement massif et immédiat. C'est la première chose à constater. La disposition affirmée par les ouvriers dressant les barricades était claire : il fallait balayer la réaction, le prolétariat révolutionnaire devait prendre le pouvoir entre ses mains, contrôler effectivement la défense, l'ordre public, le ravitaillement. Avant tout, les armes. Ces ouvriers n'étaient en rien disposés à comprendre qu'il aurait fallu continuer à tolérer les agressions de la réaction parce que la France et l'Angleterre l'exigeaient. Quatre jours durant, ils ont occupé Barcelone, décidés à vaincre. Si les autorités de la République n'acceptaient pas, il fallait les balayer. Il fallait s'emparer de la Generalitat et du palais du Parlement catalan, où le président de la République s'était blotti (81).

Il ne s'agissait pas d'une simple mutinerie, mais bien d'une authentique insurrection ouvrière, l'objectif était le pouvoir.

Mais les dirigeants qui auraient dû se placer à la tête de cette insurrection s'y refusèrent. Ils étaient pour le démantèlement du pouvoir des comités révolutionnaires, pour remettre tout le pouvoir aux institutions de la République. C'est non seulement le cas de Largo Caballero, qui avait perdu toute son organisation en Catalogne. C'est aussi celui des dirigeants anarchistes Garcia Oliver, Mariano Vasquez, Margarita Montseny, qui sont allés à Barcelone pour dire aux ouvriers de déposer les armes.

L'espoir de certains, de l'organisation des Amis de Durruti, était de pouvoir constituer une direction alternative en s'appuyant sur le POUM, sur le prestige de Nin. Mais la direction du POUM, y

(81) Les communications avec Tarradellas et Prieto montrent Azaña terrorisé enjoignant à tout le monde de venir le sauver en priorité et n'osant pas faire un pas pour aller se réfugier à la Generalitat ou sur les bateaux de l'armada.

compris son aile gauche, s'est refusée à faire un seul pas en avant sans les dirigeants de la CNT.

Les dirigeants du POUM ont répété en guise d'explication certaines phrases de leurs publications en anglais et rappelé la façon dont ils ont conseillé aux dirigeants de la CNT de défendre la révolution (82). Eux qui avaient maintenu leur "indépendance" formelle à l'égard des syndicats dirigés par les anarchistes, se refusant à combattre dans les syndicats et milices de la CNT — comme de l'UGT —, se sont montrés incapables d'agir politiquement comme une force indépendante.

« En réalité, l'attitude des dirigeants du POUM a été hésitante. Ils n'avaient jamais été en faveur d'une insurrection avant que ne soit gagnée la guerre contre Franco ; d'autre part, les ouvriers étaient descendus dans la rue et les dirigeants du POUM avaient adopté la ligne (...) que lorsque les ouvriers sont dans la rue, les partis révolutionnaires ont pour devoir d'être avec eux. De là le fait que, tout en déclamant des mots d'ordre révolutionnaires comme le "ressurgissement de l'esprit du 19 juillet", etc., ils ont fait tout leur possible pour limiter l'action des ouvriers à la défensive (...). La Batalla aussi a donné des instructions pour qu'aucun soldat ne quitte le front (...). Ceux qui étaient en contact direct avec les dirigeants du POUM à ce moment m'ont raconté qu'en réalité ils étaient accablés par tout le conflit, mais qu'ils pensaient qu'ils devaient y participer. Ensuite, bien sûr, tout le monde a tenté de capitaliser, comme cela se passe toujours. Gorkin, un des dirigeants du POUM, allait parler plus tard des "glorieux jours de mai". » (83).

C'est ce que dit un partisan et défenseur du POUM, Orwell.

Les dirigeants du POUM eux-mêmes reconnaissent qu'ils ne croyaient pas aux possibilités de ce mouvement.

"Notre parti s'est placé aux côtés du mouvement, tout en le sachant condamné à l'échec" (84).

Était-il condamné à l'échec ? Les dirigeants de la CNT reconnaissent que, s'ils

l'avaient voulu, ils auraient pris le contrôle de la Catalogne sans rencontrer aucune résistance sérieuse. Pourquoi donc ce mouvement aurait-il été destiné à l'échec ?

On avance trois arguments :

1. — "Cela aurait donné la victoire à Franco."

C'est ce que clame Carrillo, qui a bien des raisons de justifier l'écrasement de l'insurrection de mai (85). Pourquoi aurait-il apporté la victoire à Franco ? La victoire de l'insurrection à Barcelone aurait-elle affaibli ou renforcé le front républicain ? Ce front s'était dressé avec la mobilisation révolutionnaire de juillet 1936, dirigée par les ouvriers de Barcelone. Le renforcement de cette révolution renforçait le front. Il ne fait aucun doute que ceux qui utilisent cet argument (parmi lesquels semblent se compter des dirigeants du POUM, selon la phrase de Orwell citée auparavant) pensent que l'insurrection allait provoquer la division, la guerre civile dans le camp de la République.

En réalité, la division et la guerre civile, c'était les stalinien qui étaient en train de l'organiser et, avec eux, tous ceux qui voulaient détruire les organes nés de la révolution. En mai 1937, le conflit était là : la question était de savoir comment il se dénouerait. Le résoudre contre la révolution a préparé la victoire de Franco. Le résoudre en faveur de la révolution aurait permis de battre Franco.

(82) "Ils disent avoir fait des propositions très combatives et révolutionnaires dans l'entrevue avec le comité régional (de la CNT, NDT). Croyons-les sans plus de preuves. Mais une direction révolutionnaire ne se distingue pas seulement par ses propositions révolutionnaires, mais avant tout par son activité pour les mettre en pratique quand les autres dirigeants s'y opposent. La direction du POUM s'est maintenue constamment à la remorque de la direction anarchiste, craignant de s'en séparer quand elle se refusait à marcher avec les masses" (G. Munis, *Jalones de derrota*, p. 304).

(83) *Hommage à la Catalogne*, édition anglaise Penguin, 1989, pp. 221 et 222.

(84) J. Gorkin, *Canibales políticos*, Mexico, 1941, p. 70.

(85) "Si le POUM avait été plus fort, le coup de mai aurait pu provoquer la défaite de la république et la victoire fasciste à ce moment même" (Santiago Carrillo, prologue à *Tres años de lucha*, de J. Diaz, Barcelone, 1978, p. 10).

2. — *“Le prolétariat du reste de l’Espagne n’aurait pas suivi celui de Catalogne.”*

Telle semble être la conviction de Nin, pour qui la renonciation à construire un parti révolutionnaire à l’échelle de toute l’Espagne paraît conduire à une perte de confiance dans le prolétariat d’Espagne comme classe unie, qui fit la révolution en 1936-1937. Sans aucun doute, à Madrid en particulier, les staliniens avaient un plus grand contrôle de la situation, mais leur contrôle, reposant sur leurs intrigues au sein des institutions républicaines, impliquait avant tout la subordination des organisations ouvrières à ces institutions. L’affirmation du pouvoir ouvrier en Catalogne leur aurait coupé l’herbe sous le pied. Les ouvriers basques, lassés du sabotage nationaliste, auraient facilement suivi, et l’armée de Mola se serait vue prise dans l’invincible tenaille du front Nord et du front d’Aragon. Les Asturies auraient retrouvé la voie de 1934. Les ouvriers de la CNT, des secteurs entiers de l’UGT, les travailleurs agricoles, le front d’Estrémadure auraient vu la voie ouverte pour défaire le fascisme.

3. — *“La France et l’Angleterre n’auraient pas toléré une république ouvrière.”*

Horacio Prieto, le secrétaire du comité national de la CNT, qui organisa l’entrée de celle-ci au gouvernement, pensait :

“Les libertaires ne sont pas préparés psychologiquement pour s’imposer dans la zone républicaine, et encore moins pour gagner la guerre contre le fascisme. Si, dans la plus improbable des hypothèses, ils avaient triomphé à la fois contre les fascistes et les autres antifascistes, les puissances étrangères auraient étouffé la révolution par le blocus économique et l’intervention armée” (86).

“Aucune personne connaissant un minimum la situation ne peut dire que (...) les masses britanniques et françaises étaient disposées à partir en guerre pour l’Espagne (...). Il faut prendre en compte que près de la moitié des organisations du prolétariat français sont sous la férule des staliniens et le reste est dominé par les socialistes” (87).

Mais la réalité est que si les gouvernements français et anglais s’acharnaient à

écraser la révolution en Espagne, c’était par peur de leurs propres classes ouvrières. La France avait connu, avec la grève générale de 1936, ce que Trotsky avait défini comme le commencement de la révolution française. Mais un tournant en Espagne aurait contribué à forger les conditions pour surmonter les reculs imposés par le Front populaire. Le développement de la révolution en Espagne aurait aussi eu des répercussions au Portugal et dans d’autres pays.

En réalité, tous les arguments condamnant l’insurrection de mai 1937 reviennent à nier tout avenir à la classe ouvrière et à l’humanité. Ils ont été répétés sous toutes les formes depuis soixante ans sans parvenir à démentir ce qu’affirmait Trotsky :

“Si le prolétariat de Catalogne avait pris le pouvoir en mai 1937, il aurait rencontré un soutien dans toute l’Espagne. La réaction bourgeoise stalinienne n’aurait pas pu réunir deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Sur le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans se seraient placés aux côtés du prolétariat catalan, ils auraient ainsi isolé l’armée fasciste, déclenché chez celle-ci un processus de désintégration irréversible. Dans ces circonstances, il est douteux qu’un quelconque gouvernement étranger se serait risqué à envoyer ses régiments sur le territoire espagnol embrasé.”

LE MAROC, L’UN DES PROBLÈMES ESSENTIELS

Nombre d’historiens et d’acteurs de la capitulation cherchent à écarter la possibilité d’un soulèvement du Nord du Maroc (alors territoire sous domination espagnole), qui aurait englouti l’arrière-garde de Franco et disloqué les unités militaires marocaines (“maures”), qui, pour l’essentiel, se trouvaient dans le camp “national”.

Les partisans de la IV^e Internationale étaient entièrement fondés à dire que reconnaître et déclarer l’indépendance du Maroc constituait, conjointement avec la

(86) César M. Lorenzo, p. 235.

(87) *Vanguard*, février 1939.

réforme agraire, l'une des clés de la victoire sur Franco. Les "républicains" s'y refusèrent.

Le témoignage de David Rousset (88) est de ce point de vue important, car il montre pourquoi les négociations menées avec les organisations anticolonialistes du Maroc n'aboutirent pas.

David Rousset a été membre de la IV^e Internationale, avec laquelle il devait rompre en 1945 sur des positions explicitement pro-staliniennes, avant de suivre un parcours politique en dehors du mouvement ouvrier.

En 1936, c'est comme membre du Parti ouvrier internationaliste (section du Mouvement pour la IV^e Internationale) qu'il se trouve au Maroc.

Ses liens avec le Comité d'action marocain, organisation qui représentait le mouvement nationaliste et dont les responsables étaient Al Fassis Ouazzani et Omar Abdeljalil, l'amènent à faciliter une rencontre avec le comité central des milices à Barcelone.

Jean Rous, alors membre du secrétariat international du Mouvement pour la IV^e Internationale, et le militant anarcho-sindicaliste Robert Louzon organisèrent cette rencontre.

David Rousset explique dans ses souvenirs (voir *Une vie dans le siècle*, pp. 40 à 44) :

"Les Marocains soumièrent le principe suivant : nous sommes prêts à organiser un soulèvement militaire dans la zone espagnole, dans le Rif, mais nous ne le ferons qu'à une condition expresse, qu'on nous reconnaisse l'indépendance.

Le projet de traité (...), tout en reconnaissant l'indépendance, il maintenait des liens très étroits entre l'ancienne métropole et l'ancienne colonie. Fin septembre, les termes en étaient définitivement fixés. Le comité central des milices approuva le texte et nous passâmes à un autre stade.

Le projet fut soumis à tous les partis catalans, sans exception. Tous les partis catalans approuvèrent le projet de traité d'indépendance, y compris le Parti communiste.

Nous passâmes au troisième stade, le gouvernement de la Généralité, et le gouvernement de la Généralité approuva le texte du traité, qui devint ainsi un traité officiel entre la délégation marocaine et le gouvernement de la Généralité.

Cela fut sanctionné dans une cérémonie, avec échange de signatures, photos, films, etc. C'était donc quelque chose de totalement officiel. Les contacts avec les tribus marocaines du Rif avaient déjà commencé. Le problème de l'argent et des armes avait été résolu, et dans la pratique les opérations militaires auraient pu commencer rapidement.

Mais la Généralité n'avait pas pouvoir de décider au nom de la République espagnole. On passa au quatrième stade : une négociation directe avec le gouvernement de Madrid.

A ce moment, je fus écarté des négociations. Il était clair que les Espagnols ne voulaient pas qu'un trotskyste français se mêle trop de cela. Ils n'avaient pas pu l'empêcher à Barcelone, où les choses se posaient d'une façon un peu différente, mais ils ne voulaient pas cela continue. Ouazzani et Abdeljalil partirent seuls (...).

Je raconte ce qu'ils me disent. Ils se sont trouvés devant Largo Caballero, qui avait été soumis à une pression très forte de Paris et de Londres. Comment Londres et Paris avaient-ils été informés ? Je ne le sais pas, mais ils étaient informés et totalement hostiles. De la part de Paris, cela se comprend, car le gouvernement Blum se demandait ce qui allait se passer si on arrivait effectivement à une indépendance du Rif.

Ainsi, le gouvernement espagnol expliqua à la délégation marocaine qu'il ne pourrait pas signer le traité de Barcelone (...). Ils (les représentants marocains) expliquèrent au gouvernement espagnol qu'(...) ils étaient prêts et qu'il était possible d'entreprendre rapidement des opérations (militaires), mais à une seule condition, celle du traité de Barcelone. »

Rousset ne dit rien sur l'intervention du Kremlin dans l'affaire, qui avait pour cou-

(88) Emile Copferman, *David Rousset, une vie dans le siècle*, Plon, Paris, 1991, pp. 40-44.

tume d'être le meilleur faire-valoir des intérêts de l'impérialisme français, à l'amitié duquel il était prêt à sacrifier la révolution espagnole.

Ce qui se passa avec le Maroc n'est pas un cas isolé : c'est la même chose que firent les dirigeants des organisations ouvrières avec la revendication de la terre à celui qui la travaille et avec chacune des clés politiques du soulèvement révolutionnaire de 1936, qui pouvaient apporter la victoire contre Franco.

VERS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Le soulèvement insurrectionnel du prolétariat d'Espagne à Barcelone en mai 1937 fournissait la possibilité de mettre fin aux capitulations devant l'impérialisme et d'affirmer le pouvoir de la classe ouvrière, seule à même de garantir les revendications des ouvriers, des paysans, des peuples d'Espagne et des peuples des colonies.

Là résidait la possibilité d'écraser Franco avec le soutien de l'action de la classe ouvrière internationale.

Les dirigeants de la CNT se refusèrent à occuper la place qui était la leur à la tête de l'insurrection. Les dirigeants du POUM ne voulurent pas s'allier avec les secteurs de l'anarcho-syndicalisme (les Amis de Durruti) qui étaient prêts à lutter pour la victoire.

Ils détruisaient ainsi les bases de la seule République possible, celle des comités et des milices révolutionnaires, des ouvriers et paysans. Le seul bénéficiaire serait Franco.

Nous avons, au début de cet article, résumé les conséquences immédiates de cette attitude. Les organisations ouvrières furent détruites, la guerre civile aboutit à la défaite.

Dans cette défaite, une place majeure a été tenue par la terreur massive dans le mouvement ouvrier organisée par Staline, dont l'emblème fut l'enlèvement, la torture et l'assassinat d'Andrés Nin.

La république qui vainquit les insurgés de mai était la mort de la République.

La chute de Barcelone, la capitale de la révolution espagnole, condamnait Madrid et ouvrait la voie à l'avance du fascisme et à la Deuxième Guerre mondiale impérialiste.

La IV^e Internationale, comme le dit son programme, se fonde sur les leçons du combat mondial de la classe ouvrière pour son émancipation, sur ses victoires comme sur ses défaites, sur les leçons de la révolution espagnole comme sur celles de la révolution victorieuse d'Octobre 1917.

La trahison des ouvriers insurgés imposa un recul à la révolution ouvrière, elle eut un coût extrêmement élevé pour les travailleurs et les peuples d'Europe et du monde.

Les leçons de mai

LES PROCÈS DU POUM ET DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES

"En relation avec le prétendu rapt de Nin (...), les personnes qui ont emmené Nin connaissaient parfaitement la situation de l'hôtel, aussi bien extérieurement qu'intérieurement, et leur seul objectif était de le soustraire à l'action de la poli-

ce et de la justice ; on peut donc présumer qu'il s'agit d'individus déguisés en soldats armés de fusils, qui pourraient être en contact avec des éléments factieux intéressés à ce qu'avec la disparition de Nin, les faits dont il est accusé restent impunis (...).

A ce jour, on n'a trouvé aucune piste permettant de connaître le lieu où se trouve Nin, ni aucun des individus auxquels nous avons fait référence (...).

Madrid, le 24 juin 1937. Le commissaire en chef, PAJ, Ucedo." (89).

« Peu après le 18 juillet 1936, le parti intitulé Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) a commencé (...) une propagande démagogique extrêmement intense, où, sous prétexte de différences doctrinales avec l'ensemble des organisations politiques et ouvrières qui, depuis ce 18 juillet, se sont opposées par les armes à l'armée rebelle, il attaque violemment ces organisations, la République et son gouvernement central, ainsi que les gouvernements autonomes de Catalogne et d'Euskadi (...).

Et alors que la situation militaire de la République est d'autant plus angoissante que l'indifférence internationale est plus grande envers elle, la provocation du POUM atteint le point final qu'il s'était proposé : provoquer les journées d'affrontement armé du 3 au 7 mai 1937 en Catalogne, qui ont eu aussi des répercussions à Valence et en Aragon (...). La "Division 29", formée dans son immense majorité de militants ou de sympathisants du POUM (...), a abandonné les positions qu'elle occupait face à l'ennemi sur le front d'Aragon (...), au point que le gouvernement de la République dut envoyer des forces d'autres fronts pour combler la brèche ouverte (...).

Tout cela mit la Catalogne et le reste de l'Espagne loyale au bord d'une intervention directe des puissances européennes, notamment de l'Italie (...). Peu de temps après les faits relatés, on découvrit à Madrid une organisation fasciste d'espionnage, avec à sa tête l'architecte Javier Fernandez Golfín, sur lequel on intercepta un plan de Madrid, millimétré, qui devait être remis au camp factieux, et au dos duquel, à l'encre sympathique, on trouva écrit, suivant un code déchiffré par l'état-major (...):

« Votre ordre sur l'infiltration de nos hommes dans les rangs extrémistes anarchistes et du POUM sont menés à bien avec succès... En accomplissement de votre ordre, je suis allé moi-même à Barcelone pour rencontrer le membre actif du POUM, N. (...). Il m'a promis d'envoyer à Madrid des gens nouveaux pour développer l'activité du POUM. Avec ces efforts, le POUM deviendra, au même niveau qu'à Barcelone, un appui ferme et efficace de notre mouvement." (...). On parvient à la conclusion que le POUM, comme entité sociale dirigée par

son comité exécutif, était en contact intime avec les organisations fascistes de l'Espagne rebelle, au service desquelles il était, ainsi qu'en relation directe avec les organisations internationales connues sous l'appellation générique de "trotskystes" et dont les agissements au sein d'un pays ami de la République espagnole soulignent qu'ils se trouvent au service du fascisme européen et asiatique. Et c'est en parvenant à ce point (...) que se dessine clairement toute la ligne de conduite suivie par le POUM depuis le moment où s'est produit le soulèvement militaire jusqu'à ce jour : un parti qui, sous couvert d'un gauchisme strident et d'une prétendue doctrine révolutionnaire, était, au moyen de son comité exécutif, au service des généraux traîtres et des nations totalitaires qui envahissent notre patrie. Il faut dire que la masse ouvrière alliée au POUM n'a rien été d'autre qu'un instrument aveugle de ses dirigeants (...). Dans le cadre des agissements individuels des inculpés, il faut placer au premier rang Andrés Nin Perez (...). Arrêté le 16 juin 1937, Andrés Nin a été transféré vers une prison de Madrid et de là dans un hôtel habilité pour servir de prison, situé à Alcalá de Henares, d'où il est parvenu à s'évader le 22 juin 1937 à 21 heures 30 (...).

L'accusation (...), après que les preuves aient été établies dans l'acte d'accusation, se réserve le droit de réclamer la peine qu'elle estime juste. Mais il est demandé, bien entendu, que soit décrétée la dissolution du Parti ouvrier d'unification marxiste » (90) (conclusions provisoires du procureur, Barcelone, 12 juin 1937).

Plus d'un an s'écoule entre ce réquisitoire, qui reprend le langage des procès de Moscou, et la sentence, rendue le 29 octobre 1938. Plus d'un an pendant lequel s'est développée une mobilisation internationale contre les calomnies et pendant lequel il s'est imposé à toute personne de bonne foi que Nin ne s'était pas "évadé", mais qu'il avait été assassiné.

La sentence est ainsi rédigée :

« Le Parti ouvrier d'unification marxiste (...) fut un de ceux qui, dès les pre-

(89) *El Proceso del POUM. Documentos judiciales y policiales*. Ed. Lerna, Barcelone, 1989, pp. 34-35.

(90) *Ibidem*, pp. 152 à 156.

miers instants du soulèvement, luttèrent contre les rebelles aux côtés des autres éléments antifascistes (...).

Troisièmement, considérant : que le décret-loi du treize février 1937 n'est pas applicable en cette affaire, dans la mesure où il définit et sanctionne exclusivement des actes d'espionnage et/ou des faits déclarés avérés, il ne se dégage pas que ceux-ci puissent se trouver compris dans les numéros deux, trois et quatre de l'article premier de la disposition indiquée, par lesquels le ministère public accuse, étant donné qu'il ne s'agit ni d'activités réalisées avec un caractère secret ou réservé ni qu'il n'existe d'aide d'aucune sorte à des organisations ou groupes sociaux soumis à l'influence d'Etats étrangers qui favoriseraient la guerre contre le gouvernement légitime, ni dans le but de seconder des desseins de nationaux ou d'étrangers en armes contre la République" (sentence rendue le 29 octobre 1938 à Barcelone dans l'affaire (...) instruite pour délit d'espionnage contre l'inculpé Juan Andrade [91]) (souligné par nous).

Cette sentence reconnaît la fausseté des accusations d'"hitléro-trotskyisme", qui avaient été à la base de l'arrestation des dirigeants du POUM, de la fermeture des locaux du parti, de la suspension de l'organisation, du procès de ses dirigeants.

D'importants secteurs du mouvement ouvrier et démocratique, notamment au sein des Partis socialistes et dans les organisations syndicales, participèrent à cette campagne internationale. La campagne fut impulsée, d'une part, par les organisations du Bureau de Londres et, d'autre part, par le Mouvement pour la IV^e Internationale. Le principal point d'appui de la campagne fut la fermeté militante de Nin, de Wolf et de nombreux autres militants, qui, soumis aux pires tortures, ne capitulèrent pas. Leur refus de signer les "accusations" déjoua les plans de Staline.

Par son héroïque comportement devant les bourreaux, Andrés Nin se comporta comme le révolutionnaire qu'il était :

"Pour nous, militants trotskystes, Andrés Nin fut non seulement l'un des penseurs de la Catalogne et un de ses intellectuels, mais aussi un dirigeant international d'une valeur inestimable

pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, de l'ensemble des peuples d'Espagne ainsi que des intérêts du prolétariat international (...).

Andrés Nin, de même que tous les militants du POUM, refusa de collaborer avec la bande qui occupe le pouvoir à Moscou. Il n'a pas voulu que son parti, le POUM, soit un instrument du stalinisme. Il a refusé de collaborer avec la GPU et a défendu les intérêts de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne" (lettre de Pierre Lambert, le 25 mai 1983, à la commission d'organisation de l'hommage à Nin) (92).

Des responsables ouvriers comme Largo Caballero et Federica Montseny témoignèrent en faveur des dirigeants du POUM et revendiquèrent le droit à la libre expression, le droit à la critique dans le mouvement ouvrier, la démocratie. Les accusateurs prétendaient que les dénonciations du rôle et des actions du gouvernement Caballero, des institutions, étaient des crimes de sabotage et méritaient la dissolution du POUM, ce à quoi Caballero et Montseny opposèrent toute la tradition du mouvement ouvrier de démocratie interne et de lutte pour la démocratie.

Les dirigeants du POUM ont été arrêtés le 16 juin 1937 sous le coup d'une fabrication des services de sécurité de Madrid contrôlés par les staliniens (le plan de l'architecte Golfin, auquel ils ajoutèrent quelques inscriptions). La nuit du 21 est la date officielle de la disparition de Nin. Et c'est le 23 juin qu'est publié le décret instituant le tribunal spécial pour les délits d'espionnage, de haute trahison, de terrorisme, dont la rédaction paraît être taillée sur mesure pour les accusations truquées contre les dirigeants du POUM. Tout ce trucage réalisé avec la complicité de tous ceux qui participaient au gouvernement Negrin ne parvint pas à répéter les procès de Moscou.

Ce ne fut pas là la seule tentative. Il y eut des procès contre d'autres membres du POUM. Il y eut des assassinats et des enlèvements d'autres militants ouvriers, anarchistes et trotskystes.

(91) *Ibidem*, pp. 479, 481, 486 et 487.

(92) *Combate Socialista*, n° 83, 10 juin 1983.

Le 13 février 1938, un groupe de militants de la section bolchevique-léniniste (du Mouvement pour la IV^e Internationale) étaient arrêtés, torturés un mois durant à la préfecture supérieure, située via Layetana, sans avocat ni instruction judiciaire.

Le prétexte, en l'occurrence, était la mort d'un agent du SIM (service secret de l'armée républicaine).

Grandizio Munis, qui était alors l'un des responsables de l'organisation trotskyste en Espagne, a écrit au sujet de cette affaire :

« Donnant satisfaction à la demande de la GPU, le tribunal de haute trahison et d'espionnage numéro 1 demandait ma tête et celle de deux autres trotskystes, Fernandez et Carlini (...). Il n'a pas trouvé en nous (...) des capitulards complaisants.

(...) Huit misérables flics professionnels (...), tous avec la carte du parti "communiste" en poche et dirigés par Menendez, alors directeur général de la Sécurité et instrument stalinien, prétendent me faire avouer, en me torturant, que j'étais un agent terroriste et un espion au service de Franco, et que mon organisation favorisait la victoire de l'ennemi.

(...) Ce processus était un calque des procès de Moscou contre les vieux bolcheviks. Les accusations politiques, à savoir publication illégale de La Voz Leninista, participation aux événements de mai, lutte pour un front unique ouvrier pour renverser le gouvernement de Negrin au profit de la dictature du prolétariat, etc., n'intéressaient en réalité pas la GPU, qui, depuis les coulisses et par le biais de Menendez (...), organisait le procès.

L'accusation que la GPU tenta de mettre en avant avec un grand luxe de falsifications et de tortures n'était pas autre chose qu'une traduction espagnole des accusations portées à Moscou contre les hommes qui avaient fait la révolution en 1917 : projet d'assassinat de Negrin, de Prieto, de Comorera, de la Pasionaria et de je ne sais qui, sabotage et désorganisation à l'arrière-garde pour favoriser la victoire de Franco, espionnage au profit de l'ennemi, et, à titre d'essai, assassinat d'un capitaine russe. » (G. Munis) (93).

Ces militants de la IV^e Internationale furent jugés par un tribunal semi-militaire, à huis clos et initialement sans défense juridique. Le procureur requit la peine de mort pour les trois militants. En pleine campagne internationale, les autorités décidèrent que le procès aurait lieu après celui du POUM, et reportèrent l'audience au 26 janvier 1939, qui allait être précisément la date de la chute de Barcelone aux mains de Franco.

Ce qui était en jeu dans ces procès, c'était une question cruciale pour tout le mouvement ouvrier. En effet, le prolongement à Barcelone des sinistres procès de Moscou impliquait la tentative d'imposer la terreur et la calomnie dans le mouvement ouvrier international.

Des militants, des responsables, des organisations, des courants entiers du mouvement ouvrier étaient accusés d'être des agents du fascisme. Et ceux qui lançaient ces accusations prétendaient représenter la révolution d'Octobre et l'Internationale communiste.

Le stalinisme était à son apogée, nourri par les défaites qu'il avait provoquées en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Chine, en Espagne. En général, les "intellectuels progressistes" soutenaient Staline et, au nom de "l'unité", de larges secteurs du mouvement ouvrier demeuraient silencieux.

Mais la mobilisation internationale pour la démocratie dans le mouvement ouvrier, pour la démocratie, obligea à retirer ces accusations à Barcelone. Il était monstrueux d'accuser ainsi des militants ouvriers, des secteurs du mouvement ouvrier. Que cherchait-on ? Quels intérêts poussaient les calomnies stalinienne ? Que représentait le stalinisme dans le mouvement ouvrier international ?

Pour qui n'aurait pu le voir en URSS, en Chine ou en Allemagne, l'expérience de l'Espagne devait s'avérer éclairante, et elle le reste aujourd'hui. Mais les ouvriers espagnols, avec leurs organisations, n'ont pas eu l'occasion de tirer le bilan, qui reste à faire.

(93) *Jalones de derrota, promesa de victoria*, Bilbao, Zyx, 1977, pp. 461-462.

LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

Les dirigeants du POUM furent cependant condamnés par le tribunal spécial pour délit de rébellion, pour avoir cherché à

“instaurer en Catalogne et si possible dans le reste de l’Espagne un régime politique et économique différent du régime actuel (...) et même si les faits violents survenus à Barcelone furent à leur début un mouvement spontané de noyaux pour empêcher l’autorité légitime de mener à bien la confiscation de la Telefonica, cette situation fut mise à profit et utilisée par certains des accusés pour réaliser leurs desseins et fins au travail préparatoire qu’ils étaient en train de mener de remplacer le régime constitué par celui que proposait leur parti” (94).

Cette condamnation se situe historiquement dans la continuité de celle qui avait frappé les dirigeants du mouvement d’octobre 1934. En fait, elle attribue à ces dirigeants plus que ce qu’ils ont fait. Elle vise en réalité le prolétariat d’Espagne, l’ensemble du mouvement révolutionnaire qu’il développe de 1931 à 1936-1937.

Cette sentence d’un tribunal antidémocratique revendique la “légitimité” des institutions de la République contre le mouvement démocratique des ouvriers et paysans, des citoyens qui avaient chassé la monarchie et lutté pour établir leur propre pouvoir. Elle revendique la “légitimité” de mener le camp républicain à la défaite, de donner la victoire à Franco.

La “légitimité des institutions de la République”, utilisée contre la démocratie et la révolution ouvrière, n’avait d’autre signification que la soumission du mouvement ouvrier aux exigences de la France et de l’Angleterre, de l’impérialisme “démocratique”, dont le principal protecteur devant le mouvement ouvrier était Staline.

« Ce qu’on appelle la “patrie des travailleurs” est complice dans cette œuvre de bourreaux de la révolution ; en raison du soutien que lui fournissent les puissances capitalistes démocratiques contre

la menace fasciste sur son existence, elle leur immole l’avenir de liberté du peuple espagnol. »

C’est ainsi qu’un militant ouvrier exprimait à l’époque le jeu de Staline, vendu aux puissances capitalistes “démocratiques”, travaillant pour elles, comme bourreau de la révolution ouvrière.

Cette subordination à l’impérialisme que l’on définissait comme “démocratique”, c’est-à-dire aux gouvernements bourgeois de France, d’Angleterre, des Etats-Unis, infecta tout le mouvement ouvrier, y compris les ailes gauches du PSOE et de l’UGT, de la CNT et de la FAI, et le POUM.

En voici un exemple : Negrin, du centre-droit du PSOE, s’oppose à la nomination de Caballero comme chef de l’Etat en argumentant :

“Cherche-t-on décidément à perdre la guerre ? S’agit-il d’un défi à l’Europe ?” (95).

Mais Caballero en personne, qui sans aucun doute a renoncé pour cette raison à renverser Giral et à former un gouvernement ouvrier, dit aux anarcho-syndicalistes, qui exigent que le “gouvernement” soit remplacé par un “conseil de défense” pour y participer :

“Ecoutez, si nous acceptions ce que vous proposez, de fait, nous nous mettrions sur le même pied que la junte de Burgos (les autorités franquistes). Nous perdriions la carte maîtresse que représente l’existence d’un gouvernement légitime de la République (...). Vous devez laisser les scrupules de bonne sœur et nommer vos représentants au gouvernement, et je vous promets que je ferai tout mon possible pour aider les collectivisations et pour qu’il y ait répartition équitable des armes, pour que les communistes, qui sont votre grande crainte, ne commencent pas à monopoliser tout, avec le chantage de l’aide russe” (96).

(94) *El Proceso del POUM*, p. 487.

(95) J. Zugazagoitia, *Historia de la guerra en España*, p. 137.

(96) Federica Montseny, dans des déclarations à *Tiempo de Historia*, juin 1977.

Le journal de Caballero, *Claridad*, dit encore à ce sujet :

“Une transformation radicale des organes de l’Etat entraînerait, sur le champ, une perte de continuité, qui pourrait nous être fatale. D’autre part, nous avons engagé une bataille à Genève (à la Société des nations)” (97).

“Tout aussi important que faire face aux nécessités purement militaires de la guerre civile, il s’agit aujourd’hui de donner aux institutions légitimes du régime un profil qui inspire à l’étranger le moins possible de suspicions” (98).

Cette position est partagée par Horacio M. Prieto, celui qui mène la CNT au gouvernement. Il assure qu’il n’est pas nécessaire de changer le nom du gouvernement en “Conseil de défense nationale”, comme l’exige la CNT, parce que cela “signifie un manque total de réalisme, compte tenu des puissances étrangères et de l’aspect international de la guerre” (99). A la gauche de la CNT-FAI, Garcia Oliver, pour sa part, déclare que pour obtenir une aide militaire de la “bourgeoisie internationale”, il est nécessaire de “donner l’impression que ce ne sont pas les comités révolutionnaires qui ont le contrôle, mais le gouvernement légal” (100).

On sait que les “puissances démocratiques” décrétèrent conjointement ce qu’on a appelé la “non-intervention” dans la guerre d’Espagne, qui était un boycott du camp républicain, tandis que Hitler et Mussolini soutenaient ouvertement Franco. Des secteurs du gouvernement anglais qui appuyaient Franco, et le gouvernement français de Front populaire, qui tenait la première ligne, à savoir la frontière, se coalisèrent pour isoler le camp républicain. L’impérialisme “démocratique” soutenait donc Franco. Pour lui, l’important, c’était de barrer la voie à la révolution en Europe. Il utilisait Staline pour refermer la tenaille de la pression sur le mouvement ouvrier, sur Caballero et la CNT, avec le chantage à l’envoi des armes et l’usurpation du drapeau de la révolution russe.

La subordination à l’impérialisme “démocratique”, qui était déjà présente dans les hésitations des dirigeants socia-

listes en 1934, finit par détruire les milices, les syndicats, le PSOE, et par engloutir toutes les conquêtes démocratiques. Mais cette destruction du mouvement n’a pas été recherchée délibérément par le seul fascisme, mais aussi par le NKVD et la Tchéka. L’accusation d’“hitléro-trotskyisme”, d’agent du fascisme, portée contre tout secteur du mouvement ouvrier qui voulait préserver le moindre degré d’indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis des institutions de l’Etat et vis-à-vis de l’impérialisme, les tortures, les assassinats, l’emprisonnement de milliers de militants relèvent de la nécessité de refuser d’emblée toute existence indépendante du mouvement ouvrier.

Il n’est en rien étonnant que les partisans de la IVe Internationale et leur petite section en Espagne aient subi durant ces années-là les attentats assassins aussi bien de la Tchéka que de la Phalange. Mais cette répression réactionnaire a atteint Nin et les militants du POUM, elle a atteint des dizaines de milliers d’anarchistes, de militants de l’UGT.

La terre stalinienne n’est pas un phénomène du hasard, elle relève de l’impérialisme nécessaire pour l’impérialisme de détruire toute existence indépendante des organisations ouvrières, besogne que l’impérialisme, à une phase avancée de décomposition de notre époque où la source de la réalisation des profits est avant tout constituée par la spéculation, continue à organiser par les guerres, la destruction de la législation du travail, les ONG et toutes sortes d’opérations minutieusement calculées pour liquider l’indépendance des syndicats et leur existence indépendante elle-même.

L’UNITÉ OUVRIÈRE

Dans tout le procès du POUM, procureurs et policiers, juges spéciaux, dans

(97) 30 septembre 1936.

(98) 31 octobre 1936.

(99) César M. Lorenzo, pp. 227-228.

(100) Discours publié dans *Le Libertaire*, 24 juin 1937.

leurs accusations, répètent qu'ils refusent au POUM le droit de ne pas être d'accord, celui de critiquer les institutions et de manifester des désaccords avec les positions des autres organisations ouvrières et antifascistes. En fait, le droit à ne pas être d'accord avec le Front populaire, auquel il avait cependant participé. C'est cela que ces accusateurs appellent "rompre l'unité ouvrière".

L'unité ouvrière s'est réalisée dans les Asturies en octobre 1934, et le fait qu'elle ne se soit pas réalisée dans toute l'Espagne à ce moment-là a été décisif dans l'échec de l'insurrection.

La conjonction républicano-socialiste d'abord et le Front populaire ensuite provoquèrent la division ouvrière. Et surtout, en 1936, le fait que des secteurs du mouvement ouvrier influencés par le stalinisme se soient efforcés de reconstruire l'Etat bourgeois a engendré la plus grande division, en allant contre les milices, contre les syndicats, contre les comités et patrouilles, qui étaient la base de la révolution et de la République.

La prétendue "unité ouvrière" à laquelle se réfèrent les imitateurs de Vychinski (101), et qui se fondait sur la négation de l'indépendance des organisations ouvrières et de la démocratie en leur sein, c'était l'unanimité pour accepter les diktats de l'impérialisme, ce qui est le contraire de l'unité de la classe pour défendre ses intérêts et lutter pour la démocratie contre l'impérialisme et la bourgeoisie. Cette unité ouvrait la voie à Franco.

En opposition complète avec l'unité UGT-CNT réalisée dans les Asturies en 1934, il y a le pacte de 1938 entre l'UGT et la CNT (102), par lequel une direction de l'UGT, lâche et dénaturée, satellite du PCE (103), établit un "programme concret" d'action avec une CNT renonçant elle aussi à ses positions. Ce programme "d'unité" n'est rien d'autre que celui du gouvernement qui organise la défaite.

Les centrales, qui en juillet 1937 contrôlaient le pays, ont été réduites par l'action contre-révolutionnaire que dirige le stalinisme à la situation de courroies de transmission du gouvernement du désastre :

"Travailleurs ! L'unité signifie la garantie que rien ni personne ne pourra réduire vos conquêtes révolutionnaires, que la classe ouvrière continuera à avancer dans la voie de son émancipation définitive."

"Dans le souci permanent de gagner la guerre et d'assurer les conquêtes politiques et économiques réalisées par le prolétariat durant la révolution", la première chose que fait le programme, c'est saluer "les grands progrès remportés dans la formation de l'armée populaire" aux dépens des militants de l'UGT et de la CNT, autour de laquelle, "unis, ils imprimeront à toute la production un rythme de victoire". En soutien au commissariat à la Guerre et autres organismes de l'Etat, l'UGT et la CNT se compromettent dans la participation de toutes sortes de conseils nationaux d'industrie de guerre, d'industrie, d'économie...

Cela n'a rien à avoir avec l'unité ouvrière, c'est l'intégration des syndicats à l'Etat, la destruction des organisations ouvrières indépendantes.

Que des militants dévoués et courageux dirigés par Mariano Vasquez et Rafael Gonzalez Peña (qui, trois ans auparavant, présidait le comité révolutionnaire des Asturies) signent cette sentence de mort de leurs organisations donne la mesure de la dégénérescence engendrée dans le mouvement ouvrier par la subordination à l'ombre de la bourgeoisie (104) et à l'impérialisme prétendument démocratique.

Pour nous, militants de la IV^e Internationale, c'est avec fierté que nous pouvons rappeler que, lors du procès contre le POUM, le juge spécial a déclaré

(101) Conseiller stalinien qui a fini par personnifier la calomnie des procès de Moscou.

(102) *Las relaciones entre la UGT y la CNT*, pp. 11 à 122.

(103) *"L'UGT, qui s'est toujours considérée représentée au gouvernement par le Parti socialiste, et maintenant par le Parti socialiste et le Parti communiste."*

(104) Expression employée par Trotsky pour souligner que, tandis que la bourgeoisie, pour l'essentiel, se retrouve avec armes et bagages à Burgos aux côtés de Franco, elle a maintenu à la tête de la République des personnages qui, plus que ses représentants, sont son ombre.

"que le Parti ouvrier d'unification marxiste maintenait des liens constants et chaleureux avec des éléments étrangers perturbateurs de l'unité ouvrière (...). Pour confirmation (...), se trouve jointe aux pièces du dossier une lettre (...) où l'un des accusés, Juan Andrade, membre signalé du comité national du POUM, écrit à son président Andrés Nin, se déclarant au courant de ce que Léon Trotsky invite les véritables bolcheviks-léninistes..." (105).

Dans cette tradition, la IV^e Internationale s'oppose aujourd'hui, en travaillant en commun avec d'autres organisations et responsables, à ce qu'on appelle "l'unicité", qui consiste dans l'unité des organisations syndicales pour collaborer avec les gouvernements dans l'application des plans du FMI, et concrètement les plans de convergence de Maastricht requis par la monnaie unique.

L'unité telle qu'elle s'était forgée aux Asturies en 1934, l'unité des organisations ouvrières indépendantes et démocratiquement organisées pour défendre les revendications, les conquêtes et les droits des travailleurs, est aujourd'hui aussi importante qu'elle l'était en 1937. La défense des syndicats, de leur survie comme organisations indépendantes va de pair avec cette défense des intérêts des travailleurs, qui ne passe pas par la subordination à l'État dans quelque "conseil" que ce soit pour appliquer des plans de convergence, mais elle est liée au développement de toutes les formes de démocratie ouvrière.

A ce sujet, mai 1937 a tranché une divergence fondamentale entre Trotsky et Nin. Ce dernier prétendait que la révolution espagnole, pour lui supérieure à la révolution russe, ne devait pas passer par des organisations de type soviétique, puisque les grandes confédérations, l'UGT et la CNT, existaient déjà. Or toute l'expérience de la révolution, et notamment mai 1937, a démontré :

- que la force des syndicats était liée au développement de milices, de patrouilles, de comités, qui devaient aller plus loin que le cadre strict de chaque syndicat ;

- que la destruction des syndicats était liée au refus d'accorder une pleine souve-

raineté à ces organismes de type comité ou conseil ouvrier. L'insurrection de mai 1937 tout autant que la défense des milices sur le front d'Aragon avaient besoin, et elles ne les ont pas eus, de ces organes de souveraineté des travailleurs. C'est ce refus qui a amené Nin à la capitulation politique en mai 1937.

LA RÉPUBLIQUE, L'AUTONOMIE CATALANE ET LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE

Mai 1937 est aussi le point tournant pour le gouvernement autonome de Catalogne. Bien que des précédents aient abondé, c'est contre le soulèvement ouvrier de mai que Companys renonce aux compétences d'ordre public, qu'il ne recouvrera jamais. A partir de mai, ce qui contraste terriblement avec la situation précédente, la Catalogne perd toute autonomie. La République de Azaña et Staline n'est capable que de reproduire toutes les tares de la monarchie, dont le centralisme oppresseur. Le capitalisme dans sa phase impérialiste est incompatible avec la démocratie.

Au contraire, c'est l'insurrection ouvrière qui assure, dans toute l'Espagne, l'exercice de la souveraineté par les peuples d'Espagne, et cela est plus évident en Catalogne que nulle part ailleurs, où les travailleurs occupent la première ligne dans la lutte contre le soulèvement franquiste.

Bien sûr, les velléités isolationnistes n'ont pas manqué dans le mouvement ouvrier catalan de ces années-là, y compris dans la CNT et le POUM, sans parler de la tentative stalinienne de séparer les ouvriers socialistes et communistes du PSOE et du PCE. Mais cet autonomisme de canton, diviseur, ne doit pas être porté au compte du prolétariat révolutionnaire, mais à celui des institutions bâtarde de la Généralité dans lesquelles, dissolvant les comités de défense, les dirigeants de la CNT et du POUM sont entrés (ceux-ci ont lutté jusqu'au dernier moment pour

retourner au gouvernement de la Generalitat). C'est Companys qui tente de séparer les ouvriers catalans pour mieux les soumettre. Les invocations faites par certains dirigeants ouvriers en mai 1937 demandant aux travailleurs d'abandonner les armes pour sauver l'autonomie de la Catalogne sont dramatiques. Ils exigent des travailleurs qu'ils renoncent à défendre ce que pour eux, à l'échelle de toute l'Espagne, représente la proclamation de la République et la révolution. En fait, ils leur demandent de renoncer à défendre la démocratie. Sur la même ligne, lors du procès des dirigeants du POUM, il est reproché à ceux-ci de s'être opposés aux institutions républicaines, et entre autres aux gouvernements d'Euskadi et de Catalogne.

En réalité, la République de Azaña et de Staline est sur tous les terrains la négation des aspirations démocratiques de 1931 ; et à ce sujet, les protestations de Caballero et de Montseny dans le procès du POUM auquel nous avons fait référence s'avèrent significatives.

Aujourd'hui, l'Etat monarchiste des autonomies a porté à l'extrême le caractère antidémocratique et diviseur de prétendues autonomies, suivant la même logique que celle qui tente d'anéantir l'indépendance des syndicats. Les conditions de plus grande décomposition de l'impérialisme actuel, et concrètement l'œuvre de destruction de l'Europe résumée par Maastricht et qui s'appuie sur l'Europe des régions ne permettent pas autre chose.

La tradition démocratique et républicaine du mouvement ouvrier prend directement ses références dans les aspirations de 1931, dans la démocratie des comités révolutionnaires des Asturies, du comité des milices de juillet 1936 et des barricades de 1937.

NOTRE TRADITION

La IV^e Internationale a été fondée en 1938 sur les fondements de la révolution russe trahie par Staline, mais aussi sur les fondements de la révolution espagnole et les autres expressions de la lutte interna-

tionale de la classe ouvrière pour son émancipation. La lutte pour l'indépendance, la démocratie, l'unité du mouvement ouvrier est le centre même de son combat pour un "*autre ordre économique et politique*", pour utiliser d'expression du magistrat qui condamna le POUM, pour l'expropriation du capital et la démocratie des conseils ouvriers.

La section de la IV^e Internationale en Espagne s'est reconstituée en 1976-1980, dans la continuité directe du Groupe bolchevique-léniniste, qui était sur les ramblas en 1937 sans faillir et sans hésiter du côté de la révolution. Elle a eu pour militants dans ses rangs, aux côtés de nombreux militants issus du PSOE et du PCE, Sebastian Garcia, qui, comme militant des jeunesses du POUM, avait tenu à assister, alors qu'il était recherché par la police et la GPU, mêlé au public, au procès de ses dirigeants, et Manuel Grossi Mier, vice-président du comité révolutionnaire des Asturies de 1934 et dirigeant des colonnes du POUM sur le front d'Aragon.

Cet article veut aider à définir nos bases historiques, organisationnelles et politiques. Il vise à contribuer à l'élaboration collective, qui fera de cette tradition une force aidant les travailleurs dans défense et la reconquête de leurs organisations.

C'est pourquoi il constitue un hommage aux militants de la IV^e Internationale qui donnèrent leur vie pour la révolution espagnole. Et aussi un hommage à Andrés Nin, à tous les martyrs de Barcelone révolutionnaire de mai 1937, à tous ceux qui sont tombés sous les coups des tueurs fascistes et staliniens.

L'HOMMAGE DE LA VÉRITÉ

Les ouvriers, qui, à Barcelone, en mai 1937, voulaient balayer la réaction pour permettre la victoire de la révolution contre Franco, ont été, pendant soixante ans, victimes d'une campagne constante de calomnies, un mur de haine et de silence a été dressé autour de leur combat, qui n'a que très récemment connu quelques brèches. S'abreuvant à l'égout des calomnies staliniennes, les "historiens" de

l'ordre impérialiste ont prétendu faire passer dans l'histoire ces combattants de la classe ouvrière comme des provocateurs, des agents conscients ou inconscients du fascisme. Les plus indulgents, mais non les moins venimeux, les ont traités d'illuminés ou d'utopistes.

Le mouvement ouvrier de 1997 a besoin pour ses prochaines batailles de s'appuyer

sur la lutte des hommes et des femmes de la Barcelone révolutionnaire.

C'est pourquoi il a tout intérêt à rétablir pleinement la vérité des faits. Cet article vise à aider à la discussion et à la recherche sur les événements de mai 1937, qui concernent tous ceux qui sont attachés à l'indépendance ouvrière et à la démocratie.

Chronologie

1930

Janvier : Chute du régime dictatorial de Primo de Rivera.

1931

Avril : Abdication d'Alphonse XIII. Proclamation de la République.

Juin : Elections des Cortès constituantes.

1932

Juillet : Lois sur l'ordre public.

Août : Tentative de soulèvement militaire de Sanjurjo — qui sera l'un des organisateurs, avec Franco, du soulèvement militaire de juillet 1936. Ce putsch échoue.

1933

Novembre : Victoire électorale de la droite lors du renouvellement des Cortès.

1934

Octobre : Soulèvement ouvrier face à la politique du gouvernement de droite. Mouvement insurrectionnel à Madrid et à Barcelone, "Commune" des Asturies.

1935

Septembre : Constitution du POUM.

Octobre : Campagne des partis de gauche pour le rétablissement des libertés démocratiques.

Décembre : Conclusion d'une alliance entre le Parti socialiste et les républicains.

1936

Janvier : Signature du programme électoral commun des partis de gauche (constitution du Front populaire).

Février : Victoire électorale du Front populaire. Déclenchement de grèves et de mouvements d'occupation de terres.

Juillet : Soulèvement militaire dirigé par Franco. La guerre civile commence.

Septembre : Formation de gouvernements de Front populaire à Madrid et à Barcelone (gouvernement de la Généralité de Catalogne, auquel participe le POUM).

Décembre : Le POUM est exclu du gouvernement de la Généralité.

1937

Mai : Insurrection ouvrière à Barcelone. Élimination de Largo Caballero et formation du gouvernement Negrin.

Juin : Le POUM est interdit. Plusieurs de ses dirigeants sont arrêtés, dont Andrés Nin, qui sera remis entre les mains d'une

équipe d'agents staliniens. Nin meurt assassiné après avoir été torturé.

Octobre : Scission de l'UGT organisée par les staliniens.

1938

Echecs des troupes républicaines sur tous les fronts. **Avril** : Le gouvernement Negrin propose treize points pour la paix à Franco.

Octobre : Condamnation des dirigeants du POUM à l'issue du procès de Barcelone.

1939

Janvier : Chute de Barcelone.

Mars : Entrée à Madrid des troupes franquistes.

Index des organisations et partis

AIT (Association internationale des travailleurs) : C'était le nom de la Première Internationale. Il a été repris par les anarchistes.

Bolcheviks-léninistes : Nom que se donnaient les partisans de la IV^e Internationale. Leur organisation en Espagne s'appelait le Groupe bolchevique-léniniste.

CNT (Confederación Nacional del Trabajo) : La centrale syndicale anarcho-syndicaliste d'Espagne, qui était l'organisation syndicale majoritaire en Catalogne et qui était implantée dans toute l'Espagne.

ERC (Esquerra Republicana de Catalunya) : Parti autonomiste catalan de gauche.

Estat Català : Parti nationaliste catalan radical.

FAI (Federación Anarquista Ibérica) : L'organisation politique des militants de tendance anarchiste en Espagne.

PCE : Parti communiste d'Espagne, le parti stalinien espagnol.

POUM (Parti Obrero de Unificación Marxista) : Parti formé en 1935 par la fusion du "Bloc ouvrier et paysan" créé autour de Maurin (dirigeant catalan venu de la CNT, puis dirigeant du Parti communiste espagnol, dont il est exclu en 1931) avec la Gauche communiste d'Espagne, section en Espagne de l'Opposition de gauche internationale animée par Léon Trotsky.

PSOE (Partido Socialista Obrero Español) : Parti socialiste ouvrier espagnol, section de la II^e Internationale, fondé en 1889 par Pablo Iglesias.

PSUC (Partido Socialista Unificado de Cataluña) : Parti stalinien constitué en Catalogne par la fusion de la fédération du PC et des éléments du Parti socialiste.

UGT (Unión General de Trabajadores) : Union générale des travailleurs, centrale syndicale liée au Parti socialiste, constituée par le fondateur du Parti socialiste, Pablo Iglesias.

Unió de Rabassaires : Syndicat des paysans sans terre et des métayers.

Index des noms de personnes

Juan Andrade : L'un des fondateurs du Parti communiste en Espagne. Dirigeant de l'Opposition de gauche dès 1927. L'un des dirigeants du POUM dès la constitution de ce parti. Il fut l'un des condamnés des procès du POUM de 1938.

Azaña : L'un des dirigeants républicains de la bourgeoisie. Devient président de la République le 10 mai 1936.

Companys : Principale figure politique du mouvement autonomiste catalan. Président de la Généralité de Catalogne

pendant la guerre civile. Fusillé par les franquistes après avoir été livré à ceux-ci par les autorités de Vichy.

Durrutti : Dirigeant anarchiste, l'un des organisateurs de la résistance ouvrière à Barcelone en juillet 1936. Mort sur le front de Madrid, où il s'était rendu avec sa colonne. Il est tué dans des circonstances qui n'ont toujours pas été éclaircies.

Garcia Oliver : Principal dirigeant de la CNT en Catalogne, membre du comité central des milices, puis ministre de la Justice dans le gouvernement Largo Caballero.

George Orwell : Ecrivain britannique. Il se rend en Espagne pour participer à la lutte contre le fascisme et s'engage dans les milices du POUM. Il a laissé un témoignage important sur les journées de mai 1937 dans son ouvrage *Hommage à la Catalogne*, qui a largement inspiré le film de Ken Loach, *Land and Freedom*.

Giral José : Premier ministre du gouvernement républicain au moment du coup d'Etat franquiste.

Gorkin : Membre du Parti communiste espagnol depuis sa fondation. Exclu en 1929. Rejoint l'organisation de Maurin, puis le POUM, dont il est l'un des dirigeants.

Grandizio Munis : Un des fondateurs de l'Opposition de gauche en Espagne. S'oppose à la constitution du POUM. Pendant la guerre civile, organise à Barcelone le Groupe bolchevique-léniniste, qui publie le journal *La Voz Leninista*. Après la Deuxième Guerre mondiale, rompt politiquement avec la IV^e Internationale. Il retournera en Espagne franquiste pour y reconstituer une organisation, où il sera arrêté et restera de longues années en prison.

Largo Caballero : Dirigeant de l'UGT et du Parti socialiste. Après le début de la guerre civile, il est le Premier ministre du gouvernement de Front populaire constitué en septembre 1936. Il sera éliminé par les stalinien, qui le remplacent par Negrin.

Negrin : Dirigeant de la droite du Parti socialiste. Était l'homme des stalinien. Il

succède à Largo Caballero comme chef du gouvernement en 1938 pour couvrir la répression stalinienne.

Andrés Nin : Dirigeant de la CNT, partisan de l'adhésion de celle-ci à l'Internationale communiste en 1921. Membre de l'exécutif de l'Internationale communiste, il est l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche internationale. En 1935, il se prononce pour la constitution du POUM, dont il sera le principal dirigeant. Arrêté le 16 juin 1937, puis transféré d'une prison officielle à une prison secrète des stalinien, il est assassiné après avoir été longuement torturé.

Dolorés Ibarruri (surnommée la Pasionaria) : Dirigeante stalinienne, député en 1936. Demeurée jusqu'à sa mort dans les rangs du Parti communiste espagnol. Elle meurt en Union soviétique.

Indalecio Prieto : Dirigeant de la droite du Parti socialiste.

Miguel Primo de Rivera : Général. Devait exercer un pouvoir dictatorial de 1923 à 1930. Ne pas confondre avec son fils Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, qui fut exécuté par les Républicains en 1936.

Robles Gil : Principale figure de la droite traditionnelle. Dirigeant de la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes), coalition qui couvrit le soulèvement militaire de Franco.

Santiago Carrillo : Dirigeant des Jeunesses socialistes. Alors que celles-ci, dans leur majorité, se rapprochent du trotskysme, Carrillo, après les avoir suivies pendant un temps, se rend à Moscou et en revient stalinien. Il adhère au Parti communiste espagnol en 1936 et sera l'un des principaux organisateurs de l'activité contre-révolutionnaire de ce parti. Aujourd'hui, défenseur de la monarchie.

Erwin Wolf : D'origine tchécoslovaque, militant de l'Opposition de gauche, il a été le secrétaire de Trotsky lors du séjour de celui-ci en Norvège. Membre du secrétariat international du Mouvement pour la IV^e Internationale, il se rend en Espagne en mai 1937. Arrêté, puis libéré, il est à nouveau arrêté et assassiné.

Le Manifeste du Parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels (1847)

Par Jean-Marc SCHIAPPA

Lors du II^e Congrès de la Ligue des communistes, réuni à Londres du 29 novembre au 10 décembre 1847, est décidée la publication d'un *Manifeste du Parti communiste*. Sur proposition de Friedrich Engels, la rédaction en est confiée à Karl Marx. Le *Manifeste* est publié dans les derniers jours de février 1848 et, depuis, il a été sans cesse réédité (1).

Le 150^e anniversaire de l'élaboration, puis de la rédaction du *Manifeste* n'est pas, pour les militants trotskystes, sujet de culte des auteurs ou de célébration du texte. Gérard Bloch, dans les colonnes de cette même revue, écrivait en 1970, à propos des problèmes de construction du parti :

“Ces mêmes problèmes de la construction du parti de classe du prolétariat — c'est-à-dire de l'Internationale — sur la base d'un programme qui reflète la mission et les objectifs historiques de cette classe, ont été abordés pour la première fois par la Ligue des communistes en 1847” (2).

Voilà pourquoi, ajoutait-il, il faut *“enrichir l'arsenal”*.

LE MOUVEMENT OUVRIER EN 1847

Il est évidemment impossible de parler du *Manifeste* sans évoquer, même très

brèvement, son contexte social et politique et, notamment, la situation du mouvement ouvrier de l'époque (3).

A partir de 1830, en relation, d'une part, avec la révolution industrielle et le formidable développement du capitalisme

(1) La littérature consacrée à Marx, Engels et au *Manifeste* est très inégale. Il s'agit d'un enjeu de la lutte des classes. Outre les propres ouvrages de Marx et Engels et sans mésestimer les travaux d'historiens (B. Andréas-J. Grandjonn, *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, Aubier, 1972 ; J. Grandjonn, *Communisme, Kommunismus, Communism*, Trèves, 1989), seront uniquement utilisés ici les travaux écrits du point de vue de la révolution prolétarienne : Lénine, *Karl Marx et sa doctrine* ; F. Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction, notes (ô combien précieuses !) et avant-propos de Gérard Bloch, PIE, 1985 ; L. Trotsky, *Quatre-vingt-dix ans de Manifeste communiste*, reproduit intégralement dans Mehring-Bloch, *op. cit.*, pp. 586-592 ; P. Lambert, *Marx et les problèmes du parti ouvrier*, *La Vérité*, n° 515 ; Gérard Bloch, *Le Premier Congrès de la Ligue des communistes*, *La Vérité*, n°s 550, 551 et 553 ; Frank Arnold, *Engels, le Manifeste communiste et la Ligue des communistes*, *La Vérité*, n° 622 (n° 16, nouvelle série).

(2) Gérard Bloch, article cité, *La Vérité*, n° 550, p. 32.

(3) Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, l'appareil critique de Gérard Bloch dans son édition du Mehring constitue une synthèse inappréciable. Pour connaître l'ensemble des questions concernant le *Manifeste*, qui sont, très schématiquement, esquissées ici, on se reportera avec profit aux pages 563-682.

en Europe et, d'autre part, avec la poussée révolutionnaire (révolution de 1830 en France, indépendance de la Belgique), se développent de multiples organisations démocratiques, socialistes ou communistes, en contact les unes avec les autres. Mutuelles, associations, sociétés secrètes, les formes sont variables. Leur doctrine est encore fragile, souvent utopique, quasi religieuse (en l'absence d'une base scientifique, où trouver un point d'appui ?). La démarcation d'avec la bourgeoisie libérale reste floue. Leur composition sociale est encore peu prolétarienne.

L'insurrection ouvrière des canuts lyonnais en 1831 comme la révolte des tisserands de Silésie en Allemagne en 1844 sont, sur le continent européen, les premières grandes tentatives ouvrières (vite écrasées) de dresser les revendications prolétariennes. En Angleterre, les choses sont différentes : l'explosion industrielle (la production de fer passe de 20 000 tonnes à 250 000 tonnes entre 1700 et 1806 ; celle du textile est multipliée par quatorze entre 1800 et 1870) entraîne la naissance d'un prolétariat concentré, qui formule ses revendications et ses manifestations (massacre d'ouvriers de "Peterloo", en 1819). Se fait jour un mouvement politique : le "chartisme" (du nom de la Charte du peuple de 1837) exigeant le suffrage universel et d'autres réformes politiques en faveur de la classe ouvrière (4).

L'émigration allemande va se trouver au cœur de cette situation. Il s'agit d'abord d'une émigration sociale : à l'époque, l'Allemagne est un pays essentiellement agricole, divisé politiquement. Les artisans et ouvriers allemands, pour travailler, doivent circuler dans toute l'Europe (Angleterre, France, Suisse, Belgique). Cette émigration se double d'une émigration politique due à la censure et à la répression. C'est naturellement que cette émigration va se trouver à la rencontre des problèmes politiques et sociaux de l'Europe et que le mouvement ouvrier allemand va devenir un mouvement ouvrier international, comme l'a souligné Engels. Peu à peu, les groupes démocratiques vont se radicaliser et leur composition sociale évoluer.

Le courant à la fois le plus avancé dans cette situation et, en même temps — parce que cette situation évolue très rapidement —, le plus fragile est le courant néobabouviste s'inspirant de la doctrine de Babeuf et du mot d'ordre de la "*communauté des biens*", transmis par Buonarroti dans son ouvrage *La Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf* (1828).

En 1834, la Ligue des bannis, organisation démocratique d'artisans et d'ouvriers allemands en exil, adopte ce mot d'ordre. Elle scissionne et se réorganise sous le nom de Ligue des justes (1836), qui évolue dans le sens d'une organisation communiste, notamment sous l'impulsion du tailleur Weitling ; son fonctionnement, malgré la clandestinité, est incontestablement démocratique : les élus peuvent être révoqués par la base, par exemple. En 1846, sous le coup des difficultés internes, la direction centrale passe de Paris à Londres, au moment même où les dirigeants de la Ligue prennent conscience de la nécessité d'un nouveau programme rompant avec l'égalitarisme et l'esprit de secte caractéristiques des premières organisations prolétariennes, un nouveau programme fondé sur l'étude de la société capitaliste.

"Les conditions préalables à la discussion fructueuse d'un tel programme étaient beaucoup plus favorables en Angleterre. Il y avait là une classe ouvrière née de la fabrique, qui faisait valoir ses revendications par le puissant mouvement chartiste ; il avait là liberté de réunion et d'association ; il y avait là, en outre les très nombreux ouvriers et artisans de tous les pays européens, des exilés politiques français, italiens et polonais de toutes opinions" (5).

Karl Marx et Friedrich Engels, chacun de son côté, puis ensemble, étaient devenus communistes par leur propre cheminement (6) et étaient en contact avec ces militants. Ainsi, en septembre 1845, se

(4) Sur le chartisme, voir Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, pp. 407 et suivantes.

(5) B. Andreas, *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, "Introduction", p. 17.

(6) Faut-il encore une fois rappeler que le Mehring-Bloch est irremplaçable ? Voir pp. 427-434, sur la conception matérialiste de l'histoire.

déroule la "Fête des nations", rassemblement tenu en l'honneur de la proclamation de la République française de septembre 1792. Rendant compte de ce meeting tenu devant plus d'un millier de participants réunis à Londres (Anglais, Français, Allemands, Italiens, Espagnols, Polonais, Suisses, etc.), Friedrich Engels affirme :

"La démocratie, aujourd'hui, c'est le communisme (...). La démocratie est devenue un principe prolétarien, principe des masses."

En août 1845, Karl Marx et Friedrich Engels, avec les dirigeants de la Ligue des justes, d'une part, et le dirigeant chartiste Harney et ses camarades, d'autre part, décident d'établir un échange régulier d'informations. Marx et Engels fondent début 1846 un Comité de correspondance communiste, par lequel, pour citer Friedrich Engels en octobre 1846, ils entendaient propager le programme suivant :

1. — Faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux de la bourgeoisie.

2. — Atteindre ce but par l'abolition de la propriété privée et son remplacement par la communauté des biens.

3. — Ne reconnaître d'autres moyens pour la réalisation de ces objectifs que la révolution violente et démocratique."

Que le mot d'ordre de "communauté des biens" ne soit pas entièrement juste ne gêna pas Engels : il fallait avancer et prendre les interlocuteurs, notamment les militants influencés par le néobabouvisme, là où ils étaient pour pouvoir avancer ensemble. Comme le rappellent avec insistance, et à juste titre, Gérard Bloch et Frank Arnold, Engels n'était pas un doctrinaire (7).

Alors que Marx propose à Proudhon, en mai 1846, de "*mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais, de tenir les étrangers au courant des mouvements socialistes qui se seront opérés en Allemagne*" parce que, "*au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui*", Proudhon refuse :

"Nous ne devons pas poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale (...), je préfère donc faire brûler la propriété à petit feu."

L'althussérien (pour un temps) J. Rancière écrit sans complexes, sur cette question :

« Marx a pu ridiculiser la quincaillerie théorique de Proudhon ou le syncrétisme des militants parisiens. Il n'a pas pu penser le but à atteindre dans d'autres termes que ceux de ces "artisans" : communisme, émancipation des travailleurs (...) » (8).

Peu importe que Marx se soit réclamé du communisme avant d'avoir rencontré Proudhon et que celui-ci fût hostile à l'abolition de la propriété privée. Peu importe que Engels ait polémique avec le "non-communiste" Proudhon dès 1845. Il faut faire apparaître Marx comme ayant adopté la "quincaillerie théorique".

Avec les militants anglais de l'aile révolutionnaire du chartisme, d'une part, et la direction de la Ligue des justes, d'autre part, les choses avançaient bien mieux.

"En mars 1846, les Fraternal Democrats, sur recommandation de J. Harvey et de Ernest Jones, se déclarent prêts à se constituer en Comité de correspondance londonien. En juin 1846, les Justes, avec Schapper, Bauer et Moll, les imitèrent. Schapper justifiait cette décision par la nécessité de réunir les communistes en une organisation internationale" (9).

Après discussions et entrevues, Marx, Engels et leurs amis décident d'entrer à la Ligue des justes afin de préparer ensemble, sur un même pied d'égalité, la régénération théorique et politique de cette organisation. Cette discussion et sa conclusion organisationnelle ont eu lieu en janvier 1847.

(7) Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, p. 645 ; Frank Arnold, *op. cit.*, p. 117.

(8) J. Rancière, "Introduction" à *La Parole ouvrière, 1830-1851*, Paris, 1976.

(9) B. Andréas, *op. cit.*, p. 28.

La construction commune passe aussi par la délimitation et la décantation. La rupture avec Weitling se fait en mars 1846 autour d'une question essentielle : faut-il fonder scientifiquement la politique communiste ? Weitling, fidèle à ses conceptions messianiques, le refusait. Karl Marx répond : "*Jamais encore l'ignorance n'a servi de rien à personne.*" Les communistes engagent également le fer contre Proudhon et les partisans du "socialisme vrai". Pendant qu'Engels, à Paris, essaye de convaincre les militants locaux de la Ligue des justes influencés par Proudhon et son disciple Grun, Marx, à Bruxelles, rédige et fait publier *Misère de la philosophie*, spécialement écrit en français pour mieux se frayer un chemin vers les proudhoniens.

Le I^{er} Congrès de la Ligue des communistes se tient du 2 au 9 juin 1847 à Londres ; Engels y participe (mais non Marx, les deux amis pratiquant une division du travail politique). Un certain nombre d'avancées théoriques et pratiques ont lieu : l'organisation décide de s'appeler Ligue des communistes et de mettre en projet un nouveau programme "*simple, qui puisse servir de guide à tout le monde*" (10). La devise "*Tous les hommes sont frères*" est remplacée, on le sait, par la devise qui deviendra celle du mouvement ouvrier international : "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*" et qui conclura le *Manifeste*. Marx — et ce n'est pas seulement une boutade — avait fait remarquer qu'il y avait trop d'hommes de par le monde dont il ne souhaitait pas être le frère.

Cependant, les débats sont ardues : la discussion essentielle se mène non tant sur le fond du programme (les principes énoncés dans *Misère de la philosophie*) que sur la forme. Dans un premier temps, les projets se succèdent, tous insatisfaisants (*Profession de foi* rédigée par la direction de la Ligue, suivie d'un autre texte également marqué par le socialisme utopique), puis Friedrich Engels est chargé de rédiger un *Catéchisme communiste*, aussi appelé *Les Principes du communisme*, sous la forme de vingt-cinq questions et de vingt-cinq réponses. Mais le 24 novembre 1847, il écrit à Karl Marx :

"*Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Je crois qu'il est préférable d'abandonner la forme du catéchisme et d'intituler cette brochure : Manifeste communiste. Comme il nous faut y parler plus ou moins d'histoire, la forme actuelle ne convient pas*" (11).

Le II^e Congrès de la Ligue des communistes se tient du 29 novembre au 10 décembre, à Londres, cette fois avec la participation personnelle de Marx (et d'Engels). Les discussions sont difficiles, mais la victoire est décisive. Ainsi, les anciens projets de statuts adoptés au I^{er} Congrès et soumis à discussion portaient :

"*La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique*",

alors que les nouveaux statuts du II^e Congrès indiquent :

"*Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de l'ancienne société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes ni propriété privée*" (12).

On l'a vu, Marx est mandaté pour rédiger le nouveau programme, ce qu'il fait avec la collaboration très active d'Engels.

La Ligue n'était pas uniquement riche de ses débats internes et de ses relations avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier, elle était aussi en prise sur celui-ci. Ainsi, on peut noter

"*une méthode de travail fondée par la Ligue dès sa fondation et d'une importance majeure (elle n'était d'ailleurs pas propre à la Ligue, et on la retrouve notamment dans le mouvement ouvrier anglais des années 1830 sous une forme un peu différente) : la Ligue tendait constamment à créer autour d'elle un véritable faisceau d'organisations plus larges, dont elle constituait le noyau dirigeant et qui lui servaient de terrain de*

(10) Gérard Bloch, article cité, p. 36.

(11) Frank Arnold, article cité, p. 121.

(12) Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, p. 660.

développement de son influence, d'école et de milieu de recrutement" (13).

Cette méthode est celle du mouvement ouvrier dès son origine et elle est toujours valable — peut-être même plus que jamais — en 1997.

Il faut, justement, un bref instant, revenir en 1997 en France : l'ancien maoïste Michel Le Bris, partisan dans les années 1970 de la reprise individuelle (pillage de l'épicerie de luxe Fauchon, etc.), brillamment reconverti comme ses semblables (son camarade de l'époque, Alain Geismar, est devenu un haut personnage du ministère Allègre), affirme sans sourciller que les flibustiers, par l'intermédiaire de l'un d'eux, nommé Jacques Laffitte, ont financé la première édition du *Manifeste* (14). S'il avait lu le "Mehring-Bloch" ou s'il s'était renseigné, il aurait découvert la réalité sur cette légende : entre autres que le "financier"-brigand Jacques Laffitte avait été pendu à la Nouvelle-Orléans en 1828, vingt ans avant l'édition du *Manifeste*, ce qui complotique quelque peu les choses. Ignorant ? Faussaire ? Les deux certainement. Il n'empêche : la vérité historique aura été diffusée par un ouvrage militant (le "Mehring-Bloch") et quelques minces revues spécialisées, alors que la calomnie associant marxistes et gangsters aura, une nouvelle fois, été répandue largement, ici sur la chaîne télévisée Arte (en allemand et en français) et dans les colonnes du *Monde*... La vérité historique est aussi un enjeu de la lutte des classes.

Au moment où le *Manifeste* sort des presses, la révolution de février 1848 éclate à Paris, ouvrant une première crise révolutionnaire internationale, sur laquelle *La Vérité* aura l'occasion de revenir.

LE MANIFESTE

Dans la notice biographique *Karl Marx*, Lénine écrit à propos du *Manifeste* :

"Cet ouvrage expose avec une clarté et une précision géniales la nouvelle conception du monde, le matérialisme embrassant aussi le domaine de la vie

sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte de classe et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste" (15).

Préfaçant en 1937 l'édition afrikaner du *Manifeste*, Léon Trotsky interroge avec une concision définitive :

"Quel autre livre pourrait se mesurer, même de loin, avec le Manifeste communiste ?" (16).

En effet, quelles sont les raisons d'une telle force ?

"Ce Manifeste, le plus génial de tous ceux de la littérature mondiale, surprend encore aujourd'hui. Les parties principales semblent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait vingt-neuf ans, Engels vingt-sept) ont su regarder vers l'avenir comme personne avant eux et, peut-être bien, après" (17).

Les raisons en sont diverses, de forme comme de fond. La forme et le fond, comme toujours, sont liés. On a vu que la recherche de cette forme optimale a occupé les rédacteurs : il fallait doter d'un programme cohérent l'avant-garde communiste qui se cherchait. Il fallait présenter un tableau d'ensemble de la société capitaliste et de sa place dans l'évolution de l'humanité. Il fallait présenter aussi un bilan des différents combats théoriques, pratiques et organisationnels menés précédemment, dès l'apparition même du capitalisme.

Tout cela nécessitait d'exposer publiquement, politiquement, le matérialisme historique, science du prolétariat. Certes,

(13) Gérard Bloch, article cité, p. 34.

(14) *Le Monde*, 17 mai 1997 : "Le financement de la première édition du 'Manifeste du Parti communiste de Karl Marx par l'un des derniers pirates, Jean Laffitte." Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, pp. 571-573.

(15) Lénine, *Karl Marx et sa doctrine*.

(16) Léon Trotsky, cité dans Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, p. 589.

(17) *Ibid.*, p. 586.

dès 1845, Marx et Engels s'étaient accordés sur les principes fondateurs du matérialisme historique :

“La production économique, et avec elle la structure de la société qui en résultait nécessairement pour chaque période historique, constituait le fondement de l'histoire politique et intellectuelle de cette période ; par suite, l'histoire tout entière avait été l'histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et exploiteuses, dominées et dominantes, à diverses étapes de l'évolution de la société ; mais cette lutte avait maintenant atteint un stade où la classe exploitée et opprimée, le prolétariat, ne pouvait plus s'émanciper de la classe qui l'exploitait et l'opprimait, la bourgeoisie, sans émanciper en même temps pour toujours de l'exploitation et de l'oppression la société tout entière” (18).

Certes, l'ouvrage de Marx *Misère de la philosophie*, répondant à celui de Proudhon, *Philosophie de la misère*, était la première exposition du matérialisme historique.

Mais le *Manifeste* était, en fait, tout autre chose : c'était le programme lui-même, et qui dit programme dit parti : il n'est nullement indifférent, en effet, que le titre intégral soit *Manifeste du Parti communiste* ; qu'il ait été rédigé sur mandat d'un congrès afin de donner *“un programme détaillé du parti, à la fois théorique et pratique et destiné à être diffusé”* (19), comme le dit la préface à l'édition allemande de 1872 (p. 74) et que, enfin, il ait été publié sans nom d'auteur, dans un premier temps, et édité par l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands.

Pour suivre les idées fondamentales du *Manifeste*, rien de plus simple que de le lire et rien de plus dangereux — ou de plus stupide ou prétentieux, ou une combinaison des trois — que de le paraphraser.

La luminosité de l'exposition, l'enchaînement des arguments, la concision de la forme et la clarté du style sont autant d'éléments facilitant cette lecture. Exposition, argumentation, forme et style correspondant d'ailleurs à des objectifs politiques.

L'introduction du *Manifeste* affirme sans aucune ambiguïté :

“Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances (...). C'est à cette fin que les communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres” (p. 29).

Le plan du *Manifeste* est composé de quatre chapitres d'inégale ampleur :

- *“Bourgeois et prolétaires”* ;
- *“Prolétaires et communistes”* ;
- *“Littérature socialiste et communiste”* ;
- *“Position des communistes envers les différents partis d'opposition”*.

Rappelons, après Gérard Bloch, que le titre du chapitre IV a purement et simplement disparu de toutes les éditions du *Manifeste* publiées par les soins (?) du Parti communiste français de 1944 à 1972 (20) !

Cette composition donne un caractère principal, définitif, à l'ouvrage. Ce n'est pas un document conjoncturel, mais historique. Cette qualification de *“document historique”* est donnée par les auteurs eux-mêmes (préface à l'édition allemande de 1872, p. 76). Paradoxalement, le caractère conjoncturel du chapitre IV, qui est le plus court des quatre (pp. 70 à 72) conforte cette affirmation sur l'ensemble du *Manifeste* :

“Les remarques sur la position des communistes à l'égard des différents partis d'opposition (...) ont actuellement vieilli dans leur application parce que la situation politique s'est modifiée du tout au tout et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis qui y

(18) *Ibid.*, p. 480. Voir les pages correspondantes de Franz Mehring-Gérard Bloch (pp. 415-458). Friedrich Engels utilise des expressions extrêmement proches (par exemple, préface à l'édition allemande de 1883, p. 76, à l'édition anglaise de 1888 du *Manifeste*, p. 81).

(19) Sur les éditions françaises du *Manifeste*, voir Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, pp. 573-584. L'édition utilisée ici est celle des Editions sociales, 1973.

(20) *Ibid.*, p. 575.

sont énumérés (préface à l'édition allemande de 1872, p. 75).

Le plan, par son évidence, expose logiquement les rapports entre l'histoire de l'humanité et le capitalisme, entre le capitalisme et le prolétariat, entre le prolétariat et les communistes, entre la Ligue des communistes et les autres tendances. C'est un rejet total de l'esprit de secte qui avait marqué les débuts du mouvement ouvrier : partir des besoins de l'humanité et non de "principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde" (p. 48). C'est aussi la méthode, entre autres, du *Programme de transition* de la IV^e Internationale, partant de "la crise historique de l'humanité".

Le premier chapitre s'ouvre par la célèbre phrase :

"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes" (p. 30). Friedrich Engels précisera plus tard : "Ou plus exactement l'histoire transmise par les textes" (note 2, p. 30). Depuis 1847, on a cherché à nier les antagonismes sociaux ou à les remplacer par d'autres : récemment, on a découvert le "Nord" contre le "Sud", les "exclus" contre les "nantis", entre "ethnies", etc. (21).

La deuxième phrase mérite autant d'attention :

"Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte" (p. 30).

La possibilité (réalisée historiquement avec la chute de l'Empire romain) de la "disparition des deux classes en lutte" exprime nettement le rejet de tout déterminisme : le système de la propriété privée peut entraîner l'humanité dans sa chute.

Avant d'entrer dans le cœur du texte du *Manifeste*, relevons ce que Trotsky en écrivait en 1937 :

« 1. — La conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx peu de temps seulement avant la publication du *Manifeste* et qui y est appliquée avec une parfaite maîtrise, a tout à fait résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile (...).

2. — Le premier chapitre du *Manifeste* débute par la phrase suivante : "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes" (...). L'époque de l'impérialisme, en poussant à l'extrême toutes les contradictions sociales, constitue le triomphe théorique du *Manifeste*.

3. — L'anatomie du capitalisme en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société a été expliquée par Marx dans son *Capital*, sous une forme achevée (1867). Mais déjà, dans le *Manifeste*, les lignes fondamentales de sa future analyse ont été tracées d'un ciseau ferme : la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la reproduction ; l'appropriation de la plus-value ; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux ; la ruine des classes moyennes, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie ; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants à un pôle et l'augmentation numérique du prolétariat à l'autre ; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste. »

Trotsky conclut ainsi sa présentation commentée du *Manifeste* :

"Le *Manifeste* doit donc être complété par les principaux documents des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, par la littérature fondamentale du bolchevisme et les décisions des conférences de la IV^e Internationale" (22),

notamment, depuis 1993, les travaux de la IV^e Internationale reproclamée.

(21) Un professeur de politique (?), dans *Libération* (7 août 1997), affirme : « Classe moyenne contre riches, jeunes contre vieux, familles contre célibataires » constituent "trois lignes de fracture, qui (...) seront probablement au cœur de la problématique sociale au début du prochain millénaire. » A quand la fracture sociale, pour les prochains millénaires, entre "chauves" et "chevelus" ?

(22) Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, p. 587.

Si on en revient au texte du *Manifeste* lui-même, on voit comment "la grande industrie a créé le marché mondial", notamment par "l'extension de l'industrie" (p. 33), au moment du capitalisme ascendant. Marx et Engels décrivent en quelques pages brûlantes comment "la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire" (p. 34), son but étant de "s'implanter partout, de mettre tout en exploitation" (p. 35).

Trotsky commente ainsi :

"Le Manifeste flétrit ainsi le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. A son époque, cependant, ainsi qu'au cours des décennies suivantes, cette entrave n'était que relative (...). Ce n'est qu'au cours des vingt dernières années qu'en dépit des découvertes les plus récentes de la science et de la technique s'est ouverte la période de la stagnation directe et même du déclin de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le travail accumulé et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation" (23).

Trotsky mentionne à juste titre *L'Impérialisme*, de Lénine, analysant la période de déclin. Cette phase de déclin prolongé a été caractérisée par la IV^e Internationale comme celle de "l'impérialisme sénile".

Sans revenir sur la série d'articles qui, sur la base des faits, a porté cette caractérisation, notons :

« — *La permanence et la persistance du mouvement général du capital telles que Marx les a établies et du stade impérialiste tel que Lénine, prolongé en cela par Trotsky, l'a défini*

— *mais aussi les particularités de ce que l'on appellera "la phase sénile" de l'impérialisme. Phase qui s'exprime dans l'inversion des signes de valeur : la tendance au développement des forces productives, qui caractérisait de manière dominante le capitalisme ascendant, a laissé la place à la tendance dominante à la destruction des forces productives ; la tendance à l'industrialisation a cédé la place à une tendance à la désindustrialisation ; la tendance à l'expansion des marchés a cédé la place à la tendance à la contraction des marchés ; le processus*

de la constitution du marché mondial a cédé la place à un processus de dislocation du marché mondial » (24).

C'est, par exemple, ce que le *Washington Post* écrivait fin 1995 :

"La voie vers le profit passe trop souvent aujourd'hui, non plus par la création d'emplois humains, mais au contraire par leur destruction" (cité par *La Vérité*, n° 16, p. 139).

Le *Manifeste* poursuit :

"Chaque étape de développement de la bourgeoisie s'accompagnait d'un progrès politique correspondant" (p. 33).

A l'époque non plus du développement, mais du déclin, l'inversion des valeurs peut également s'appliquer ici : chaque étape du déclin s'accompagne d'un recul politique correspondant.

On peut citer la destruction des libertés démocratiques (politiques et syndicales, mais pas seulement) arrachées par le prolétariat contre la bourgeoisie, même dans la phase ascendante du capitalisme ; les remises en cause diverses du suffrage universel (la plus hypocrite étant les élections sous "contrôle de l'ONU") ; les tentatives d'intégration, sous diverses formes, des organisations ouvrières ; la destruction de la souveraineté nationale par le "haut" (Maastricht-Amsterdam, ALENA, etc.) ou par le "bas" (explosion de l'ex-Yougoslavie, zones économiques spéciales en Chine, partage de fait de l'Algérie, etc.). L'exemple le plus net en ce sens est le rapport 1997 de la Banque mondiale :

"La réforme du secteur public passe par l'ouverture à la concurrence d'administrations clés pour accroître les incitations dans des domaines longtemps monopolisés par l'Etat" (25).

Et le *Manifeste* peut affirmer :

(23) *Ibid.*, p. 589.

(24) Daniel Gluckstein, introduction à "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial", *La Vérité*, n° 10.

(25) Cité dans *Informations ouvrières*, n° 293, 30 juillet 1997, p. 13.

“Le pouvoir étatique moderne n’est qu’un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière” (p. 34).

Le Manifeste continue :

“Sous peine de mort, elle (la bourgeoisie) force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles ce qu’elle appelle civilisation, c’est-à-dire à devenir bourgeoisies. En un mot, elle façonne un monde à son image” (p. 36).

“Sous peine de mort” et cette guerre ne concerne pas uniquement l’Algérie, l’ex-Yougoslavie, l’Afrique, la région du Golfe, etc. Dans les pays développés eux-mêmes :

“Aucun pays — sauf ceux qui ont été confrontés à une révolution ou à une défaite militaire suivie d’une occupation — n’a connu une modification aussi brutale dans la distribution des revenus que l’Amérique durant la génération passée” (26).

On lit encore dans le Manifeste :

“Depuis des dizaines d’années, l’histoire de l’industrie et du commerce n’est autre chose que l’histoire de la révolte des forces productives contre les rapports modernes de production, contre les rapports de propriété, qui conditionnent l’existence de la bourgeoisie et de sa domination” (p. 38).

Au début du capitalisme :

“Les crises commerciales (...), par leur retour périodique, remettent en cause et menacent de plus en plus l’existence de la société bourgeoise (...). La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée.”

À l’époque de l’impérialisme sénile, ce qui était accidentel est devenu régulier, “la” crise est installée et la barbarie, hier “momentanée”, est aujourd’hui une menace, voire un état permanent.

Ayant décrit le développement du capitalisme, le Manifeste décrit le développement — conjoint et contradictoire au premier — du prolétariat :

“La bourgeoisie n’a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort :

elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes — les ouvriers modernes, les prolétaires” (p. 39).

Il ne faut en aucun cas attribuer à cette description scientifique (Trotsky utilise, on l’a vu, le mot “*anatomie*”) une vertu prophétique, une sorte de malédiction absolue. Daniel Gluckstein, dans un article de discussion sur “l’impérialisme sénile”, répondait ainsi à un objecteur :

“Certes, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Mais peut-on se rassurer en disant que, comme elle produit ses propres fossoyeurs depuis un siècle et demi, cela ne peut que continuer ? Ce serait faire une sérieuse concession à l’objectivisme que de poser les problèmes en ces termes” (27).

Et il précisait :

“L’alternative ne peut être tranchée de manière favorable au prolétariat que par l’organisation.”

Si autre pouvait être le cas, pourquoi Marx et Engels auraient-ils organisé la Ligue des communistes, par exemple, qui visait à regrouper, aider et armer les “fossoyeurs” ?

L’exploitation capitaliste ne connaît pas de limites :

“Les différences d’âge et de sexe n’ont plus de valeur sociale pour la classe ouvrière. Il n’y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l’âge et le sexe” (p. 40).

On pense sans mal au travail de nuit des femmes, au travail des enfants. Le Manifeste insiste :

“Une fois achevée l’exploitation de l’ouvrier par le fabricant, c’est-à-dire lorsque celui-ci lui a compté son salaire, l’ouvrier devient la proie d’autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc.” (p. 41).

(26) Cité dans *La Vérité*, n° 16, p. 9.

(27) Daniel Gluckstein, “Observations complémentaires sur l’impérialisme sénile”, *La Vérité*, n° 11, p. 18.

Le "etc." a été multiplié à l'infini, depuis l'assureur jusqu'au banquier, en passant par l'huissier (liste non limitative).

Revenant sur la constitution du prolétariat, le *Manifeste* explique :

"Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même" (p. 41). Ici, il faut revenir sur une remarque émise à ce propos par Franz Mehring (et à propos duquel il faut souligner la profonde et militante admiration pour Karl Marx et le *Manifeste*). Selon Franz Mehring, *"le Manifeste accordait trop peu d'importance aux luttes pour les salaires"* et aux syndicats (28). Il faut — semble-t-il — être plus nuancé. Le *Manifeste* souligne, en effet :

"Les ouvriers commencent à former des coalitions (et l'édition anglaise précise "trade-unions") contre les bourgeois ; ils s'unissent pour défendre leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes, pour être prêts en vue de soulèvements éventuels. Ça et là, la lutte éclate en émeutes.

De temps en temps, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union de plus en plus large des travailleurs" (p. 42).

Cette organisation

"profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple, le bill de dix heures en Angleterre" (limitant la journée de travail à dix heures) (p. 43).

Ces "associations permanentes" visant à "l'union de plus en plus large des travailleurs" pour garantir "sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière", le développement historique les a nommés "syndicats" et en a fait des institutions ouvrières.

Mais "toute lutte de classe est une lutte politique", ce qui implique une "organisation des prolétaires en classe et donc en parti politique" (p. 43). On a là, posée de manière définitive, c'est-à-dire sur la base

d'une doctrine cohérente, d'une organisation consciente et d'une pratique délibérée, la nécessité d'un parti indépendant. Que les formes soient modifiées dans le temps et dans l'espace, ne change rien à cette nécessité d'un parti politique prolétarien.

Les dernières propositions du chapitre I^{er} du *Manifeste* sont aussi importantes :

"De toutes les classes qui, à l'heure actuelle, s'opposent à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe vraiment révolutionnaire" (p. 44).

"Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société actuelle" (p. 45).

"En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons suivi l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle, jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte et où le prolétariat fonde sa domination en renversant par la violence la bourgeoisie" (p. 46).

Le chapitre II, "Prolétaires et communistes", est d'une telle actualité qu'il suffit presque de le reprendre ligne à ligne :

"Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développe-

(28) Franz Mehring-Gérard Bloch, *op. cit.*, p. 568.

ment que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination de la bourgeoisie, conquête du pouvoir politique par le prolétariat" (pp. 47-48).

Longue citation, mais qui a tellement le mérite de la clarté !

Gérard Bloch commente en ces termes :

"On le sait, c'est notamment sur la base des mêmes principes, clairs et vigoureux, que l'Internationale communiste, en 1921-1922, après son III^e et à son IV^e Congrès, élaborera la ligne du front unique des travailleurs et de leurs organisations" (29).

Et il ajoute :

« La partie centrale, de beaucoup la plus longue, de ce deuxième chapitre du Manifeste, consiste dans l'examen successif de cinq thèmes théoriques et politiques, et dans la réfutation des "reproches" et "objections" faits aux communistes à propos de chacun d'eux :

1. — En quel sens les communistes peuvent-ils "résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée" (en tant qu'il s'agit de "la propriété privée bourgeoise moderne") ? La propriété, fuit du travail... personnel ! La propriété sous sa forme actuelle "se meut au sein de l'antagonisme du capital et du travail salarié". Examen de ces deux termes.

2. — Personnalité, liberté, culture.

3. — Famille, éducation, place des femmes dans la société, prostitution et mariage bourgeois.

4. — Patrie, nations et classe ouvrière.

5. — Religions, philosophies, idées. Y a-t-il des vérités éternelles, communes à tous les régimes sociaux ? A tous les régimes fondés sur les antagonismes de classes, oui » (30).

Le Manifeste poursuit :

"Le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie."

Il est un point sur lequel Marx et Engels ont tenu à indiquer une correction ; c'est la question de la prise du pouvoir, modifiée par le développement historique, notamment par l'expérience issue de la Commune de Paris, brisant l'Etat bourgeois, et ainsi corrigée par Marx et Engels eux-mêmes :

« La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte" » (voir *La Guerre civile en France, Adresse au conseil général de l'Association internationale des travailleurs*) (p. 75).

Ce pouvoir, celui de l'Etat-Commune, c'est celui des soviets de la révolution d'octobre 1917.

Le chapitre III sur la littérature socialiste et communiste est, sous un certain aspect, dépassé. Mais, comme l'a noté Trotsky, "la décadence de la social-démocratie et de l'Internationale communiste engendre à chaque pas de monstrueuses récidives idéologiques. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance" (31) et ce que l'on croyait dépassé renaît sous une certaine forme.

Quant au dernier chapitre (le plus conjoncturel, on l'a vu), on se bornera à citer cette démarche de principe : les communistes "combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent l'avenir du mouvement" (p. 70).

(29) *Ibid.*, p. 580.

(30) *Ibid.*

(31) *Ibid.*, p. 591.

“Les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière” comme “l’avenir du mouvement” sont aujourd’hui, pour l’essentiel, inséparables de l’action des partisans des principes du *Manifeste*, de la

IV^e Internationale. Cent cinquante ans après son élaboration, le *Manifeste* est toujours riche d’enseignements.

J.-M. S.

Hommage de la IV^e Internationale à Léon Sedov, Léon Trotsky et toutes les victimes de la terreur stalinienne (30 août 1997)

Comme tous les ans, depuis treize ans, la section française de la IV^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) organisait, le samedi 30 août, un rassemblement sur la tombe de Léon Sedov, militant ouvrier, fondateur de la IV^e Internationale, fils de Léon Trotsky, et assassiné, à Paris, voilà cinquante-neuf ans. Un hommage prononcé par Daniel Gluckstein et consacré à Sedov et à tous ceux qui ont péri sous les coups du stalinisme.

Camarades,

Ce 59^e anniversaire de l'assassinat de Léon Sedov, c'est aussi le 60^e anniversaire de la deuxième vague des procès de Moscou. Il nous faut lier, dans cet hommage à Sedov, la mémoire de milliers et de milliers de militants ouvriers de toutes tendances, trotskystes, communistes, socialistes, mencheviks, anarchistes, syndicalistes, des ouvriers et paysans qui, tous, victimes des procès de 1937, ont été exécutés, fusillés, liquidés dans des culs-de-basse-fosse.

Tous ces militants, de toutes tendances, exécutés par la bureaucratie contre-révolutionnaire, l'ont été non seulement en URSS, ils l'ont été à la même époque dans le monde entier.

1937. Au cœur même de la révolution espagnole, les militants comme Mark Rein, Erwin Wolf, Kurt Landau, Andrés Nin, Hans Freund, Camillo Berneri. Ils étaient allemands, autrichiens, italiens, espagnols. Ils étaient anarchistes, trotskystes, mencheviks, poumistes.

Tous sans exception, venus en Espagne aux côtés des ouvriers et des paysans pour combattre pour la révolution prolétarienne, tous sans exception assassinés, au cœur même de la révolution prolétarienne espagnole.

Assassinés non pas par les troupes fascistes qu'ils étaient venus combattre, mais par l'appareil de la GPU, campant, défendant les intérêts de la contre-révolution au sein même de la révolution ouvrière et paysanne.

Nous rendons hommage à ces militants de toutes tendances, quels que soient les désaccords politiques, parce que militants ouvriers, militants internationalistes, ils étaient venus combattre avec leur classe. Et parce que leurs assassins, quoiqu'ils se réclamaient abusivement, mensongèrement, du drapeau de la révolution de la classe ouvrière, n'étaient que les instruments de la classe capitaliste, de la bureaucratie usurpatrice, des oppresseurs et des exploités du monde entier.

Nous rendons hommage aux millions et aux millions qui, en 1937, se sont retrouvés dans les camps de la bureaucratie stalinienne.

Ainsi, nous rendons hommage aux ouvriers de Barcelone qui, en mai 1937, voilà soixante ans, se sont soulevés avec leurs organisations, avec la CNT et la FAI anarcho-syndicaliste, avec des secteurs entiers de l'UGT, de tendance social-démocrate, avec le POUM, qui se sont soulevés pour défendre le droit des ouvriers à contrôler leur propre milice, leur propre action, et qui ont été écrasés dans le sang par la GPU.

Nous rendons hommage à ces militants et nous gardons en mémoire que lorsque la GPU a dirigé ses canons contre les militants et les milices à Barcelone, elle a non seulement écrasé la milice ouvrière et la Commune de Barcelone, mais elle a également pris la responsabilité d'ouvrir la voie à la défaite de la classe ouvrière. Elle a pris la responsabilité, au compte de Staline, de permettre la victoire de Franco et, au-delà, la victoire du fascisme et du nazisme dans toute l'Europe.

Comme l'a écrit un militant social-démocrate allemand, à cette époque :

"Etre trotskyste était un crime qui méritait la mort. Et qui était trotskyste ? C'était l'appareil qui décidait en ce temps-là."

Oui, le même appareil qui, voilà soixante ans, cinquante-neuf ans, décidait qui était trotskyste et qui, pour ce crime, les envoyait au peloton d'exécution, c'est ce même appareil qui aujourd'hui a donné naissance à cette nomenclatura de

mafieux et de gangsters, à cette couche de milliardaires (...).

Ceux qui furent assassinés en 1936, en 1937, en 1938, étaient les continuateurs d'Octobre, les héritiers légitimes de ce soulèvement fondé sur la démocratie ouvrière, sur le droit des ouvriers et des paysans à décider de leur avenir.

Ceux qui les écrasaient — quand bien même ils se réclamaient de la continuité d'Octobre — en étaient en réalité les fossoyeurs.

L'ABSOLUE NÉCESSITÉ DE LA DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Nous-mêmes, héritiers d'Octobre 1917, nous avons l'ambition par le libre débat, par la démocratie ouvrière, de contribuer à la reconstruction du mouvement ouvrier. Nous célébrerons le 80^e anniversaire de la révolution d'Octobre, dans des journées d'études où s'exprimeront et débattront librement des militants ouvriers de toutes tendances, des militants de la IV^e Internationale bien sûr, mais aussi des responsables anarcho-syndicalistes, comme le camarade Alexandre Hébert, des militants et responsables du Parti communiste français, comme les camarades Jean-Jacques Karman et Rémy Auchédé, des militants ouvriers russes venus pour commémorer la révolution d'Octobre.

Ainsi, par le libre débat, aucun ne prétendant détenir la vérité révélée, mais tous avides de confronter leurs positions politiques pour aider les travailleurs à avancer, c'est ainsi que nous rendrons à Octobre l'hommage vivant qui correspond à son contenu.

Nous le ferons, parce que militants ouvriers de toutes tendances, nous avons en commun une base intangible et commune : l'absolue nécessité de la défense de l'indépendance des organisations ouvrières.

C'est une question, nous le savons, qui se pose aujourd'hui dans notre pays avec une acuité sans précédent, au moment où on met à l'ordre du jour la généralisation des "emplois jeunes".

(A ce sujet, l'orateur rappelle l'offensive destructrice menée par le gouvernement et la décision du Parti des travailleurs de convoquer un meeting le 19 septembre.)

VERS UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE CALOMNIES

Mais ces questions sont posées dans le monde entier, nous le savons. Oui, il y a dans le monde entier une volonté d'intégrer les organisations ouvrières, une politique qui prétend remettre en cause la démocratie. Et il y a la résistance des travailleurs. Et il y a cette magnifique grève de l'UPS aux Etats-Unis, appuyée sur la solidarité ouvrière, sur la caisse de grève de la centrale syndicale AFL-CIO pour laquelle les ouvriers de toutes les corporations du public et du privé ont cotisé pour permettre que les grévistes de l'UPS tiennent, pour leur permettre de gagner, pour la première fois qu'il y ait une reconquête dans ce pays, que 20 000 emplois précaires soient transformés en contrats à durée indéterminée, ouvrant la voie à la reconquête de toutes les positions que la classe ouvrière a perdues dans les dernières années, du fait de l'offensive de déréglementation et de flexibilité.

Rassemblés sur la tombe de Léon Sedov, nous avons le devoir de dire que, sans aucun doute, dans les prochains jours, se développera à nouveau dans notre pays une campagne d'une rare violence dont le thème sera la lutte contre le trotskysme. Des livres sont sous presse. Une campagne entière est en préparation. Et nous verrons resurgir, comme dans les années 1930, la tentative d'amalgame des trotskystes avec l'extrême droite, avec les fascistes. On inventera les procès les plus invraisemblables, on fabriquera les trucs les plus éculés.

Tous ces documents, toute cette campagne est d'ores et déjà prête, et prête à éclater. Nous en comprenons le contenu. Comme en 1937, sera dénoncé comme trotskyste quiconque refuse l'intégration des organisations ouvrières. Sera dénoncé comme trotskyste quiconque, quelles que soient ses opinions, quelles que soient ses

origines politiques, quand bien même seraient-elles très éloignées du trotskysme, quiconque refuse de se transformer en instrument de la politique du FMI et de la Banque mondiale.

Sera impitoyablement dénoncé comme trotskyste quiconque refuse d'être un valet de la déréglementation et de la prétendue mondialisation, quiconque veut rester tout simplement un militant ouvrier, un syndicaliste honnête, un militant politique qui ne renonce pas au fait que la classe ouvrière a des intérêts à défendre et que, pour cela, elle doit disposer d'organisations indépendantes. Et n'en doutons pas, comme en 1937, certains appareils, et en particulier l'appareil d'Etat et d'autres appareils, décideront qui est trotskyste et qui ne l'est pas, au mépris des faits.

Mais à la différence de 1937, et c'est là l'enseignement que nous devons en tirer, le Mur de Berlin est tombé. A la différence de 1937, il n'est pas minuit dans le siècle. Dans l'effroyable décomposition qui frappe le régime de la propriété privée des moyens de production sur toute la planète, dans cette effroyable décomposition qui fait que les paramètres "normaux" d'une économie "normale" deviennent l'économie de la guerre, l'économie de la drogue, l'économie de la prostitution, l'économie de la spéculation, dans cette effroyable décomposition, il y a aussi, à tous les niveaux et dans le monde entier, un mouvement de recomposition qui s'opère.

Un mouvement de recomposition de travailleurs et de militants de toutes tendances qui cherchent, au-delà de leurs différences, à se regrouper pour combattre. Ce mouvement, nous l'avons vu dans la chute du Mur de Berlin, nous l'avons vu en novembre-décembre 1995 en France, nous l'avons vu dans les grèves en Allemagne, nous l'avons vu à l'UPS, c'est un mouvement qui ne fait que commencer.

Camarades, il y a jour pour jour soixante ans, Léon Trotsky écrivait ceci :

"Personne, pas même Hitler, n'a porté au socialisme des coups aussi mortels que Staline. Hitler attaquait les organisations ouvrières de l'extérieur, Staline les

attaque de l'intérieur. Aucun principe ne demeure intact, aucune idée qui ne soit souillée, les mots mêmes de socialisme et de communisme sont gravement compromis." Et après avoir écrit cela, Trotsky ajoutait : à l'opposé du "régime de casernes", de "mensonges et de privilèges", à l'opposé du régime "d'oppression et de terreur" du stalinisme, nous affirmons ceci : "Le socialisme signifie un régime d'une transparence parfaite, au sein duquel les travailleurs s'administrent eux-mêmes. Le socialisme, c'est l'acheminement incessant vers l'égalité. Le socialisme a pour objectif le développement complet de la personne. Le socialisme, écrivait encore Trotsky, ne vaudrait rien sans des rapports désinté-

ressés, honnêtes, humains entre les hommes."

Quatre-vingts années après Octobre 1917, soixante ans après que Trotsky eut écrit ces lignes, nous qui sommes rassemblés ici, nous disons : oui pour ce socialisme-là, ce socialisme des rapports désintéressés, honnêtes et humains entre les hommes, ce socialisme du développement complet de la personne et de l'acheminement incessant vers l'égalité, ce socialisme de la transparence, pour ce socialisme-là, camarade Sédov, camarade Trotsky, camarade Lénine, nous répondons "présents".

A propos d'un livre à paraître : quelques mises au point utiles

(*La Lettre de La Vérité*, n° 38, 1^{er} septembre 1997)

On annonce la publication, ce 11 septembre, d'un livre signé Christophe Bourseiller et intitulé *Cet étrange Monsieur Blondel* (avec en sous-titre : "Enquête sur le syndicat FO"). Malgré son titre, cet ouvrage de 300 pages est pour l'essentiel consacré à notre courant, à la section française de la IV^e Internationale, à ses militants, à ses responsables et, en particulier, au camarade Pierre Lambert.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le contenu du livre de M. Bourseiller. Pour l'heure, nous nous limiterons à traiter d'un exercice préparatoire auquel il s'est livré dans le numéro du printemps-été 1996 de la revue *Les Cahiers d'histoire sociale*.

Le samedi 30 août 1997, parlant sur la tombe de Léon Sedov au nom du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, le camarade Daniel Gluckstein rappelait ce mot d'un militant social-démocrate allemand au sujet de la révolution espagnole : à cette époque,

"être trotskyste était un crime qui méritait la mort. Et qui était trotskyste ? C'était l'appareil stalinien qui décidait en ce temps-là."

Aujourd'hui, le trotskysme — pour l'occasion traduit par le terme "*lambertisme*" — doit, comme le disait déjà Staline, "*ne pas être considéré comme un courant du mouvement ouvrier*". A l'époque de Staline, tous ceux qui étaient baptisés "trotskystes" — qu'ils le soient effective-

ment, qu'ils soient socialistes, anarchistes ou même qu'ils aient soutenu Staline — devaient être liquidés dans les conditions que l'on connaît.

Aujourd'hui, en fonction des besoins, n'importe qui peut être décrété "trotskyste", c'est-à-dire "lambertiste".

Comme le disait Goebbels,

"dites une fois un mensonge, il reste un mensonge. Répétez mille fois le même mensonge, il devient une grande vérité".

L'OBJECTIF DE M. BOURSEILLER

M. Bourseiller a donc commis, dans la livraison du printemps-été 1996 de la

revue *Les Cahiers d'histoire sociale*, un article pompeusement baptisé "analyse" et qui s'intitule : « *Entre mythe et réalité : la véritable histoire des "hitléro-trotskyistes"*. »

L'objectif de M. Bourseiller, même si cela peut paraître un peu étrange en 1996 ou 1997, c'est d'insinuer qu'après tout les staliniens n'avaient pas tort de parler "d'hitléro-trotskyistes". Dans sa conclusion, il écrit en effet : « "Hitléro-trotskyiste" ! L'injure du PCF n'était donc pas totalement infondée. » La seule conclusion que l'on puisse tirer est donc qu'elle était au moins partiellement fondée. En conséquence, la liquidation d'agents hitlériens dans le cours du combat contre le nazisme ne s'imposait-elle pas ?

Bourseiller précise :

« *On a cru pendant des lustres que l'injure d'hitléro-trotskyisme ne reposait sur rien, qu'elle relevait de la pure et simple calomnie, de l'imagination délirante des propagandistes de Moscou (...). Et pourtant... par-delà le persiflage, la haine, l'intolérance (toutes choses dont M. Bourseiller est bien éloigné), il semblerait qu'un véritable courant "hitléro-trotskyiste" ait furtivement donné sens aux campagnes du PCF.* »

Admirons le "furtivement", qui justifie d'une manière non fugitive et l'étiquette d'hitléro-trotskyiste et les conséquences qui en découlent. Il faut en effet être sérieux avec les choses sérieuses.

L'hitlérisme, c'est d'abord la destruction organisée, par les moyens de la terreur massive, du mouvement ouvrier organisé. Puis, le massacre de millions de femmes et d'hommes dans l'Europe soumise au joug nazi : après les ouvriers et les antifascistes allemands, ce sont par millions les juifs, les peuples de l'Union soviétique, de Pologne qui seront les principales victimes, avec l'ensemble des peuples de l'Europe occupée, de la barbarie engendrée par le système capitaliste.

Répetons-le : si, comme l'insinue Christophe Bourseiller, l'épithète d'hitléro-trotskyiste est "partiellement fondée", cela ne justifie-t-il pas les meurtres perpétrés par les tueurs staliniens contre les militants trotskystes, comme, par exemple, l'assassinat de Blasco et de ses

camarades ? Et aujourd'hui, reprendre la vieille calomnie stalinienne s'intègre à la volonté de faire des militants de la IV^e Internationale, comme de tous ceux qui défendent l'indépendance de classe du prolétariat, des parias. Christophe Bourseiller écrit :

« *Ils ont existé, les fameux transfuges qui osèrent passer d'un extrême à l'autre et qui mirent au point un "trotskyisme rouge-brun" avant de faire rapidement marche-arrière.* »

Il semblerait donc que M. Bourseiller ait fait une découverte historique ou levé un voile qui cachait un pan de l'histoire, voile posé bien sûr par les trotskystes eux-mêmes. Cette découverte, ce serait la fondation, en juillet 1940, d'une organisation qui devait disparaître dès 1941, le Mouvement national révolutionnaire (MNR).

QU'EN EST-IL ?

Voici ce qu'on peut lire dans l'article du dénommé Bourseiller, honnête "chercheur historique" s'il en est :

« *Parmi les membres fondateurs de l'étonnant MNR, qui n'accueille pas que des trotskystes, on remarque Jean Rous, Maurice Jaquier, Lucien Weitz, Fred Zeller, Henri Barré, Marcel Hytte ou encore Rebeyrolle, Charreyron, Lionel, Lissansky, Ladmiral, Miasnikov, Poudroux, Perez, Claire... Leur postulat est simple : la victoire totale de l'Allemagne ne fait aucun doute. A situation nouvelle, doctrine nouvelle.* »

Cela pour justifier que Staline n'avait peut-être pas tort d'avoir monté les procès de Moscou où il organisa l'assassinat de tous ses opposants, de toutes tendances politiques.

S'agit-il d'une information cachée ? Nullement. En 1981, le Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) publiait, comme supplément de sa revue *La Vérité*, un livre intitulé *Les Trotskyistes en France pendant la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1944*, dont l'auteur est Jean-Pierre Cassard. Dans ce livre, publié il y a seize ans par la section française de la IV^e Internationale, on pouvait lire :

« En mars 1941, est publié un nouveau bulletin, Le combat national révolutionnaire, qui paraîtra jusqu'en juin 1941. Ce premier numéro insiste sur la nécessité d'un mouvement populaire de libération nationale et sociale, unissant tous les Français. Le mot d'ordre du MNR est: "Prolétaires, paysans, artisans, petits et moyens bourgeois, chefs d'entreprises français, unissez-vous ! Ni pro-anglais, ni pro-allemands, mais pro-français" (...). »

Ainsi, ceux qui respectent les faits (ce qui n'est pas le cas de M. Bourseiller) n'ont jamais occulté l'existence du MNR. Celui-ci avait été formé par des militants désorientés d'origines diverses, dont la plupart n'avaient jamais appartenu à des organisations trotskystes, mais dont certains avaient milité dans les rangs de la IV^e Internationale.

Contrairement aux affabulations de Christophe Bourseiller, le MNR n'est pas une organisation "trotskyste" d'un type particulier : sa plate-forme politique est explicitement contradictoire avec les principes et le programme de la IV^e Internationale.

A cette première falsification, Bourseiller en ajoute une seconde, présentant en fait le MNR comme "hitlérien", alors que ce mouvement se dissout en juin 1941 et que l'ensemble de ses cadres rejoignent des organisations engagées dans le combat contre le nazisme, notamment le Parti socialiste clandestin et les mouvements de résistance gaulliste (aucun d'eux, en revanche, ne se retrouvera dans les rangs de la IV^e Internationale). Certains des fondateurs du MNR, comme Maurice Jaquier et Henri Barré, sont arrêtés, et ce dernier sera déporté en Allemagne nazie.

Yvan Craipeau, qui a été un militant trotskyste durant des dizaines d'années et qui fut l'un des premiers artisans de la réorganisation des trotskystes dès les premiers jours de l'Occupation, écrit à ce propos dans son livre *Contre vents et marées* :

"Les trotskystes dénoncent immédiatement ceux des leurs qui se sont engagés dans l'aventure du MNR",

précisant que *"l'attaque d'Hitler contre l'URSS jettera par terre"* les théories des membres du MNR.

"Ils passeront à la résistance gaulliste, où certains d'entre eux se distingueront par leur courage."

D'autres rejoindront le Parti socialiste clandestin — lequel était peut-être, pour M. Bourseiller, une organisation "hitléro-trotskyste".

Comme Christophe Bourseiller tient à se couvrir, il rappelle lui aussi, vers la fin de son article, que *"militants intègres, ses fondateurs (ceux du MNR) opèrent bientôt une révision déchirante"*. Peu lui importe... Ce qui compte, c'est de répéter que le qualificatif d'hitléro-trotskyste n'est pas infondé... (1). Nous reviendrons sur les infâmes calomnies lancées contre des militants qui, quelles qu'aient été leurs erreurs, et quelles que soient leurs tendances, n'ont pas démérité dans la lutte contre le fascisme.

DES MENSONGES À LA RÉALITÉ

Mais pourquoi ces références au MNR dans cet article, qui prépare le livre de M. Bourseiller à paraître ces jours-ci et dont l'essentiel est consacré aux *"trotskystes-lambertistes"* ?

Notre "écrivain et journaliste" n'en est pas à une approximation près, c'est le moins qu'on puisse dire, puisque Pierre Lambert était en 1941 membre d'une autre aile trotskyste que celle dont parle Yvan Craipeau.

L'Organisation communiste internationaliste — pendant toute une période, nom de la section française de la IV^e Internationale — a publié en mai 1970, il y a donc vingt-sept ans, une brochure intitulée *Quelques enseignements de notre histoire*, dont le chapitre consacré à la guerre commençait ainsi :

"Le 3 septembre 1939, la guerre éclate. Les événements pèsent sur bien des épaules et la plupart des plus vieux cadres bolcheviques-léninistes du Parti

(1) Sur ce qu'a été effectivement la collaboration et l'appui au régime vichyste, si toutefois ces questions intéressent M. Bourseiller, il pourra trouver auprès d'un membre du comité de rédaction de la revue qui l'a accueilli, Claude Harmel, toutes les informations nécessaires.

ouvrier internationaliste (POI) et du Parti communiste internationaliste (PCI) s'effondrent. Quelques-uns restent à leurs postes: Craipeau (POI), Marc Laurent (Henri Molinier) (PCI)... En fait, c'est à la jeune génération de militants, celle de juin 1936, celle qui a été recrutée entre 1936 et 1939, qu'incombe la tâche de reconstruire les deux organisations" (2).

La crise terrible qui s'abat sur tout le mouvement ouvrier, sur toutes ses tendances, dans les conditions de l'effondrement de 1940, ne pouvait qu'avoir des conséquences sur le mouvement trotskyste comme sur toutes les autres tendances. C'est ce que dit d'emblée *Quelques enseignements de notre histoire*, ouvrage dont les conclusions ont pu être contestées, mais qui n'a jamais été pris en défaut ni quant aux faits ni quant aux citations.

Le désarroi provoqué par l'écroulement sans précédent de 1940 s'est exprimé dans les rangs des organisations de la IV^e Internationale. Il n'a pu être surmonté que par la discussion politique, malgré les difficultés de mener cette discussion dans l'illégalité. Ce désarroi s'exprimait dans le POI chez ceux qui allaient participer à la constitution du MNR. Dans le PCI, il s'exprimait en particulier en 1940 dans les positions d'Henri Molinier, qui utilisait alors le pseudonyme de Testu (3). Celui-ci écrivait :

« C'est ainsi que le fascisme d'après-guerre devra s'efforcer de planifier dans un sens économique progressif. Bien entendu, tout cela ne sera pas socialiste et nous ne crions pas "Vive le fascisme !". Nous savons que le fascisme, né de l'échec de la révolution d'Octobre à l'échelle russe et européenne, remplit la tâche historique de prolonger le capitalisme, mais qu'il ne peut le faire qu'en l'élevant à un stade plus évolué. »

Dès ce moment, des militants, en province et dans la région parisienne, s'opposent à cette vision contraire aux enseignements du marxisme et au programme de la IV^e Internationale.

Dans l'ouvrage *Les Trotskystes en France pendant la Deuxième Guerre mondiale*, les éléments de cette discussion sont rappelés (pp.70-71) :

« Ainsi, dans le bulletin intérieur de novembre 1940, un texte signé Lejeune se solidarise avec les militants de province dans la caractérisation du fascisme :

« Les camarades disent fort justement que le fascisme est une expression capitaliste. Sur le caractère prétendument "progressiste" du fascisme, le texte de Lejeune précise : "D'une part, la violence de la lutte qui ira s'accroissant dans les mois qui viennent entraînera une énorme destruction des forces productives, ce qui amène, si je ne me trompe pas, à une régression économique." Il ajoute : "L'Allemagne victorieuse, le Dr Frank (dignitaire nazi, NDLR) nous l'a déjà dit, ferait de l'Europe une source de ravitaillement en matières premières, ce qui veut dire, nous en avons la préfiguration en France, la destruction des industries nationales. Où sont les caractères progressistes là-dedans ?" Pour terminer: "La victoire du fascisme n'aura lieu que sur les ruines de la civilisation. Lénine, et le Vieux (pseudonyme familier de Trotsky) récemment, ont dit que hors de la révolution prolétarienne, il n'y a que retour à la barbarie, dans cette époque où les conditions économiques sont plus que mûres pour la réalisation du socialisme." Nous le voyons, les principes du trotskysme continuent à vivre. »

La discussion se poursuit et, comme le rappelle encore Jean-Pierre Cassard (p. 71),

« dans toute une série d'études (rédigées d'octobre 1940 à juillet 1941), intitulées : "Economie dirigée, économie de crise, économie de guerre", "L'impérialisme, stade supérieur du capitalisme", "La crise de l'Allemagne, 1929-1933", "L'intervention de l'Etat dans l'économie", "Les cartels et le fascisme", "La politique financière du national-socialisme", *Lejeune polémique contre la "théorie" du capitalisme d'Etat, réaffirmant le marxisme de Lénine. Cela, basé sur un examen objectif des faits et tendances qui démontrent qu'historiquement, il ne saurait être question de stade intermédiaire (capitalisme d'Etat) entre l'impérialisme, stade supérieur du capitalisme, et le socialisme.* »

C'est en appliquant les principes du marxisme, en se tenant sur le terrain des faits, que le jeune militant qui signait

(2) Les deux organisations qui se réclament de la IV^e Internationale devaient s'unifier en 1944, former le Parti communiste internationaliste.

(3) Il a également utilisé le pseudonyme de Marc Laurent.

Lejeune contribue à réarmer une organisation face à la nouvelle situation. Il n'est pas inutile de noter que le camarade qui employait alors, dans la clandestinité, le pseudonyme de Lejeune, était le camarade Pierre Lambert. Cet épisode de la vie militante de Pierre Lambert sera-t-il rappelé dans le livre de M. Bourseiller, qui abonde de références à Pierre Lambert ? Ce livre n'a pas d'autre objet que de tenter d'accréditer une "interprétation" politique (politicienne), où le "trotskysme-lambertisme" jouerait un rôle aussi occulte que central. En tout cas, le rappel de cet épisode suffit en lui-même à détruire toute base à l'insinuation selon laquelle le qualificatif "d'hitléro-trotskyte" serait fondé.

Jean-Pierre Cassard, pour sa part, concluait (p. 72) :

« Trois mois plus tard, le 22 juin 1941, les faits et les événements détruisent la construction "théorique" de Testu. Le vieux révolutionnaire Testu, militant de l'Opposition de gauche, fondateur de La Vérité, rectifiera. Il critiquera ses positions erronées, poursuivra le combat révolutionnaire dans les rangs du trotskysme. Il sera l'un des artisans de la réunification au début de 1944 et tombera comme un soldat de la révolution lors des combats de la Libération de Paris. »

Dans *Quelques enseignements de notre histoire*, il est rappelé que la

"faiblesse des liens avec la classe et les difficultés à définir des axes d'intervention renforcent, parmi les bolcheviks-léninistes, les tendances aussi bien sectaires qu'opportunistes".

Cela dans une situation

"qui voit le prolétariat désintégré, les dirigeants du PCF qui tentent de négocier avec la Wermarcht la légalisation de L'Humanité".

Nous avons condamné la politique des dirigeants du PCF à l'époque, mais nous ne les avons jamais qualifiés "d'hitlériens".

C'est dans ces conditions, qui sont aussi celles de l'illégalité et d'une féroce répression, que, par les moyens de la démocratie

ouvrière et au travers de l'intervention internationaliste, les différentes tendances qui se réclament en France de la IV^e Internationale se réorganisent et développent une activité fondée sur les principes de l'internationalisme, que nombre d'entre eux paieront de leur vie. Notamment la publication régulière, avec les risques que l'on peut imaginer, d'un bulletin destiné aux soldats allemands, *Arbeiter und Soldat*, et l'organisation de marins antifascistes allemands à Brest, qui fut sauvagement réprimée par la Gestapo.

Christophe Bourseiller excelle dans l'utilisation d'un procédé qui consiste à énoncer une proposition, pour lui principale, et à l'encadrer de "correctifs", qui, sans toucher à l'essentiel, visent à le faire apparaître comme ayant une position équilibrée. Proposition principale :

« "Hitléro-trotskyte" ! L'injure du PCF n'était donc pas totalement infondée. »

L'essentiel étant dit, M. Bourseiller, prudent, ajoute :

"Le phénomène hitléro-trotskyte semble bien marginal, comparé à la lourde tendance collaborationniste du PCF."

Mais après cela, vient l'ultime phrase du texte, sorte de signature qui définit parfaitement le personnage :

« Il n'empêche qu'entre juillet 1940 et l'été 1941, "quelques enfants du prophète" se sont indéniablement laissés séduire par la propagande hitlérienne. »

Nous nous sommes attardés sur les exercices de style (le style, c'est l'homme) de M. Bourseiller, non point tant pour défendre l'honneur de la IV^e Internationale et de ses militants tombés dans la lutte contre le fascisme et le stalinisme — que les calomnies d'un Bourseiller ne mettent pas plus en cause que celles fabriquées par Staline, dont elles ne sont que la continuation — mais pour commencer à démonter les mécanismes de la falsification.

Nouvelles de l'Entente internationale

Les journées internationales des 30 et 31 mai 1997

Brésil : Près de 2 000 travailleurs et jeunes ont participé aux activités de la journée internationale de lutte dans le Brésil tout entier, avec notamment une manifestation et un meeting à São Paulo, avec plus de 800 participants.

"Il y a longtemps qu'on avait vu autant de monde dans une activité contre la mondialisation et ses terribles conséquences", a déclaré dans le meeting Renato Simões, député PT au Parlement de l'état de São Paulo. *"Cette journée est d'ores et déjà une victoire et un succès",* a affirmé Luis Eduardo Greenhalgh, député PT au Parlement fédéral.

Les principales revendications du meeting résumaient le combat au Brésil contre la déréglementation : *"A bas les privatisations ! Réforme agraire tout de suite ! Non au travail précaire ! Retrait des projets de réforme de l'Etat et de réforme de la Sécurité sociale."* Le principal obstacle à la satisfaction des revendications apparaissait clairement : *"Dehors Fernando Henrique Cardoso !"*, criaient les participants. La manifestation, sur tout le parcours, a rencontré le soutien et l'adhésion des travailleurs.

Ensuite a commencé le meeting. A la tribune, outre les députés déjà cités, étaient présents : Tereza Lajolo et Julio Turra, de l'Entente internationale des travailleurs, Roque Ferreira, dirigeant syndi-

cal des cheminots, Bento Ferreira, vice-président de l'Union nationale des étudiants, un dirigeant syndical des dockers parlant au nom du comité brésilien pour la victoire des dockers de Liverpool, Emanoel Mellato, dirigeant syndical de la métallurgie et vice-président de la CUT de São Paulo, et Gilmar Mauro, l'un des principaux dirigeants du Mouvement des sans-terre (MST), dont la présence était particulièrement importante, car la marche nationale des sans-terre a marqué la situation politique brésilienne. Depuis des années, le MST coordonne les occupations de terres. En février, depuis trois points différents du Brésil, ont commencé des marches (à pied) de 1 500 km chacune, pour exiger la réforme agraire, qui ont convergé à Brasilia le 17 avril dernier.

Le pays a accompagné la marche jour après jour et plus de 50 000 travailleurs étaient présents à Brasilia le 17 avril pour présenter leurs revendications au gouvernement aux côtés des sans-terre. G. Mauro a expliqué dans le meeting que la lutte contre Cardoso continue, et que, pour les sans-terre, c'est une lutte contre la mondialisation, les privatisations et les plans du FMI.

Suède : A l'initiative des adhérents de l'Entente internationale des travailleurs en Suède et avec le soutien de Enhetsinitia-

tivet (L'Initiative d'unité), qui est une nouvelle organisation regroupant des syndicalistes et de militants politiques du mouvement ouvrier, et de Folkendemokraterna, regroupant des sociaux-démocrates exclus ou ayant quitté le Parti social-démocrate, et avec le soutien de militants individuels, membres du Parti social-démocrate, et de dirigeants syndicaux, se sont tenues une réunion à Stockholm et une réunion à Göteborg.

Espagne : Le 31 mai a eu lieu à Getafe, dans la banlieue de Madrid, une rencontre de militants et responsables syndicaux, sur le mot d'ordre : pour défendre la démocratie et l'indépendance syndicale, pour l'abrogation du traité de Maastricht. Cent dix responsables ont participé à cette rencontre. Elle a été précédée par une trentaine de réunions dans plusieurs villes du pays (Barcelone, Bilbao, Valence, Séville, Grenade, Castellon, Onda, Cantabrie...). Dans la conférence, étaient notamment présents le secrétaire des Commissions ouvrières, Marcelino Camacho, qui fait partie du secteur d'opposition dans les Commissions ouvrières et qui s'est prononcé notamment contre la récente réforme du marché du travail. Étaient aussi présents des représentants du secteur de l'UGT qui se sont opposés aussi à la réforme. La conférence a décidé entre autres de préparer la rencontre ouvrière de Berlin de janvier 1998, de poursuivre la campagne pour le retrait des troupes d'Albanie, de mandater une délégation le 8 juin à la réunion ouvrière de Genève, ainsi que plusieurs campagnes particulières pour la défense des militants syndicalistes réprimés.

Portugal : Une rencontre s'est tenue le 31 à l'appel de la commission de Marinha Grande contre la révision de la Constitution portugaise. Elle a réuni des délégués de plusieurs villes et secteurs, notamment de Lisbonne, Barreiros, Alges et, bien sûr, Marinha Grande. Il a été décidé de constituer un Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht et contre la révision de la Constitution. Il faut rappeler qu'au nom des exigences de Maastricht, le gouvernement portugais

"socialiste" a engagé une réforme portant sur 80 % des articles de la Constitution. Dans la mesure où une bonne partie du groupe parlementaire du Parti socialiste est contre la révision de la Constitution, la rencontre a décidé de s'adresser à ce groupe parlementaire.

France : Une manifestation qui rassemblait 20 000 travailleurs venus de toute la France a eu lieu le 31 mai à Paris, à la veille du deuxième tour des élections législatives, pour affirmer l'exigence de l'abrogation du traité de Maastricht. Cette manifestation était appelée par le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht, un comité pluraliste qui regroupe des militants, des responsables et des élus membres du Parti communiste français, du Parti des travailleurs, du Mouvement des citoyens, des syndicalistes d'origines diverses. L'appel adopté à l'issue de la manifestation indique notamment :

"A toutes et à tous, à l'ensemble des organisations, à tous ceux qui veulent défendre les droits ouvriers et la démocratie, nous faisons la proposition de tenir, sans attendre, dans toutes les villes et les villages, des meetings et réunions publiques contre le traité de Maastricht et à préparer ainsi la tenue, à l'automne 1997, de la convention nationale pour l'abrogation du traité de Maastricht, rassemblant des délégués mandatés par les comités."

Italie : Une réunion s'est tenue le 31 mai à Turin et a décidé la constitution d'un comité pour l'abrogation du traité de Maastricht. Une première réunion du comité est fixée pour le 28 juin. La réunion a notamment insisté sur l'importance de la commission d'enquête en Albanie.

Togo : A Lomé, s'est tenue une réunion de travailleurs, militants, responsables syndicaux, démocrates et jeunes, avec une participation de délégués du Burkina Faso et du Bénin. Un appel adressé au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale et à l'Union européenne a été adopté, qui demande notamment

"l'arrêt inconditionnel et immédiat des plans d'ajustement structurel sous toutes leurs formes, l'annulation inconditionnelle et immédiate de la prétendue dette, qui n'est pas celle des travailleurs et des peuples".

Bénin : Réunion le 31 mai, qui a repris l'appel adopté à Lomé.

Russie : Les 30 et 31 mai, dans le cadre de l'action internationale contre la privatisation et la déréglementation, l'organisation russe Solidarnost a engagé une campagne de signatures, sur les places et aux portes des entreprises, à Kaliningrad et dans les villes du littoral balte russe, ainsi qu'à Moscou, Vorkouta et dans d'autres localités du pays, sur l'exigence du changement du cours social et économique de la Russie.

Cette campagne a pour but une pression sur les autorités centrales et régionales et une action et structuration des protestations spontanées de la population contre ce qui est appelé la "politique des réformes". Les signatures recueillies seront remises au bureau du président de la République ou à ses représentants régionaux.

Le 30 mai, s'est tenu à Leningrad un meeting à l'initiative du Parti russe des communistes et du Conseil des ouvriers de Leningrad, devant le centre Leontiev, qui est le siège des "réformateurs libéraux" de Saint-Pétersbourg. La résolution adoptée par les participants exprime, "dans le cadre de la journée de protestation contre la déréglementation", leur solidarité avec leurs camarades dans la lutte contre la politique de privatisations et de destruction de la législation du travail. Le meeting affirme :

"Non à la politique antinationale de destruction dictée par le FMI, non à la privatisation et à l'offensive contre les droits des travailleurs, non aux réformes de marché anti-populaires."

Martinique : La rencontre martiniquaise du 31 mai a décidé que les participants se constituaient en comité de liaison "contre la déréglementation, pour l'indépendance des syndicats et pour le droit de

notre peuple à disposer de lui-même", de soutenir l'envoi d'un représentant de l'UGTG à la réunion de Genève du 8 juin et, dans le cadre de la concertation avec les autres militants des Caraïbes, d'envoyer un représentant syndical martiniquais à la conférence de Amériques, à San Francisco.

Albanie, Grèce, Serbie, Croatie, Hongrie, Roumanie : La conférence balkano-danubienne, avec la participation de délégués d'Albanie, de Grèce, de Croatie, de Serbie, de Hongrie et de Roumanie, a décidé de constituer un comité de liaison balkano-danubien regroupant des militants et responsables de chacun des pays présents, pour coordonner un combat commun dans cette région. C'est ainsi qu'ils ont adopté la décision suivante :

"C'est pour cette raison que nous appelons tous les travailleurs et toutes les organisations ouvrières et démocratiques de la région balkano-danubienne à organiser en commun, dans tous les pays de notre région, une journée d'action en octobre 1997, contre les plans d'ajustement structurel du FMI et contre les plans de l'Union européenne, contre la guerre, pour la démocratie et la paix."

Nous soutenons et appuyons la proposition d'une commission d'enquête ouvrière et démocratique qui se rend en Albanie avec le mandat : "Aller, voir, et dire la vérité."

Hors d'Albanie, les troupes de l'Union européenne !

Hors de Yougoslavie, les troupes de l'OTAN, retrait de toutes les troupes étrangères de la région, démantèlement des bases de l'OTAN !

Arrêt des plans d'ajustement structurel du FMI !

Dehors le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et tous leurs conseillers !

Abrogation du traité de Maastricht !

Arrêt des privatisations !

Préservation des droits et acquis des travailleurs, défense des organisations syndicales indépendantes !

Unité des travailleurs de la région balkano-danubienne !

La fraternité entre les peuples ne peut s'édifier que sur la base de l'unité des travailleurs. »

Pérou-Equateur : Rencontre commune de travailleurs d'Equateur et du Pérou à la frontière des deux pays, dans la ville de Huaquillas, avec cent vingt participants, dont des responsables syndicaux de l'électricité (Pérou et Equateur), du pétrole, de l'enseignement, une représentante de la CGTP, des représentants de mouvements populaires de la région de l'Oru (Equateur), du Front de défense de Lambayeque (Pérou). Le maire de Huaquillas (Pérou), membre du MDP (Mouvement de la démocratie et du peuple), a participé à la manifestation de la frontière au centre de la ville, et à la conférence.

Celle-ci était soutenue par de larges secteurs de travailleurs et de syndicalistes au Pérou et en Equateur : sidérurgistes, pêcheurs, services publics, enseignants, dockers, etc., pour le Pérou et électricité, pétrole, personnel judiciaire, service des eaux, mouvements populaires, jeunes, etc., pour l'Equateur.

Pakistan : A l'appel des responsables syndicaux qui avaient participé ou apporté leur soutien à la III^e Conférence mondiale ouverte, un rassemblement a eu lieu à Lahore le 30 mai, qui a regroupé des milliers de participants, dont notamment de larges secteurs de la fonction publique.

Belgique : Le 31 mai a eu lieu à Bruxelles un meeting à l'initiative du Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. Les intervenants suivants ont pris la parole : Philippe de Menten, syndicaliste enseignant, M. Ellouze, vice-président de la Ligue des droits de l'homme de Liège, R. Giarrocco, ancien responsable des jeunes socialistes au bureau national du Parti socialiste, Philippe Larsimont. L'assistance comportait de nombreux militants ouvriers et syndicaux de l'enseignement, de la sidérurgie et des employés. Le meeting s'est conclu par la décision de créer des comités locaux

pour l'abrogation du traité de Maastricht et de préparer la conférence de janvier 1998 à Berlin par une conférence qui désignerait ses délégués.

Suisse : Des réunions publiques ont eu lieu dans quatre villes (Genève, Lausanne, Neuchâtel, Berne). Parmi les orateurs et les participants qui ont répondu favorablement à la proposition de la conférence européenne de Berlin : Erica Deuber-Pauli, député au Grand conseil genevois, PDT, René Ecuyer, député au Grand conseil genevois, PDT, Souhail Mouhanna, président du Conseil intersyndical de la fonction publique, Genève, Jimmy Erhard, membre de la direction nationale du syndicat des transports publics (SEV), Alain Franck, secrétaire du syndicat des services publics vaudois, Luc Deley, président du groupe administration du syndicat des services publics, Genève, Hansjörg Rohrbach, membre du comité central du syndicat des agents de trains (SEV-ZPU), Christof Berger, vice-président du syndicat bernois des ambulants de la poste (U-PTT), Christian Schor, responsable syndical des transports urbains, Neuchâtel, membre du Parti socialiste, Michel Zimmermann, porte-parole de l'Union des cercles pour une politique ouvrière.

Allemagne : A l'initiative et à l'appel de la réunion nationale des "Sociaux-démocrates contre Maastricht" du 12 avril, à Halle, des réunions-rassembles ont eu lieu dans quatorze villes d'Allemagne (Berlin, Wismar, Halle, Leipzig, Dessau, Chemnitz, Cologne, Euskirchen, Düsseldorf, Duisbourg, Mülheim, Gernskirchen, Francfort, Heidelberg), s'appuyant sur les 1 600 signataires de l'appel allemand-européen pour l'abrogation du traité de Maastricht.

Malgré les mises en garde de certains responsables SPD, l'initiative a, dans la grande majorité des réunions, rassemblé des responsables sociaux-démocrates, des syndicalistes, la plupart contre Maastricht, à la fois comme invités et dans les discussions. Les participants sont des militants ouvriers, des responsables syndicaux et du SPD au niveau local et régional.

Le député au Parlement européen C. Tannert a participé à la réunion de Berlin, et à Euskirchen, le responsable à l'organisation du syndicat national du bâtiment. Discussion avec les députés au Bundestag, M. Müller à Düsseldorf, S. Klemmer à Berlin, Oesinghaus à Cologne, Schluc-kebiez à Duisbourg. Des signatures ont été recueillies dans le congrès du syndicat des enseignants à Chemnitz.

Bangladesh : Vendredi 30 mai, dans l'après-midi, les travailleurs se rassemblent sur l'une des grandes places de Dacca, la capitale du Bangladesh. Ils seront bientôt plus de 10 000, venus souvent de banlieues ouvrières éloignées. Ce sont des ouvriers du textile, du jute, des services publics, de la métallurgie.

Ces travailleurs répondent à l'appel du comité d'organisation qui s'est formé au Bangladesh pour préparer les journées internationales des 30 et 31 mai et qui réunit, autour de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, des représentants de diverses fédérations syndicales, d'organisations politiques et des personnalités du monde culturel.

A l'issue du meeting, les travailleurs se sont formés en cortège et ont manifesté dans le centre de Dacca en scandant des mots d'ordre comme :

"Halte aux privatisations", "Mettons fin à la dictature du FMI et de la Banque mondiale", "Défendons les normes de l'OIT", "Défendons les droits et l'indépendance des organisations syndicales".

Mexique : A Mexico, le 30 mai, à l'appel de l'Entente internationale des travailleurs, a eu lieu une manifestation. Le cortège devait grossir tout le long du parcours, au centre de la ville, rassemblant finalement 7 000 travailleurs. Parmi eux, de nombreux enseignants, car le gouvernement a déclenché une violente offensive visant à démanteler l'enseignement public, en même temps qu'il se refuse à négocier sur la base des revendications salariales présentées par les enseignants.

Le lendemain, 31 mai, était organisée une rencontre avec des représentants des

organisations syndicales des Etats-Unis, notamment Eddie Rosario, représentant le conseil de l'AFL-CIO de San Francisco. Le but de cette réunion était de préparer ensemble la conférence ouvrière continentale contre le traité de libre commerce, qui aura lieu en novembre 1997 à San Francisco.

Dans la ville de Tuxla Gutierrez, principale ville de l'Etat de Chiapas, deux manifestations ont eu lieu. L'une, le 30 mai, à l'initiative d'un comité d'organisation pour la journée mondiale, qui a rassemblé plus de 500 travailleurs ; et, le samedi 31, une manifestation d'enseignants, forte de 2 000 travailleurs de cette branche. Les organisateurs de cette manifestation ont invité un représentant de l'Entente à présenter la signification de la journée internationale.

Etats-Unis : Le 31 mai, des militants ouvriers et des délégués syndicaux du Missouri, de Kansas City, de Chicago et de Detroit se sont réunis en conférence à l'occasion de la journée internationale de protestation et de lutte contre les privatisations et la déréglementation.

Mike Griffin, membre de la délégation américaine à la III^e Conférence mondiale ouverte et l'un des responsables syndicaux victimes de la répression à Decatur, a présenté un rapport sur les luttes pour la défense des droits syndicaux.

Un autre élément central dans les discussions de cette conférence a été le combat mené à Saint Louis pour empêcher la privatisation — et en fait la disparition — de l'hôpital régional. La conférence a pris la décision de développer dans toute la région une large campagne de soutien à la conférence ouvrière des Amériques.

Les travailleurs de la presse de Detroit sont victimes d'un lock-out patronal. La défense des grévistes de Detroit était au centre de la réunion convoquée à New Brunswick (New Jersey) par la section du Labor Party du New Jersey, à l'occasion de la journée internationale du 31 mai. A cette réunion, Eric Lerner — l'un des délégués américains à la III^e Conférence mondiale ouverte — a présenté un rapport sur les activités de l'Entente.

Dans la presse de l'Entente...

ESPAGNE



les libertés en réformant le Code pénal. D'autre part, comme élève préféré de l'Europe de Maastricht-Amsterdam, il veut profiter de l'actuel climat politique pour accentuer son action anti-ouvrière et de destruction sociale (...).

Que propose le gouvernement ?

De privatiser les grandes entreprises publiques bénéficiaires : Endesa, Argenteria, la Régie des tabacs, d'avancer plus encore dans le démantèlement de grands services publics comme les postes, tout cela pour obtenir les 1,3 billion de pesetas destinés à couvrir le déficit. Ainsi, d'après le gouvernement, il devra réduire de 350 milliards "seulement" (...).

Le 10 juillet, plus de 10 000 travailleurs des grandes entreprises publiques de la métallurgie ont participé au rassemblement appelé à Madrid par l'UGT et les Commissions ouvrières. 40 000 se sont mis en grève.

L'état d'esprit des travailleurs est unanime : non aux privatisations, non aux licenciements, défense des droits et garanties.

Cependant, les travailleurs attendent un peu plus que des promesses d'automne chaud. Ils attendent des mots d'ordre clairs et des propositions simples et précises de mobilisation. C'est là le sens du combat engagé dans les postes pour le retrait de la loi postale.

Depuis la réunion du 10 juillet 1996 au Pabellón del Real Madrid, le gouvernement a privatisé ce qui restait de Repsol et de Telefónica, de Retevisión. Il est en train de parachever la remise d'Iberia à des compagnies étrangères, il concède la gestion des hôpitaux à des fondations, il privilégie l'enseignement catholique, il introduit des organes privés dans l'école publique, dans toutes les entreprises publiques... Cela comporte la destruction d'emplois, de droits, de services publics, ainsi que la destruction des bases économiques du pays. Et sur tout cela, on annonce une escalade des privatisations

Información Obrera, n° 12-13, 18 juillet 1997 :

"Aucun aval au gouvernement Aznar et à sa politique"

« Les derniers événements qui ont secoué le pays avec le récent enlèvement et l'attentat mortel au Pays Basque montrent une fois de plus que la recherche d'une voie pacifique oblige à donner une issue politique. La classe ouvrière, qui a toujours écarté de ses rangs le terrorisme et les attentats comme méthode d'action politique, est la première intéressée à en finir avec cette politique de violence qui finit toujours par se retourner contre elle.

Tout semble se conjuguer pour amener cette situation de violence à une impasse. Le gouvernement Aznar se montre prêt à tirer tout profit politique de cette situation. Ainsi, au nom de la lutte antiterroriste, il refuse d'accéder à des questions démocratiques élémentaires et menace de réduire

Sumario

- 1 Nueva ley de pensiones
- 2 El Valle de la Lengua y del Ebro
- 3 Reducción de prestaciones
- 4 ¿Qué es el Estatuto de Andalucía?
- 5 Estatutos de Euzkadi

dans le budget de l'Etat de 1998. Il faut les arrêter, nous ne pouvons pas continuer ainsi, les organisations ouvrières doivent prendre des mesures, à commencer par la rupture avec la politique d'union nationale, qui vise à appliquer la monnaie unique et toutes les conséquences destructrices qui en découlent. Les travailleurs des entreprises publiques de la métallurgie des Asturies, de Santander, etc., montrent la voie de la grève générale pour rejeter ces plans.

Les travailleurs et militants réunis autour de ce journal prennent l'engagement d'aider à organiser le combat contre les privatisations, contre les budgets de Maastricht-Amsterdam, pour l'abrogation de ce traité anti-ouvrier, pour la non-ratification du traité d'Amsterdam. C'est là notre combat pour l'Europe des travailleurs, pour l'Union libre des Républiques des nations et des peuples libres d'Europe. »

BELGIQUE

La Tribune des travailleurs, n° 50, 30 mars 1997 :

Dossier : les travailleurs de Vilvorde dans la rue contre "l'Europe cimetièrre social".

« Une chose et son contraire : la fermeture de Renault-Vilvorde a vu se développer, en peu de temps, un grand mouvement de mobilisation et de solidarité. Le lundi 4 mars, lors de leur première manifestation à Bruxelles, les travailleurs de Renault exigent le maintien de l'usine, dénoncent "l'Europe cimetièrre social" et s'en prennent à Dehaene.

Le 16 mars, les mots d'ordre officiels de la manifestation à Bruxelles sont devenus tout autres. Ils s'inspirent largement des recommandations et directives de la Commission européenne pour l'abaissement du coût du travail. La Confédération européenne des syndicats (CES), très liée à la Commission européenne, a fait beaucoup pour qu'il en soit ainsi.



Comme on le lira dans ce dossier, ce que Dehaene, la Commission européenne, les dirigeants de la CES appellent "l'Europe sociale", c'est une nouvelle diminution des cotisations patronales à la Sécurité sociale, entraînant la liquidation de celle-ci.

C'est la flexibilité et l'association des syndicats aux restructurations. C'est le traité de Maastricht.

On ne peut prétendre vouloir "l'Europe sociale" et défendre le traité de Maastricht, qui dicte la politique antisociale. Plus que jamais, la seule revendication qui permet l'unité sur la base de la défense des intérêts des travailleurs, c'est celle de l'abrogation du traité de Maastricht. Elle s'est exprimée dans la manifestation du 16 mars et le sera plus encore demain.

Le 24 mars, les travailleurs de Renault était rejoints dans la rue par une délégation de mille travailleurs des Forges de Clabecq, de Caterpillar, de Volkswagen, etc. Des délégations françaises étaient également présentes.

Dans la manifestation, dès qu'on interroge les travailleurs de Renault, un même constat revient :

"Parce qu'on se sentait plus faibles, comme étant situé en Belgique, on a accepté la flexibilité, la journée de 9 heures. Tout ça pour arriver à la fermeture !"

Le Soir en tire ce commentaire : cela

"réduit à néant la thèse, propagée par le Livre blanc de la Commission européenne auprès de tous les gouvernements, selon laquelle la sauvegarde de l'emploi passe par la soumission à une flexibilité maximale."

(...) La fermeture de Vilvorde au touche de plein fouet la politique du gouvernement flamand, tout comme la faillite des Forges de Clabecq a mis en cause celle du gouvernement wallon.

Le contenu réel de "l'Europe des régions" apparaît : les décisions se prennent au niveau européen, les pouvoirs locaux appliquent ou font un "constat d'impuissance".

La fermeture de Renault a été annoncée au moment où une commission du Parlement flamand étudiait un projet de scission "communautaire" d'une partie de la Sécurité sociale (soins de santé, allocations familiales) avec le soutien de la direction du SP, sans le moindre mandat de ses affiliés, ce que l'interrégionale de la FGTB a dénoncé.

La manifestation du 3 mars a réaffirmé l'unité des travailleurs de tout le pays. Là aussi, la presse constate :

"La solidarité d'action entre Nord et Sud pourrait même être de taille à faire échec à la scission de la Sécurité sociale, cet autre héritage commun des travailleurs..." (Le Soir).

Le 27 février, le représentant de Renault était venu à Bruxelles, entouré de gardes du corps, annoncer la fermeture brutale de Vilvorde.

Quelques jours plus tard, interpellé par le gouvernement flamand, Louis Schweitzer (le patron de Renault, ancien chef de cabinet de l'ex-Premier ministre Laurent Fabius) confirmait le caractère irrévocable de sa décision. L'action Renault s'envolait en Bourse.

Les travailleurs eux, manifestent sur l'exigence : "Renault doit rester ouvert". »

ALGÉRIE



Tribune ouvrière, n° 77, juin 1997 :

Editorial

« Avant même l'installation de l'APN et conformément à la devise "Après nous, ce sera encore nous", Liamine Zéroual a désigné Ouyahia pour constituer le nouveau gouvernement, alors que se multiplient les grèves contre sa politique du bulldozer (...).

Le secrétaire général du Parti des travailleurs, Mustapha Benmohamed, qui a présidé en tant que doyen d'âge la séance d'ouverture de l'APN trois jours durant, incarnant la continuité de la lutte du peuple algérien pour exercer sa souveraineté, a, dans son discours d'ouverture, interpellé tous les députés quant à l'urgence de réaliser l'aspiration profonde et unanime à la paix.

Déjà, le 5 juin et avant même l'annonce des résultats du scrutin, le porte-parole du Parti des travailleurs adressa une lettre ouverte à Liamine Zeroual en ces termes :

"Monsieur le Président,

Ce jour, jeudi 5 juin 1997, ont eu lieu les élections législatives.

Indépendamment des conditions dans lesquelles a été préparé et s'est déroulé le scrutin, de ses résultats et donc de la composition de la nouvelle Assemblée, que tout citoyen ou parti est en droit d'apprécier, les problèmes fondamentaux auxquels se trouve confronté le peuple algérien, et principalement cette guerre meurtrière, demeurent entiers. J'en veux pour preuve les bombes, qui, au cœur d'Alger, viennent de provoquer de nouveaux massacres horribles, endeuillant des dizaines de familles dans les quartiers pauvres.

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, au nom de mon parti, j'ai signé, en janvier 1995, la plateforme de contrat national pour aider à dégager une solution politique et pacifique à même d'arrêter l'effusion de sang, de rétablir la fraternité par la restauration des conditions normales d'exercice de la politique pour toutes les Algériennes et tous les Algériens, condition sans laquelle tout avenir est hypothéqué. C'est exclusivement pour cette même raison, le rétablissement de la paix, que mon parti a décidé de participer aux élections du 5 juin.

Monsieur le Président,

Durant cette campagne électorale, j'ai rencontré et écouté des milliers d'Algériennes et d'Algériens, qui, au compte de l'écrasante majorité, sont venus crier leur douleur, exprimer avec force leur aspiration profonde à la paix, à une vie digne.

Meurtris par cette guerre et par des conditions de vie devenues inhumaines, les dizaines de milliers d'Algériennes et d'Algériens que j'ai rencontrés ont, par leur présence massive, par leurs appels, répété ce qu'une mère de famille blessée lors de l'attentat meurtrier du 16 janvier vous a demandé à l'hôpital Mustapha sous le cri de : "Monsieur le Président, je vous en supplie, faites quelque chose pour que cela cesse..." Vous aviez alors répondu : "Je ferai l'impossible..." Depuis, vous avez été réélu en novembre 1995 comme président de la République. Votre campagne électorale avait pour symbole la colombe de la paix. Malheureusement, à ce jour, des Algériennes et des Algériens continuent de mourir chaque jour, allongeant la liste macabre et insupportable des victimes de cette guerre épouvantable.

Monsieur le Président,

Après avoir constaté les dégâts terribles occasionnés par cette guerre sans issue et qui gangrène notre pays, notre tissu social et national, menaçant jusqu'à son unité, après avoir écouté tant d'appels à l'arrêt de l'effusion de sang, après avoir palpé tant de souffrances, mais aussi et par-dessus tout l'espoir que se taisent les armes pour que nous ne perdions pas tous notre part d'humanité, je considère de mon devoir de m'adresser à vous.

Au nom de mon parti, de toutes celles et de tous ceux qui m'ont chargé de leur immense espoir de voir régner à nouveau la paix, la sérénité et la fraternité, je vous demande solennellement de me recevoir pour discuter des conditions politiques à même de permettre le rétablissement de la paix, une paix véritable, durable, pour préserver ce qu'il y a de plus cher, à savoir les vies humaines, mais aussi les infrastructures, l'intégrité du pays, car il y va de l'avenir de l'Algérie, de celui des générations futures.

Veillez croire, monsieur le Président, en mon attachement indéfectible à la paix et à la démocratie.

Alger, le 5 juin 1997."

(...) Dans l'APN, les députés du Parti des travailleurs ne ménageront aucun effort pour que, en plus du FFS, d'autres courants prennent en charge la revendication de la paix.

Et c'est parce qu'il a démontré durant la campagne électorale qu'il est, malgré les pressions et la censure, "le parti qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit", et que l'arrêt de la double guerre est réaliste et réalisable, que le PT enregistre des adhésions massives, qui traduisent non seulement l'espoir que cesse cette guerre monstrueuse, mais aussi la volonté des travailleurs, paysans et jeunes de s'organiser pour la concrétisation de cet espoir. »

SUISSE

Journal No 150 150 pages

Le Conseil fédéral persiste et signe: la rigueur et l'austérité pour les travailleurs

Contre Maastricht, contre le démantèlement des PTT et la privatisation des Télécoms

SIGNEZ LES 4 REFERENDUMS

AGENDA

Le coup d'Etat permanent

« Le Journal de Genève, du 17 juin, rapporte les propos de Kaspar Villiger au moment même où se tient le sommet d'Amsterdam : "Si nous ne faisons rien, la Suisse ne respectera plus les critères de Maastricht..." Fort de cet argument, le conseil fédéral a adopté un arrêté urgent (AFU), qui, sous le nom d'"objectif budgétaire 2001", prévoit d'inscrire le principe de l'élimination du déficit budgétaire dans la Constitution. Le traité de Maastricht impose à tous les Etats membres de l'union monétaire une stricte discipline budgétaire, avec à la clé des sanctions, qui ont été approuvées à Amsterdam sous le titre de "pacte de stabilité". Ces sanctions ont pour but d'annihiler toute velléité pour les gouvernements et les Parlements nationaux de céder à la pression des mobilisations ouvrières.

Le peuple suisse, dont une majorité de travailleurs et de paysans, a voté contre l'adhésion à l'ESU, dans une mesure pour ce propos légal, le Conseil fédéral ne s'en remet pas à la pression des mobilisations ouvrières, mais agit en garantissant la rigueur budgétaire et les plans de

Le coup d'Etat permanent

« Le Conseil fédéral a donc décidé de signer le traité de Maastricht et de signer le traité de Maastricht et de signer le traité de Maastricht... »

Journal, n° 150, 4 juillet 1997 :

« Le Journal de Genève, du 17 juin, rapporte les propos de Kaspar Villiger au moment même où se tient le sommet d'Amsterdam : "Si nous ne faisons rien, la Suisse ne respectera plus les critères de Maastricht..." Fort de cet argument, le conseil fédéral a adopté un arrêté urgent (AFU), qui, sous le nom d'"objectif budgétaire 2001", prévoit d'inscrire le principe de l'élimination du déficit budgétaire dans la Constitution. Le traité de Maastricht impose à tous les Etats membres de l'union monétaire une stricte discipline budgétaire, avec à la clé des sanctions, qui ont été approuvées à Amsterdam sous le titre de "pacte de stabilité". Ces sanctions ont pour but d'annihiler toute velléité pour les gouvernements et les Parlements nationaux de céder à la pression des mobilisations ouvrières.

Le peuple suisse, dont une majorité de travailleurs et de paysans, a voté contre l'adhésion à l'ESU, dans une mesure pour ce propos légal, le Conseil fédéral ne s'en remet pas à la pression des mobilisations ouvrières, mais agit en garantissant la rigueur budgétaire et les plans de

ne peut imposer la rigueur budgétaire et les plans de démantèlement social comme s'ils étaient impérativement liés à la signature du traité de Maastricht et du pacte de stabilité. Le conseil fédéral a donc inventé cette formule d'un article constitutionnel, s'imposant à lui-même et au Parlement une règle suprême, qui, du même coup, cherche à interdire toute forme d'opposition à sa politique d'austérité. En se soumettant au cadre de Maastricht, le conseil fédéral est amené à remettre en cause les formes de démocratie existantes, malgré leur caractère limité, même purement formel.

Dans une interview au journal *Le Matin*, le conseiller fédéral Adolf Ogi n'hésite pas à déclarer :

"Notre pays doit s'engager plus avant dans le grand chantier de la paix en Europe (...). L'Autriche a proposé à la Suisse de participer à un groupe de travail international sur les opérations de maintien de la paix avec les pays d'Europe centrale et orientale. Nous avons décidé de collaborer au sein de ce forum informel en y apportant notre expertise" (Le Matin, 29 juin 1997).

Que le peuple suisse ait refusé en votation la constitution d'un corps de casques bleus n'empêche pas Ogi de juger le cadre légal, qui interdit d'envoyer des soldats armés à l'étranger, comme "irréaliste", ni le conseil fédéral d'adhérer au "partenariat pour la paix".

Rien ne doit faire obstacle à la dictature des marchés financiers. Alors que les normes de Maastricht conduisent partout à des explosions de colère des populations, à l'éclatement des nations et à des guerres que l'on prétend ethniques, la Suisse doit s'intégrer au dispositif européen de maintien de l'ordre.

Dans ce contexte, unifier les éléments de résistance à la politique de privatisation et de déréglementation autour du rejet de la soumission à l'Europe de Maastricht est une nécessité, pour mettre un coup d'arrêt à cette dérive totalitaire et par conséquent pour sauvegarder l'existence des organisations ouvrières. »

ÉQUATEUR

NOTA INFORMATIVA

Por el movimiento para la construcción del PARTIDO de los TRABAJADORES

LOS PUNTOS FUNDAMENTALES
Por el Movimiento pro Partido de los Trabajadores

Nuestros los trabajadores y militantes obreros y campesinos de todas las condiciones, queremos de la otra manera que un Partido de los Trabajadores, podemos hacer hoy día un gran trabajo de esta iniciativa: apenas hace diez meses después de que el llamado fue lanzado cuando ya eran llamados en Quito, Guayaquil, Ambato, Napo, Imbabura, Esmeraldas, Cotacachi, etc., la convergencia de posiciones políticas expresadas por el conjunto de Ecuatorianos sobre los cinco puntos fundamentales siguientes:

1. Reconocimiento de la lucha de clases: los intereses de los trabajadores y los puntos organizados son radicalmente opuestos a los de los explotadores capitalistas. Estamos por el Partido de los Trabajadores.
2. Independencia recíproca de los partidos y de los sindicatos: Por la unidad de los Trabajadores, por una Central Única de los Trabajadores (CUT) independiente de los partidos políticos, del gobierno y de los patronos.
3. Independencia Nacional, contra la explotación de los explotadores y por la paz con el FMI. Ante el riesgo de la deuda externa, no a los préstamos sino, los que son un pillaje de los recursos de la nación en provecho de los intereses propios y apoyo de grupos financieros especuladores extranjeros.
4. Democracia, Socialismo. No al socialismo sin democracia, ni a la democracia sin socialismo. Es

una sola estrategia posible en un mundo donde las fuerzas dominadas por los oligarcas extranjeros que han explotado a Ecuador y que se preparan con Alarcón. El mandato del 5 de febrero debe ser respetado. Constituyente soberano. Ahora!

5. Unidad y fraternidad de los Trabajadores y pueblos del mundo en contra la explotación y la guerra. Proponemos la lucha organizada hoy a 150 años con la Primera Internacional. No nacionalismos y luchamos por el reconocimiento independiente de los trabajadores y de los pueblos explotados. Estamos en pro de una internacional obrera independiente.

Este es el único camino a seguir. Los signatarios de la nota abierta por el Partido de los Trabajadores e independientes a quienes se les llama a presentarse a las elecciones para el Sábado 3 de Julio en Guayaquil con el fin de constituir el Movimiento Pro-PT (MPT) en un comité preparador por iniciativa provincial se dirige entre otros:

Los señores: Juan Carlos Rodríguez y Juan Carlos Rodríguez, miembros del Comité Provincial de la CUT en Guayaquil, quienes nos han invitado a la reunión nacional que decidirá sobre la forma de organización adoptada, en la plataforma constituyente y que convocará a todos los militantes del Movimiento pro-PT (MPT).

Guayaquil, 2 de Junio de 1997.

«Pour le Mouvement pour la construction du parti des travailleurs»

« Les points fondamentaux pour le Mouvement pour le parti des travailleurs :

Nous, travailleurs et militants ouvriers et populaires de toutes tendances, qui sommes signataires de la lettre ouverte pour un Parti des travailleurs, nous pouvons aujourd'hui établir un premier bilan de cette initiative : deux mois à peine après le lancement de l'appel, nous comptons déjà des adhésions à Quito, Guayaquil, Ambato, Riobamba, Baños, Esmeraldas, Cuenca. Nous constatons la convergence de positions politiques exprimées par l'ensemble des signataires sur les cinq points fondamentaux suivants :

1. — Reconnaissance de la lutte des classes : les intérêts des travailleurs et du peuple opprimé sont radicalement opposés à ceux des exploiters capitalistes. Nous sommes pour le Parti des travailleurs.

2. — Indépendance réciproque des partis et syndicats : pour l'unité des travailleurs, pour une centrale unique des travailleurs (CUT) indépendante des partis politiques, du gouvernement et des patrons.

3. — Souveraineté nationale, contre la soumission des travailleurs et du peuple aux plans du FMI. Halte au paiement de la dette extérieure, non aux privatisations, qui sont un pillage des richesses de la nation au profit des intérêts égoïstes et rapaces de groupes financiers spéculateurs internationaux.

4. — Démocratie, socialisme : il n'y a pas de socialisme sans démocratie, il n'y a pas de démocratie sans socialisme. Il est avant tout nécessaire de mettre fin aux institutions actuelles dominées par les oligarchies corrompues, qui ont engendré Bucaram et qui se perpétuent avec Alarcón. Le mandat du 5 février doit être respecté ! Constituant souveraine, maintenant !

5. — Unité et fraternité des travailleurs et des peuples du monde entier contre l'exploitation et la guerre. Nous continuons la lutte commencée il y a 150 ans avec la Première Internationale. Nous nous prononçons et luttons pour le regroupement indépendant à l'échelle internationale des travailleurs et des peuples opprimés. Nous sommes pour une Internationale ouvrière indépendante.

Sur cette base, nous appelons tous les signataires de la lettre ouverte pour un Parti des travailleurs à élargir le nombre des adhésions et à préparer une réunion nationale pour le samedi 5 juillet, à Guayaquil, afin de constituer le Mouvement pro-PT (MPT), réunion nationale préparée par des réunions provinciales là où existent des adhérents.

Nous nous constituons dans ce but avec le mandat de réaliser ces réunions, mandat qui se terminera le 5 juillet dans la réunion nationale, qui décidera de la forme d'organisation adoptée, de la plate-forme constitutive et qui décidera des instances du Mouvement pro-PT (MPT).

Guayaquil, le 2 juin 1997. »

ITALIE



Riflessioni, n° 11, 7 juin 1997 :

“Maastriicht est-il négociable ?”

« Chacun peut comprendre cette déclaration de Antonio Fazio, gouverneur de la Banque d'Italie :

“Si les syndicats veulent plus d'emplois, ils doivent accepter plus de flexibilité dans le monde du travail. Sinon, le travail clandestin réalise une “flexibilité de fait”. Les chiffres du travail clandestin sont impressionnants : 2,4 millions d'emplois irréguliers.”

Incredible : sans aucun fard, Fazio dit que la flexibilité, c'est la légalisation de l'exploitation, de la précarité, des abus. Comme si les abus n'en étaient plus quand la loi le permet...

Abus ? Prenons le récent “pacte pour le travail”, adopté par la Chambre, le 5 juin.

Avec l'introduction du travail intérimaire, par exemple, un travailleur pourra être “donné en location” par une agence aux entreprises, pour des périodes plus ou moins longues, tandis que l'agence retient une partie de la rétribution.

Un jeune m'a dit que, grâce à ce mécanisme, pratiquement chaque semaine une nouvelle mission lui est assignée, souvent loin de Turin, avec des tâches nouvelles, des horaires épuisants, pour un salaire de 900 000 livres par mois... S'il n'accepte pas, il perd la possibilité “d'être loué”...

Flexibilité ? Le gouvernement a dit que ce “pacte pour le travail” permettra la création de 100 000 emplois, en précisant qu'il s'agit de contrats jusqu'en décembre, avec un salaire mensuel de 800 000 livres...

Marché noir ? 100 milliards ont été accordés aux entreprises qui

“ont régularisé leurs positions salariales et fiscales relatives aux prestations au noir. Encore faut-il que les entreprises qui ont souscrit de tels contrats n'encourent pas de sanctions fiscales ou qu'elles soient poursuivies pour d'éventuels délits perpétrés.”

C'est-à-dire que l'Etat paiera les contributions à l'entreprise et, de plus, “pardonnera” toutes ces années d'évasion...

Pendant ce temps, Fiat annonce ses profits : en 1974 elle affichait 3 800 milliards

“et une capitalisation en Bourse de 363 milliards. Les prévisions pour 1997 sont d'environ 90 000 milliards et la capitalisation actuelle en Bourse est de 24 000 milliards. C'est là mon engagement et il en sera ainsi jusqu'au dernier jour”,

a déclaré Romiti (26 mai, La Stampa).

Comment tout cela se relie-t-il à Maastriicht ?

A l'article 130 du traité, nous trouvons :

“La Communauté et les Etats membres veilleront à assurer les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de la Communauté. A cette fin, dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel, leur action tend à accélérer l'adaptation de l'industrie aux transformations structurelles.”

Et le traité même de le prescrire : plus de flexibilité, plus de précarité, des coûts

du travail plus bas, une spéculation et des profits accrus pour s'adapter au marché mondial... ce sont là les conditions de travail de la Chine, de l'Est asiatique, de l'Europe orientale.

Le comité pour l'abrogation du traité de Maastricht, constitué par des militants d'origines politiques diverses le 31 mai, se donne un premier objectif : commencer à faire la lumière sur la réalité de ce traité. »

ÉTATS-UNIS



The Organizer, juin-juillet 1997 :

“Les travailleurs en action”

« Des syndicalistes et des militants venus de tout le pays se sont rassemblés dans les rues de Detroit, le 21 juin, lors d'une grande manifestation nationale “Action ! Motown 97”, appelée par l'AFL-CIO pour soutenir les 2 000 travailleurs de la presse lockoutés.

Les organisateurs attendaient 35 000 manifestants, sur la base des prévisions des syndicats et des autres organisations contactées. Leur nombre réel a été bien supérieur. Lors du rassemblement qui a suivi la marche d'une heure et demie du

Tiger Stadium au Hart Plaza, la police a compté 125 000 manifestants. Ce chiffre annoncé à la tribune a été applaudi à tout rompre.

Les syndicalistes sont venus de toutes les parties du pays — y compris la Floride, le Maine, Hawaï et l'Alaska — parce qu'ils voulaient faire savoir clairement aux patrons de toute l'Amérique que “C'en est assez !” (...).

Al Derey, président du conseil de ville des syndicats de la presse, a déclaré :

“Les travailleurs jaunes doivent être mis de côté pour que les grévistes puissent reprendre leur place. Pourquoi ? Parce que ces entreprises sont coupables d'avoir eu des pratiques injustes, qui ont saboté le processus de négociations et provoqué et prolongé la grève. Ce n'est pas là simplement l'opinion des syndicalistes — c'est celle du juge d'instance, qui a examiné toutes les preuves établies par le gouvernement contre ces journaux (...).

Les journaux de Detroit ont pris position, dès le début, en disant qu'ils pouvaient lockouter nos adhérents, et c'est ce qu'ils ont fait. Mais le juge Wilks a considéré qu'ils n'avaient pas droit à une embauche permanente. Il a clairement dit que lorsque nos camarades avaient proposé de reprendre le travail à la mi-février, ils auraient dû être repris (...).

Derey et les autres orateurs ont également fait appel à la direction nationale du NLRB pour qu'il autorise le directeur régional du NLRB au Michigan à lancer une injonction courant sur dix jours — ce qui aurait forcé les patrons des journaux à reprendre les grévistes (...).

Préparer les actions des 11 et 12 juillet dans toutes les villes du pays sur une orientation d'action de masse après ces actions locales est essentiel pour maintenir en vie le mouvement pour la réembauche de tous les travailleurs lockoutés et licenciés dans la presse, avec un contrat de travail décent sur la base du syndicat. Nous appelons tous nos lecteurs à s'associer à cette campagne. Beaucoup de travail reste à faire”. »

GRANDE-BRETAGNE

**Labour News, n° 2, mai 1997 :**

« Un salaire minimum à quelque niveau significatif que ce soit est là encore en dehors des préoccupations de Maastricht. D'autres pays européens ont été obligés d'abaisser le salaire minimum pour pouvoir signer. Maastricht est globalement opposé à la réglementation des salaires et favorise au contraire le type de concurrence sans pitié qui a d'ores et déjà fait mordre la poussière à des centaines de milliers de travailleurs des services publics britanniques.

Quand vous commencez à avoir un chômage de masse, la déréglementation et l'austérité qui sont au cœur du traité de Maastricht, la politique de la confédération syndicale orientée sur "La monnaie unique tout de suite !" apparaît comme un non-sens à quiconque n'est pas un bureaucrate ami des patrons. Voilà pour-

quoi nous devons provoquer un débat sur la base de l'information lors des congrès syndicaux durant l'été.

Dans mon propre syndicat, UNISON, nous nous sommes clairement prononcés contre la monnaie unique et les critères de convergence de Maastricht. Certains, dans l'organisation, essaient à présent de nous convaincre d'abandonner cette politique en faveur de la renégociation du traité.

Cette stupidité défaitiste doit être abandonnée dans les plus brefs délais. Si les banques centrales des économies européennes les plus puissantes ne peuvent renégocier les critères de la monnaie unique, il n'y a aucune chance pour que les syndicats britanniques puissent réussir là où elles ont échoué.

Nous devons au contraire nous mobiliser autour de revendications centrales, qui posent les vrais problèmes tels que le plein emploi, les droits ouvriers et la garantie du niveau de vie. C'est là l'alternative radicale que nous proposons à la camisole de force de Maastricht.

Notre campagne doit être une campagne internationaliste, ouverte et non sectaire. Les travailleurs de toute l'Europe savent ce qu'il en est de Maastricht et de ses coups de boutoir contre leur niveau de vie. Les critères de convergence sont seulement opposés aux besoins des travailleurs, mais l'union monétaire européenne signifierait abandonner le contrôle des dépenses futures à des banques centrales incontrôlées, réduisant ainsi la possibilité pour nos syndicats d'influer sur les décisions prises. C'est là quelque chose de particulièrement important au moment où un nouveau gouvernement travailliste est élu. Voilà ce que signifie pour nous "perte de la souveraineté".

Geoff Martin,
responsable de UNISON Londres
et du TASC. »

Lettre aux participants à la 85^e Session de l'assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail

A l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, des responsables, des militants ouvriers et syndicalistes de 41 pays se sont réunis à Genève le 8 juin 1997, à l'occasion de la 85^e Session de l'assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail. Ils ont adressé aux participants de la 85^e Session de l'OIT la lettre reproduite ci-dessous.

Nous, militants ouvriers et syndicalistes, réunis à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, à l'occasion de la 85^e Session de l'assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT), avons discuté des problèmes auxquels les travailleurs du monde entier sont confrontés. Au cours de nos débats, une information nous a été communiquée, qui nous paraît d'une extrême gravité. Nous estimons de notre responsabilité d'en informer l'ensemble des délégués participant à la conférence de l'OIT, ainsi que l'ensemble des responsables et militants syndicaux et les travailleurs du monde entier. En effet, alors même que les travailleurs du monde entier sont confrontés à des mesures de déréglementation, de privatisation, de destruction des services publics et de remise en cause des droits, des conventions, des garanties collectives, nous venons d'apprendre que des négociations sont en cours, en vue de l'adoption d'un traité international, qui, s'il était signé, remettrait en cause, à une échelle sans précédent, droits, normes, garanties, tous les droits démocratiques et l'existence même de nations souveraines. De quoi s'agit-il ?

Depuis maintenant dix-huit mois, des négociations secrètes sont en cours entre les vingt-neuf pays les plus riches du monde, qui constituent l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sur un traité visant à

assurer une liberté sans limite aux agissements des multinationales.

Ces négociations ont débuté à l'initiative de l'US Council for International Business. Elles sont organisées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais, pour des raisons de discrétion, ces négociations n'ont pas lieu au siège de l'Organisation mondiale du commerce, mais à Paris. Le but de ces négociations est de mettre au point un traité, dont le nom serait Multilateral Agreement on Investment (MAI).

Selon les propres termes de M. Renato Ruggiero, directeur général de l'OMC, qui conduit les négociations, l'objectif est de "*rédiger la constitution d'une économie globale unique*".

L'essence de ce traité est de faire en sorte qu'un investissement venu d'un pays signataire du traité et réalisé dans un autre pays signataire puisse s'opérer sans qu'aucune règle, contrainte, loi nationale ne puisse lui être opposée. Il est écrit, par exemple, que tout investisseur venu d'un pays signataire bénéficiera automatiquement

"des conditions les plus favorables accordées par ce pays à quelque investisseur que ce soit",

qu'il s'agisse d'un investisseur national ou étranger.

Le document précise que, par "investisseur", on entend tout à la fois

"une personnalité morale ou juridique, qu'elle soit constituée dans le but de faire du profit ou pas, qu'elle soit privée ou nationalisée, qu'il s'agisse de trusts, de corporations".

Le document précise que par "investissement", on doit entendre

"tout avoir de quelque ordre que ce soit". Ainsi, selon le MAI, on peut ranger au compte des investissements *"des entreprises, des actions ou toute forme de participation à des entreprises, des obligations ou toute forme de prêt ou de créance, quel que soit le créancier ou le débiteur, tout droit garanti par contrat de quelque ordre que ce soit, toute forme de droit de propriété intellectuelle et, plus généralement, toutes les formes de propriété tangible et intangible, meuble ou immeuble"*.

Une telle définition érige tout transfert légal ou illégal d'argent, y compris des sommes qui pourraient provenir du blanchiment de l'argent de la drogue et de l'économie d'armement, en investissement à l'égal de tout autre. Mais il faut aller plus loin. C'est donc pour garantir le droit de semblables "investissements" que la *"clause de l'investisseur le plus favorisé"* doit être systématiquement accordée aux investisseurs des parties contractantes. Le chapitre III du traité comporte un sous-chapitre, intitulé "Transparence". Dans ce chapitre, il est indiqué que, dès lors que le traité sera signé, tout Etat signataire aura l'obligation de

"fournir l'inventaire public de toutes ses lois, réglementations, procédures, règles administratives et décisions de justice, qui, d'une manière ou d'une autre, pourraient faire obstacle à l'application du traité".

De la même manière, tout Etat sera contraint de

"répondre à toute question venant d'une autre partie signataire du traité".

C'est-à-dire d'un autre Etat, concernant tel ou tel aspect de sa réglementation nationale, qui serait contraire au traité. Est-ce la fin de la souveraineté nationale ?

Le chapitre IV concerne l'expropriation et la nationalisation. Il stipule la chose suivante : tout signataire se voit interdire

"d'exproprier ou de nationaliser directement ou indirectement (...), à l'exception de cas où il serait établi dans le sens de l'intérêt public", où "il serait accompagné d'une indemnisation immédiate adéquate et réelle".

Et plusieurs articles du traité sont consacrés à toutes les formes d'indemnisation. Elles doivent être payées

"sans délai au niveau de la valeur du marché réel", l'évaluation "ne doit pas être affectée par la décision d'expropriation", "elle doit être faite dans des conditions monétaires immédiatement transférables dans d'autres pays".

Où est la démocratie ? Où est la souveraineté d'un peuple sur son avenir ? Au moins, un gouvernement qui le voudrait a-t-il le droit de se retirer du traité ? Non ! La clause appelée "Conditions de retrait du traité" prévoit qu'un Etat ne peut le faire qu' *"à condition d'avoir laissé passer au moins cinq ans depuis l'entrée en vigueur du traité"*.

De plus, quand une partie contractante se retire du traité, celui-ci continue à s'appliquer pour toutes les parties contractantes *"pendant quinze ans"*, c'est-à-dire qu'à partir du moment où le traité est signé, il s'applique au minimum pendant vingt ans. Est ainsi établie une assurance vie extraordinaire pour les multinationales, puisque, quels que soient les gouvernements, les changements politiques, celles-ci disposeront d'une garantie de vingt ans pour poursuivre ce qu'il faut bien appeler un pillage sans limite des ressources naturelles, de la force de travail, de la planète entière.

Le chapitre consacré au "Transfert de fonds" stipule, pour tous les pays signataires du traité, que

"tous les paiements ayant un rapport avec les investissements en cours dans un pays déterminé peuvent faire l'objet de transferts dans le territoire et hors du territoire sans délais",

sans contrôle, sans restrictions.

Cela concerne

"le capital initial de l'investissement, les investissements additionnels, les bénéfices, tous les profits résultant de prêts accordés en rapport avec cet investissement, tous les produits de la vente ou de la liquidation de tout ou partie de ces investissements, toutes les sommes obtenues dans le cadre des compensations et indemnités dont il a été fait mention plus tôt, toutes les sommes obtenues dans des règlements de justice".

Le traité signale en particulier que tous les échanges doivent être effectués *"dans une monnaie librement convertible"*.

Il précise : il s'agit d'une monnaie

"qui circule très largement sur les marchés commerciaux et d'échanges internationaux et qui est très largement utilisée pour les transactions internationales".

Le document prévoit que toute multinationale contractante ou pays contractant, s'il considère qu'il est confronté à des entraves à l'application du traité, a le droit de faire appel immédiatement à une *"cour internationale de justice"* et que les décisions de cette cour internationale de justice sont impératives pour le pays concerné. Ainsi, les *"entraves"* qui existent encore dans chaque pays, du fait de législations ouvrières, de droits démocratiques, et qui sont des entraves à l'exploitation sans limite de la force de travail, disparaîtraient demain purement et simplement.

La liberté absolue de toute multinationale de transférer ses capitaux sans délai, sans contrôle, sans restriction, c'est sa liberté de fermer du jour au lendemain n'importe quelle entreprise, de ne rendre compte à aucune législation nationale et, quand bien même on lui opposerait une législation nationale, le recours auprès d'une cour internationale de justice condamnerait le pays fautif.

Ce traité, s'il était signé et mis en œuvre, remettrait en cause l'existence même des Etats nationaux. Ce serait, à l'échelle mondiale, la domination sans partage, sans restriction, des multinationales.

De rares journaux qui ont levé un coin du voile sur ce projet de traité s'en alarment en des termes clairs.

Le *Journal of Commerce* écrit qu'avec ce traité,

"les tentacules économiques des multinationales s'étendront encore plus dans le monde".

Au Canada, le *Globe and Mail* écrit :

"Aucun gouvernement ne pourra plus exiger d'une firme étrangère qu'elle recrute sa main-d'œuvre localement, qu'elle tienne compte des objectifs d'emploi, qu'elle établisse sur place des bureaux de direction ou qu'elle atteigne un niveau fixé de recherche ou de développement comme condition pour avoir le droit d'investir."

Le *Telegraph Journal*, du New Brunswick, écrit :

"Ce traité ne signifie rien de moins que de donner légalement un statut de gouvernement à des instruments incontrôlables du capital privé."

C'est si vrai qu'en réalité, la mise en œuvre de ce traité multilatéral d'investissement aboutirait à rendre caduque la notion même de nation, du moins dans le sens de nation souveraine revendiquant de prendre en main son avenir.

Sur les 500 plus grandes multinationales du monde, 477 ont leur siège dans l'un des vingt-neuf pays de l'OCDE. Et, selon les statistiques mondiales, sur les 100 premières puissances économiques du monde, 51 sont des multinationales, 49 sont des Etats. General Motors, par exemple, a un chiffre d'affaires supérieur au PNB du Danemark.

Ces puissances économiques, souvent bien plus considérables que les Etats eux-mêmes, se trouveraient, par ce traité, fondées à prendre en main tous les aspects et toutes les dimensions de la vie de milliards d'individus, sans qu'aucune règle ne puisse leur être opposée. En signant ce traité, les Etats renonceraient en quelque sorte à la prérogative de nations souveraines, c'est-à-dire d'établir leur propre législation.

The Guardian écrit :

"Les multinationales seront exemptées de toute législation portant sur un salaire minimum."

A l'initiative de ce traité, l'US Council for International Business ne cache pas ses objectifs :

"Le Multilateral Agreement on Investment est un accord entre gouvernements pour protéger les investisseurs internationaux et leurs investissements. Nous nous opposons à toute mesure visant à créer ou même à suggérer des obligations contraignantes par les gouvernements dans les domaines du travail ou de l'environnement."

S'il était adopté, un tel traité constituerait le degré ultime et absolu de la déréglementation mondiale. Un édifice de siècles de réglementations ouvrières et, plus largement, de réglementations sociales, dont les formes ont été empruntées à l'histoire de chaque nation, toute une histoire humaine sont menacés d'être rayés d'un trait de plume par la signature de ce traité. C'est la négation de la possibilité pour toute nation, quelle qu'elle soit, de recourir par les voies démocratiques à une modification de son propre avenir. C'est la menace de voir la planète entière livrée aux déchirements, aux guerres, aux démantèlements qui accompagnent déjà en Afrique le démantèlement des Etats. Ce qu'on a vu depuis plusieurs années en Somalie, au Zaïre, au Rwanda, est-il l'avenir auquel seront condamnés tous les Etats, toutes les nations, tous les peuples du monde ?

Cela ne se peut.

Chacun peut comprendre que si ce traité était ratifié, l'humanité tout entière serait précipitée dans la déstabilisation. Un gouvernement de facto de multinationales se

substituerait de facto aux gouvernements et Etats souverains. Avec ce traité, les multinationales veulent se donner les moyens d'exercer une pression accrue sur les Etats pour que ceux-ci exercent une exploitation accrue des travailleurs. Ce traité livrerait l'humanité entière à une exploitation sans fin et sans limite.

Négocié secrètement sous l'égide de l'OMC entre les vingt-neuf pays composant l'OCDE, ce traité constitue une menace mortelle pour la démocratie et la paix. Il est évident que si un tel traité était ratifié, ce serait la fin des normes de l'OIT et de l'OIT même.

Nous nous adressons à l'ensemble des délégués de l'OIT, car il est impossible que ce projet dangereux reste un secret. Nous ne savons pas si vous disposez d'informations sur ce traité.

Nous vous demandons, compte tenu de la gravité de la situation, d'inscrire cette question dans vos discussions si cela est possible. L'Entente internationale des travailleurs et des peuples n'est, vous le savez, en concurrence avec aucune organisation ouvrière, internationale ou nationale, ni avec aucune institution existante. Elle respecte les prérogatives des organisations et délégués de l'OIT.

Nous nous adressons à vous parce que des millions de travailleurs dans le monde entier, préoccupés par le cours des événements, sont soucieux de connaître votre opinion sur les initiatives qui pourraient être formulées, afin de s'opposer aux menaces que ce traité fait peser et œuvrer utilement à la préservation des droits, garanties et conventions consacrés par l'OIT

Le 8 juin 1997

Les signataires

AFRIQUE

Algérie : Amar Takdjout, secrétaire fédéral, fédération des textiles et cuirs UGTA ;

Bénin : Gaston K. Azoua, secrétaire général

de la Centrale syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB) ;

Burkina-Faso : Tolé Sagnon, secrétaire général de la Confédération générale du travail du Burkina-Faso (CGTB) ;

Burundi : Paul Nkuzimana, porte-parole du FORTRA (Forces organisées des travailleurs) ;

Cameroun : André-Jules Mousseni, secrétaire général du comité confédéral de l'Union des syndicats libres du Cameroun (USLC) ;

Centrafrique : Sonny Cole, secrétaire général de l'USTC ;

Côte-d'Ivoire : Marcel Etté, secrétaire général de la Fédération des syndicats autonomes de Côte-d'Ivoire (FESACI) ; François Yao K, secrétaire général du Syndicat national du secteur de l'énergie et de l'électricité (SYNASEG) ;

Egypte : Salah Clamssarg, CTUWS ; Sabert Barakat, CTUWS ;

Guinée : Mamadou Mara, président de l'Union générale des travailleurs de Guinée ;

Niger : Mahaman Mansour, secrétaire général adjoint de l'Union syndicale des travailleurs du Niger ;

République de Maurice : Reeaz Chuttoo, président de la Fédération des syndicats de progrès ;

Togo : Norbert Gbikpi-Benissan, secrétaire général des syndicats indépendants du Togo (UNSI).

AMÉRIQUES

Brésil : Luiz Bicalho, membre du comité exécutif de la CUT ; Antonio Nogueira, comité exécutif du SINSEPIDF (syndicat de la fonction publique) ; Roque Ferreira, fédération nationale indépendante des cheminots ; Julio Turra, délégué au 6^e Congrès national de la CUT (SINPRO ABC) ; Markus Sokol, membre de la direction nationale du Parti des travailleurs du Brésil ; Armando Boito, professeur à l'université de Campinas ;

Guadeloupe : Joseph Oculi, Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) ;

Guyane : Albert Darnal, secrétaire général adjoint chargé des questions internationales de l'Union des travailleurs guyanais (UTG) ;

Haïti : Ronald Saint Jean, responsable du Parti ouvrier et paysan (POP) ;

Mexique : Luis Vasquez Villalobos ;

Pérou : Erwin Salazar Vasquez, Union syndicale des travailleurs de Lambayeque (USTL) CGTP ;

Etats-Unis : Ed Rosario, San Francisco Labour Council AFL-CIO.

ASIE

Bangladesh : Tafazzul Hussain, président de la fédération Jatiyo Sramik du Bangladesh ;

Chine : Cai Chongguo ;

Inde : Sharad Rao, Hind Mazdoor Kisan Panchayat ; N. Vasudevan, Fédération indienne des employés de la Blue Star ;

Pakistan : Gulzar Ahmad Chudhari, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats du Pakistan ; Rubina Jamil, présidente de l'APTUF ;

Sri Lanka : Anton Marcus, syndicat des travailleurs des transports industriels et des autres secteurs (ITGWU) ;

Vietnam : Hoang, Comité pour la défense des droits des travailleurs vietnamiens.

EUROPE

Albanie : Mexhid Zogu, président de la Fédération des syndicats des travailleurs des mines, de la géologie et de l'énergie d'Albanie ;

Allemagne : Heinrich Becher, GEW ; Karlheinz Gerhold, Halle OTV, membre du SPD ; Henning Frey, Köln OTV ; Inge Steinebach, Düsseldorf HBV, SPD ; H.-W. Schuster, Düsseldorf, ETV, SPD ; Tina Hauptmann (HBV, SPD, élue régionale) ;

Espagne : Juan Uriondo, syndicaliste des CCOO des postes, Madrid ; Jesus de Blas, syndicaliste de l'UGT télécommunications ; José Miguel Villa Antoñana, syndicaliste, UGT finances ;

France : Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs ; Jean-Pierre Barrois ; Olivier Doriane ; Patrice Sifflet, syndicaliste ; Bernard Chevreau, syndicaliste ; Michel Lambin, syndicaliste ; André Bodin, syndicaliste ; Pascal Samouth, syndicaliste ; Thierry Podeur, syndicaliste ; Sylvette Chevalier ; Gérard Baudoin ; Alain Collard, syndicaliste ; A. Guérin, syndicaliste ; Lucien Gauthier ; Marie-Claude Schildower ; Pauline Dal Gobbo, syndicaliste ; Miguel Cristobal ; Pierre Lambert ; J.-P. Raffi ;

Grande-Bretagne : F. Stanton, Women of the Water Front, Liverpool dockers ; Doreen

McNally, syndicat des transports TGWU (à titre personnel), Liverpool dockers ;

Grèce : Miltos Papaioakim, conseil général de la fédération des docteurs d'hôpital ; Dimitri Asteriou, Alliance des travailleurs de Grèce ;

Hongrie : Varga Miklós, à titre personnel, syndicat LIGA ; Tamas Szücs, à titre personnel, syndicat LIGA ; Kovács Ferenc, à titre personnel, syndicat LIGA ;

Irlande : Brian Dowdall, syndicat des marins d'Irlande ;

Italie : Lorenzo Varaldo, comité directeur du syndicat des enseignants UIL, Turin ;

Lituanie : Evaldas Balciunas, président de la section départementale de Siauliai du syndicat de l'enseignement de Lituanie ;

Portugal : Silva Fatima, syndicaliste enseignante (à titre personnel) ;

Roumanie : Ion Ruset ; Constantin Cretan ; Florin Orban ;

Russie : Alexandre Jidenkov, Solidarnost, Kaliningrad ;

Serbie : Pavlusko Imsirovic, "Indépendance" ;

Suisse : Marzia Fiastrì, syndicat des services publics ; Georges Meylan, SSP VPOD, Genève ; Silvio Maddalena, FTMH ; Mario Frieri, syndicat des services publics ; Christof Berger, union des PTT ; Jean Spilmann, responsable du syndicat des chemins de fer fédéraux ; Rudy Jaussi, syndicaliste SSP ; Gorges Aegler, président de la commission de solidarité internationale du PS vaudois ; Antonio Herranz, syndicat des services publics ; M. Schneuwly, SSP, VPOD ; Michel Gindrat, SSP Neuchâtel.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Philippe Larsimont,
Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X